

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°454

JANVIER 2023

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions du
Gouvernement français et de la Mairie de Paris*

— — — — —

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 €— Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

- IRAN : L'ONU DÉNONCE DES MEURTRES D'ÉTAT
- TURQUIE : ULTIMES MANŒUVRES DU POUVOIR AVANT DES ÉLECTIONS CRUCIALES
- IRAK : LA NORMALISATION ENTRE ERBIL ET BAGDAD MENACÉE PAR UN ARRÊT SURPRENANT DE LA COUR FÉDÉRALE
- SYRIE : ASSAD PEU PRESSÉ DE RENOUER AVEC ERDOGAN
- BERLIN : LE BUNDESTAG RECONNAIT LE GÉNOCIDE DES YÉZIDIS
- PARIS : EXPOSITION « ARTS KURDES EN EXIL »
- BREVES :
 - THE ECONOMIST "A SPECIAL REPORT ON ERDOGAN'S EMPIRE"
 - LA TURQUIE AU 149^e RANG DU CLASSEMENT DE RSF DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

IRAN : L'ONU DENONCE DES MEURTRES D'ETAT

La répression s'intensifie contre les manifestations populaires qui continuent de se dérouler au Kurdistan iranien et dans un grand nombre de villes iraniennes depuis la mort en garde à vue, le 16 septembre de la jeune femme kurde Jîna Mahsa AMINI.

Sur ordre de l'Ayatollah Khamenei, les forces de répression agissent avec une extrême brutalité contre des manifestants pacifiques que le pouvoir qualifie d'émeutiers manipulés par des

puissances étrangères. Le président Raïssi affirme : "Nous n'aurons aucune pitié pour les éléments hostiles". Fin janvier, on comptait plus de 488 morts, 18.000 blessés et près de 14.000 arrestations selon les ONG des droits de l'homme.

Le sort des prisonniers est particulièrement préoccupant. La torture est systématique et les viols et abus sexuels sont fréquents comme en témoigne la militante des droits de l'homme Narges Mohammadi dans un témoignage

accablant publié par le quotidien Le Monde dans son édition du 2 janvier et sur le site de la BBC-persan. Selon l'universitaire français Yan Richard, spécialiste de l'Iran, "le régime peut encore durcir la répression" (Le Monde du 2 janvier 2023).

A ce jour, 4 manifestants ont été exécutés à l'issue de procès sommaires. Pour l'ONU ces exécutions sont "des privations arbitraires de la vie" et "elles confinent au meurtre d'État". Lors d'un point de presse à Genève, le 10 janvier, la

porte-parole du Haut-Commissariat aux Droits humains de l'ONU, Mme Ravina Shamdasani a dénoncé dans les procès des Iraniens condamnés à mort "un manque de respect des procédures, des accusations qui sont complètement fallacieuses et qui n'ont aucun sens." "Ce sont des accusations de corruption sur Terre et Guerre contre Dieu qui sont formulées de manière très vague" a-t-elle souligné. Elle a évoqué également "de graves allégations de tortures et de mauvais traitements, des traitements humiliants avant leurs exécutions (AFP 10/01).

Dans son édition du 12 janvier, le quotidien américain New York Times publie les portraits des exécutés et des condamnés à mort en attente d'exécution tandis que Le Parisien du 16 janvier dresse le portrait du "juge de mort", Abdol Qasem Salavati, "élément clé de la répression en Iran".

Le 14 janvier, un Irano-Britannique, Alireza Akbari, ancien haut responsable du ministère iranien de la défense, exilé à Londres et devenu citoyen britannique, a été exécuté à Téhéran. Il avait été arrêté en 2019 lors d'un voyage en Iran et sévèrement torturé pour faire des "aveux". Son exécution a provoqué la colère du gouvernement britannique qui a promis des sanctions.

Des sanctions qui n'impressionnaient guère les dirigeants de la République islamique. Pour réagir à la vague de répression qui s'abat sur le mouvement populaire de contestation, l'Union européenne a elle aussi adopté une série de nou-

velles sanctions contre certains responsables iraniens impliqués les interdisant de visa ou confisquant leurs éventuels biens sur le territoire européen. Mais ces sanctions restent symboliques et sans portée réelle. Les dirigeants européens n'ont d'ailleurs pas réussi à se mettre d'accord sur la question de mettre les Gardiens de la révolution iranienne sur la liste des organisations terroristes. Par peur de représailles iraniennes l'affaire a été renvoyée à une date ultérieure (Le Figaro du 23/01). Téhéran n'a d'ailleurs pas tardé à annoncer de nouvelles sanctions contre l'Union européenne et le Royaume-Uni (Le Figaro du 25/01).

L'Iran pratique sans complexe une diplomatie de prises d'otage afin d'exercer un maximum de pression sur les Occidentaux. 7 français croupissent actuellement dans les geôles iraniennes dont un Franco-Irlandais, Bernard Phelan, qui d'après ses proches cités par AFP (18/01) serait "dans un état de santé critique". La ministre Française des Affaires étrangères a, le 26 janvier (AFP) a appelé Téhéran à libérer les otages français. Un appel qui risque de rester sans effet dans l'actuel climat de vives tensions des relations franco-iraniennes.

La publication dans un numéro spécial "7 janvier", date anniversaire de l'attentat contre Charlie Hebdo, des caricatures de Khamenei a envenimé encore ces relations. Après des manifestations de protestations contre ces caricatures "insultantes" pour le "Guide Suprême" que l'hebdomadaire satirique présente comme

"une râclée aux mollahs", l'Iran a décidé de fermer l'Institut Français de recherche en Iran (IFRI) (Le Monde du 5/01).

Dans toute l'Europe et aux Etats-Unis, des manifestations de soutien aux femmes kurdes et iraniennes se sont multipliées. Ainsi, le 16 janvier après un rassemblement de soutien dans les jardins du Trocadéro, Anne Hidalgo, la maire de Paris, entourée de ses conseillers municipaux de tous bords, a fait projeter sur la Tour Eiffel le mot d'ordre de ce combat "Femme, Vie, Liberté" qu'elle a récité dans son discours en kurde "Jin, Jiyan, Azadî". Le même jour, des milliers d'iraniens venant de plusieurs pays européens ont manifesté à Strasbourg devant le Parlement européen.

Toujours en janvier, l'Iran a adopté un nouveau budget réservant la part de lion aux forces armées et aux dépenses sécuritaires. Aucune amélioration économique en vue pour la population civile. Le régime semble estimer que la précarisation inciterait les gens à ne s'occuper que de leur survie au quotidien en renonçant à toute activité politique lourde de conséquences. Cependant, l'année 2023 pourrait être encore plus agitée tant au plan intérieur qu'en politique étrangère. Ainsi, dès son retour au pouvoir, Benyamin Netanyahu a ordonné une frappe ciblée contre un important site nucléaire iranien à Ispahan, et une frappe contre un convoi d'armes iraniennes en Syrie (Le Monde du 29/01). Les négociations sur le dossier nucléaire iraniens sont, elles, au point mort.

TURQUIE : ULTIMES MANŒUVRES DU POUVOIR AVANT DES ÉLECTIONS CRUCIALES

L'actualité politique turque de janvier est centrée sur les prochaines élections parlementaires et présidentielles. Le président turc, dans une rencontre avec la jeunesse à Bursa, a déclaré

le 22 janvier « Je ferai usage de mon autorité pour avancer l'élection au 14 mai » (AFP). Une date symbolique qui marquera le 73^e anniversaire de la victoire du Parti démocrate d'Adnan Menderès qui a mis fin au long règne du Parti

républicain du peuple (CHP) fondé par Atatürk. Dix ans après cette victoire, Menderès, conservateur pro-occidental qui avait fait entrer la Turquie dans l'OTAN, a été renversé par le coup d'Etat du 27 mai 1960 et a été condamné à

mort et pendu avec deux de ses ministres un an plus tard à l'issue d'un procès sommaire par la junte militaire.

Le président turc se réclame de cet héritage et prédit une victoire tout aussi éclatante contre la coalition de six partis de l'opposition menée par le même CHP, ex-parti unique laïc, bête noire de l'électorat musulman conservateur.

Malgré la dégradation de la situation économique qui se traduit par une forte inflation (officiellement 85%, mais en fait plus de 140% selon les économistes indépendants) une dépréciation incessante de la livre turque (30% en un an) et un déficit record de la balance des paiements (\$ 40 milliards en 202, soit 5% du P.I.B.) M. Erdogan, qui depuis 20 ans a gagné 10 élections parlementaires ou locales, 2 élections présidentielles et 3 référendum, croit en ses chances d'une nouvelle victoire. Sous sa direction, son parti, qui s'est emparé de tous les rouages de l'État, est devenu un parti-Etat. Il dispose des ressources du Trésor et de la banque centrale pour dépenser sans compter afin de séduire l'électorat indécis et la classe moyenne précarisée. Il promet ainsi de construire en cinq ans 500.000 nouveaux logements sociaux dans un pays qui, à cause d'une démographie galopante et de l'exode rural, connaît une crise de logement. Une loi adoptée en janvier permet une retraite anticipée, moyennant paiement de quelques trimestres, à 2,3 millions de salariés qui devraient se montrer reconnaissants en votant pour lui. Le salaire minimum a été augmenté de 55% et les traitements des fonctionnaires de 30%. Une subvention de 600 milliards de livres (environ 30 milliards d'euros) est promise pour faire face à l'augmentation considérable des factures d'énergie.

Avec quel argent ?

L'opposition affirme que les

caisses d'Etat sont vides. Pour maintenir jusqu'aux élections le cours de la livre (lira), la banque centrale a dépensé en 2022 plus de 100 milliards de dollars. L'afflux des capitaux des oligarques et réfugiés russes a certes apporté une somme de 28 milliards de dollars mais ni cette manne inattendue ni les accords de swap de monnaie signés avec la Chine, la Corée du sud et les Emirats arabes unis n'ont permis de renflouer les caisses. La Russie, qui intervient actuellement pour la réélection d'Erdogan, a opportunément suspendu l'énorme dette turque envers Gazprom. L'économie turque, sous perfusion, pourrait donc tenir jusqu'aux élections. Si Erdogan est réélu, il pourrait, avec son aplomb habituel, incriminer les ennemis extérieurs, notamment les occidentaux, pour le crash économique qui se profile à l'horizon.

L'autre volet de l'arsenal électoral du président turc consiste à faire taire les opposants en utilisant à sa guise les tribunaux. A ce jour, plus de 200.000 citoyens turcs font l'objet de poursuites judiciaires pour « insulte au président » dans la plupart des cas sur les réseaux sociaux. Une récente loi criminalisant la diffusion de « fake news » va censurer davantage ces derniers espaces d'expression que sont ces réseaux dans un pays où plus de 90% des media sont, selon The Economist du 21 janvier (voir revue de presse), « devenus des agences gouvernementales de propagande ». Dans son rapport annuel 2022 de la liberté de presse dans le monde, l'ONG Reporters sans Frontières classe la Turquie au 149^{ème} rang entre le Sri Lanka et la Belorus. Privés de publicité et craignant les poursuites judiciaires les quelques media d'opposition comme Halk TV du CHP n'osent pas critiquer le pouvoir en particulier sa politique étrangère présentée comme « politique de sécurité nationale » dont la moindre critique est qualifiée de « trahison » à l'unisson par le pouvoir et ses médias. Les partis turcs d'opposi-

tion ne s'opposent donc pas aux opérations militaires turques contre les Kurdes de Syrie et en Irak ni aux menaces récurrentes contre la Grèce et Chypre.

Le seul parti qui rompt ce consensus et critique ouvertement le pouvoir d'Erdogan est le Parti démocratique des peuples (HDP) qui de ce fait paye un prix fort. Criminalisé et présenté comme « l'aile politique du PKK » il est depuis 2017 banni des media (The Economist). Des milliers de ses militants, y compris des députés et des maires élus, sont en prison. Sur ordre d'Erdogan, il est poursuivi par la Cour Constitutionnelle turque qui pourrait l'interdire à tout moment en fonction de l'agenda électoral du président turc. En attendant, cette Cour Constitutionnelle a, le 5 janvier, décidé par 8 voix contre 7 de « suspendre à titre conservatoire » le financement public dû à ce parti qui, avec six millions d'électeurs, est la troisième force politique du pays. Comme tous les partis représentés au Parlement, il a droit à un financement public au prorata du nombre de ses députés. Il devait en cette année électorale bénéficier d'une subvention publique de 539 millions de livres turques (environ 27 millions d'euros) dont le premier versement devait avoir lieu le 10 janvier (Libération du 6 janvier). Privé de media et de financement, le HDP a promis qu'il continuerait à se battre pacifiquement pour ces élections qui ne seront ni équitables ni libres.

Le président turc continue d'instrumentaliser la politique étrangère pour se poser en homme d'Etat respecté de Poutine, faiseur de paix, défenseur des droits des Turcs et des musulmans à travers le monde et tenant tête aux « impérialistes » (américains et européens) qui ourdissent des sombres complots pour affaiblir la Turquie et soutenant les terroristes. Cette rhétorique répétée chaque jour sur les écrans de télévision du pays finit par convaincre nombre de

Turcs dont il caresse les sentiments nationalistes. Des parlementaires turcs et certains de leurs collègues pakistanais et indonésiens ont même poussé la flagornerie jusqu'à proposer la candidature d'Erdogan pour le prix Nobel de la Paix. Ils feignent d'ignorer que le président turc, qui bloque l'adhésion à l'OTAN de la Suède et de la Finlande, n'est vraiment pas en odeur de sainteté dans les pays scandinaves. Un groupe de Suédois sympathisants des combattants kurdes de Rojava ont exhibé devant la mairie de Stockholm la marionnette d'Erdogan pendu par le pied à l'instar de Mussolini avec cette légende « Ainsi finissent les dictateurs ». Fureur d'Ankara qui a convoqué l'ambassadeur suédois

en Turquie. Impuissance et exaspération du gouvernement suédois qui déclare « ne pas pouvoir répondre aux demandes turques » (Le Monde du 24 janvier) incompatibles avec un Etat de droit et la liberté d'expression. Nombre d'intellectuels, d'artistes et de personnalités politiques suédois critiquent la lâcheté et l'amateurisme de leur gouvernement. Un militant radical suédois est allé jusqu'à brûler un Coran devant l'ambassade turque à Stockholm. Le gouvernement suédois a condamné cet acte « irresponsable » et « irrespectueux envers les croyants » sans engager des poursuites car profaner n'est pas un délit en droit suédois. Ce geste a permis au président turc de se poser en défenseur de l'islam et de ses valeurs et de

déclarer qu'il fermait la porte à l'adhésion de la Suède à l'OTAN tout en étant prêt à envisager favorablement celle de la Finlande qui a, de son côté, autorisé les premières exportations militaires vers la Turquie depuis l'embargo décidé en 2019 après l'invasion turque du canton kurde syrien d'Afrin. La Turquie a décidé d'annuler la visite à Ankara d'un ministre suédois. Cette crise diplomatique et l'obstination turque de bloquer l'entrée dans l'OTAN de la Suède et de la Finlande auront très probablement un impact négatif sur les négociations en cours sur la vente à la Turquie des bombardiers F16 américains. D'ores et déjà de nombreux sénateurs et congressmen ont déclaré qu'ils s'y opposeraient.

IRAK : LA NORMALISATION ENTRE ERBIL ET BAGDAD MENACÉE PAR UN ARRÊT SURPRENANT DE LA COUR FÉDÉRALE

La Cour fédérale suprême d'Irak a rendu le 25 janvier un arrêt surprenant estimant « inconstitutionnels » les transferts financiers effectués par le Gouvernement irakien dirigé par Mustafa al-Khadémi vers le Gouvernement régional du Kurdistan. Ces transferts représentent une petite partie de la dotation financière que Bagdad est tenu d'allouer à la Région du Kurdistan pour payer les salaires des fonctionnaires, des policiers et des Peshmergas.

Depuis 2014, sous des prétextes divers les gouvernements irakiens successifs rechignent à verser à Erbil cette dotation calculée au prorata de la population du Kurdistan par rapport à celle de l'Irak, qui était en 2015, lors de l'adoption de la Constitution estimée à 17% du budget de l'Irak une fois déduites les dépenses régaliennes (armée, Affaires étrangères, banque centrale). Le non versement de cette dotation par le gouvernement à dominante chiite

pro-iranienne de Nouri al-Maliki à partir de 2014 a été l'une des raisons principales pour lesquelles le gouvernement du Kurdistan a décidé d'user de son droit à l'autodétermination en organisant en octobre 2017 un référendum sur l'indépendance du Kurdistan où près de 93% des électeurs se sont prononcés en faveur de l'indépendance.

Pourquoi rester au sein d'un État qui continue de verser des salaires aux fonctionnaires arabes des vastes zones alors sous contrôle du Daech et prive de budget le Kurdistan en lutte contre Daech et abritant près de 1,5 million de déplacés ?

Après ce quasi-divorce, grâce à la médiation de plusieurs États, dont la France, le gouvernement irakien a promis de reprendre le versement à la Région du Kurdistan, sa part du budget. Promesse tenue partiellement et par intermittence en fonction de la conjoncture politique. Le gouvernement de Mustafa al-Kadhimi avait accepté,

dans le cadre d'un processus de normalisation, de verser chaque mois environ un tiers de la dotation mensuelle due, soit \$400 millions pour payer en partie les salaires des fonctionnaires, à charge pour le gouvernement régional du Kurdistan de compléter ces financements par les ventes de son pétrole en attendant le règlement des divers litiges opposant Bagdad à Erbil.

Ce sont ces transferts que la Cour fédérale Suprême juge inconstitutionnels. Cette cour ad hoc, mise en place avant même l'adoption d'une loi définissant ses compétences et son fonctionnement, a été rapidement investie par des chiites pro-Iraniens qui l'ont transformée en un instrument politique de l'influence iranienne. En quelques mois, la Cour a ainsi « disqualifié » le candidat kurde favori pour l'élection présidentielle l'ancien ministre des Affaires étrangères, puis des Finances, Hoshiyar Zebari, jouissant d'une grande notoriété dans le monde arabe et apprécié par les chancelleries occidentales

mais inacceptable pour l'Irak car « pro-occidental », la loi sur les hydrocarbures adoptée souverainement par le Parlement du Kurdistan en 2007 qui a favorisé considérablement les investissements étrangers dans le secteur énergétique alors que vingt ans après la chute de la dictature de Saddam Hussein l'Irak n'a pas encore été capable de légiférer dans ce domaine.

Dans ce contexte, l'arrêt du 25 janvier de cette cour jugeant « inconstitutionnels » les transferts de financement vers le gouvernement du Kurdistan a provoqué des réactions vives des autorités kurdes. L'ancien président Massoud Barzani a comparé cette cour à « un tribunal baasiste » bafouant le droit. Le Premier ministre du Kurdistan s'est dit choqué et a appelé le nouveau gouvernement irakien de Mohammed Shia al-Soudani à préparer enfin une loi sur le rôle, le fonctionnement, le mode de désignation et les compé-

tences précises d'une cour supérieure, prévue par la constitution pour statuer sur les litiges relatifs à l'interprétation de celle-ci. L'adoption d'une loi fédérale sur les hydrocarbures devient aussi une urgence. Dans le contexte international où en raison de la guerre en Ukraine l'approvisionnement en gaz et en pétrole devient un enjeu stratégique, les pays occidentaux, les États-Unis et la France en tête, encouragent fortement Bagdad à adopter rapidement une telle loi pour permettre aux compagnies pétrolières et gazières internationales d'agir dans un cadre juridique clair et stable. Washington a dépêché à Bagdad et à Erbil son coordinateur spécial pour les infrastructures globales et la sécurité énergétique Amos Hochtein pour les inciter à s'entendre et à régler par la négociation leurs litiges. La sous-secrétaire générale de l'ONU pour les Affaires politiques Rosemary A. Di Carlo s'est rendue du 22 au 24 janvier à Bagdad et à Erbil pour plai-

der dans le même sens et favoriser le nécessaire dialogue kurdo-irakien.

Enfin, le nouveau Premier ministre irakien al-Soudani, a effectué le 26 janvier une visite à Paris où il a été reçu à dîner à l'Élysée par le président Macron. Il était accompagné par son vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères Fuad Hussein. Les questions d'énergie, de stabilisation de l'Irak et les relations économiques et sécuritaires étaient au centre de cette courte visite intervenant en pleine crise provoquée par l'arrêt de la Cour fédérale.

Le nouveau gouvernement irakien a besoin des voix des députés kurdes pour enfin faire adopter son budget. Il a promis qu'il continuerait d'envoyer au Kurdistan sa part du budget qui devrait, si ses promesses sont tenues, s'élever à 14% du budget fédéral. Les négociations sur ces questions devraient reprendre début février.

SYRIE : ASSAD PEU PRESSÉ DE RENOUER AVEC ERDOGAN

Le sort de quelques 3,6 millions de réfugiés syriens en Turquie est l'un des enjeux majeurs des prochaines élections turques. La crise économique a exacerbé les sentiments nationalistes turcs contre les étrangers, notamment les occidentaux qui, selon la théorie complotiste favorite du pouvoir, seraient à l'origine de tous les problèmes de la Turquie et des malheurs de sa population. Désarmés face à ces « ennemis » puissants et hors de portée, les passions nationalistes turques sont canalisées vers les ennemis proches comme les Kurdes qu'ils soient de Turquie, d'Irak ou de Syrie qui ne font pas allégeance à Erdogan et les Grecs, qualifiés d'« enfants gâtés des occidentaux » menacés d'une « bonne leçon ». S'ajoutent à ces « ennemis de toujours » des nationalistes de nouveaux boucs-émissaires : les

réfugiés syriens qui par leur grand nombre exerceraient une forte pression sur le marché du travail et sur le parc déjà très tendu du logement.

A l'exception du parti démocratique des peuples (HDP), prokurde, tous les autres partis d'opposition promettent en cas de victoire de renvoyer chez eux dans un délai d'un an tous ces réfugiés syriens en normalisant les relations avec Damas. Ils incriminent Erdogan et sa politique syrienne aventurière pour l'afflux de ces réfugiés. Ce discours trouve un assez large écho auprès de l'électorat turc.

C'est pour contrer son impact que le président turc cherche depuis quelques mois à nouer un dialogue avec le régime syrien. Le président russe V. Poutine qui œuvre pour la réélection de son

ami Erdogan s'emploie activement à lui rendre service en usant de son influence auprès de Damas. Le président syrien qui ne peut dire non à son bienfaiteur Poutine mais qui ne veut faire aucun cadeau électoral à Erdogan freine des quatre fers. Il pose des conditions préalables comme le retrait des troupes turques des territoires syriens qu'elles occupent jugées irréalistes voire inacceptables par Ankara. La réunion des ministres syriens et turcs des Affaires étrangères annoncée pour la mi-janvier a été repoussée d'un mois à indiqué le 17 janvier le conseiller diplomatique du président turc Ibrahim Kalin (*Le Monde* du 18 janvier). Vladimir Poutine étant très occupé par la guerre en Ukraine, Ankara semble avoir fait appel à l'Irak, l'autre parrain de Damas pour servir de médiateur. Le 17 janvier, le ministre iranien des Affaires étrangère Hossein

Amir Abdollahian s'est rendu à Ankara où il a été longuement reçu par le président Erdogan et son collègue Mevlut Çavusoglu. Au menu des discussions la situation en Syrie et le processus de dialogue turco-syrien ainsi bien sûr que la coopération turco-iranienne contre leur ennemi commun « le terrorisme du PKK et du PYD qui menace l'intégrité territoriale des pays de la région ».

Le ministre iranien s'est rendu ensuite à Damas où la demande turque d'un sommet Assad-Erdogan est fraîchement accueillie car « les conditions ne sont pas

réunies ». Ankara sollicite aussi Moscou pour l'organisation d'un sommet réunissant à Téhéran ou dans la capitale russe les présidents Erdogan – Poutine et Raïssi et Assad qui, à quelques mois des élections, renforcerait la stature d'homme d'Etat d'Erdogan aux yeux des électeurs turcs et leur donnerait un signal que le président turc est mieux placé pour régler à travers le dialogue avec Assad la lancinante question des réfugiés syriens.

Le rapprochement entre Ankara et Bagdad suscite beaucoup d'inquiétudes dans les rangs de l'opposi-

tion syrienne basée en Turquie et chez les multiples milices syriennes armées et financées par la Turquie comme supplétifs ou comme exécutant des basses œuvres de l'armée turque dans les territoires kurdes syriens occupés, en Lybie ou au Haut-Karabagh.

Pendant ce temps, confrontée au refus de Moscou et de Téhéran et à la ferme opposition américaine à toute nouvelle opération militaire turque contre les territoires syriens sous contrôle kurde, la Turquie hésite encore à lancer son intervention militaire annoncée contre les Kurdes syriens.

BERLIN : LE BUNDESTAG RECONNAIT LE GÉNOCIDE DES YÉZIDIS

Le 19 janvier le Parlement allemand a adopté à l'unanimité une résolution qualifiant de génocide les massacres perpétrés par Daech pendant l'été 2014 contre les Yézidis d'Irak et de Syrie.

« L'Etat islamique avait pour objectif l'élimination totale de la communauté yézidie. Plus de 5.000 Yézidis ont été torturés et brutalement assassinés par l'Etat islamique principalement pendant l'année 2014 » souligne cette résolution symboliquement importante de sept pages. Elle rappelle que « les hommes furent contraints de se convertir et en cas de refus immédiatement exécutés ou déportés comme des travailleurs forcés (...) les jeunes garçons envoyés dans les écoles coraniques enrôlés comme enfants-soldats ou utilisés comme kamikaze. Et les femmes réduites en esclavage, violées ou vendues ».

A cette reconnaissance du passé la résolution ajoute une liste de demandes précises adressées au gouvernement allemand appelé à engager des poursuites judiciaires contre les auteurs de ces crimes de masse et à apporter une aide financière à la reconstruction des villes et des villages yézidis détruits du Sinjar pour permettre le retour de quelque 300.000 Yézidis chassés de chez eux.

Lors des débats, la ministre allemande des Affaires étrangères a critiqué la passivité du gouvernement d'Angela Merkel vis-à-vis du sort des femmes yézidies : « Un jour où des milliers de femmes furent parquées dans une école, des données GPS ont été envoyées. Oui, nous savions où elles se trouvaient (...). Pourquoi n'avons-nous pas agi ? (Le Monde du 20 janvier)

Dans une interview accordée à la chaîne de télévision kurde

RUDAW, Mme Baerbock déclare que « l'Allemagne ne peut pas défaire le massacre de masse des Yézidis mais peut apporter justice » (RUDAW 19 janvier)

Le génocide des Yézidis a déjà été reconnu par le Parlement irakien, par les Pays-Bas et la Belgique en juillet 2021 et par le Luxembourg en novembre 2022 ainsi que par l'Arménie, l'Australie et le Canada. Les Nations-Unies et le Parlement européen ont également reconnu ce génocide. Mais à ce jour aucun programme international d'aide aux victimes yézidies pour leur permettre de reconstruire leurs vies, leurs villes et villages détruits n'a été mis en place. Le gouvernement irakien, coupable au premier chef de ne pas avoir protégé ses citoyens yézidis contre la barbarie de Daech, n'a encore adopté aucune mesure de réparation et d'indemnisation.

>>>>

PARIS : EXPOSITION « ARTS KURDES EN EXIL »

L'Institut kurde a organisé dans le vaste hall d'accueil de la Mairie du 10^e arrondissement de Paris une exposition de peintures et de sculptures d'une vingtaine d'artistes kurdes en exil.

Intervenant quelques jours après le triple assassinat de militants kurdes à Paris, cette exposition, prévue de longue date, voulait signifier que quoique endeuillée, la communauté kurde était résiliente et debout. Plusieurs centaines de personnes, des Kurdes, des amis des Kurdes, et les artistes ont assisté au vernissage de cette exposition le 7 janvier 2023 en présence

de Madame la Maire d 10^e Alexandra Cordobard, des élus municipaux et de journalistes. Le drapeau kurde était hissé et le slogan emblématique Jin, Jiyan, Azadî (Femme, Vie, Liberté) affiché en gros caractères. Mme Cordobard a fait un discours de bienvenue soulignant la solidarité de longue date de sa mairie avec le peuple kurde, une mairie où la communauté kurde célèbre année après année sa fête nationale le Newroz. Puis le président de l'Institut kurde est intervenu pour remercier la maire et les conseillers de leur accueil chaleureux et de leur solidarité. Il a aussi souligné que dans la tradition kurde la vie prime toujours sur la

mort, la résistance sur le deuil et l'abattement. Les artistes présents témoignent de la richesse, de la créativité, de la vitalité, de la diversité de l'art et de la culture kurdes a-t-il ajouté.

L'exposition ouverte au public du 7 janvier au 2 février a rencontré un grand succès auprès du public. Elle a trouvé un large écho au Kurdistan grâce aux reportages de chaînes de télévision kurdes. En France aussi certains journaux comme Le Parisien en ont parlé.

Le catalogue de l'exposition est consultable sur le site de l'Institut. [Arts kurdes en exil.](#)

BREVES

• THE ECONOMIST "A SPECIAL REPORT ON ERDOGAN'S EMPIRE"

Le célèbre hebdomadaire britannique The Economist consacre dans son numéro daté du 21 janvier 2023 tout un dossier, bien documenté sur la Turquie (Le titre sur la couverture : « Turkey on the brink of dictatorship » a provoqué de vives réactions de la présidence turque qui dénonce une manipulation des milieux d'affaires occidentaux à la veille des élections turques (voir revue de presse p 51-63.)

• LA TURQUIE AU 149^e RANG DU CLASSEMENT DE RSF DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

Pour la liberté de la presse, la Turquie arrive au 149^e rang sur 180 pays, entre le Sri Lanka et Belarus selon le classement 2022 de Reporter sans Frontières. Avec 40 journalistes en prison, elle est aussi, selon RSF, la plus grande prison du monde pour journalistes après la Chine, l'Iran et le Myanmar. <https://rsf.org/fr/classement>

En l'absence d'une presse libre et critique, la corruption prospère aussi comme dans tous les régimes autocratiques.

Endémique et massive, elle atteint des niveaux record en Turquie selon Transparency International. En 2022, elle arrive ainsi au 101^e rang entre Thaïlande et Bosnie dans le classement que vient de rendre public cette ONG anti-corruption. https://www.transparency.org/fr/press/2021-corruption-perceptions-index-press-release?utm_source=twitter&utm_medium=social&utm_campaign=share-button

L'ambition turque de figurer en 2023, année du centenaire de la fondation de la République turque, parmi les 10 premières économies du monde, reste un rêve creux. 17^e économie du monde en 2019, la Turquie a dégringolé à la 19^e place avec un PIB par habitant de tout juste \$ 9600. La dette extérieure dépasse désormais \$ 186 milliards.

En Iran, la militante des droits humains Narges Mohammadi dénonce les abus sexuels en prison

L'Iranienne de 50 ans, en détention depuis un an à Téhéran, a eu le courage de décrire les traitements subis par les femmes arrêtées lors des manifestations contre le régime.

Face à la colère populaire qui dure depuis le mois de septembre en Iran, les dirigeants de la République islamique ne montrent aucun signe de fléchissement. « Nous n'aurons aucune pitié pour les éléments hostiles », a promis le président, l'ultraconservateur Ebrahim Raïssi, le 27 décembre, devant une foule réunie en face de l'Université de Téhéran à l'occasion d'un hommage aux corps de deux cents soldats tués pendant la guerre Iran-Irak (1980-1988). Il faisait ainsi référence aux Iraniens arrêtés lors des manifestations qui se déroulent dans les rues du pays depuis la mort d'une jeune femme, Mahsa Amini, à l'issue de sa garde à vue pour un voile jugé « mal porté », le 16 septembre. En trois mois et demi, la répression a fait au moins 508 victimes civiles et au moins 18 000 personnes ont été arrêtées pour avoir manifesté ou montré la moindre sympathie envers la contestation.

« Les hypocrites [les pays ennemis de l'Iran, dans le jargon officiel], les monarchistes, les courants contre-révolutionnaires sont intervenus [pour provoquer et encourager les manifestations]. Ceux qui n'ont pas été dans la rue ont contribué à propager des rumeurs dans le but de tromper le peuple [de la République islamique] », a déclaré M. Raïssi, ancien juge et procureur, qui est un personnage-clé dans

presque tous les dossiers des violations des droits humains en Iran, notamment dans le cadre de l'exécution en 1988 de plusieurs milliers de prisonniers politiques en Iran, à la fin de la guerre.

Lire aussi la tribune : [Mort de Mahsa Amini : « La seule manière de mettre fin à la crise en Iran est d'en finir avec l'intervention des religieux dans la politique »](#)

« Bleus et blessures »

Alors que le président, à l'unisson avec d'autres autorités du pays, appelle à une plus grande fermeté contre les contestataires, les arrestations de journalistes, d'étudiants, d'avocats, de militants des droits humains et de simples citoyens se poursuivent. Derrière les barreaux, tortures et agressions sexuelles contre les femmes semblent être pratiquées en toute impunité, comme un « outil de répression », a témoigné la célèbre militante des droits humains, Narges Mohammadi, détenue, elle aussi, depuis un an dans le quartier général de la prison d'Evin, dans le nord de Téhéran. « Ces derniers jours, un certain nombre de détenues, arrêtées pendant les récentes manifestations (...) font des récits choquants de la façon dont elles ont été agressées », a-t-elle écrit dans une lettre, publiée le 24 décembre, sur le site de la chaîne de la télévision BBC Persian, diffusée de

puis Londres. « L'une des filles a été forcée, après son arrestation dans une manifestation, de monter sur une moto. Un officier s'est assis devant elle, et un derrière. Sur le chemin, elle a été harcelée et agressée sexuellement à plusieurs reprises », affirme la militante iranienne de 50 ans.

Dans un autre passage de la lettre, Narges Mohammadi explique comment un officier qui interrogeait une manifestante l'avait agressée en touchant ses seins. La militante fait également le récit de la détention d'une militante connue, sans donner son nom, qui avait « des bleus et des blessures sur son ventre, autour des poignets et des chevilles ». Après son arrestation, cette jeune Iranienne avait été conduite menottée en voiture et agressée sexuellement « avec les doigts », écrit Narges Mohammadi.

Lire aussi : [En Iran, des médecins au secours des manifestants](#)

Dans sa lettre, la militante emprisonnée s'alarme du fait que beaucoup de femmes soient transférées et détenues dans le commissariat de police de Shapour, dans le sud de la capitale, « l'un des centres de détention les plus notoires et les plus dangereux de Téhéran ». « Là-bas, passages à tabac, suspension des détenus par les mains et tortures physiques sont utilisés pour

contraindre les prisonniers à faire des aveux. Il y existe un nombre important de personnes tuées lors des interrogatoires », déclare Narges Mohammadi. « Pourquoi les filles de 17 ou 18 ans sont-elles transférées dans ce centre de détention ? », s'interroge-t-elle. « En dépit du fait que nous avons rapporté les abus mentionnés dans cette lettre aux autorités concernées, rien n'a été fait », se désole-t-elle.

Les procès sommaires des manifestants se poursuivent, sans que les avocats indépendants et choisis par les familles puissent intervenir. Deux hommes, Majidreza Rahnavard et Mohsen Shekari, ont été pendus début décembre. Au moins onze personnes arrêtées en lien avec le soulèvement ont déjà été condamnées à la peine capitale, et une soixantaine d'autres risquent le même sort. Les peines de prison prononcées contre les Iraniens arrêtés pour s'être opposés à la République islamique ou pour être descendus dans la rue sont lourdes : le militant défendant un Internet libre Amir Emad Mirmirani, connu sous le nom de « Jadi », a été condamné en première instance à cinq ans de prison pour ses tweets contre la censure d'Internet.

Lire aussi : [En Iran, des exécutions publiques pour terroriser les manifestants et mater la révolte](#)

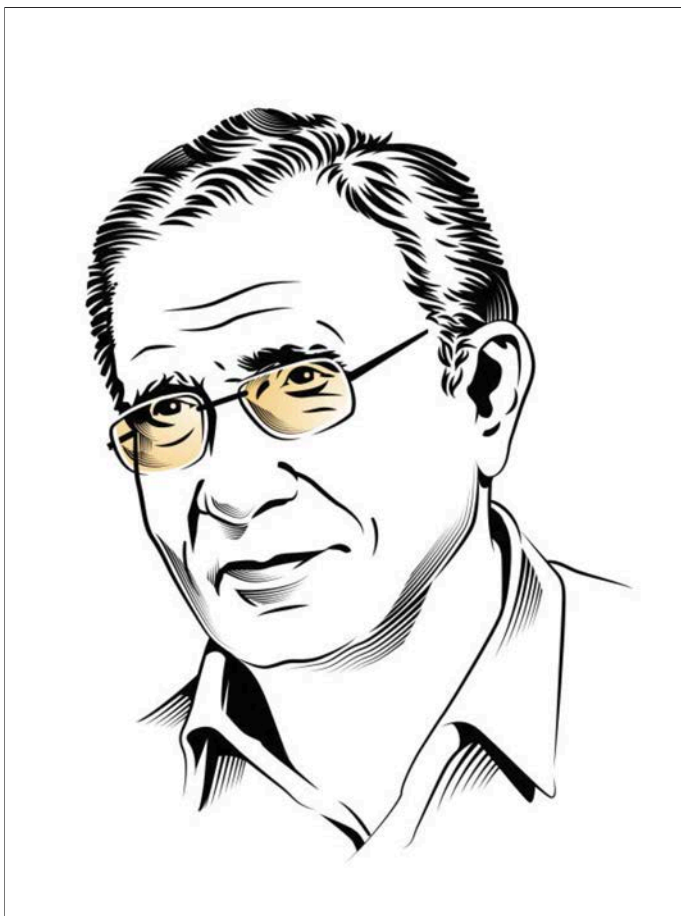
Yann Richard : « Le régime iranien peut encore durcir la répression »

Alors que la société iranienne descend dans les rues pour dénoncer la dictature du régime des mollahs, l'universitaire, spécialiste de l'Iran contemporain, s'interroge, dans un entretien au « Monde », sur les origines de la rupture des relations avec les Etats-Unis

Dans *Le Grand Satan, le Shah et l'Imam* (CNRS, 454 pages, 26 euros), l'historien Yann Richard revient sur les relations mouvementées entre les Etats-Unis et l'Iran jusqu'à la prise d'otages des diplomates américains à Téhéran, le 4 novembre 1979. Quarante-quatre ans après la rupture diplomatique entre Washington et Téhéran, il explique en quoi leurs liens bilatéraux structurent les relations internationales à l'heure où une nouvelle vague de répression s'abat sur la société iranienne.

Quelle est votre lecture du mouvement de contestation qui secoue l'Iran depuis trois mois ?

En 1978, le pouvoir iranien était très individualisé, le chah était seul. Aujourd'hui, le clergé chiite constitue une caste assez soudée. Mais des dissensions internes, y compris parmi les gardiens de la révolution, montrent que la répression féroce ne fait plus l'unanimité, et le voile des femmes n'est pas un dogme intouchable. Les femmes qui ont eu accès à l'enseignement au plus haut niveau ne supportent plus la tutelle des miliciens. Elles entraînent dans leur révolte tous ceux qui constatent que la corruption et l'incompétence de leurs dirigeants les ont fait plonger dans la récession et l'isolement international. Mais il en faudrait plus pour changer le régime, il peut encore durcir la répression.



YANN LEGENDRE

Ce mécontentement populaire se déroule sur fond de négociations à propos du programme nucléaire iranien, à ce jour dans l'impasse, et de guerre en Ukraine, alors que Téhéran soutient la Russie. Quels liens établissez-vous entre ces trois développements ?

L'hostilité des Américains conforte les plus radicaux du régime iranien et les pousse à chercher la protection russe,

au moins dans les domaines militaire (Syrie, Ukraine) et nucléaire. L'histoire a appris aux Iraniens à se méfier des Russes comme des Occidentaux, mais aussi à utiliser les rivalités internationales dans leur propre intérêt. Ceux qui protestent aujourd'hui dénoncent l'impasse de cette politique et le coût élevé que les interventions extérieures, en Irak, en Syrie et au Yémen, entraînent pour leur économie fragile.

Vous présentez la prise d'otages des diplomates américains comme l'acte fondateur de la nouvelle indépendance de l'Iran. Si les Iraniens sont si attachés à l'indépendance, la quintessence n'est-elle pas de disposer de la puissance nucléaire ?

En 1979, les Iraniens voulaient couper le cordon ombilical. Leur armée était forte, mais entièrement dépendante des Etats-Unis. L'économie tournait à plein régime, mais c'était une économie rentière, envahie par les importations. La demande d'indépendance n'avait pas le même sens qu'à Cuba ou au Vietnam, elle voulait dire qu'on avait soif de relations équitables décidées à Téhéran dans l'intérêt des Iraniens d'abord. Le retour au nucléaire s'est imposé à l'issue de la guerre Iran-Irak (1980-1988), dans laquelle le président irakien, Saddam Hussein, faisait souvent figure de bras armé de l'Occident contre l'islamisme. Il fallait développer la dissuasion. Tout le monde mentait dans la négociation en 2015, mais c'était l'intérêt de tous de mettre fin aux sanctions et de réintégrer l'Iran dans les relations internationales. Les Américains ont prouvé que leur signature n'a aucune valeur... et les Européens les ont lâchement suivis.

Pourquoi mettre l'accent sur le besoin de s'affranchir des logiques de domination, alors que l'Iran est l'un des plus anciens Etats souverains du monde ?

L'Iran – comme la Turquie – a la nostalgie impériale. Le chah avait une immense ambition pour son pays, c'est pourquoi il multipliait les achats d'armement, au mépris des capacités réelles de son armée. Il était isolé dans son propre pays, ne faisant confiance à personne, pas même à ses ministres les plus fidèles ; dans la région, il voulait être craint et se présentait comme le prolongement du bouclier américain contre le danger soviétique. Son rêve d'empire s'est effondré comme un château de cartes quand le président américain, Jimmy Carter, a exigé un respect minimal des droits de l'homme. Le projet khomeyniste n'est pas très différent : il consiste à faire de l'Iran un leader du monde islamique misant sur la solidarité avec les populations chiites, mais aussi sur des causes panislamiques comme la défense des Palestiniens. Les Iraniens ne veulent plus être dominés, mais dominants.

En quoi les relations entre

les Etats-Unis et l'Iran structurent-elles les relations internationales ?

Jusqu'en 1979, la protection américaine s'appuyait régionalement sur l'Iran : c'est la doctrine Nixon qui avait fait du chah le « gendarme du Golfe ». Le retrait américain, confirmé par l'échec lamentable de l'occupation de l'Afghanistan et de l'Irak, révèle des tensions insoutenables dans la région. Les différences confessionnelles entre chiites et sunnites sont un alibi. Les enjeux sont dans le contrôle des richesses pétrolières et gazières, dans l'accès au golfe Persique, dans la sécurité d'Israël, dans la militarisation outrancière de la région. L'incapacité des Américains à définir les « lignes rouges » et à les faire respecter, à installer à Kaboul ou à Bagdad des structures fiables et à contrôler leurs alliés saoudiens, leur inertie devant l'arrogance israélienne... plongent toute la région dans la violence, la ra-

dicalisation et les menaces de conflits à grande échelle.

« Le Grand Satan, le Shah et l'Imam », un livre précieux sur les relations irano-américaines

Témoin direct de la chute du chah en 1979 à Téhéran, l'historien Yann Richard, considéré comme l'un des plus fins connaisseurs francophones de l'Iran contemporain, publie un ouvrage précieux sur les relations irano-américaines, des origines à la révolution islamique, *Le Grand Satan, le Shah et l'Imam* (CNRS, 456 p., 26 €). Ayant assisté à la prise d'otages de diplomates américains le 4 novembre 1979, il a gardé en mémoire la double lecture – religieuse et séculière – du mouvement révolutionnaire, en mettant au premier plan la nécessité pour les Iraniens de s'affranchir de toute forme de dépendance à l'égard de l'étranger. Pour lui, la révolution iranienne constitue un modèle de rupture d'une alliance stratégique entre deux

Etats si importants pour la paix régionale.

A l'aide de documents exclusifs tirés de sources iraniennes comme américaines, il décrit le processus de déconstruction de cette alliance, en mettant l'accent sur les mauvais calculs des administrations américaines, mais aussi les attermoissements du chah puis les tiraillements au sein du jeune pouvoir révolutionnaire entre les hauts dignitaires religieux et les dirigeants laïques iraniens. Quarante-quatre ans après, les Etats-Unis et l'Iran n'ont toujours pas normalisé leurs relations. Et rien ne semble indiquer qu'il en sera autrement tant les négociations autour du programme nucléaire iranien sont dans une impasse.

« Le Grand Satan, le Shah et l'Imam. Les relations Iran/Etats-Unis jusqu'à la révolution de 1979 », Yann Richard, CNRS, 456 p., 26€.



avec AFP
4/01/2023

L'Iran met en garde Paris contre des caricatures « insultantes » de Khamenei, dans Charlie Hebdo

L'hebdomadaire satirique a publié mercredi des dizaines de caricatures mettant en scène la plus haute personnalité religieuse et politique de la République islamique.

L'Iran a averti mercredi 4 janvier Paris qu'il réagirait après la publication de caricatures « insultantes » du chef suprême de l'Iran, l'ayatollah Ali Khamenei, dans le magazine satirique français *Charlie Hebdo*. L'hebdomadaire satirique a publié mercredi des dizaines de caricatures mettant en scène la plus haute personnalité religieuse et politique de la République islamique.

Il s'agit des caricatures retenues dans le cadre d'un concours lancé en décembre, alors que des manifestations se multipliaient en Iran après la mort en détention le 16 septembre de Mahsa Amini, une Kurde iranienne arrêtée pour avoir enfreint le code vestimentaire strict du pays.

« L'acte insultant et indécent d'une publication française en publiant des caricatures contre l'autorité religieuse et politique ne restera pas sans réponse efficace et ferme », a déclaré le ministre iranien des Affaires étrangères Hossein Amir-Abdollahian sur Twitter. « Nous ne permettons pas au gouverne-

ment français de dépasser les bornes », a-t-il ajouté.

« Concours international »

Charlie Hebdo avait expliqué en décembre que ce « concours international pour produire des caricatures » de Khamenei visait à soutenir les « Iraniens qui se battent pour leur liberté ». Les autorités affirment que des centaines de personnes, dont des membres des forces de sécurité, ont été tuées et des milliers d'autres arrêtées dans ce qu'elles décrivent généralement comme des « émeutes ». Elles accusent des puissances étrangères et des groupes d'opposition d'attiser les troubles.

Le numéro de *Charlie Hebdo* paru mercredi contient plusieurs dessins d'ordre sexuel montrant l'ayatollah Khamenei et d'autres religieux iraniens, alors que d'autres caricatures dénoncent le recours à la peine capitale comme tactique pour intimider les manifestants. « C'était une manière de montrer notre soutien aux Iraniennes et aux Iraniens qui mettent en jeu leur vie pour défendre leur liberté face à la théocratie qui les opprime depuis 1979 », a déclaré dans un éditorial le directeur de la publication Laurent Sourisseau, connu sous le nom de Riss. Tous les dessins publiés « ont le mérite d'avoir bravé l'autorité que prétend être le

guide supposé suprême, ainsi que la cohorte de ses serviteurs et autres spadassins», a-t-il ajouté.

À Téhéran, l'ambassadeur de France Nicolas Roche a été convoqué mercredi soir par le ministère des Affaires étrangères. «*La République islamique d'Iran, n'accepte, en aucune façon, l'insulte de ses valeurs (...) islamiques, religieuses et nationales (...) et la France n'a pas le droit d'insulter ce qui*

est sacré (...) pour les pays musulmans sous le prétexte de la liberté d'expression», a indiqué le porte-parole du ministère Nasser Kanani. L'Iran «*considère le gouvernement français responsable pour cet acte haineux, insultant et injustifié*», a-t-il ajouté dans un communiqué, précisant attendre des «*explications*» de Paris.

Anniversaire de l'attentat

Nathalie Loiseau, une députée

française du Parlement européen et ancienne ministre (2017-2019), a elle décrit la réaction iranienne comme une «*tentative d'ingérence*» et une «*menace*» sur *Charlie Hebdo*. «*Que ce soit parfaitement clair: le régime répressif et théocratique de Téhéran n'a aucune leçon à donner à la France*», a-t-elle dit sur Twitter.

Charlie Hebdo a publié les caricatures dans une édition spéciale pour l'anniversaire de l'at-

tentat meurtrier contre son bureau parisien le 7 janvier 2015. Ce dernier avait été perpétré par des assaillants déclarant agir au nom d'Al-Qaïda pour venger la décision du journal de publier des caricatures du prophète Mahomet. La publication de ces caricatures avait suscité beaucoup de colère dans les pays musulmans, et les attentats de 2015 avaient apporté une vague de soutien au magazine à travers le monde.

Le Monde

avec AFP - 5/01/2023

L'Iran ferme un institut français après la publication par « Charlie Hebdo » de caricatures

Pour son numéro spécial « 7 janvier », date anniversaire de l'attentat contre « Charlie Hebdo » en 2015, l'hebdomadaire satirique a choisi de soutenir les Iraniennes et les Iraniens et d'infliger une « raclée aux mollahs », selon les termes de la « une ».

La République islamique d'Iran a annoncé, jeudi 5 janvier, la fermeture de l'Institut français de recherche en Iran (IFRI), après la publication par l'hebdomadaire satirique français *Charlie Hebdo* de caricatures jugées insultantes pour le Guide suprême iranien, Ali Khamenei.

« Le ministère met fin aux activités de l'Institut français de recherche en Iran (IFRI) comme une première étape » de la réponse iranienne aux caricatures, affirme un communiqué du ministère des affaires étrangères iranien. L'Iran avait averti mercredi Paris qu'il réagirait après la publication de caricatures « insultantes » de l'ayatollah.

Le Quai d'Orsay n'a pas été officiellement informé de cette fermeture. « Nous n'avons reçu aucune information officielle à

ce stade concernant les annonces faites par voie de presse des autorités iraniennes relatives à la fermeture de l'Institut français de recherche en Iran (IFRI) », a souligné la porte-parole du ministère des affaires étrangères, Anne-Claire Legendre. « Elles seraient évidemment regrettables si elles se confirmaient », a-t-elle ajouté, soulignant que cet institut était « un haut lieu de culture et d'échanges ».

Selon son site, l'IFRI est affilié au ministère des affaires étrangères français. Il est né en 1983 après la fusion de la Délégation archéologique française en Iran, créée en 1897, et de l'Institut français d'iranologie de Téhéran, fondé en 1947 par Henry Corbin. L'IFRI, situé dans le centre de Téhéran, avait été fermé durant de longues années. Il avait

rouvert sous la présidence du modéré Hassan Rohani (2013-2021) comme un signe du réchauffement des relations entre la France et l'Iran. Il comprend notamment une riche bibliothèque, utilisée par les étudiants de la langue française et des universitaires iraniens.

« Dégagez les mollahs »

Pour son numéro spécial « 7 janvier », date anniversaire de l'attentat contre *Charlie Hebdo*, en 2015, l'hebdomadaire satirique a choisi de soutenir les Iraniennes et les Iraniens et d'infliger une « raclée aux mollahs », selon les termes de la « une ».

Le pays est secoué depuis bientôt quatre mois par une vague de contestation et de répression déclenchée par la mort, le 16 septembre 2022, de

Mahsa Amini, une Kurde iranienne de 22 ans, morte après son arrestation par la police des mœurs, qui lui reprochait d'avoir enfreint le code vestimentaire imposant aux femmes le port du voile en public. Depuis, au moins 503 civils ont été tués, d'après les organisations de défense des droits humains.

En réaction, *Charlie Hebdo* a lancé, le 8 décembre 2022, un concours international nommé « Dégagez les mollahs » (« Mullahs get out »). Pour voir son dessin sélectionné, le journal conseillait de réaliser la caricature la « plus drôle et méchante » du Guide suprême iranien, Ali Khamenei. Trente-cinq dessins ont été sélectionnés parmi les 300 envoyés à la rédaction en provenance d'Iran, de Turquie, des Etats-Unis, du Sénégal ou encore d'Australie.



4/01/2023

Turkey, PKK publish annual casualty figures for 2022

ERBIL, Kurdistan Region - Turkey and the Kurdistan Workers' Party (PKK) released their conflicting number of annual fatality figures for 2022, with the ongoing conflict between the two spanning across borders and multiple operations.

The Turkish interior ministry on Wednesday [claimed](#) that its forces inflicted 1,220 casualties, including 87 senior officials, on a number of "terror" groups including the PKK, with Minister Suleyman Soylu stating that Turkish security forces foiled 18 suicide bombings throughout the year.

Soylu however did not elaborate whether the casualty statistics are limited to inside Turkey or also include bordering countries where anti-PKK operations are ongoing, including the Kurdistan Region and Syria.

The People's Defense Forces (HPG), the armed wing of the PKK, [claimed](#) that 2,942 Turkish soldiers were killed and 408 injured during their attacks against the Turkish army, adding that 301 of their fighters lost their lives during the clashes.

The conflict between Turkey and the PKK spans across several countries, including Turkey itself. Ankara pursues the Kurdish group on



From left: Turkish army soldiers and Kurdistan Workers' Party (PKK) fighters. Photos: AFP

the basis that it threatens Turkey's national security and has designated it as a terrorist organization.

The PKK is a Kurdish armed group fighting for the increased political and cultural rights of Kurds in Turkey.

Turkey on November 20 [launched](#) Operation Claw-Sword targeting Kurdish positions of the People's Protection Units (YPG) and the PKK in northern Syria and the Kurdistan Region from the skies. The operation, according to President Recep Tayyip Erdogan, is a prelude to a looming ground offensive in those areas. The YPG is the backbone of

the Syrian Democratic Forces (SDF), a mostly-Kurdish force in Syria that fought the lion's share of the battle against the Islamic State (ISIS) and ultimately territorially defeated the terror group in 2019.

The aforementioned operation [follows](#) Operation Claw-Lock, which was launched by Turkey on April 18 with the goal of removing PKK fighters from the areas of Metina, Zap, Avashin, and Basyan in northern Duhok province along the Turkish border. The operation aims to cut the PKK's access to mainland Turkey.

In October, PKK-affiliated Firat News Agency (ANF)

published several videos purportedly showing Turkish soldiers targeting its fighters with chemical weapons, adding that Turkey has used banned bombs and chemical substances at least 2,476 times since April.

The Turkish defense ministry later deemed the claims that its soldiers used chemical weapons against the PKK "completely baseless and untrue."

More than 500 villages have been [emptied](#) in the Kurdistan Region over three decades of the Turkey-PKK conflict.

Entre la France et Iran, la tension monte

Avec sept ressortissants détenus par le régime iranien, Paris est en proie, selon Emmanuel Macron, à l'« agressivité croissante » de Téhéran. La publication de caricatures par Charlie Hebdo jugées « insultantes » par l'Iran est le dernier épisode de tensions croissantes entre les deux pays.

Fermeture à Téhéran du plus ancien et plus important centre d'études français après la publication de caricatures « insultantes » de l'ayatollah Ali Khamenei dans Charlie Hebdo ; convocation, il y a quelques semaines, de l'ambassadeur de France en Iran ; mesures de rétorsion brandies contre l'industrie automobile française... Et surtout sept ressortissants français toujours détenus, pour la plupart depuis des mois, dans les prisons iraniennes...

Avant même l'affaire des caricatures de Charlie Hebdo, et la fermeture de l'Institut français de recherche en Iran - présentée comme « une première étape » de rétorsion -, les motifs de crispation se sont multipliés, ces dernières semaines, entre deux États qui ne peuvent être soupçonnés d'indifférence. À tel point qu'Emmanuel Macron parle de l'« agressivité croissante » de Téhéran envers Paris.

« Une erreur diplomatique »

À la mi-novembre, un événement a cristallisé l'ire de Téhéran à l'égard de Paris : l'accueil réservé par Emmanuel Macron à l'Élysée à quatre opposantes iraniennes, dont la bête noire du régime, Masih Alinejad, et l'utilisation par le président du mot « révolution » pour qualifier le mouvement de contestation qui défie le régime depuis la mi-septembre à travers le pays.

« C'est une provocation incroyable à l'égard d'un régime avec lequel on prétend négocier et une erreur diplomatique, juge Jean-François Bayart, professeur à l'Institut des hautes études in-

ternationales et du développement (IHEID, Genève). Cette audience a plongé la diplomatie française dans la stupéfaction. Elle n'a pas été préparée par le Quai d'Orsay. Personne ne sait qui en est à l'origine », ajoute le coordinateur du Comité de soutien à Fariba Adelkhah, chercheuse franco-iranienne, arrêtée en juin 2019 puis condamnée à cinq ans de prison pour atteinte à la sécurité nationale. Un connaisseur du dossier confirme cet agacement iranien à l'égard de Paris : « Le fait que les autorités françaises soient aussi vocales pour critiquer la répression ne plaît pas du tout au régime. »

Paris et Téhéran, qui échangent depuis Louis XIV, ont toujours eu des rapports en dents de scie, surtout depuis la Révolution islamique de 1979. « Il y a une relation particulière entre ces deux pays passés par des processus révolutionnaires, rappelle Pierre Razoux, directeur académique de la Fondation méditerranéenne d'études stratégiques (FMES). Les religieux comme les politiques iraniens connaissent bien la Révolution française et ont toujours considéré la France comme un cas à part, démarquée des positions anglo-saxonne et arabe. »

L'ayatollah Rouhollah Khomeïni n'avait-il pas été accueilli pendant 112 jours à Neauphle-le-Château avant la révolution ? Et Pierre Razoux d'ajouter : « Aujourd'hui, les Iraniens reprochent à la France un plus grand alignement sur la politique anglo-saxonne et américaine, et sur celle des monarchies du Golfe. »

Des affrontements terribles au

sommet de l'État iranien

Plus largement, Paris payerait une stratégie dictée par une vision idéologique du dossier iranien. « La France a eu, depuis l'élection de Nicolas Sarkozy en 2007, une position encore plus dure que les États-Unis sur la question du nucléaire. Sa politique vis-à-vis de l'Iran est contrôlée depuis le début des années 2000 par un groupe de diplomates, surnommés la « secte », intransigeants par atlantisme, par soutien à Israël et par volonté de préserver à tout prix le traité de non-prolifération », juge sans détour Jean-François Bayart.

« De nombreux pays, dont la France, n'ont vu la relation avec l'Iran qu'à travers le prisme de l'accord sur le nucléaire, alors qu'il y a toute une relation bilatérale, notamment économique, avec également des enjeux stratégiques et d'équilibre », ajoute Pierre Razoux, pour qui l'accord sur le nucléaire iranien, connu sous l'acronyme de JCPOA, est de toute façon « mort et enterré ».

Aux yeux de la République islamique, la France est dès lors passée pour une « cible de choix », dont les ressortissants constituent une monnaie d'échange toute trouvée. Des détenus britanniques et américains ont déjà été instrumentalisés de la sorte pour servir les intérêts de Téhéran. « Les services iraniens font leur shopping, ils prennent des otages sans trop savoir quoi en faire, comme une épargne à distiller le moment venu, estime Jean-François Bayart. Le problème, c'est qu'on ne sait jamais ce que veulent

les Iraniens. »

Car le sommet de l'État iranien est bien plus composite et tiraillé qu'il y paraît. « Il y a des affrontements terribles entre le clergé, qui veut rester au pouvoir par tous les moyens, et qui paradoxalement est prêt à négocier avec les Occidentaux, et certains ultraconservateurs, notamment parmi les Pasdarans (Gardiens de la Révolution iraniens, l'armée idéologique de la République islamique, NDLR), qui veulent saisir cette occasion pour décrédibiliser le clergé, capter une plus grande partie du pouvoir et pousser un agenda moins religieux et beaucoup plus nationaliste, décrypte Pierre Razoux. Il est difficile de dire quelle partie du pouvoir iranien pousse dans le sens de davantage d'otages, mais ce n'est pas forcément le gouvernement. »

Les otages, un effet de légitimation intérieure

Tenir prisonniers des ressortissants français – plus encore s'ils sont binationaux, comme Fariba Adelkhah – sert aussi la rhétorique interne du régime qui répète à sa population que le soulèvement est le fruit de manipulations étrangères. « Il y a un effet de légitimation intérieure à ne pas négliger », estime Jean-François Bayart, qui déplore l'absence d'une stratégie européenne sur les otages. Emmanuel Macron a redit, le 3 décembre, qu'il avait mis « une pression très ferme sur le président iranien » sur ce dossier, tout comme sa cheffe de la diplomatie, Catherine Colonna, lors de la rencontre avec son homologue iranien Hossein Amir-Abdollahian, en marge d'un

sommet régional en Jordanie, fin décembre.

« Je ne doute pas de la détermination du président à les faire libérer, mais « le « Grand Satan » des Iraniens, les États-Unis, a obtenu beaucoup plus de libérations d'otages que la France, affirme Jean-François Bayart. Les Européens doivent siffler la fin de la récré et dire à l'Iran que s'ils veulent continuer à discuter,

ils doivent libérer tous les citoyens otages du régime. »

Sept Français détenus par Téhéran

Selon les autorités françaises, sept Français sont aujourd'hui détenus en Iran. Mais l'identité de deux d'entre eux n'a été dévoilée ni par la France, ni par l'Iran. Tous démentent les faits qui leur sont reprochés.

- Cécile Kohler, une enseignante et syndicaliste, et son compagnon Jacques Paris, arrêtés début mai 2022 alors qu'il faisait du tourisme en Iran et accusés d'être des espions au compte de la France.

- Fariba Adelkhah, chercheuse franco-iranienne, arrêtée en juin 2019 puis condamnée à cinq ans de prison pour atteinte à la sécurité nationale.

- Benjamin Brière, arrêté en mai

2020 et condamné à huit ans et huit mois d'emprisonnement pour espionnage.

- Bernard Phelan, un consultant franco-irlandais en tourisme, qui, selon le quotidien irlandais Irish Times - le Quai d'Orsay n'a pas communiqué sur son identité - a été interpellé par la police le 3 octobre 2022. Il est notamment poursuivi pour « propagande contre le régime » et pour avoir pris en photo des officiers de police.



Yanis Drouin
6 janvier 2023

Le principal parti pro-kurde de Turquie privé de subventions

La troisième formation politique de Turquie, le HDP (Parti démocratique des peuples) pro-kurde, s'est vu priver jeudi des 539 millions de livres turques (27 millions d'euros) de subventions qui lui étaient destinées et dont le premier versement devait avoir lieu le 10 janvier. Cette décision a été votée par la Cour constitutionnelle à 8 voix contre 7. Le HDP est accusé d'entretenir des liens avec le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), qualifié de groupe terroriste par la Turquie et ses alliés occidentaux.

Purges contre l'opposition

Parti de gauche pro-kurde fondé en 2012, le HDP est depuis les élections législatives de 2018 le troisième plus gros parti de Turquie, ayant obtenu 12% des voix et plus de 60 sièges. Les Kurdes, qui sont 30 à 40 millions, représentent le plus grand peuple dépourvu d'Etat au monde. Répartis principalement entre l'Iran, la Syrie, l'Irak et la Turquie, ils y sont souvent persécutés comme ethnies minoritaires, et tout particulièrement en Turquie, où réside la plus importante communauté (entre 15 et 18 millions). L'attentat de l'avenue Istiklal à Istanbul, le 13 novembre, a ainsi été attri-



Des sympathisants du HDP lors d'un rassemblement pour le nouvel an kurde à Ankara, le 20 mars. (ADEM ALTAN/AFP)

bué au PKK, bien qu'il nie son implication. Ankara avait réagi en lançant des raids aériens sur les populations kurdes de Syrie et d'Irak.

En Turquie, l'expansion politique des Kurdes est activement freinée par le pouvoir. Depuis les années 90, une dizaine de partis pro-kurdes ont été suspendus ou se sont dissous par anticipation de leur interdiction. Le HDP tout particulièrement subit une répression intense depuis 2016, lorsque son dirigeant, Selahattin Demirtas, est arrêté dans le cadre des purges menées contre l'opposition. Il sera condamné en 2018 à quatre ans et demi de prison. En parallèle, des dizaines de

maires HDP dans les provinces majoritairement kurdes du sud-est de la Turquie sont remplacés par des envoyés gouvernementaux au cours des dernières années. Depuis 2021, des procédures sont en cours pour interdire le parti.

«Discours nationaliste»

La décision de priver le parti de ses subventions intervient alors que des élections présidentielles et législatives sont prévues en juin et que le président, Recep Tayyip Erdogan, au pouvoir depuis près de vingt ans, risque de ne pas être réélu. Il chercherait donc, selon le Centre de recherches internationales de Sciences-Po, à

«s'appuyer sur un discours nationaliste afin d'attirer les voix de l'opposition», en l'occurrence serrer la vis contre le HDP et la communauté kurde. Le parti pro-kurde pourrait jouer un rôle important lors de la prochaine législature : en constituant avec plusieurs petites formations d'extrême gauche un troisième bloc déterminant, il deviendrait «faiseur de rois», arbitrant entre l'Alliance populaire (au pouvoir actuellement) et l'Alliance nationale (d'opposition).

«Cette décision [...] vise à empêcher un processus électoral juste et démocratique et à ignorer la volonté des électeurs», a réagi le HDP sur Twitter. Ce n'est pas la première fois que le gouvernement utilise la justice pour combattre ses opposants. Mi-décembre, le populaire maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, potentiel rival d'Erdogan à l'élection présidentielle, a été condamné à plus de deux ans et demi de prison et à une interdiction d'activité politique. Emma Sinclair-Webb, représentante de l'ONG Human Rights Watch en Turquie, qualifie sur Twitter la décision de «nouvelle preuve que le gouvernement d'Erdogan utilise les tribunaux pour désavantager, éliminer et punir l'opposition politique».



6 janvier 2023
Par Eve Szeftel

Du «147» à la rue d'Enghien, la double peine des Kurdes

Dix ans après le triple assassinat de militantes du PKK et dans le sillage de l'attentat du 23 décembre, les Kurdes de France organisent une grande marche, ce samedi à Paris, pour réclamer «la vérité et la justice» sur ce qu'ils considèrent comme un crime politique.

«Pour la vérité et la justice» : c'est derrière cette bannière que le Conseil démocratique kurde en France (CDK-F) appelle à manifester ce samedi à Paris. Cet hommage aux trois militantes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, considéré comme une organisation terroriste par la Turquie) assassinées il y a dix ans, le 9 janvier 2013, était prévu de longue date. Mais la tuerie survenue le 23 décembre rue d'Enghien, devant le siège du CDK-F, ajoute aux griefs des Kurdes, qui craignent de voir la vérité sacrifiée à la raison d'Etat.

On prête à l'ancienne Première ministre israélienne Golda Meir cette phrase, qu'elle aurait adressée au diplomate Henry Kissinger en 1973 : «Même les paranoïaques ont des ennemis.» Elle s'applique parfaitement à la situation des Kurdes de France, confrontés à dix ans d'intervalle à deux attaques similaires, sans qu'elles ne semblent, à ce stade de l'enquête, répondre aux mêmes motivations : politique pour la première, raciste pour la seconde. Mais pour la principale organisation représentative de la diaspora kurde en France, «il ne fait aucun doute que la Turquie et ses services de renseignements sont impliqués dans cet attentat terroriste» qui a coûté la vie à Abdurrahman Kizil, au chan-



Arrivée des cercueils des victimes de la tuerie de la rue d'Enghien, mardi à Villiers-le-Bel (Val-d'Oise). (Stéphane Lagoutte/Myop pour Libération)

teur Mir Perwer et à Emine Kara, la présidente du Mouvement des femmes kurdes en France. «Dix ans après l'assassinat à Paris de Sakine Cansiz, Fidan Dogan et Leyla Saylemez, le sentiment d'impunité règne plus que jamais, le sentiment que la France cherche à jeter aux oubliettes ce crime politique», a accusé le CDK-F, considéré comme la façade légale du PKK, dans un communiqué diffusé vendredi. Pour comprendre la colère des Kurdes de France, qui a donné lieu à des heurts inédits avec la police le 24 décembre face à l'empressément du ministre de l'Intérieur Gérard Darmanin à écarter la piste terroriste, il faut remonter dix ans en arrière.

Secrè-défense

Après le triple meurtre

de 2013, l'enquête de la Sous-Direction anti-terroriste (Sdat) de la police judiciaire s'oriente rapidement vers la piste d'un Turc qui avait infiltré la communauté kurde d'Ile-de-France, jusqu'à devenir le chauffeur de Sakine Cansiz, pour le compte des services secrets turcs : Omer Güney. «De nombreux éléments de la procédure permettent de suspecter l'implication du MIT dans l'instigation et la préparation des assassinats», résume le procureur de la République dans son réquisitoire définitif, en date du 9 juillet 2015. «C'est la première fois dans l'histoire des crimes politiques en France que l'Etat assassin est désigné, s'enflamme Antoine Comte, l'avocat de la famille de Fidan Dogan. Cela n'a pas été le cas pour Ben Barka [opposant au roi du Maroc Hassan II, enlevé à Paris en 1965 et dont

le corps n'a jamais été retrouvé, ndr], par exemple.»

Omer Güney est renvoyé devant les assises mais sa mort en prison, peu de temps avant l'ouverture de son procès en 2017, éteint l'action publique le concernant. L'affaire est relancée après une plainte des familles qui débouche en 2019 sur l'ouverture d'une nouvelle information judiciaire pour «complicité d'assassinats en relation avec une entreprise terroriste» et «association de malfaiteurs terroriste en vue de la préparation de crimes d'atteintes aux personnes». Difficile de crier au «dénier de justice», comme le font les responsables kurdes, alors que les nouveaux juges chargés de l'affaire multiplient les demandes d'entraide judiciaire, à la Belgique et à l'Allemagne notamment, conscients que

des pièces manquantes du puzzle peuvent s'y trouver, la toile d'araignée tissée par les services secrets turcs s'étendant à toute l'Europe. Existe-t-il une chance que la «vérité» soit connue et la «justice» enfin rendue, comme le réclament inlassablement les Kurdes ? «Beaucoup de choses sont faites», élude Antoine Comte, soucieux de ne pas mettre en péril les investigations en divulguant leur contenu.

Malgré les avancées de l'enquête, la justice continue de se heurter au secret-défense. Une note intéresse pourtant particulièrement le juge : consacrée à Sakine Cansiz, elle a été rédigée le 7 janvier 2013, soit deux jours avant sa mort. Que savent les services secrets français qu'ils refusent de verser au dossier ? Saisie d'une nouvelle demande en 2020, la Commission du secret de la défense nationale poursuit son obstruction, au motif qu'aucun «élément nouveau» ne justifie une déclassification. Résultat : seules des notes insignifiantes ont été transmises, quand elles ne sont pas purement et simplement illisibles. «Parfois, on a un bout de texte mais là, regardez, c'est tout noir !» s'exclame l'avocat en brandissant une liasse de documents impitoyablement censurés. Et la décision «insupportable» de la procureure de Paris de ne pas

saisir le Parquet national anti-terroriste (Pnat) dans la tuerie de la rue d'Enghien le conforte dans l'idée que «dix ans après, la volonté de ménager la Turquie continue de primer sur tout le reste».

Dès le surlendemain de l'attaque, la procureure de la République de Paris, Laure Beccuau, se fendait d'un long communiqué de deux pages relatant les premiers éléments de l'enquête. Ou comment William M., 69 ans, retraité de la SNCF récemment libéré de prison, exécutait froidement trois personnes devant le centre culturel kurde et en blessait trois autres dans un salon de coiffure, au cœur de ce qu'on appelle le «petit Kurdistan», dans le quartier de Strasbourg-Saint-Denis. Comment cet homme décrit comme «dépressif, taiseux et solitaire» s'était radicalisé après avoir été victime d'un cambriolage en 2016. Comment il vouait depuis une haine «devenue complètement pathologique» aux étrangers qui l'avait amené à attaquer des migrants au sabre en 2021 et à vouloir récidiver, prévoyant ensuite de se suicider.

«Incompréhension»

«Personne ne lui connaît d'intérêt particulier pour la situation des Kurdes», précisait le communiqué du parquet. Ajoutant cependant, quelques

lignes plus loin, que William M. en voulait aux Kurdes d'avoir «constitué des prisonniers lors de leur combat contre Daech au lieu de les tuer». A-t-on affaire à un loup solitaire qui s'est radicalisé seul et a défourraillé au hasard, les Kurdes se trouvant amalgamés dans sa xénophobie universelle ? Ou sa haine des étrangers a-t-elle pu être exploitée par les ennemis de ces derniers ? A-t-il pu être «retourné» lors de son passage à la prison de la Santé ? Joint par Libération, son avocat, Me Clément Piau, s'est refusé à tout commentaire.

Du côté des victimes, «les familles ont déposé plainte et vont se constituer partie civile dans les jours qui viennent, ainsi que le CDK-F», assure David Andic, leur avocat. «L'an dernier, des jeunes militants kurdes ont tagué le consulat de Turquie à Boulogne-Billancourt et tiré des feux d'artifice. Le Pnat a aussitôt été saisi et la DGSI a prêté son concours à l'enquête. Mes clients, qui sont sous contrôle judiciaire, sont traités comme des terroristes. Mais quand on a une attaque préparée, professionnelle, qui vise à répandre la terreur, qui vise spécifiquement le CDK-F comme institution politique et qui intervient au moment du dixième anniversaire des assassinats de 2013, cela fait beaucoup de coïncidences et

d'éléments qui corroborent la thèse d'un attentat et auraient dû conduire à la saisine du Pnat».

Pour David Andic, «c'est cette différence de traitement qui suscite la colère et l'incompréhension : le fait que la justice française traite cela comme un fait divers, et l'œuvre d'un déséquilibré». Le conseil s'inquiète aussi d'une enquête au rabais, citant le précédent de Mohammed Merah, l'assassin de Toulouse et de Montauban en 2012, pour lequel le cadre terroriste n'avait pas été retenu initialement. «On veut savoir avec qui le suspect était en prison, qui il côtoyait, pourquoi il n'était pas fiché comme individu dangereux ni inscrit au Finiada [le fichier national des interdits d'acquisition et de détention d'armes]», ajoute l'avocat des victimes et de leurs proches.

En attendant, la prochaine étape décisive dans ce dossier explosif sera l'expertise psychiatrique du suspect, qui permettra de déterminer s'il était en pleine possession de ses moyens au moment où il est passé à l'acte ou si son discernement était altéré, voire carrément aboli. Comme pour l'affaire Lola ou Sarah Halimi, son résultat promet de faire beaucoup de bruit. Et de susciter plus de questions qu'il n'apportera de réponses.

**Le Journal
du Dimanche**

15/01/2023

« Une légende à la rue » une pièce de théâtre à voir

Qui était Sakine Cansiz, militante kurde assassinée en plein Paris en janvier 2013 ? Dix ans après ce drame jamais élucidé, c'est au théâtre que la question résonne aujourd'hui. Florence Huige, auteure et actrice de ce seul en scène captivant, avait rencontré, sans le savoir, la combattante juste avant sa tragique disparition : cette dernière, alors ano-

nyme, lui avait parlé de torture, de combat, d'emprisonnement, de défiance, avait raconté être menacée de mort. Mais elle se trouvait curieusement, ce jour-là, à la rue, peut-être SDF. Et la comédienne l'avait trouvée délirante, qui plus est bizarre avec sa chevelure orange... En fin de compte, qui délire ? De cette histoire inextricable, confrontant son statut de témoin de hasard

à celui de l'héroïne de tout un peuple, Florence Huige a tiré ce spectacle incisif et hautement instructif. Semé d'incertitudes, il remue une foule de questions sur ces guerres du Proche-Orient qui, depuis Daech, débordent jusqu'en Europe.

Retraçant à haute voix l'enquête qu'elle a menée auprès des Kurdes de Paris à la suite de

l'assassinat de Sakine Cansiz, la comédienne raconte un peuple invisibilisé, oublié. Elle interpelle, au passage, son regard d'Occidentale soudain rattrapée par le réel, forcée d'admettre son ignorance. Avec ce qu'il faut d'humour et d'autodérision, la musique envoûtante du joueur de bouzouk Issa Hassan pour contrepoint, un petit bijou de théâtre documentaire. **A.C.**

Pourquoi les sanctions contre l'Iran manquent d'efficacité

Des mesures plus ciblées pourraient commencer à faire plier le régime, qui poursuit sa répression.

Jeudi, la justice iranienne a prononcé une nouvelle condamnation à mort en première instance contre un homme ayant participé aux manifestations. Au ban des nations, l'Iran n'en mène pas moins sa répression sanglante contre les contestataires. Elle poursuit aussi sa course à la bombe atomique et fournit à la Russie des drones armés, dévastateurs en Ukraine...

Pourquoi ce pays paraît-il imperméable aux pressions internationales ? Les sanctions décrétées par le Conseil de sécurité de l'ONU en 2006 figurent pourtant parmi les plus dures et les plus longues jamais appliquées, frappant pour l'essentiel la vente de pétrole et de gaz, secteur vital dont les recettes représentent 70 % du revenu national.

Même lorsqu'elles furent allégées en 2015 à la signature de l'accord sur le nucléaire (en lien avec États-Unis, Russie, Chine, France, Allemagne et Royaume-Uni), les Américains maintinrent leur embargo bancaire. Ce qui revenait de facto à empêcher le commerce entre Téhéran et les pays tiers, les transactions sur le marché pétrolier se faisant en dollars.



Le guide suprême Ali Khamenei, en octobre dernier, lors d'une cérémonie à l'académie de police de Téhéran. Le régime affronte une nouvelle vague de contestation depuis la mort, mi-septembre, de l'étudiante Mahsa Amini peu après son arrestation par la police des mœurs. Reuters / WANA

Mais le régime iranien, comme souvent, a appris à vivre vaillamment avec ces sanctions. « Si des pays comme le Japon, la Corée du Sud, l'Italie ou la Grèce ont changé de fournisseurs, d'autres comme l'Inde ou la Chine ont contourné l'obstacle », explique la sociologue Azadeh Kian, spécialiste de l'Iran (« Femmes et pouvoir en Islam », Éd. Michalon). Elles ont payé le pétrole pour partie en roupies et en yuans, pour (grosse) partie en fournitures, des épices et du riz indiens aux produits manufacturés chinois à bas prix. « En plus des

850.000 barils par jour déclarés, l'Iran continue à vendre du pétrole de façon officieuse, via les pavillons de pays complices », ajoute l'experte.

Autre carte, jouée avec un cynisme inégalé, la diplomatie des otages. Sept Français sont ainsi détenus.

Viser certains expatriés

Non seulement le régime survit, mais il conserve son emprise sur des États de la région : l'Irak, la Syrie de Bachar el-Assad et le Liban, où le Hezbollah pro-

iranien fait peu ou prou régner la loi. Sans oublier la proximité marquée avec Poutine et un récent rapprochement avec l'Égypte et l'Arabie saoudite, les grands rivaux sunnites.

Pour autant, le régime des mollahs souffre et commencerait à plier, selon Azadeh Kian. « Amputé d'une énorme part de ses revenus, il ne peut plus acheter la paix sociale en aidant les familles pauvres et réserve ses subventions aux écoles religieuses, aux services de propagande et aux Gardiens de la révolution. Résultat, entre le chômage et l'inflation, la population n'arrive plus à survivre. »

De là à plier ? Pour la spécialiste, un signal est donné avec la volonté iranienne de revenir à la table des discussions sur le nucléaire... Mais elle insiste : les Occidentaux doivent taper plus fort et surtout plus efficacement. « En ciblant par des sanctions individuelles les quelques milliers de responsables de la répression qui se trouvent en Iran mais aussi leurs enfants expatriés qui gèrent aux États-Unis, au Canada, en Allemagne ou ailleurs des entreprises qui travaillent en fait pour le régime. »



Nelly Didelot
07 Janvier 2023

Adhésion à l'Otan : les Kurdes de Suède face au chantage d'Erdogan

Quand l'invasion russe de l'Ukraine a débuté en février, la communauté kurde de Suède pouvait difficilement imaginer qu'elle finirait par toucher les siens. Depuis le mois de juin, et le lancement du processus d'adhésion de la Suède et de la Finlande à l'Otan, elle est pourtant devenue l'une des victimes collatérales du conflit. Pour accepter l'entrée dans l'Alliance atlantique des deux pays nordiques, la Turquie a réclamé en échange d'importantes concessions sur la question kurde.

Dans le protocole d'accord signé en juin, Stockholm et Helsinki se sont engagés à lever l'embargo officieux sur les armes qui visait la Turquie depuis 2019, à ne pas soutenir les combattants kurdes en Syrie, et à traiter «avec diligence et minutie les demandes d'expulsion et d'extradition vers la Turquie de suspects de terrorisme». Ces demandes visent surtout la Suède, où vivent près de 100 000 Kurdes souvent installés de longue date. Au fil des mois, la liste des personnes réclamées par Ankara s'est allongée. De 33 noms en juin, elle est passée à 45 puis à 73, selon la presse turque proche du pouvoir.

Première expulsion en décembre

Pour le moment, Stockholm n'a



Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, jeudi à Ankara. (Presidential Press Office /via REUTERS)

procédé qu'à une expulsion, au début du mois de décembre. Mahmut Tat, demandeur d'asile débouté en 2021, a été renvoyé vers la Turquie où l'attend une peine de six ans de prison pour ses liens supposés avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), considéré comme une organisation terroriste par Ankara. Il a été arrêté dès son arrivée à Istanbul. Son cas n'est pas exceptionnel : d'autres Kurdes déboutés de l'asile et soupçonnés de liens avec le PKK ont déjà été expulsés au cours des années précédentes. Le dernier cas remontait à 2020.

Le nouveau gouvernement suédois, qui gouverne avec le soutien de l'extrême droite, a envoyé plusieurs signaux de bonne volonté à Ankara, en annonçant qu'il modifierait la

position traditionnelle de Stockholm à l'égard des groupes kurdes, et en organisant plusieurs voyages officiels en Turquie depuis novembre. Pourtant, le pays refuse toujours de parapher l'adhésion à l'Otan de la Suède (et de la Finlande, en raison de la candidature commune des deux pays). «Il y a un document [le protocole d'accord signé en juin, ndr], il faut le mettre en œuvre. Nous n'en sommes même pas à mi-chemin, mais au début», a tancé Mevlüt Çavuşoğlu, le ministre des Affaires étrangères, en décembre.

Une affaire personnelle pour Erdogan

L'un des points de contentieux concerne le cas Bülent Kenes. Cet ancien rédacteur en chef

du journal Zaman est accusé d'avoir soutenu la tentative de coup d'Etat de 2016. Le même chef d'accusation a déjà conduit plus de 55 000 personnes en prison en Turquie, dont au moins 150 journalistes. Le président Recep Tayyip Erdogan a fait de son cas une affaire personnelle, en le nommant publiquement en conférence de presse. Malgré la pression, la Cour suprême suédoise a bloqué son extradition en décembre, en évoquant son statut de réfugié politique, l'absence de chef d'inculpation équivalent dans la loi nationale et un «risque de persécution lié à ses opinions politiques».

Pour les Turcs, l'affaire a «empoisonné» le processus d'adhésion. Côté suédois, le gouvernement répète qu'il s'agit d'une décision de justice sur laquelle il n'a pas la main. Pour Paul Levin, directeur de l'Institut des études turques de l'université de Stockholm, la Suède pourrait continuer à expulser des Kurdes vers la Turquie mais ne devrait pas franchir l'étape des extraditions. «Les autorités répètent que les Kurdes de Suède qui ont la nationalité et n'ont pas de liens avec le PKK ne doivent pas s'inquiéter, explique-t-il à l'agence de presse turque Bianet. Mais pour les demandeurs d'asile qui ont été déboutés et qui sont soupçonnés d'être liés au PKK, c'est une autre histoire.»



07-01-2023

Turkey launches domestic anti-PKK operation in Batman

ERBIL, Kurdistan Region

- Turkish security forces on Saturday launched an operation targeting suspected positions of the Kurdistan Workers' Party (PKK) in the southeastern Kurdish province of Batman involving hundreds of personnel, state media reported.

The operation aims to expel the small amount of PKK fighters in Batman and involves the participation of 650 security personnel, state-owned Anadolu Agency reported, adding that the campaign is an extension of the ongoing "Eren Blockade" autumn winter operations which aim to expel the PKK from the country's rural areas.

The PKK is a Kurdish armed group fighting for the increased rights of Kurds in Turkey and designated a terrorist organization by Ankara, which has launched successive operations southward across the border with Iraq and the Kurdistan Region to target the group's positions.

Previous phases of the domestic operation have



Turkish security forces during the anti-PKK operation in Batman on January 7, 2023. Photo: AA

taken place in [Dersim](#), [Sirnak](#), and [Siirt](#) provinces. Interior Minister Suleyman Soylu on Tuesday [announced](#) that the number of PKK members in Turkey fell to below 120 after "at least 125" members surrendered in 2022, but the PKK has not confirmed the numbers.

The conflict between Turkey and the PKK spans several countries, including Turkey itself.

On Wednesday, the Turkish interior ministry [claimed](#) that its forces inflicted 1,220 casualties, including 87 senior officials, on a number of "terror" groups including the PKK, two days after the PKK's armed wing – the People's Defense Forces (HPG) – claimed that 2,942 Turkish soldiers were killed during their attacks against the Turkish army last year.

Turkey in November accu-

sed the PKK of carrying out an attack on a famous street in Istanbul which killed at least six and injured a further 81.

The PKK later [denied](#) responsibility for the attack, saying "we have nothing to do with this incident and it is well-known by the public that we would not target civilians directly or approve of actions directed at civilians."

La Provence

avec AFP
8 janvier 2023

Ils n'oublient pas les Kurdes assassinées

Des marches ont rassemblé des milliers de personnes

Plusieurs milliers de personnes venues de toute l'Europe ont défilé hier à Paris en hommage aux trois militantes kurdes assassinées il y a presque dix ans jour pour jour dans la capitale. Cette marche annuelle, qui rassemble la communauté kurde depuis 2013, intervient deux semaines après l'assassinat, au centre de Paris, de trois Kurdes par un homme de 69 ans, qui a confessé avoir agi par "haine devenue pathologique" des étrangers.

Encadré par un service d'ordre très présent, le cortège s'est élancé en fin de matinée de la gare du Nord derrière une banderole noire barrée des photos des trois militantes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) abattues en 2013 et du slogan "l'État turc a encore massacré

3 Kurdes à Paris". Selon la préfecture de police de Paris, ils étaient 10 000 à participer à la marche. Les organisateurs revendiquent de leur côté "au moins 25 000 manifestants". "Rien ne pourra arrêter la liberté des Kurdes", "Vérité et justice", "Nous voulons la justice", ont scandé les manifestants en ralliant la place de la République en passant par les lieux des triples meurtres de 2013 et de ceux fin 2022.

Dans la nuit du 9 au 10 janvier 2013, les militantes Sakine Cansiz, 54 ans, Fidan Dogan, 28 ans, et Leyla Saylemez, 24 ans, ont été tuées de plusieurs balles dans la tête dans l'enceinte du Centre d'information du Kurdistan (CIK) situé dans le Xe arrondissement de Paris. Leur assassin présumé, Omer

Güney, a été rapidement écroué mais est décédé fin 2016 en prison, quelques semaines avant l'ouverture de son procès. L'enquête de la justice française, qui avait pointé "l'implication" des services de renseignement turcs (MIT) sans toutefois désigner de commanditaires, se poursuit, alors que les familles demandent la levée du secret-défense sur ces assassinats. Le MIT a lui officiellement démenti toute implication.

Plusieurs rassemblements

Le triple meurtre commis le 23 décembre dernier a suscité la colère des Kurdes de France qui, malgré les déclarations du suspect et les premiers éléments de l'enquête livrés par le parquet, continuent à mettre

en cause la Turquie. La communauté kurde a multiplié les rassemblements dans la capitale depuis ces crimes. De violents incidents avaient émaillé l'un d'eux, le 24 décembre.

À Marseille, plus de 1 200 personnes, 800 selon la préfecture de police, ont rejoint hier le cortège sur la Canebière, en direction du Vieux port. "Des personnes de tous les pays vivent dans le quartier où a eu lieu l'attaque, mais ce ne sont que des personnes kurdes qui ont été attaquées", réagissait Fatma, représentante du centre démocratique kurde de Montpellier, en évoquant le triple meurtre du mois dernier.

Ils demandent aux autorités françaises à lever le secret-défense.



avec Reuters
9 Janvier 2023

Trois nouvelles condamnations à mort en Iran

DUBAÏ (Reuters) - La justice iranienne a prononcé de nouvelles condamnations à mort contre trois manifestants anti-gouvernementaux, reconnus coupables de "guerre contre Dieu", rapporte l'agence de l'institution judiciaire, Mizan.

Saleh Mirhashemi, Majid Kazemi et Saeid Yaghoubi, accusés d'avoir tué des Bassidjis, membres des forces paramilitaires iraniennes en marge de manifestations à Ispahan, peu-

vent faire appel de leur condamnation devant la Cour suprême, précise Mizan.

Deux hommes condamnés à mort pour le même chef ont été pendus samedi dernier en Iran, des exécutions qui ont suscité la réprobation internationale.

La France, par la voix de la porte-parole du ministère des Affaires étrangères, a déploré lundi ces nouvelles condamnations, qui interviennent "après les exécutions

révoltantes de deux manifestants le 7 janvier".

"Les condamnations à mort et les exécutions de participants aux manifestations (...) ne peuvent tenir lieu de réponse aux aspirations légitimes de liberté du peuple iranien", a-t-elle ajouté.

Au moins quatre personnes ont été pendues en Iran depuis le début de la répression des manifestations anti-gouvernementales qui ont suivi la mort d'une Kurde

de 22 ans, Mahsa Amini, le 16 septembre à Téhéran après son arrestation par la police des mœurs pour infraction au code vestimentaire de la République islamique.

Selon Amnesty International, 26 autres personnes ont été condamnées à mort après des "simulacres de procès".

(Rédigé par Parisa Hafezi, version française Sophie Louet, édité par Blandine Hénault)



avec AFP
8 janvier 2023

Iran : rassemblement devant l'ambassade de France à Téhéran pour dénoncer les caricatures de Khamenei

Plusieurs dizaines d'Iraniens se sont rassemblés ce dimanche devant l'ambassade de France à Téhéran pour protester contre les caricatures du guide suprême de la République islamique publiées par «Charlie Hebdo».

Plusieurs dizaines d'Iraniens se sont rassemblés ce dimanche devant l'ambassade de France à Téhéran pour protester contre les caricatures du guide suprême de la République islamique publiées par «Charlie Hebdo».

«Oh la France, abandonne ton hostilité !», «Honte à la France» s'est indignée la foule. Des dizaines d'Iraniens se sont rassemblés ce dimanche devant l'ambassade de France à Téhéran pour protester contre les caricatures du guide suprême de la République islamique publiées cette semaine dans le journal satirique français Charlie Hebdo.

Réunis dans le centre de Téhéran, les manifestants, pour la plupart des élèves de séminaires chiites et des femmes en tchador, tenaient des drapeaux iraniens, des portraits de Khamenei et des pancartes dénonçant le journal satirique. Des manifestants ont également brûlé des drapeaux français.

Charlie Hebdo a publié mercredi une série des dessins mettant en scène la plus haute personnalité religieuse et politique de la République islamique d'Iran, l'ayatollah Ali Khamenei. Le journal satirique avait déclaré avoir publié ces caricatures pour soutenir le peuple iranien lors des protestations déclenchées par la mort le 16 septembre de Mahsa Amini, une Iranienne de 22 ans décédée après son arrestation par la police des mœurs.

Représailles



Des manifestants devant l'ambassade de France à Téhéran, le 8 janvier. (Atta Kenare/AFP)

L'Iran a dénoncé les caricatures «insultantes et indécentes» parues dans une édition spéciale à l'occasion de l'anniversaire de l'attentat meurtrier de 2015 contre les locaux de Charlie Hebdo à Paris. Les autorités iraniennes avaient averti la France qu'elles prendraient des mesures en représailles.

Téhéran a ainsi annoncé la fermeture de l'Institut Français de Recherche en Iran (IFRI), le plus ancien et le plus important centre de recherche française dans le pays, affilié au ministère français des Affaires étrangères. L'IFRI, situé au centre de la capitale iranienne, avait été fermé durant de longues années. Il avait rouvert sous la présidence du modéré

Hassan Rouhani (2013-2021) comme un signe du réchauffement des relations bilatérales.

Ce dimanche, devant l'ambassade de France, Karim Heydarpour, élève d'un séminaire âgé de 17 ans, a dit à l'AFP avoir participé au rassemblement pour «soutenir la Révolution et le guide suprême». «Nous devons donner (aux opposants à la République islamique) une réponse pour qu'ils ne pensent pas que nous ne soutenons pas notre Révolution», a-t-il dit. Un rassemblement similaire a eu lieu auparavant à Qom, ville sainte chiite située à près de 150 km au sud de Téhéran.

Ce dimanche soir, le président iranien Ebrahim Raïssi a condamné

la publication des caricatures, a rapporté l'agence de presse officielle IRNA. «Recourir à l'insulte et à l'offense sous prétexte de liberté est une preuve claire de l'absurdité de la logique de ceux qui insultent et de leur déception face à la non-réalisation de la conspiration du chaos et de l'insécurité dans le pays», a-t-il déclaré.

Le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, Nasser Kanani, a déclaré un peu plus tôt que la liberté d'expression ne devait pas être utilisée comme prétexte pour «insulter» des personnalités religieuses. Il a appelé Paris à «respecter les principes fondamentaux des relations internationales», et à ne pas interférer dans les affaires internes de l'Iran.

Iran: les mollahs étouffent la contestation

DÉCRYPTAGE - La répression se poursuit contre les manifestants, condamnés à opérer à bas bruit. Le pouvoir laisse se dégrader la situation économique pour affaiblir la population.

Mohsen n'en est pas encore revenu. «Avec mon épouse, on a voyagé avec la compagnie aérienne Mahan Air jusqu'à Dubaï. Normalement, avant le décollage de Téhéran, il y a toujours l'annonce: "s'il vous plaît, respectez la loi, gardez le hidjab". Mais cette fois, à l'aller et au retour, on n'a rien entendu dans l'avion où la plupart des femmes étaient sans foulard. Et à l'aéroport de Téhéran, c'était la même chose. Les femmes ont gagné», se félicite ce commerçant, joint au téléphone, qui, toutefois, s'interroge. «Une sorte de liberté est instaurée, mais durera-t-elle? Aujourd'hui, les mollahs ne réagissent pas. Mais n'attendent-ils pas le moment pour revenir, demain, après-demain?»

L'anecdote illustre la fragilité d'une situation paradoxale. Après quatre mois d'une révolte contre le pouvoir théocratique, lancée par les jeunes Iraniennes après la mort d'une Kurde de 18 ans tuée pour avoir mal porté le voile, la cause des femmes, obligées jusque-là de porter le hidjab en public, a progressé. Pourtant, ces dernières semaines, les manifestations sont moins nombreuses. L'implacable répression d'un pouvoir habile à manier la carotte et le bâton a fini par porter ses fruits.

Mercredi dernier, en recevant des Iraniennes favorables au régime, le guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, affirma que «les femmes qui ne portent pas complètement le foulard ne devaient pas être considérées comme hors de la religion ou à mettre au ban de la République islamique». Affirmation surpre-

nante de la part d'un partisan de la ligne dure, qui instaura le port du voile obligatoire en 1983, alors qu'il était le premier président de la nouvelle République islamique, laquelle venait de chasser le chah du pouvoir. Mais samedi, à la veille de manifestations en vue de commémorer la destruction d'un Boeing abattu le 8 janvier 2020 par la défense antiaérienne iranienne causant la mort de 176 personnes (dont 82 Iraniens), deux jeunes ont encore été exécutés par la justice révolutionnaire. Ils avaient été reconnus coupables d'avoir tué un paramilitaire lors de manifestations. Des exécutions «révoltantes», s'est insurgée la France, alors que des ONG de défense des droits humains ont dénoncé une justice «expéditive». Ces exécutions s'ajoutent à deux précédentes pendaisons de jeunes liés aux manifestations. Au total, la répression a entraîné la mort de plus de 440 personnes, la mise en détention de plus de 14.000 autres et la condamnation à mort de 14 Iraniens.

Mais ces dernières semaines, alors qu'apparaissent des articles dans la presse vantant la gestion «sage» de la crise par le guide suprême, le pouvoir a en fait multiplié les signaux ambivalents. Deux figures de la contestation, Majid Tavakoli et Hossein Ronaghi, ont été libérées, quelques semaines après leur arrestation, alors qu'une joueuse d'échecs a été incitée à ne pas rentrer en Iran, après avoir participé sans voile à une compétition au Kazakhstan; des journalistes ont encore été appréhendés, et des militants kurdes kidnappés. Où est placé le curseur? Nul ne le sait

vraiment. La confusion est un objectif en soi. À moins qu'elle ne soit le reflet de divergences au sein de la direction iranienne. En 2019 déjà, le tout-puissant général Qassem Soleimani, qui fut tué quelques mois plus tard par un tir de drone américain à Bagdad, avait affirmé que «la fille sans hidjab est ma fille, elle est votre fille, elle est la fille de la société». «À l'époque, se rappelle Ali Alfoneh, spécialiste de l'Iran à l'Institut des États du Golfe à Washington, Soleimani et d'autres commandants des gardiens de la révolution voulaient combler le fossé qui s'est peu à peu creusé entre un État religieux et une société de plus en plus laïque. Mais ils furent contrés par Khamenei, qui aujourd'hui cherche à rallier avec cette dernière déclaration les Iraniens éduqués de la classe moyenne; mais il le fait en étant sur la défensive, et ses propos peuvent au contraire alimenter d'autres revendications.»

Après la vraie fausse disparition de la police religieuse, le mois dernier, l'avertissement lancé début janvier par le régime sur le redémarrage de la surveillance du voile dans les voitures est un nouvel exemple de ce flou, entretenu par le pouvoir sur certaines décisions. Une première version de la mise en garde contenait «des suites légales et judiciaires (vous) seront appliquées», avant d'être supprimées dans la seconde mouture.

«Tout cela est assez hypocrite», confie un bon observateur de la scène iranienne qui rappelle que, comme pour la compagnie aérienne israélienne EIAI, «un homme discrètement

armé prend place dans chaque avion iranien, mais actuellement, il ne fait pas de zèle». Quant au voile dans les voitures, selon lui, «le pouvoir veut automatiser par SMS les amendes pour non-port du hidjab en utilisant le dispositif existant de caméras avec intelligence artificielle qui lui permet de reconnaître si une voiture est autorisée à entrer dans le centre-ville de Téhéran, par exemple». «L'amende serait pécuniaire et pas forcément judiciaire, pour l'instant, prévient-il, car le régime reste droit dans ses bottes, il pense qu'il doit éradiquer la contestation».

Les statistiques des rassemblements dans la rue ou à l'occasion de cérémonies de deuil des victimes de la répression attestent d'une nette décrue de la révolte. «Au cours des dernières semaines, on a relevé une baisse notable du nombre et de la taille des manifestations violentes à travers le pays, avec parfois seulement quelques douzaines de personnes», confirme Ali Alfoneh. Chez les Kurdes et les Baloutches, derniers foyers importants de contestation, où ont été tués la majorité des 73 membres des forces de sécurité dans des heurts face aux protestataires, «les manifestations continuent, sur une plus grande échelle notamment le vendredi au Baloutchistan, mais leur taille là aussi reste limitée», constate Ali Alfoneh. Quant aux «travailleurs des secteurs industriels et des services, ils n'ont pas, selon lui, rejoint la contestation, et les manifestations étudiantes, centrales au début du mouvement, ont elle aussi significativement décliné.»

Pour le chercheur belge Jonathan Piron, «on assiste à une transformation des modes d'action avec beaucoup de graffitis dessinés sur les murs des universités, des sit-in dans les classes en soutien aux professeurs dont les salaires ont été suspendus pour avoir défendu les étudiants, des appels aussi à libérer des étudiants emprisonnés, en particulier les leaders de la fronde. Il ne faut pas oublier, insiste Jonathan Piron, que de nombreux étudiants ont été suspendus ou expulsés».

Comme d'autres observateurs, il estime qu'on assiste «à la fin d'une séquence, mais pas de la contestation en Iran. Il va falloir observer comment le mouvement se renouvelle, en recourant peut-être à de nouveaux moyens de mobilisation». Face à un pouvoir qui ne cédera pas sur l'essentiel, l'avenir de la révolte dépendra probablement de sa capacité à établir des structures non reconnues pour échapper aux syndicats ouvriers, étudiants et associations d'avocats noyautés par

le régime, afin d'élargir sa base sociale et donner à son mouvement la dimension populaire qui lui manque cruellement.

«Les manifestations ont reculé parce que les gens veulent vivre, explique, de son côté, Mohsen, le commerçant. Avant les pauvres arrivaient à manger, aujourd'hui c'est la misère. Les Iraniens pensent à sauver leurs familles.»

En seulement un mois et demi, la monnaie a chuté de 40 %, et l'inflation a progressé de 50 % entre septembre et décembre. «Cela parle aux gens», confirme un homme d'affaires, pour qui «l'argument du pouvoir est de dire que c'est de la faute des manifestants, si l'économie s'est autant dégradée».

«Arme financière»

Selon lui, les autorités n'ont pas pris les mesures pour enrayer cette chute du rial. «Elles n'ont pas injecté, comme elles l'avaient fait en 2019, des dollars sur le marché local des changes, alors que l'Iran en a

encore les moyens, décrypte cet homme d'affaires. Si elles n'ont pas fait, à dessein, cet effort, c'est pour mettre le poids sur le peuple pour qu'il ait encore plus peur de rejoindre la contestation et qu'il finisse par blâmer les manifestants».

Cette «arme financière» serait la «troisième lame» utilisée par les autorités pour venir à bout de la contestation, après le répressif et de nombreuses arrestations, dont celles des meneurs locaux, puis la reprise en main judiciaire marquée par des exécutions comme celles de samedi. La décision américaine de resserrer la vis sur les transferts de dollars en provenance de la banque centrale irakienne a également pesé sur le fragile équilibre financier irakien.

Selon cet expert, la stratégie du pouvoir serait d'attendre un plus grand retour au calme pour réinjecter alors du dollar et faire remonter la monnaie en vue de soulager économiquement la population. Reste que la colère, même contenue, est tou-

jours là. «Le régime n'est pas à l'abri de nouvelles manifestations d'envergure, notamment en février avec l'anniversaire de la révolution», prévient l'homme d'affaires.

De son côté, la contestation paraît toujours en mal de structuration. «Qui est le meneur?», se demande Mohsen, le commerçant. «On ne sait pas. Tant qu'on ne le connaîtra pas, on ne peut pas laisser le destin du pays à un inconnu. J'ai lu dans la presse que le fils du chah avait conclu une alliance avec Masih Alinejad (activiste antivoile, NDLR) et Ali Karimi (ancien footballeur). Et alors? Reza Pahlavi n'a pas d'audience en Iran. Alinejad, elle est favorable aux sanctions qui nous pénalisent». «Qu'ils lâchent sur le hidjab, ce n'est pas la fin du monde, espère un autre Iranien. Qu'ils fassent comme avec les paraboles pour capter les chaînes étrangères, elles sont théoriquement interdites, mais elles sont tolérées. Idem pour la double nationalité, interdite mais là encore tolérée».



Par Léa Farges
Le 7 janvier 2023

À Paris, la mairie du Xe arrondissement met à l'honneur la culture kurde

À compter de ce samedi et jusqu'à début février, l'exposition « Arts kurdes en exil », rend hommage à la culture kurde et aux victimes de la rue d'Enghien tuées au mois de décembre, issues de cette communauté.

« Au Kurdistan, les femmes sont très soudées. On travaille ensemble, on mange ensemble, on fait tout ensemble. » Derrière Melis Kaya, commissaire d'exposition, un tableau d'Inaya Attar illustre trois femmes Kurdes vêtues de leur habit traditionnel. Du 7 janvier au 2 février 2023, le hall de la

mairie du Xe arrondissement de Paris accueille « Arts kurdes en exil ».

Programmée dans le cadre d'une série d'événements consacrés à la célébration du 40e anniversaire de l'Institut kurde de Paris, l'exposition a été organisée des mois avant l'attaqu

raciste de la rue d'Enghien perpétrée fin décembre à quelques rues de là. Mais « elle a aujourd'hui une signification beaucoup plus symbolique », explique Melis Kaya, qui espère « rassembler les Kurdes de Paris en cette période de deuil et montrer que nous sommes toujours là et plus forts ensemble ».

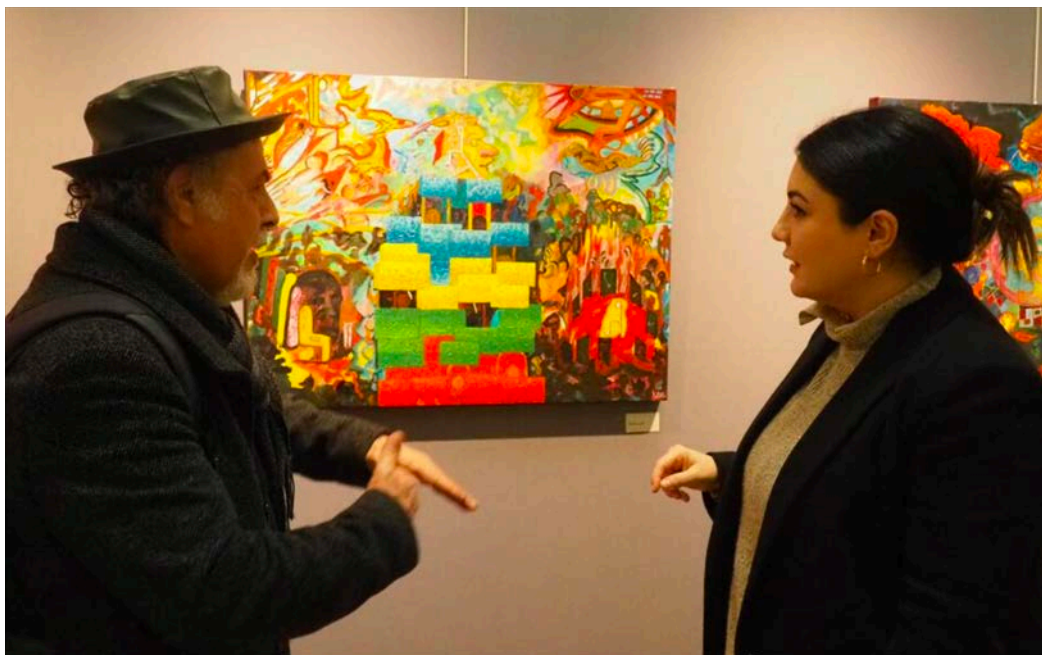
Le souci de « maintenir l'exposition après le drame »

« Maintenir l'exposition après le drame était important, souligne Laurence Patrice, élue à la mairie du Xe en charge de la Culture. Je veux montrer que les Kurdes existent, qu'ils ont un combat politique que

nous soutenons fermement, tant la maire de Paris que l'équipe du Xe, mais que ce sont aussi des artistes. » Melis Kaya abonde, soucieuse de « montrer que les Kurdes ne se résument pas à la guerre et à une population apatride, mais qu'ils ont un art, une culture et des artistes contemporains productifs. »

« Chaque être humain préférerait être à l'aise avec son art dans son pays »

Adbin Mostafa, Juhad Moussa ou encore Nesrin Mahmoud font partie des dix-neuf sculpteurs et peintres exposés. Tous ont connu l'exil et y ont puisé leur inspiration. Ici, « impossible d'inscrire les artistes dans un mouvement ou genre artistique commun », résume Melis Kaya : l'exposition met à l'honneur les trois parties du Kurdistan, en Iran, en Irak et en Syrie.



Melis Kaya, commissaire de l'exposition (dr.) et Kaniwar Alan, devant ses peintures illustrant les persécutions subies par les Kurdes en Syrie.

Ici, les œuvres de Kaniwar Alan, empreintes de couleurs vives, illustrent les persécutions subies par la population kurde, perpétrées notamment par Daech en Syrie.

Là, au milieu des peintures se dressent les visages sculptés dans le marbre d'Eido Alhussein. « Chaque être humain préférerait être à l'aise avec son art dans

son pays, résume ce dernier. Mais en Syrie nous, on ne pouvait pas s'exprimer en tant que Kurdes, même à travers l'art. »

LE FIGARO

avec afp
10/01/2023

Iran : les exécutions de manifestants confinent au «meurtre d'État», dénonce l'ONU

Quatre personnes ayant participé aux protestations suivant la mort de Masha Amini ont déjà été exécutées par le pouvoir iranien.

Ces exécutions sont «des privations arbitraires de la vie», a insisté Ravina Shamdasani, une porte-parole du Haut-Commissariat lors d'un point de presse à Genève. «L'ONU est contre la peine de mort en toutes circonstances», a rappelé Ravina Shamdasani, qui dénonce dans le cas des Iraniens exécutés «un manque de respect des procédures, des accusations qui sont complètement fallacieuses et qui n'ont aucun sens». «Ce sont des accusations de corruption sur

Terre et de guerre contre Dieu, qui sont formulées de manière très vague», a-t-elle insisté, faisant aussi état «de graves allégations de torture et de mauvais traitements, des traitements humiliants avant leurs exécutions»

Quatre exécutions

Téhéran a déjà exécuté quatre personnes accusées d'avoir pris part aux manifestations qui secouent le pays depuis quatre mois et la mort d'une jeune

femme accusée de mal porter le voile par la police des mœurs. Deux autres exécutions sont imminentes - celle de Mohammad Boroughani, 19 ans, et celle de Mohammad Ghobadlou, 22 ans - et au moins 17 autres auraient été condamnées à mort, a souligné le Haut-Commissariat dans un communiqué. «Le gouvernement iranien servirait mieux ses intérêts et ceux de son peuple en écoutant leurs griefs et en entreprenant les réformes juridiques et politiques nécessaires pour

garantir le respect de la diversité d'opinion, les droits à la liberté d'expression et de réunion, et la pleine le respect et la protection des droits des femmes dans tous les domaines de la vie», insiste encore le Haut-Commissaire.

Selon le représentant du Haut-Commissariat au Moyen Orient et en Afrique du nord, Mohammad Al Nsour, Volker Türk doit rencontrer «bientôt» des représentants iraniens à Genève, dans le cadre normal de ses

activités. En revanche, rien de concret sur un éventuel déplacement de Volker Türk à Téhéran, comme il en avait exprimé le souhait pour rencontrer les autorités, y compris le guide suprême Ali Khamenei. «Il n'y a pas de date et il n'y a actuellement, aucun échange sur le cadre de cette visite», a indiqué Mohammad Al Nsour.

Le Haut-Commissaire souhaite notamment demander à l'Iran «l'abrogation de certaines des pratiques discriminatoires à l'égard des femmes et des jeunes filles» et également discuter de la répression des manifestations, avait-il indiqué dans un entretien à l'AFP la semaine



Un juge est assis dans une salle d'audience devant Saeid Yaghoubi, qui doit être exécuté par pendaison, avec Majid Kazemi et Saleh Mirhashemi, à Isfahan, en Iran, le 9 janvier 2023. WANA NEWS AGENCY / REUTERS

dernière. Volker Türk a régulièrement [condamné la répression des manifestations en Iran](#), déclenchées à la mi-septembre

par la mort de Mahsa Amini, 22 ans, détenue pour infraction au code vestimentaire strict de la République islamique.

Selon l'ONG Iran Human Rights (IHR), basée à Oslo, la répression a fait au moins 476 morts, tandis que plusieurs milliers de personnes ont été arrêtées. «Je réitère une fois de plus mon appel au gouvernement iranien pour qu'il respecte la vie et la voix de son peuple, qu'il impose un moratoire immédiat sur la peine de mort et qu'il mette fin à toutes les exécutions», a souligné Volker Türk dans le communiqué. «L'Iran doit prendre des mesures sincères pour se lancer dans les réformes requises et exigées par son propre peuple pour le respect et la protection de ses droits humains», a-t-il exigé.



Par Reuters le 10.01.2023

Iran : La fille de l'ancien président Rafsandjani condamnée à cinq ans de prison

DUBAÏ (Reuters) -

La fille de l'ancien président iranien Akbar Hachemi Rafsandjani, une militante déjà condamnée en Iran, a été condamnée à cinq ans de prison, a confirmé mardi son avocate.

Neda Shams n'a pas précisé sur son compte Twitter les charges retenues contre Faezeh Hachemi Rafsandjani, 60 ans, qui avait été arrêtée et placée en détention en septembre dernier à Téhéran,

dans le cadre de la répression contre les manifestations anti-gouvernementales.

Elle a la possibilité de faire appel de cette décision de justice.

Selon l'agence de presse semi-officielle ISNA, le procureur général de Téhéran a inculpé Faezeh Hachemi l'année dernière pour "propagande contre le système".

Les médias d'État avaient rapporté son arrestation pour "incitation aux émeutes" en marge des manifestations consécutives à la mort d'une Kurde de 22 ans, Mahsa Amini, le 16 septembre à Téhéran après son arrestation par la police des mœurs pour infraction au code vestimentaire de la République islamique.

En 2012, Faezeh Hashemi avait déjà été condamnée à une peine de prison et inter-

dite d'activités politiques pour "propagande antiétatique" en lien avec l'élection présidentielle contestée de 2009.

Son père, un modéré qui dirigea l'Iran de 1989 à 1997 et prôna un rapprochement avec l'Occident, est décédé en 2017.

(Reportage bureau de Dubai, version française Augustin Turpin, édité par Sophie Louet)

Exécutions en Ira : l'insupportable décompte

EXÉCUTIONS | SAMEDI matin, deux visages sont venus s'ajouter au martyr des jeunes Iraniens, jugés sommairement puis pendus pour leur participation aux manifestations qui défient le régime.

« Je vous implore, s'il vous plaît, d'annuler la peine de mort de mon fils... » Agenouillée aux côtés du père, une mère muette de douleur semble bercer le fantôme d'un bébé. Leurs supplices, diffusés il y a trois semaines dans une vidéo, n'ont rien pu. Samedi matin, entre l'appel à la prière et le lever du soleil, leur fils de 22 ans, Mohammad Mehdi Karami, a été pendu. Les autorités iraniennes, qui avaient condamné à mort ce champion de karaté début décembre au cours d'un procès expéditif, n'ont pas prévenu ses parents, de modestes vendeurs ambulants.

Seyed Mohammad Hosseini, 39 ans, n'avait plus de famille proche. Lui aussi a été exécuté, samedi, dans le silence de l'aube. Les deux hommes étaient accusés d'avoir tué un bassidji, un milicien chargé de la sécurité, lors d'une manifestation contre le régime le 3 novembre à Karadj, dans la banlieue ouest de Téhéran. Leurs noms s'ajoutent à ceux de Mohsen Shekari et Majid Reza Rahnavard, 23 ans tous les deux et exécutés les 8 et 12 décembre pour avoir participé à la spectaculaire fronde populaire qui ébranle la République islamique depuis la mort de Mahsa Amini, une jeune Kurde décédée le 16 septembre après avoir été embarquée par la police pour un voile mal ajusté.

Il était 9h30, samedi, quand Clémentine Autain a appris que son « filleul », Mohammad Karami, avait été exécuté. La députée (LFI) de Seine-Saint-Denis le parrainait – comme d'autres élus européens – pour médiatiser sur les réseaux sociaux le sort des Iraniens condamnés à mort pour avoir osé défier le régime. « Le choc a été très violent. À force de relayer son nom, de voir son visage, il m'était devenu familier. Je suis bouleversée, horrifiée par cette barbarie. »

La communauté internationale a vivement condamné ces exécutions, jugées « révoltantes » par le Quai d'Orsay.

Dimanche après-midi, à Lyon (Rhône), plusieurs centaines de personnes ont manifesté derrière le slogan « Femmes, vie, liberté », en hommage aux victimes de la contestation – et notamment à Mohammad Moradi, qui s'est jeté dans le Rhône le 27 décembre pour dénoncer la répression dans son pays.

Les protestations du monde entier ne semblent pas émouvoir le guide suprême, Ali Khamenei. Quels que soient les verdicts des tribunaux, le sort des condamnés à mort est entre ses mains. Baissera-t-il à nouveau le pouce, alors que deux autres prisonniers, dont les recours ont été épuisés, attendent leur tour au pied de la potence ?

Tous accusés de « corruption sur terre »

Mohammad Ghobadlou, barbier de 22 ans, est soupçonné d'avoir contribué à la mort d'un policier en octobre. Sa maladie – il est bipolaire – n'a pas amadoué le juge. Pas plus que ses aveux obtenus « sous la torture », assurent plusieurs ONG, qui dénoncent les confessions forcées et les « simulacres » de procès où défilent des centaines de prévenus livrés à eux-mêmes.

Mohammad Boroughani, 19 ans, aurait blessé un milicien d'un coup de machette, et mis le feu à un bâtiment officiel, au cours d'une manifestation. Lors d'un appel téléphonique d'une minute à peine, où il a pu échanger avec des défenseurs des droits humains, dimanche matin, le jeune homme a raconté avoir été convoqué à un ultime interrogatoire. « On lui a proposé de collaborer avec le régime pour lever sa condamnation, rapportent ses contacts de l'ONG Kurdistan Human Rights Network. Il leur a répondu qu'il était innocent, qu'il n'avait pas à collaborer. » Une résistance qui pourrait précipiter sa pendaison.

Comme Mohammad Ghobadlou et

Mohammad Boroughani, tous ceux qui patientent dans le couloir de la mort ont été convaincus de « corruption sur terre » et de « moharabeh », c'est-à-dire d'être des « ennemis de Dieu ». En Iran, le pays qui exécute le plus après la Chine, la « justice » est soumise à la charia, ainsi qu'à l'arbitraire.

« Ce sont des tribunaux islamiques révolutionnaires qui ont jugé ces manifestants », décrypte Karim Lahidji, vice-président de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme. « Ces procédures exceptionnelles sont totalement opaques, expéditives, souvent sans avocat », fulmine cet ancien avocat au barreau de Téhéran, exilé en France depuis 1982.

Dès lors, comment deviner le sort que réservera le régime à ceux qui ont osé manifester ? Les ONG sont contraintes de naviguer à vue, en fonction des rares communiqués officiels ou des informations clandestinement livrées par des opposants.

Selon Amnesty International, une vingtaine d'hommes ont été condamnés à mort ou emprisonnés pour des motifs relevant de la peine capitale. Mais selon d'autres organisations, c'est bien plus. Jusqu'à une centaine qui pourraient être exposés au pire des châtements. Pour leurs proches, l'attente est insupportable.

Où sont les kidnappés ?

Quant aux détenus, chaque jour qui passe est une torture, comme en témoigne Saman Seyed, un rappeur kurde (lire ci-contre) de 27 ans condamné à mort, qui attend un deuxième procès dans une prison à l'ouest de Téhéran.

Le 20 décembre, il a tenté de se suicider en détention, tant il ne supportait plus l'attente et les séquelles physiques

et psychologiques de ses premiers interrogatoires. Parce qu'il refusait de signer des aveux, les services de sécurité lui ont enfoncé le stylo dans la narine gauche. « Il a beaucoup saigné, la blessure s'est infectée et depuis il a du mal à respirer et à dormir », relatent les porte-parole de l'ONG Kurdistan Human Rights Network, qui maintient le contact avec lui. Le musicien affirme avoir également été poussé du haut d'un escalier, enfermé trois heures dans une chambre froide, et menacé d'être torturé devant sa mère.

La répression en Iran aurait fait près de 600 morts, quatre exécutions, et « 20000 arrestations, auxquelles s'ajoutent 650 étudiants kidnappés, dont les familles n'ont à ce jour aucune nouvelle », relève la sociologue Marie Ladier-Fouladi, directrice de recherche au CNRS. Prêts à risquer leur vie pour alerter le monde de la résistance qui continue. Sur les toits de Téhéran, des voix anonymes hurlent chaque nuit « A bas Khamenei ! ».

« Le régime pense avoir trouvé le moyen efficace d'étouffer la contestation avec ces exécutions, souligne la sociologue Azadeh Kian, enseignante à l'université Paris-Cités. Mais ces condamnations de manifestants désarmés ont aussi créé des oppositions au sein du clergé et du pouvoir. »

Depuis plusieurs années, le peuple iranien endure une profonde crise économique, doublée d'une inflation galopante. « Le désastre est pire que jamais », reprend le patron de l'ONG Iran Human Rights (IHR), Mahmood Amiry-Moghaddan, fustigeant une « dictature vérolée par la corruption et l'incompétence » : « Les manifestations ont un peu reflué mais elles reviendront car les Iraniens n'en peuvent plus. » Ce neuroscientifique installé en Norvège en est persuadé : « Ils peuvent continuer leur politique de la terreur en exécutant, mais pour eux, c'est fini : le compte à rebours a commencé. »



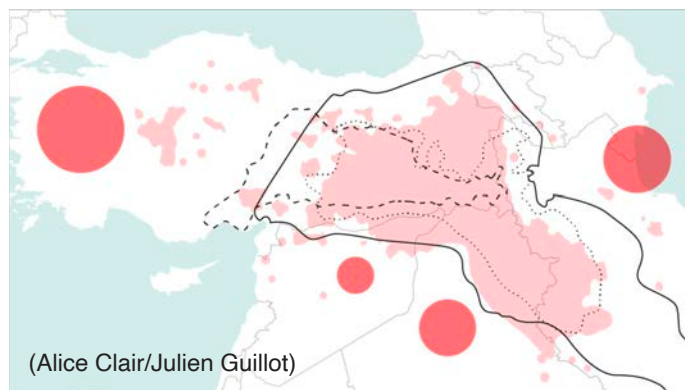
Michel Bruneau
9 janvier 2023

Les Kurdes, la plus grande nation sans Etat au monde

Après l'attaque raciste dont elle a été victime, dans le Xe arrondissement de Paris le 23 décembre, la communauté kurde de France s'est mobilisée avec rapidité et force, comme l'ont montré la marche organisée à Paris samedi et la commémoration du 3 janvier à Villiers-le-Bel, qui ont réuni à chaque fois plusieurs milliers de personnes.

Pour comprendre la puissance de cette mobilisation, il faut revenir à la situation géopolitique des Kurdes dans leurs territoires d'origine, au Kurdistan, et étudier aussi leur diaspora.

Avec 30 à 40 millions de personnes, les Kurdes sont la plus grande nation sans Etat dans le monde. Leur territoire montagneux, un Kurdistan aux limites particulièrement floues, est situé à l'est de l'Anatolie, à l'ouest de l'Iran, au sud du Caucase et au nord de la Mésopotamie. Il a toujours été à la marge et entre des empires, au cours d'une histoire d'un peu plus d'un millénaire : entre empire byzantin, empire perse sassanide puis califat abbasside, entre sultanat mamelouk et ilkhanat mongol, entre empire ottoman et empire perse safavide... et aujourd'hui entre quatre Etats-nations : la Turquie (20 millions de Kurdes), l'Iran, l'Irak et la Syrie (respectivement 12, 8,5 et 3,6 millions). Les Kurdes subissent depuis des siècles des formes de violence de la part de ces pays, où ils ont toujours constitué des minorités. Les Perses, par exemple, ont déporté à partir du XVIe siècle des tribus kurdes entières à 2 000 kilomètres et plus : au Khorasan où les Kurdes sont aujourd'hui plus d'un million et demi, dans l'Hindou Kouch en Afghanistan, dans l'Elbrouz et même au Baloutchistan, où plusieurs di-



(Alice Clair/Julien Guillot)

zaines voire centaines de milliers sont encore présents. Plus récemment, sous Kemal Atatürk, à la suite des révoltes de Cheikh Saïd (1925), d'Ararat (1930) et dans la soi-disant «révolte de Dersim» (1938), plusieurs milliers de Kurdes ont été soit massacrés soit déplacés.

Face à ces frontières qui n'ont cessé de diviser leur population et leur territoire, les Kurdes revendiquent depuis la fin du XIXe siècle des formes d'autonomie régionale. Et surtout, à partir de la conférence de la paix (1919), la constitution d'un Etat kurde indépendant. Celui-ci est mentionné officiellement en 1920 dans le traité de Sèvres qui a été annulé et remplacé par le traité de Lausanne (1923). Celui-ci ne prévoyait plus rien pour les Kurdes.

Difficulté à construire la nation kurde

Leur principal combat politique

reste cette revendication territoriale. Mais le territoire en question est délimité de façons très variables, du fait de la diversité des partis politiques kurdes : le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) en Turquie, Le Parti pour une vie libre au Kurdistan (PJAK) en Iran, le Parti démocratique du Kurdistan d'Irak, l'Union patriotique d'Irak et le Parti de l'union démocratique (PYD), frère du PKK en Syrie. En Iran, le PJAK, qui a été victime d'une violente répression (bombardements, exécutions, massacres) sous la présidence de Mahmoud Ahmadinejad entre 2005 et 2013, a mené une guérilla dans les campagnes et une résistance dans les villes qui s'est manifestée principalement dans la vie culturelle (théâtre, cinéma, musique). En Turquie, le PKK, considéré comme une organisation terroriste par le gouvernement turc et les puissances occidentales, aurait perpétré des attentats qu'il est difficile de lui attribuer faute de preuves,

comme récemment à Istanbul, le 13 novembre. Le PKK dispose d'une force armée de plusieurs milliers d'hommes aux frontières de la Turquie et de l'Irak. Ses liens avec le PYK dans le nord de la Syrie, lui aussi armé, l'ont amené à s'opposer aux combattants islamistes de Daech et à l'armée d'Erdogan, qui a pris pied en Syrie le long de la frontière turque.

Les entités autonomes de droit ou de fait dans ces deux derniers pays peuvent être vues comme des embryons d'un Etat-nation indépendant auquel s'opposent tous les pays existants au sein ou à proximité desquels elles se trouvent. L'Etat-nation turc, qui a mis en œuvre au XXe siècle la forme la plus extrême d'homogénéisation ethno-nationale au Moyen-Orient, pèse de tout son poids pour bloquer toute forme de création d'un Etat-nation kurde non seulement au sein de son territoire national, mais aussi au sein de celui de ses voisins.

La difficulté à construire la nation kurde s'explique aussi par la diversité culturelle de ce peuple. Il n'existe pas une seule langue, mais plusieurs dialectes ou langues, utilisant des alphabets différents. Les frontières et les répressions ont empêché de travailler à sa standardisation. C'est pourtant par la langue que s'affirme la kurdité et la

reconnaissance en tant que nation. Aussi les pays qui ont divisé le Kurdistan ont-ils toujours veillé à interdire ou à en décourager l'usage, excepté l'Irak qui s'est montré plus tolérant.

Leurs appartenances religieuses sont également diverses, allant du sunnisme majoritaire au chiisme duodécimain minoritaire, mais avec la présence d'une forte spécificité dans les trois variantes du yazdanisme (culte des anges) que sont le yarsanisme, le yézidisme et l'alévisme, plus particulièrement kurdes. De ce fait, elles ne jouent pas un rôle déterminant dans leur affirmation nationale, et ont permis aux Kurdes d'avoir été au premier plan dans la lutte contre les islamistes de Daech avec l'aide des Occidentaux, notamment en Syrie. Mais cet engagement n'a pas entraîné le soutien de ces mêmes Occidentaux aux revendications d'autonomie en Turquie, Iran et Syrie, ou au projet d'un Etat kurde.

Diaspora fortement politisée et organisée

Visée par la tuerie de la rue d'Enghien, la diaspora s'est historiquement constituée du fait des violences subies par les populations kurdes sur leur territoire. La guerre au Kurdistan turc, qui a débuté dès 1985, a provoqué une diaspora de 7 à 10 millions dans les grandes villes de l'ouest de la Turquie : Izmir, Ankara, Adana, Mersin et Istanbul, où 3 millions résident. En 2022, il y aurait environ 12 millions de Kurdes au Kurdistan de Turquie. La destruction de villages entiers, le minage des territoires et la présence de l'armée turque empêchant tout retour dans la région.

La formation d'une diaspora en Europe est plus récente : si elle a commencé dans les années 60, quand l'Allemagne a fait appel à de la main-d'œuvre originaire de Turquie, elle résulte surtout d'événements politiques graves qui se sont produits dans les années 80 en Turquie, en Syrie, en Irak et en Iran



comme le gazage des Kurdes d'Irak par Saddam Hussein en 1988, les répressions récurrentes de l'armée turque au Kurdistan aux frontières de l'Irak et de la Syrie de 1985 à 1999, puis à partir de 2015, ou en Iran à l'époque de Mahmoud Ahmadinejad.

La diaspora kurde en Europe est fortement politisée et organisée en associations qui reproduisent les divisions sociales et politiques du Kurdistan (turc, irakien, iranien ou syrien) et non pas les appartenances religieuses. La plupart des associations de la diaspora sont directement ou indirectement liées aux partis politiques. Elles parviennent à mobiliser un grand nombre d'exilés kurdes dans divers pays européens pour des commémorations ou des manifestations à l'occasion d'événements (enlèvement et emprisonnement du leader du PKK Öcalan par le gouvernement turc en 1999 ou assassinat de militantes kurdes à Paris en 2013, par exemple).

En 1995, un Parlement kurde en exil élu par environ 200 000 membres de la diaspora a été réuni à La Haye. Il s'est réuni à plusieurs reprises dans des villes européennes à la fin des années 90. Il fut accusé par l'Etat turc d'être un instrument de propagande du PKK avec lequel il entretenait des liens. En 2003, un Congrès du peuple du Kurdistan (Kongra Gel) regroupant des associations de la diaspora proches du PKK a été créé. Parallèlement, le Parti socialiste du Kurdistan en Allemagne joue un rôle important dans la défense des droits de l'homme au Kurdistan au sein de la fédération Komkar en relation avec plusieurs pays européens. Les réseaux des associations kurdes de la diaspora sont nombreux et variés, orientés vers les ONG de défense des droits de l'homme et culturels, pas nécessairement vers des partis politiques. Leur rôle est fondamental pour les Kurdes de la diaspora, pour garder le contact avec le Kurdistan et continuer à participer pacifique-

ment à la lutte pour l'autonomie ou l'indépendance.

C'est la diaspora qui a su donner un nouvel essor à la langue écrite, à la littérature et à la musique kurde interdites en Turquie. Elle a aussi fait connaître à l'opinion occidentale le sort des Kurdes dans les divers pays où ils sont persécutés. Nombre d'entre eux participent désormais activement à la vie politique et culturelle de leur pays d'accueil comme écrivains, journalistes, artistes, musiciens, voire comme députés en Suède, en Allemagne ou aux Pays-Bas. C'était le cas du chanteur Mir Perwer, tué dans l'attentat de la rue d'Enghien. Artiste profondément engagé en faveur d'une identité libre de son peuple, il exerçait son art pour défendre un avenir libre et faisait partie des artistes kurdes qui ont dû prendre la route de l'exil.

Dernier ouvrage paru : Peuples-monde de la longue durée (CNRS Editions, 2022).

A Diyarbakir, en Turquie, les Kurdes sous pression avant les élections

A cinq mois des scrutins législatifs et présidentielle, le pouvoir veut dissoudre le Parti démocratique des peuples. En dépit de cette menace, la formation de gauche prokurde, soutenue par 6 millions d'électeurs, reste un parti influent.

A Diyarbakir, dans le sud-est de la Turquie, la peur a un visage. Le désespoir aussi. Les petits commerçants de la rue de la Paix, qui porte bien mal son nom, ont appris depuis longtemps à tourner le dos aux hauts et longs murs surmontés de barbelés et de sacs de sable qui leur font face. Les miradors sont aujourd'hui vides, l'imposante porte métallique close. La tristement célèbre prison numéro 5 a fermé définitivement ses portes, il y a deux mois, sur décision du ministère de la justice. Les 300 derniers prisonniers ont quitté leurs cellules. Le silence s'est installé.

Durant près d'un demi-siècle, ce centre carcéral, planté en bordure du gigantesque et populaire quartier de Baglar, représenta la face sombre et insoutenable du régime répressif mis en place dans les années 1980 et 1990 par les autorités turques. La torture y fut systématique durant les premières années. Les morts et les traumatismes nombreux. Autant de taches indélébiles, incrustées au plus profond de cette ancienne capitale du mouvement kurde par près de quatre décennies de guérilla et de luttes politiques, de violences et de répression.

Le pénitencier de Diyarbakir, inauguré quelques jours à peine avant le coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980, a été désigné bien des années plus tard par le quotidien britannique *The Times* comme



Un quartier en reconstruction à Diyarbakir, dans le sud-est de la Turquie, le 1er septembre 2022. BILAL SECKIN / SOPA IMAGES / SIPA VIA REUTERS

étant l'une des dix pires prisons au monde. C'est ici, dit-on, que les cadres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), fondé en 1978, auraient nourri leur argumentaire avec les récits des détenus, pour basculer dans la lutte armée contre le pouvoir central d'Ankara. Ici qu'ont été forgées les méthodes des geôliers, reprises par d'autres prisons à travers le pays tout entier.

Ils sont une petite centaine, en ce début janvier, à manifester devant l'entrée de l'édifice. Epais manteaux et cheveux grisonnants, ils se sont rassemblés dans le calme et la dignité pour exiger des autorités que le lieu soit transformé en un musée de la mémoire et de la honte. « *Nous voulons aider à retracer les lieux, les cellules de chaque personne qui a été tuée et torturée* », souffle Nuri Sinir, ex-détenu.

Altan Tan, à ses côtés, est venu en mémoire de son père, torturé et décédé un 14 juillet 1982, ici même. Intellectuel kurde, islamiste et ancien député du Parti démocratique des peuples (HDP, gauche prokurde), critique aussi intraitable du PKK que du gouvernement du président turc, Recep Tayyip Erdogan, il n'oublie pas ce qui, pour lui, représente le symbole traumatique le plus important de l'histoire kurde de la fin du XX^e siècle, le reflet persistant de la brutalité et de l'injustice à l'égard des siens.

« Prêts à tout pour quelques voix »

« *La fermeture de la prison par Erdogan est un acte important mais aussi éminemment politique, à quelques mois d'élections décisives*, dit-il. *Lui et sa formation, le Parti de la justice et du développement [AKP, islam-conservateur] sont en po-*

sition difficile et donc prêts à tout pour gagner quelques voix. Mais le vote kurde ne se laissera pas acheter aussi facilement, pas après tout ce que nous avons subi ces dernières années. »

Depuis la reprise des combats dans le sud-est de la Turquie entre les forces armées turques et le PKK, en 2015, et l'alliance de l'AKP et des ultranationalistes du Parti d'action nationaliste (MHP) qui s'ensuit, la coalition gouvernementale n'a eu de cesse de marginaliser et de criminaliser le mouvement politique kurde et ses avatars.

Les deux coprésidents du HDP, Selahattin Demirtas et Figen Yüksekdag, une dizaine de députés ainsi que 6 000 cadres ou membres du parti sont en prison. Près de 15 000 adhérents font l'objet d'une procédure judiciaire. Des administrateurs nommés par le pouvoir, appelés *kayyum* en turc, ont remplacé la quasi-totalité des 65 maires démocratiquement élus dans les régions kurdes. Seuls cinq sont encore en poste et une vingtaine d'entre eux ont été condamnés à des peines qui, additionnées, dépassent plusieurs centaines d'années de prison.

En juin 2021, une action judiciaire a été lancée par le procureur général de la République turque contre le HDP, affirmant que le parti était lié « *de façon organique au terrorisme* », sous-entendu au

PKK, une accusation rejetée par les dirigeants de la formation. Quatre cent cinquante et une personnalités politiques membres, ou anciennement proches du parti, sont également visées par la procédure dont le verdict pourrait survenir ce mardi 10 janvier.

Anticipant une probable suspension ou fermeture, la Cour constitutionnelle a décidé, dès jeudi, de priver la formation de ses aides publiques. L'Etat devait accorder 539 millions de livres turques (27 millions d'euros) au HDP cette année, dont un tiers avant ce 10 janvier. Pour mémoire, huit partis kurdes ont été interdits ou se sont autodissous avant leur suspension depuis 1990.

« Les gens sont fatigués, mais une nouvelle fermeture [de parti] ne fera que renforcer le vote kurde » Altan Tan, ancien député du Parti démocratique des peuples

« Les gens sont fatigués, mais une nouvelle fermeture ne fera que renforcer le vote kurde, comme cela s'est produit quasiment à chaque fois dans le passé », assure Altan Tan. Avec près de 12 % des suffrages aux dernières législatives de 2018 et près de 6 millions de voix, le HDP s'est

hissé malgré tout au rang de potentiel « faiseur de rois » de l'élection présidentielle, prévue avant la mi-juin.

« La conscience politique de l'électorat est particulièrement forte et cela se répercutera dans les urnes, affirme Mesut Azizoglu, président du centre de recherches sociales Ditam. Erdogan sait qu'il ne peut pas avoir le soutien des Kurdes aujourd'hui, la seule chose qu'il vise, c'est qu'une partie d'entre eux s'abstienne ou se divise face au candidat de l'opposition. »

Dans une région où deux tiers des Kurdes votent pour le HDP, les consignes électorales données par la direction du parti ont toujours été suivies quasi religieusement. D'après les dernières données de l'institut de sondage Rawest, entre 80 % et 90 % des électeurs kurdes affirment qu'ils feront ce que les leaders du mouvement préconiseront. Les 10 % à 20 % restants se partagent entre l'abstention et le Parti républicain du peuple (CHP), la principale formation de l'opposition.

« **Aucun progrès depuis quinze ans** »

Assis dans son bureau quasi

vide, Abdullah Zeytun, 36 ans, trouve la force d'afficher un long sourire malgré sa vision inquiète de l'avenir. Avocat de l'Association des droits de l'homme (IHD) à Diyarbakir, il redoute une intensification des pressions contre les Kurdes « parce que les autorités savent qu'ils ne voteront pas pour elles ».

« La guerre des villes de 2015 et 2016 [l'écrasement des insurrections urbaines lancées par le PKK dans plusieurs municipalités] a été extrêmement traumatisante et a suscité du ressentiment contre le mouvement kurde, mais la grande colère aujourd'hui vient tout simplement du fait de la non-résolution de la sensible question kurde. Il n'y a aucun progrès depuis quinze ans, au contraire, on observe un recul des droits. »

L'avocat rappelle les promesses d'ouverture d'enquêtes et de procès contre les exactions des années passées. « Elles ont fait long feu. Les rares dossiers entrouverts ont été discrètement et systématiquement refermés, à une exception près : celui d'un policier qui a abattu, à Diyarbakir, un enfant dans le quartier de Sur en 2015. Une caméra avait tout filmé et enregistré. » Autre

exemple parlant, le cas de l'enseignement de la langue kurde, introduit officiellement depuis 2012 dans le système éducatif public. Seuls trois professeurs ont reçu cette année l'autorisation de donner des cours (deux en langue zaza, un en kirmanji) sur tout le territoire.

« La perception générale est que la coalition au pouvoir se comporte comme un ennemi à l'égard des Kurdes, et que le reste de la Turquie semble l'accepter », résume Sahismail Bedirhanoglu, directeur de l'Association des industriels et hommes d'affaires du Sud-Est (Günsiad) et fin connaisseur de la région. Lui aussi, critique à la fois du PKK et de l'AKP, regrette que ce procès contre le HDP constitue un nouveau facteur de tensions dans cette partie du pays, qui n'en avait pas besoin.

De retour chez lui, sur les hauteurs de la ville, Altan Tan a posé la photo de son père sur la cheminée du salon. D'une voix sévère, il ajoute : « Beaucoup de gens autour de moi disent ouvertement que le nom du candidat désigné contre Erdogan leur importe peu, ils voteront pour lui, même si c'est le diable. »

Le Monde

Anne-Françoise Hivert et Philippe Jacqué
(Stockholm, envoyé spécial)
14/01/2023

Adhésion à l'OTAN : la Suède s'agace des demandes de la Turquie

Accusé par Ankara de ne pas en faire assez pour satisfaire ses demandes, Stockholm commence à perdre patience.

Voilà plus de six mois que la Suède et la Finlande ont présenté leur candidature d'accession à l'OTAN. Et si la Hongrie pourrait être le vingt-neuvième des trente Etats membres de l'Alliance à ratifier le protocole d'adhé-

sion des deux pays nordiques en février, rien n'indique que la Turquie donne bientôt son feu vert. Au contraire : alors que Stockholm commençait à faire part de sa frustration, ces derniers jours, Ankara a vivement réagi, vendredi 13 jan-

vier.

La Turquie a annulé la visite du président du Parlement suédois, Andreas Norlén, prévue de longue date mardi 17 janvier. Les autorités turques n'ont pas apprécié l'action

de sympathisants kurdes, le 11 janvier, devant l'hôtel de ville de Stockholm. Ils y ont pendu par les pieds, à un lampadaire, un mannequin à l'effigie du président, Recep Tayyip Erdogan. Dès le lendemain, l'ambassadeur de Suède à Ankara,

Staffan Herrström, a été convoqué au ministère des affaires étrangères pour s'expliquer sur ce que la Turquie considère comme une « provocation ».

« Que les terroristes du PKK [Parti des travailleurs du Kurdistan] puissent défier le gouvernement suédois au cœur de Stockholm est la preuve que les autorités suédoises n'ont pas pris les mesures nécessaires contre le terrorisme », a réagi, sur Twitter, le directeur de la communication de la présidence turque, Fahrettin Altun, au lendemain de cette action. Selon l'agence de presse turque Anadolu, le parquet à Ankara a ouvert une enquête pour « provocation criminelle ».

Depuis la ville de Kiruna, dans le nord de la Suède, où il recevait les membres de la Commission européenne, vendredi, le chef du gouvernement suédois, Ulf Kristersson, a évoqué un acte « très grave ». « Chaque pays penserait que montrer ce qui ressemble à l'exécution d'un leader étranger est répugnant. D'autant plus un pays qui a connu deux fois le meurtre de responsables politiques de premier plan », a-t-il ajouté, faisant référence à l'assassinat du premier ministre Olof Palme en 1986 et à celui de la ministre des affaires étrangères Anna Lindh, en 2003.

M. Kristersson a assuré, par ailleurs, « comprendre la colère de la Turquie » et affirmé que la Suède aurait réagi de la même façon. Mais il dénonce aussi une manœuvre de « sabotage » de la part des militants prokurdes, ayant pour objectif d'« empêcher l'adhésion de la Suède et de la Finlande à l'OTAN ».

Exercice d'équilibriste

Cet incident est d'autant plus problématique pour Stockholm qu'il permet à la Turquie de justifier sa position intransigeante à l'égard de la Suède, suscitant une exaspération croissante dans le royaume scandinave. Ainsi, le ministre turc des affaires étrangères, Mevlüt Çavuşoğlu, qui recevait son homologue suédois, Tobias Billström, les 21 et 22 décembre à Ankara, a estimé que Stockholm avait



Le premier ministre suédois, Ulf Kristersson, à Sälén, en Suède, le 8 janvier 2023. TT NEWS AGENCY / VIA REUTERS

à peine parcouru « la moitié du chemin » pour satisfaire les demandes de son pays.

Visiblement lassé par la stratégie d'Ankara, qui consiste à faire sans cesse monter les enchères, Ulf Kristersson a laissé percevoir sa frustration, pour la première fois, le 8 janvier, en marge de la conférence sur la sécurité, organisée chaque année par l'association suédoise Folk och Försvar dans la station de ski de Sälén. « La Turquie a confirmé que nous avions fait ce à quoi nous nous étions engagés, a-t-il fait remarquer alors. Mais ils disent aussi qu'ils veulent des choses que nous ne pouvons pas et nous ne voulons pas leur donner. »

Dans un exercice d'équilibriste, M. Kristersson tempérait ses propos trois jours plus tard à Stockholm devant la presse européenne, accueillie à l'occasion du lancement de la présidence suédoise de l'Union européenne. Il avait alors assuré que les discussions « avançaient très bien », tout en admettant que « la Turquie nomme parfois des personnes qu'elle aimerait faire extraditer de Suède », mais que « ce sont les tribunaux [qui rendent] ces décisions, et il n'y a pas de place pour changer cela ».

Ces déclarations interviennent après la publication d'un sondage, dans le quotidien *Dagens Nyheter*, le 2 janvier, qui révèle que si 60 % des personnes interrogées en Suède soutiennent l'adhésion du pays à l'Alliance atlantique, 79 % estiment que Stockholm doit « défendre les lois suédoises et [les]

principes comme l'Etat de droit » contre la Turquie, « même si cela retarde l'adhésion à l'OTAN ».

Ces dernières semaines, les polémiques se sont multipliées à l'égard du gouvernement actuel et du précédent, dirigé par les sociaux-démocrates, jugés trop conciliants envers Ankara. Mi-décembre, le *Dagens Nyheter* a publié un document confidentiel, rédigé par les diplomates chargés des négociations côté suédois, qui liste les actions prises par Stockholm pour satisfaire aux demandes de la Turquie. Il y en a dix-sept. Parmi elles figure la reprise des exportations d'armes vers la Turquie, interrompue depuis trois ans, à la suite de l'opération militaire turque dans le nord de la Syrie. Mais aussi la coopération entre les services de renseignement des deux pays, ainsi que la prise en compte des « problèmes de sécurité liés au PKK », lors de l'examen des demandes de permis de séjour déposées en Suède par des Kurdes.

Le document précise qu'« une douzaine de personnes ont récemment été empêchées d'entrer en Suède (...) et un certain nombre a été forcé à partir ». C'est le cas de Mahmut Tat, renvoyé en Turquie début décembre et arrêté à sa descente d'avion par la police turque, devant les caméras de télévision. Arrivé en Suède en 2015, cet ancien chauffeur de bus, accusé d'avoir des liens avec le PKK, avait été condamné à plus de six ans de prison, sur la base d'un témoignage jugé peu fiable.

Le gouvernement se défend d'avoir

été impliqué dans son expulsion et rappelle que la décision a été prise par les services de l'immigration. La Cour suprême suédoise, pour sa part, a rejeté, le 14 décembre, la demande d'extradition visant le journaliste turc Bülent Kenes, dont M. Erdogan avait exigé l'expulsion, lors de la visite officielle du chef du gouvernement suédois à Ankara le 9 novembre. Une décision jugée « très négative » par le ministre turc des affaires étrangères.

« Pris au piège » des exigences turques

Plusieurs ONG font part de leur inquiétude. « L'idée que la Suède ferme les yeux sur la situation des droits humains en Turquie pour ses propres gains politiques est un des phénomènes les plus préoccupants que nous ayons observés ces derniers temps », a déclaré Tirana Hassan, la présidente de l'association Human Rights Watch, à la radio suédoise, le 12 janvier.

Le diplomate social-démocrate Pierre Schori abonde : « C'est une honte pour la Suède », déclare cet ancien ambassadeur à l'ONU, qui fustige « l'amateurisme » des gouvernants suédois face à « l'excellence et au professionnalisme des diplomates turcs ». Selon lui, « cédant à la panique », ils se sont laissés « prendre au piège » en acceptant depuis les exigences d'Ankara.

Directrice pour l'Europe du Nord au sein du Conseil atlantique, Anna Wieslander estime que Stockholm et Helsinki n'avaient pas le choix, mais que la balle est désormais dans le camp turc : « La Suède est allée aussi loin qu'elle le pouvait et, même si les négociations continuent, la pression va devoir venir des autres Etats membres. » La Turquie joue gros, note M^{me} Wieslander : « Elle a besoin de l'Alliance et risque d'être accusée de l'affaiblir. »

Une autre hypothèse inquiète aussi à Stockholm : que la Hongrie, qui doit toujours officiellement ratifier l'accession de la Suède à l'OTAN courant février, monnaie cette ratification contre d'autres avantages, cette fois au sein de l'Union européenne.

Depuis le 1^{er} janvier, la Suède préside le Conseil de l'Union européenne et doit donc mettre d'accord les Vingt-Sept lors des différentes négociations à venir. Or, le Hongrois Viktor Orban a déjà pris en otage certains sujets par le passé pour obtenir des décisions en sa faveur.

« Nous n'avons jamais reçu de demande concrète de la part de Budapest », confie un responsable officiel suédois, qui reste serein : « La question de l'OTAN n'a rien à voir avec celle de l'Union européenne, il ne faut pas mélanger les sujets. »

Le 11 janvier, à Bruxelles, le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, s'est dit convaincu qu'Ankara et Budapest finiront par ratifier le protocole d'adhésion des deux pays nordiques, sans pour autant avancer de date. Le gouvernement suédois refuse lui aussi

de fixer une échéance, même si la Finlande espère, elle, une validation avant le sommet de l'OTAN de Vilnius, en juillet.

The New York Times

By Farnaz Fassihi and Cora Engelbrecht
Jan. 12, 2023

The People Executed or Sentenced to Death in Iran's Protest Crackdown

An updated look at the Iranians who have been hanged, and those on death row, as the government tries to crush a monthslong uprising.

They include a doctor, a rapper, a karate champion, a barber and an actor, sons, grandsons and fathers. They are among the people Iran has hastily sentenced to death in its campaign to quash the monthslong uprising against the Islamic Republic.

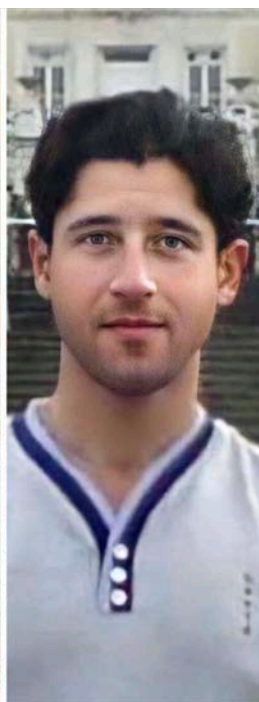
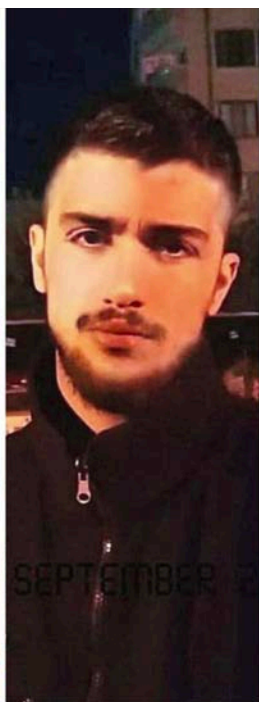
In December, two men were hanged in quick succession. On Jan. 7, two others met the same fate. At least 15 other men and boys remain at risk of execution. Some human rights groups cite higher numbers, which The New York Times was not able to independently verify.

Executed: a man visiting his parents' graves, 39 / a karate champ, 22 / a barista, 23 / a shop worker, 23

Sentenced to death: a teenager, 19 / a barber, 22 / a radiologist, 53 / a man who had three jobs, 22 / an actor, 26 / a father, 45 / a bodybuilding champ, 26 / a rapper, 24 / a father, 43 / three protesters in Isfahan / three protesters in Nowshahr

Most of the men have been charged with "moharebe," a broad term that means waging a war on God and that typically carries the death penalty in Iran.

Their trials were fast-tracked behind closed doors by Iran's Revolutionary Court system, with



In a one-month period, four men were executed after fast-tracked trials in Iran. They are, from left: Majid Reza Rahnavard, Mohammad Mehdi Karami, Mohsen Shekari and Sayed Mohammad Hosseini. Via Getty Images; via Amnesty; via Twitter; via Radio Zamaneh

government-assigned lawyers representing the defendants. The evidence presented has often been opaque, sometimes relying on coerced confessions or grainy video footage. Rights groups say that in some cases, there are accounts and evidence of torture.

Not every detail of the judicial proceedings or the purported crimes could be confirmed, but The Times interviewed friends and relatives of some defendants

and corroborated information with activists and reports by Amnesty International and other major human rights groups.

This article will be updated as individual circumstances change or new information is found.

Executed
Sayed Mohammad Hosseini, 39, hanged on Jan. 7.
Sayed Mohammad Hosseini was hanged about two months after

his arrest in early November. He was accused of killing a member of the Basij, a volunteer militia operating under the Islamic Revolutionary Guards Corps, during the protest in Karaj, a city about an hour from the capital, Tehran.

After a visit to the prison where Mr. Mohammad Hosseini was held, his lawyer, Ali Sharifzadeh Ardakani, [said on Twitter](#) that his client had suffered physical abuse: "He has been severely tortured,

beaten up, with tied hands and closed eyes, kicked in his head and falling unconscious, beaten up with an iron bar to his soles of the feet and given electric shocks on different parts of his body.” There was very little personal information about him, and his extended family has not spoken publicly to the media.

Mr. Mohammad Hosseini had [said](#) he was on his way to the cemetery where his parents were buried when was arrested.

“The knife I had on me was for planting flowers and plants around their graves,” he testified.

Mohammad Mehdi Karami, 22, a karate champion, hanged on Jan. 7.

Mohammad Mehdi Karami was hanged on Jan. 7, also about two months after being arrested in Karaj. He was accused of the same crime as Mr. Mohammad Hosseini: the killing of the Basij member during protests in that city. The court relied on forced confessions that were broadcast on state television, according to Amnesty International.

Mr. Karami had won more than a dozen medals in national karate competitions, according to a [video](#) message made by his parents. [A video of Mr. Karami](#) competing in a karate match shows him with a red belt and a member of the audience cheering his name. He bows at the end and gives a high-five to another athlete.

Mr. Karami’s family migrated from Kurdistan Province to Karaj, in Tehran Province, for work; his father told the newspaper Etemad that he sells napkins and tissues on the street.

Majid Reza Rahnavard, 23, a shop worker, hanged on Dec. 12.

[Majid Reza Rahnavard](#) was arrested on Nov. 19 in the northeastern city of Mashhad and was hanged from a crane in public less than a month after his arrest. He was the second protester known to be officially executed.

He was accused of stabbing to death two members of the Basij militia and wounding four other people in Mashhad.

A video shared with The Times by one of Mr. Reza Rhanavard’s relatives shows family members bringing flowers to his grave. “There is nothing I feared more than them taking my 23-year-old son,” his mother can be heard saying through sobs. “God damn all of you who killed my son.”

Mr. Reza Rahnavard worked at a shop selling women’s clothing and shoes in Mashhad. He was an avid athlete who trained as a gymnast and a wrestler, relatives said.

In a video taken before his execution and verified by his family, Mr. Reza Rahnavard appears blindfolded with a hand in a cast. In the video, he tells a reporter: “I don’t want them to cry at my grave. I don’t want them to pray and recite the Quran for me.” He adds, “Be happy and play joyful music.”

Mohsen Shekari, 23, a barista, hanged on Dec. 8.

Mohsen Shekari was executed less than three months after his arrest. He was the first protester known to be killed in an official execution.

He was accused of burning a trash can, blocking a road, stabbing a member of the Basij militia with a machete and threatening public safety.

Mr. Shekari had lived in Tehran with his parents, where he was employed at a coffeeshop in a working-class neighborhood. He liked baggy cargo jeans and bandannas wrapped around his wrist, photos on social media show.

In one [video](#) posted on social media, he can be seen singing at a cafe accompanied by a guitar. “I now have one wish only, that is to see you one more time,” he sang. “You are my lone star.”

**Sentenced to death
Mohammad Boroughani, 19.**

Mohammad Boroughani was arrested in Pakdasht, an industrial city outside Tehran. He was accused of wielding a machete, setting fire to the governor’s building and injuring an official on duty with a knife. The court, citing Instagram messages, called him “a leader of the riots” in Pakdasht.

“I went out to the streets because of an Instagram story my friend posted. I don’t know anything about politics,” Mr. Boroughani said at his trial, according to a report by the semiofficial Tasnim News Agency. When the judge asked him why he took videos of the clashes he replied: “I ask for forgiveness and mercy. I got caught up in the moment and did these things.”

When Mr. Boroughani turned 18, [he rapped about his life](#):

“I won’t forget the games of childhood, bikes and playing — we were so happy — now we don’t know if we are down or up — only memories are left, the more we get older the less joy — now my only friend is a cigarette and I’m suddenly 18.”

His father makes his living by gathering metal scraps to sell, according to Iranian media reports.

On Jan. 2, Iran’s Supreme Court announced that it had upheld the verdict against Mr. Boroughani.

Mohammad Ghobadlou, 22, a barber.

Mohammad Ghobadlou was arrested in Tehran on Sept. 22, and accused of running over a police officer with a car, killing one person and injuring five others. As evidence, the court relied on a confession that Amnesty International said was coerced under torture.

Mr. Ghobadlou worked at a barbershop in Tehran. In his Instagram videos, he jokes with his clients. [In one video](#), he says that in Iran they call the sons of rich politicians “aghazadeh,” which translates roughly as “gentlemen,” but that “the real aghazadehs are the ones who earn their own living.”

After his arrest, his mother said in a video posted on social media that her son was bipolar and that he hadn’t taken his medicine for months. On Jan. 9, a group of 50 psychiatrists wrote a letter to the judiciary objecting to his death sentence.

The same morning, hundreds of protesters flocked to a prison on the outskirts of Tehran when word spread that Mr. Boroughani and Mr. Ghobadlou were at risk of imminent execution. Their parents were also present, wailing and sobbing.

On Dec. 24, the Supreme Court announced that it had upheld the verdict against Mr. Ghobadlou.

Hamid Ghare Hassanlou, 53, a radiologist.

Hamid Ghare Hassanlou was arrested on Nov. 4 in Karaj and was accused of being involved in the killing of a Basij member during protests.

His wife, Farzaneh, 46, who was with him, has been sentenced to 25 years in prison without visitation rights. The court relied on confessions from Dr. Ghare Hassanlou’s that Amnesty International said were extracted under torture and she withdrew.

The Iranian medical community around the world has mobilized to stop Dr. Ghare Hassanlou’s execution, with thousands of doctors demanding that he and his wife be released.

Dr. Ghare Hassanlou is known in Iran’s medical community for having long served underprivileged areas. He built several schools in rural and low-income towns, donated medical equipment to clinics, treated patients for free and volunteered in a public clinic, according to his colleagues and his family’s online posts.

The day before their arrest, Dr. Ghare Hassanlou and his wife were driving home from work when they encountered a large protest honoring a young woman who had been killed by security forces. When they left their car in the traffic to walk, they were

caught up in a melee of people assaulting a Basij member, Amnesty International and a colleague of the doctor said.

In a video released by state media, Mrs. Ghare Hassanlou can be seen trying to stop the assault on the Basij member.

On Jan. 3, the Supreme Court announced that it had overturned Dr. Ghare Hassanlou's verdict, citing shortcomings in the investigation. The case was returned to the original judge for retrial, leaving the doctor still at risk of a death sentence.

Mahan Sadrat Marani, 22.

Mahan Sadrat Marani was arrested in late October in Tehran. He was accused of attacking a Basij member with a knife, setting a motorcycle on fire and damaging a mobile phone. The court's evidence relied on low-quality video footage in which no knife is visible, according to Amnesty International.

Since his arrest, the Basij member and the cleric who filed the complaints have withdrawn them to try to save Mr. Sadrat Marani from execution, they said.

Mr. Sadrat Marani's father told Iranian media that the family had "kissed the hands of the two men," hoping to persuade them to speak out against their son's sentence. Mr. Sadrat Marani's grandmothers made [a video](#) pleading for mercy.

After a public backlash and a campaign by the Basij member, Mr. Sadrat Marani's execution was suspended just hours before he was scheduled to be hanged at dawn. His situation remains precarious.

Photos on his social media show Mr. Sadrat Marani riding motorbikes and wearing fashionably mismatched sneakers. He trained as a bodybuilder and lived with his parents and sisters, working three jobs to help his family get by, according to his grandmothers said in the video.

Hossein Mohammadi, 26, a theater actor.

Hossein Mohammadi was arrested on Nov. 5 at his home in Karaj, and accused in the killing of a Basij member during a large protest in Karaj. The court used forced confessions broadcast on state television against him, according to Amnesty International.

Mr. Mohammadi, an award-winning theater actor, wrote poems, sang and acted in several short films and plays, and won the best actor award at a local art festival.

On Jan. 3, the Supreme Court announced that it had overturned Mr. Mohammadi's verdict, citing shortcomings in the investigation. The case was returned to the original judge for retrial. He is still at risk of being sentenced to death.

Manouchehr Mehman Navaz, 45.

Manouchehr Mehman Navaz was arrested on Sept. 25 in Gharchak, in Tehran Province.

He was accused of setting fire to a government building and to several cars, and of attacking a security guard's outpost by throwing Molotov cocktails. In its decision against him, the court relied on his text messages to a friend, which the judge said placed him in a protest, and grainy footage. Prosecutors requested he be hanged in public at the same place as the arson.

As with other defendants, very little information is publicly available about Mr. Mehman Navaz. He is married and has two teenage daughters, according to the Iran Human Rights Network.

Sahand Nourmohammad-Zadeh, 26, a bodybuilding champion.

Sahand Nourmohammad-Zadeh was arrested on Sept. 23 in Tehran and accused of burning a trash can and tires and destroying highway rails in a protest. The court relied for evidence on grainy video footage that his lawyer said did not show him.

On the day he was arrested, he was told he would be executed, he said in [a phone call with his fa-](#)

[mily that was posted on BBC Persian.](#)

Mr. Nourmohammad-Zadeh is a bodybuilder who, according to social media posts, has won medals in statewide competitions.

He [worked at a small jewelry shop in a mall](#) near where protests broke out in September. Mr. Nourmohammad-Zadeh has said all he did was kick a trash can outside the mall and move rails that were already broken, according to the tape published on BBC Persian. More than 100 employees and shop owners at the mall [signed a petition vouching for his innocence.](#)

Part of a religiously conservative family, he said he prayed three times a day, read the Quran in his cell and did not understand the charge of "moharebe," a term he had been unfamiliar with until his arrest.

His two grandmothers [made a video](#) pleading for his exoneration. "Our child is innocent; we are two desperate old women begging you to forgive him," one of the women said.

Saman Seydi, 24, a rapper and graphic artist.

Saman Seydi, known professionally as Yasin, was arrested on Oct. 2 in Tehran. He was accused of possessing a pistol and shooting three times in the air during protests. As evidence, the court relied on confessions that Amnesty International said were forced under torture.

Mr. Seydi, a rapper and graphic artist, is a member of Iran's Kurdish minority and lived with his parents and two sisters. He posted his music videos on his [Instagram page](#), often rapping in Kurdish about social injustice.

"You never know how strong you are until you become someone's rock," he wrote on his page alongside a selfie.

Mr. Seydi's father, a veteran of the Iran-Iraq war, [told](#) the ILNA news agency that he worked in a wood factory and that he had lost

one son in a car accident. He said that he and family members had dedicated their lives to defending the Islamic Republic and that many of them, including his brother, had been killed in the war and were its martyrs.

"My son is an artist, my son is not a rioter," Mr. Seydi's mother said in a [video](#) posted on social media.

Reza Arya, 43, father of two.

Reza Arya was accused of killing a Basij member during a large protest in Karaj. [In a video](#) published by Mizan a news agency overseen by the judiciary, Mr. Arya said that he only kicked the officer twice and then left the scene.

On Jan. 3, the Supreme Court announced that it had overturned the verdict, citing shortcomings in the investigation, and the case was returned to the original court for retrial. Mr. Arya is still at risk of being sentenced to death.

Three protesters in Isfahan

The men were found guilty of killing three security officers during a coordinated attack in the central city of Isfahan during a protest on Nov. 16, according to [a report by Mizan](#). The men were charged with a series of offenses, including "moharebe."

They will have a chance to appeal the verdict, but such severe charges are likely to be upheld. In each case, the court relied on coerced confessions without lawyers present, according to rights groups. This is what we know about them so far:

Saleh Mirhashemi Baltaghi, a 36-year-old karate champion and coach, was accused of wielding a weapon, "forming and managing a criminal group" and "collusion leading to crimes against internal security," according to the judiciary.

In a [video](#) posted on BBC Persian on Tuesday, his elderly parents pleaded for intervention to stop their son's execution. "God, he was our breadwinner," his mother

said. "He was the one who opened the doors for us."

Hamideh Abbasali, an Olympian and the captain of the national women's karate team, condemned the sentence on [Instagram](#). "Another athlete, again from karate," Ms. Abbasali wrote in a post under a photograph of Mr. Baltaghi in his karate uniform. She had condemned the execution of Mr. Karami, the karate champion who was executed on Jan. 7.

Majid Kazemi, 30, was charged with wielding a Kalashnikov, participating in "illegal gangs" and collusion.

A third man, **Saeed Yaqoubi Kordafli**, was accused of "drawing a weapon and using a belt clip" and colluding against the "internal

security of the country," according to the Mizan report.

Three protesters in Nowshahr

Iran's judiciary has sentenced three men, including two 18-year-olds, for leading a violent protest on Sept. 21 in the northern city of Nowshahr.

This is what we know about them so far:

Javad Rouhi, 35, was accused of "leading a group of rioters" and "inciting people to create insecurity," as well as setting fire to public property and burning the Quran, according to Tasnim News.

The court relied on Mr. Rouhi's coerced confession as evidence.

In a [video circulating on social media platforms](#), Mr. Rouhi's father said his son suffered from mental illness. The father also lamented that he has been allowed to visit his son only once in prison and had been denied other communication during the three months he has been confined.

"We have not heard anything from him," he said in the video. "My son has neurological disease. I call on the Iranian people to hear my voice."

Arshia Takdastan and Mehdi Mohammadifard, both 18, received similar charges for allegedly galvanizing the crowd in the northern cities of Nowshahr and Chalous. In both cases, the court relied on forced confessions as evidence.

Mr. Takdastan was accused of arson and destruction of public property and inciting violence, according to the judiciary.

Mr. **Mohammadifard** was sentenced to death twice for leading the protest and for hurling a Molotov cocktail at a government building, according to a [Mizan report](#).

He also received was sentenced to seven years in prison on a litany of charges including creating antigovernment propaganda and insulting Iran's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei.

Leily Nikounazar contributed reporting.

LE FIGARO

Delphine Minoui
15 janvier 2023

Des violences sexuelles pour mater la révolte

DÉCRYPTAGE - Une lettre de la militante iranienne Nargues Mohammadi évoque « les récits choquants » d'un « certain nombre de détenues, arrêtées lors des récentes manifestations ».

REFUS de s'alimenter. Envie de rien. Crises de panique et tendances suicidaires. Les témoignages de prisonnières, récemment libérées, recueillies par F., psychologue iranienne, se suivent et se ressemblent. « Parfois, un mot s'échappe, "viol" ou encore "harcèlement", aussitôt balayé par crainte d'être jugée ou rejetée », explique par messagerie cryptée cette praticienne qui consulte en direct et à distance. Difficile, à ce jour, d'estimer l'ampleur de cette nouvelle forme de répression, tant le sujet est tabou. Mais les témoignages qui émergent timidement ici et là révèlent un recours de plus en plus fréquent à diverses formes de violence sexuelle pour mater la contestation.

« Entre copines, des histoires circulent. Comme celle de cette manifestante expédiée à l'hôpital à cause d'une infection après

qu'un interrogateur eut abusé plusieurs fois d'elle. Ou encore cette fille d'Oroumieh, qui s'est donné la mort après avoir été violée. Sans doute parce que cette dernière craignait la réaction de son père. Pour beaucoup de femmes, c'est la double peine : non seulement on te viole, mais en plus tu dois te taire par crainte d'être rejetée par ta famille », observe Bahareh, une Iranienne d'origine kurde.

Fin novembre, la chaîne CNN avait déjà alerté sur ce genre d'agissements pendant la garde à vue ou durant la détention, dans une enquête glaçante citant des victimes et des membres du personnel soignant. Parmi les différents cas évoqués, celui d'Armita Abbasi, 20 ans. Cheveux peroxydés, piercing au sourcil, la jeune femme était très active sur les réseaux sociaux. Dès le début des manifestations, ses publications se politisent, souvent

très critiques à l'égard du régime. Du jour au lendemain, elle disparaît de la circulation. Devenue un symbole du mouvement, comme Mahsa Jina Amini, ou Nika Shakarami, 17 ans, tuée pendant les manifestations, elle réapparaît à l'hôpital, tête rasée, entourée d'agents de police, mais aussitôt identifiée par des médecins qui la reconnaissent. « Quand elle est arrivée, elle faisait une hémorragie du rectum... À cause de viols répétés. Les officiers ont insisté pour que le médecin écrive qu'il s'agissait d'un viol avant son arrestation », raconte plus tard un membre du personnel médical dans des propos rapportés par CNN.

« Obtenir des aveux »

Une récente lettre de la militante iranienne embastillée Nargues Mohammadi, rédigée fin décembre depuis la prison d'Evine, corrobore ces témoignages. Dans

son courrier publié sur le site en persan de la chaîne BBC, elle évoque « les récits choquants » d'un « certain nombre de détenues, arrêtées lors des récentes manifestations ». Elle cite des attouchements pratiqués par un interrogateur sur les seins d'une détenue ou encore cette activiste agressée sexuellement « avec les doigts » et présentant des « bleus sur le ventre, autour des poignets et des chevilles ». Autre source d'inquiétude : le transfert de nombreuses femmes au commissariat de Shapur, « un des centres de détention les plus notoires et dangereux de Téhéran » où sont pratiqués « suspension des prisonniers par les mains et torture physique pour obtenir des aveux forcés ». « Pourquoi des filles de 17 ans ou 18 ans sont embarquées dans ce centre ? », s'insurge-t-elle. D. M. (à Minoui)

En Iran, une révolution féminine en marche malgré la répression

Quatre mois après la mort de Mahsa Amini, les cortèges s'étiolent mais des femmes déterminées œuvrent à faire voler en éclats les tabous de la République islamique.

MOYEN-ORIENT Dans son sac à dos, un kit de survie à portée de main : des bandages, du sérum physiologique, des vêtements de change. L'autre jour encore, Mina (pseudonyme) l'a attrapé d'une traite dès réception d'un texto. Un petit rassemblement s'improvisait près de chez elle, à Shiraz, pour dénoncer la pendaison, le samedi 7 janvier, de deux nouveaux manifestants. Une fois ses baskets aux pieds, elle a foncé vers la foule en hurlant « Le pervers, c'est toi ! L'immoral, c'est toi ! La femme libre, c'est moi ! », à la barbe des policiers. Les mots fusaiement tout seuls, comme des balles sifflantes. « À chaque fois, je me surprends moi-même. Je tremble comme une feuille, et pourtant je continue à crier des slogans. C'est plus fort que moi ! », confie, via Skype, cette graphiste de 29 ans. Quatre mois, déjà, qu'elle descend manifester dès que l'occasion se présente. Quatre mois de peur, de rage et de fougue. Comme une vague irrépressible, où les Iraniennes jouent un rôle sans précédent. « Plutôt mourir que s'arrêter ! »

Pourtant, le danger est là. Sa sœur en a fait les frais, blessée par balle à la jambe gauche dès les premiers jours de la révolte, déclenchée par la mort, le 16 septembre 2022, de Mahsa Jina Amini pour un « foulard (obligatoire) mal porté ». « On l'a soignée à la maison par crainte de l'emmener à l'hôpital, et elle s'en est finalement sortie. » D'autres n'ont pas eu sa chance. Ghazal Amiri, une étudiante en première année



Manifestation, à Téhéran, le 3 octobre 2022, après le décès de Mahsa Amini. MEI-REA

de soins dentaire à l'université de Shiraz, a perdu la vie à son domicile le 11 octobre 2022. Frappée la veille à coups de battes, elle ne s'était pas rendue à l'hôpital par peur d'être arrêtée par les services secrets. La photo de son visage, souriant et joyeux, s'ajoute au kaléidoscope à rallonge des quelque 500 victimes - dont un grand nombre de jeunes et de femmes - de la répression : abattues en pleine rue, torturées en centre de détention, parfois violées. Quand il ne tue pas, le régime de la République islamique emprisonne et cherche à intimider. À ce jour, plus de 18 000 personnes seraient détenues à travers le pays. Parmi elles, une dizaine de jeunes hommes condamnés à mort - dont quatre exécutés - pour « inimitié envers Dieu ». « Mais les pendaisons ne font que renforcer notre colère », prévient Mina, aguerrie aux manifestations. Ces dernières années, elle n'en a raté aucune : ni contre la réélection frauduleuse du président Mahmoud Ahmadinejad, en 2009, ni contre la cherté de la vie, en

2017 et 2019. « Cette fois-ci, c'est différent. La population, qui réclame la chute du régime, refuse de céder à la pression. Et les femmes, brimées depuis quarante-quatre ans, jouent un rôle clef dans le mouvement. »

Toutes les Iraniennes n'ont pas son courage, elle le sait. Et il en faut plus pour basculer dans une vraie révolution, comme celle qui chassa le chah en 1979. Ces derniers jours, les manifestations se tassent. Les grèves, épisodiques, peinent à se généraliser. Gagnées par la peur et par la crise économique, ses copines manifestent moins ou ne sortent pas du tout. « Mais à l'ombre de la répression, quelque chose d'inédit est en train d'éclorre, de l'ordre d'une prise de conscience collective à tous les échelons de la société », observe-t-elle. Et de citer, pêle-mêle, ces mères de victimes qui refusent de céder à la mascarade des aveux forcés, ces jeunes femmes inculpées qui ôtent le voile devant le juge, ces lycéennes qui déchirent la photo d'Ali Khamenei,

le guide suprême, en pleine classe, ou cette adolescente qui, faute de pouvoir manifester, a épinglé « Femme, vie, liberté » sur son soutien-gorge avant de le pendre, en pleine rue, à un arbre.

Égéries par défaut d'un soulèvement sans leader, des sportives et actrices de renom brisent leur habituelle réserve en s'affichant tête nue pour soutenir le mouvement. La star de cinéma Taraneh Alidoosti en a payé le prix fort en échouant pendant trois semaines à la prison d'Evine. À peine libérée, l'effrontée a pourtant réitéré en se dévoilant de nouveau. Comme elle, la journaliste Nazila Maroufian donne l'exemple. Dès sa sortie de prison, le 9 janvier, au bout de deux mois de détention pour avoir interviewé le père de Mahsa Jina Amini - et après le versement d'une caution exorbitante d'environ 14 000 euros ! -, elle est apparue sans foulard, jonquilles dans une main et « V » de la victoire formé par les deux doigts de l'autre.

Après quarante-quatre ans de République islamique, un nombre croissant de femmes s'affranchissent du couvre-chef obligatoire lorsqu'elles sortent de chez elles : arpentant en plein jour les rues de Téhéran, d'Ispahan ou de Mashhad les cheveux dans le vent, osant gravir les capots des voitures à la nuit tombée pour agiter leur voile au milieu des embouteillages, dansant en queue-de-cheval au pied des immeubles dès que la police tourne le dos.

« Dans certains quartiers de la capitale, on se croirait plus à Istanbul qu'à Téhéran », témoigne Bahareh, une Kurde de 27 ans habitant Téhéran, en décrivant des cafés où femmes voilées et non voilées partagent la même table. Native de Kermanschah, cette jeune comptable a déménagé dans la capitale il y a quelques années pour y trouver du travail. Le jour de la mort de Mahsa Jina Amini, elle s'effondre en larmes. « J'étais dévastée. Je me disais : cette fille d'origine Kurde, cela aurait pu être moi. J'ai aussitôt repensé à toutes ces fois où je me suis fait arrêter par la police des mœurs à cause d'un foulard qui avait glissé ou d'un manteau trop cintré. J'ai repensé aux insultes, à l'humiliation, à la peur... » Très vite, pourtant, la tristesse se mue en une force inattendue : celle de dire « non », de se réapproprier son corps, sa vie, sa féminité. Inspirée par l'affront, mémorable, des premières manifestantes arrachant leur châle pour le brûler, Bahareh finit par retirer le sien pour de bon. « Le premier jour où j'ai pris le métro tête nue, j'étais tétanisée. Je craignais

les regards des autres, les remarques mal placées. C'est tout le contraire qui s'est passé. Les femmes voilées me souriaient, les hommes m'applaudissaient par solidarité. Soudain, j'avais l'impression d'être Che Guevara », raconte-t-elle, au bout d'une ligne WhatsApp qui coupe tout le temps. Désormais, c'est sans foulard et sans manteau qu'elle part chaque jour travailler. « Dans mon quartier, Nezam Abad, à l'ouest de Téhéran, la plupart des adolescentes ne portent plus le voile. Au Nord, où je travaille, ce sont plus de 90 % des femmes qui ne le mettent plus du tout. J'y vois un vrai tournant. Rien ne sera plus jamais comme avant ! »

Le corps se libère, la parole aussi. Loin de la modernité des grandes métropoles, la fronde au féminin passe par la remise en cause de certains tabous. À Zahedan, capitale du Sistan-et-Baloutchistan, à la lisière du Pakistan, quelques dizaines de femmes sont récemment apparues dans les cortèges organisés chaque vendredi aux cris de : « Mort à Khamenei ! » Si elles gardent le foulard, le

seul acte de manifester est, pour une femme, une révolution dans cette province sunnite conservatrice et marginalisée, en proie à une extrême pauvreté. De quoi inspirer Negin, jeune baloutche introvertie de 25 ans. « J'envie et j'admire ces femmes qui bravent les interdits », confie-t-elle en passant par l'application WhatsApp, qu'elle utilise pour la première fois. Dans son village, proche de Sarbaz, personne ne bouge par crainte du pouvoir chiite - particulièrement brutal envers cette minorité ethnique, sous couvert de « lutte contre le terrorisme ». Mais l'annonce, en septembre 2022, de la mort de Mahsa Jina Amini, puis le viol, quelques jours plus tard, d'une jeune Baloutche de 15 ans par le chef de la police de Chabahar a « réveillé » en elle une blessure qu'elle pensait à jamais enterrée : celle de son propre viol, à l'âge de 9 ans, par un cousin de la famille. « Toute ma vie, j'ai vécu avec ce traumatisme. Il y a quatre mois, quand j'ai appris que les gens se soulevaient pour dénoncer la brutalité envers les femmes, cela m'a enfin donné le courage d'en parler à une cousine. Elle

m'a aussitôt emmenée chez une gynécologue. Le seul fait de me sentir comprise, d'entendre que d'autres filles avaient subi le même sort, m'a libérée », dit-elle.

Le chemin est encore long, à des années-lumière des adolescentes de Téhéran en queue-de-cheval et jeans moulant. « Au quotidien, je suis victime du double patriarcat : celui de l'État, et celui de mon père et de mon frère. Pas le droit d'étudier, pas le droit de sortir de chez moi non accompagnée, pas même le droit de me faire un chignon sous mon tchador et mon niqab obligatoires, car c'est considéré comme un signe de sensualité. » Mais elle ne se sent désormais plus seule. « C'est déjà beaucoup ! » Le soir, avant de dormir, Negin écoute Barayé, la chanson culte du mouvement, et Bella Ciao, téléchargés sur son portable, à l'insu de son grand frère qui lui interdit d'avoir un téléphone. Et pour la première fois de sa vie, elle s'autorise à échafauder des rêves : « Devenir infirmière, porter un foulard bleu, visiter Téhéran, prendre l'avion pour Dubaï. Humer l'odeur de la liberté. Vivre ! »



Charles De Saint Sauveur
16 janvier 2023

Qui est le « juge de la mort », élément clé de la répression en Iran ?

Depuis près de quinze ans, Abolqasem Salavati condamne les ennemis présumés du pouvoir. Il a jugé le premier des quatre manifestants pendus pour avoir participé au soulèvement populaire.

Du président de la 15^e chambre du tribunal islamique révolutionnaire de Téhéran (Iran), on peut dire qu'il a la gueule de l'emploi. Un visage patibulaire cerné par une mâchoire de molosse. Et des yeux si luisants de haine qu'on les dirait faits pour l'Inquisition. Le CV d'Abolqasem Salavati, magis-

trat de 60 ans, est aussi lugubre que son allure. Depuis plus de douze ans à la tête de la 15^e chambre, il a acquis un surnom qui résume sa carrière : le « juge de la mort ».

Ces dernières semaines, il n'a pas failli à sa réputation, en envoyant à la potence Mohsen Shekari. À 23 ans, il était ac-

cusé d'avoir — légèrement — blessé un bassidji (milicien du régime) lors d'une manifestation à Téhéran et bloqué une rue. La sentence est tombée en octobre : « moharebeh », qualification vague, issue de la loi islamique, que l'on pourrait traduire par « inimitié envers Dieu ».

« Il personnifie la politique de terreur du régime »

Le 8 décembre, Shekari a été pendu. Une première depuis le début des émeutes déclenchées il y a quatre mois après la mort en détention d'une Kurde, Mahsa Amini, arrêtée pour un voile mal ajusté.

« Cette condamnation à mort était totalement arbitraire. Une honte absolue, mais Salavati n'a jamais honte de rien, s'indigne Mahmood Amiry-Moghaddam, neuroscientifique exilé en Norvège d'où il dirige l'ONG Iran Human Rights. Depuis des années, il est le visage de ce régime sans foi ni loi. C'est lui qu'on a désigné pour ordonner la première exécution. Le message est très clair. Le régime a besoin de juges comme lui pour personifier sa politique de terreur. »

D'autres manifestants passés par la 15^e attendent leur tour dans le couloir de la mort. Certains seront rejugés, a statué fin décembre la Cour suprême. Ce ne sera pas le cas de Mohammad Ghobadlou, dont les recours sont épuisés. Le barbier de 22 ans, accusé d'avoir provoqué la mort d'un policier, est atteint de troubles bipolaires. Le « hanging judge » (juge qui pend), autre surnom, n'a rien voulu savoir : peine capitale pour « efsad-fil-arz » — corruption sur Terre —, l'autre de ses qualifications préférées.

Un avocat que « le Parisien » a pu joindre à Téhéran choisit la litote pour évoquer ce juge qu'il a maintes fois côtoyé : « Pour un accusé, se retrouver devant lui n'est jamais une bonne nouvelle. Il donne généralement la peine maximale. Mais j'ai aussi obtenu un ou deux acquittements », précise Mohammad Hossein Aghasi. Cette star du barreau, en poste depuis 1978, un an avant l'arrivée des ayatollahs, a défendu depuis de nombreux confrères avocats, des journalistes, des opposants et des artistes en délicatesse avec le régime.

Il gardera prudemment « pour lui » ses réflexions sur le personnage mais constate qu'il « aurait dû prendre sa retraite depuis de nombreuses années. Les autorités l'ont gardé

parce qu'il rend des décisions conformément à l'avis demandé. S'il hérite des dossiers les plus sensibles, c'est parce que le gouvernement lui fait confiance ».

« Très insultant avec les prévenus »

Les tribunaux révolutionnaires ont été conçus par l'ayatollah Khomeyni comme une juridiction d'exception, dédiée aux affaires les plus graves... pour la République islamique. « De toutes ces chambres, la 15^e est considérée comme la



Le juge Abolqasem Salavati est l'un des personnages clés du système sécuritaire et judiciaire iranien. AFP/Fars News/Ali Rafiei

plus implacable et répressive », note Karim Lahidji, vice-président de la Fédération internationale des droits humains (FIDH), ex-avocat au barreau de Téhéran exilé depuis 1982 en France.

Ehsan Hosseinzadeh, un autre avocat débarqué à Montpellier (Hérault) en 2018, dresse le portrait d'un « tueur sans pitié ni scrupules ». « Il est très insultant avec les prévenus, les prive de parole ou d'avocat digne de ce nom, écourte drastiquement les audiences, qui se déroulent souvent à huis clos, prend pour acquis les aveux extorqués sous la contrainte... À la fois juge et procureur. » Et même jury puisqu'il décide seul des verdicts les plus terribles.

Selon le calendrier persan, il est né en l'an 1341 à Tuyserkan, une ville moyenne dans l'ouest du pays. Il a été blessé lors de la guerre Iran-Irak vers 1987 où il servait comme milicien. Il entame ensuite une carrière dans la police, flirte avec les renseignements puis gravit les échelons de l'appareil judiciaire grâce au soutien de caciques du pouvoir, dont l'actuel président Ebrahim Raïssi, dur parmi les durs.

Les Iraniens font sa connaissance il y a treize ans, lors des

Sur la liste noire de l'Union européenne

Soupons relayés par Iraj Mesdagh, l'un des opposants au régime les plus actifs. « Depuis vingt ans, il est assurément l'un des personnages clés du système sécuritaire et judiciaire iranien, estime cet écrivain exilé en Suède. Du fait des activités de son mari, sa femme souffre de problèmes mentaux sévères, qui lui ont valu un long séjour à l'hôpital. Elle a incendié par deux fois des affaires personnelles dans la cour de leur villa. »

Salavati hérite souvent des affaires devant servir d'exemple : dissidents, membres d'ethnies ou de religions minoritaires, gros trafiquants de drogue, blogueurs, journalistes et prévenus binationaux, sur qui pèsent des accusations (souvent montées de toutes pièces) d'espionnage pour l'Occident. Mercredi, Salavati a ainsi condamné à mort l'Irano-Britannique Alireza Akbari, un ancien vice-ministre de la Défense qui a avoué (après des mois de torture) avoir fourni de supposés renseignements au MI6. Il a été pendu samedi à l'aube. Le dernier en date de son très long cortège de suppliciés.

Dès 2011, l'Union européenne l'a inscrit sur sa première liste noire des Iraniens (146 à ce jour) sanctionnés pour violation des droits de l'homme. Les États-Unis ont fait de même en 2019. Gel des avoirs, interdiction de séjour... Qu'importe pour ce père de deux enfants : il lui reste tant à faire en Iran, où il est protégé par sept gardes du corps. Il y a dix jours, une rumeur — démentie depuis — l'a prétendu mort, assassiné chez lui, dans un quartier chic de Téhéran par des opposants. « Une chose est sûre, conclut Roya Boroumand, il est tellement haï en Iran que le jour où ce régime scélérat tombera, il aura intérêt à se cacher. »

La persécution sans fin de Pinar Selek, réfugiée en France

La sociologue franco-turque continue d'être harcelée par la justice turque qui l'accuse d'un faux attentat qui serait survenu à Istanbul en 1998.

Kafkaïen. Rarement, une procédure judiciaire aura à ce point mérité la comparaison avec le procès narré par l'écrivain tchèque dans son roman *Le Procès*. C'est l'expérience vécue par la sociologue Pinar Selek, infatigable militante des droits de l'homme, qui est accusée de terrorisme et poursuivie depuis 25 ans par la [Turquie](#) pour un « attentat » qui n'a jamais eu lieu. Depuis le 6 janvier, elle fait l'objet d'un mandat d'arrêt international demandant son emprisonnement immédiat. Cette décision a été notifiée par le Tribunal criminel d'Istanbul, avant même que les juges ne se soient prononcés sur le fond de l'affaire. Une torture psychologique supplémentaire et une menace qui plane si elle sort du territoire européen. Un énième procès est en effet fixé au 31 mars 2023.

Pinar Selek, réfugiée en [France](#) depuis 15 ans et désormais citoyenne française, a déjà été jugée et acquittée à quatre reprises. En 2006, puis en 2008, la justice turque conclut que le témoin qui l'accuse a parlé sous la torture. Des expertises techniques montreront surtout que l'explosion qui a fait sept morts au bazar égyptien, un célèbre marché aux épices d'Istanbul, avait été provoquée par une fuite de gaz et non par un acte terroriste... Qu'à cela ne tienne, à chaque fois, « la haute cour cassait la décision, explique Pinar Selek. En 2013, le juge a annulé l'acquittement.

Et en 2014, j'ai encore été acquittée, une quatrième fois », précise la sociologue âgée de 51 ans, rattachée à l'université de Nice.



Pinar Selek a obtenu la citoyenneté française en 2017. Ici, au Festival du livre de Mouans-Sartoux, dans le sud de la France, le 6 octobre 2019. © ERIC DERVAUX / Hans Lucas / Hans Lucas via AFP

Instrumentalisation des lois antiterroristes en Turquie

Mais l'affaire, qui aura occupé la moitié de sa vie, rebondit le 21 juin dernier. Huit ans plus tard, l'agence de presse gouvernementale turque, Anadolu, a annoncé l'annulation par la Cour suprême de ce quatrième acquittement. Une nouvelle « parodie de justice », selon ses avocats. « De telles mesures, ubuesques, du point de vue du droit et particulièrement graves par leur portée et leurs conséquences sur Pinar Selek, sont prises dans un contexte de restriction des libertés et de multiplication des violences par le pouvoir turc contre l'ensemble des minorités et des oppo-

sants politiques, en particulier contre les Kurdes, que ce soit en Turquie ou dans d'autres pays. Les prochaines élections en Turquie sont propices à

en Turquie. [...] La nationalité française de Pinar Selek ne suffit pas à la protéger », poursuivent-ils.

L'affaire est emblématique de l'instrumentalisation politique des lois antiterroristes en Turquie. Une pratique ancienne, bien antérieure à l'arrivée au pouvoir des islamistes de l'AKP et de [Recep Tayyip Erdogan](#). Lorsque Pinar Selek a été arrêtée par la police d'Istanbul, en 1998, l'actuel président turc était lui aussi visé par une procédure judiciaire abusive, destinée à le tenir en dehors de la vie politique. « Malgré quatre acquittements, je vis sous la menace de la prison à perpétuité. Mon procès reflète à la fois la continuité du régime autoritaire en Turquie et des dispositifs répressifs », écrit-elle dans une note de blog.

Depuis 2016, cette répression judiciaire contre les « terroristes » et les « traîtres à la patrie » a redoublé. La justice a ouvert plusieurs centaines de milliers de procédures pour terrorisme contre des opposants politiques, des journalistes, des universitaires, et les prisons turques ne désespèrent pas. Cette tendance ne devrait pas se démentir à l'approche des élections prévues pour le mois de juin. Le ministre de l'Intérieur Suleyman Soyly a prévenu. « En 2023, année du centenaire de la république, il ne restera plus un seul terroriste. »

toutes les diversions politiques et à toutes les manipulations », expliquent-ils dans un communiqué, transmis par Pinar Selek.

À LIRE AUSSI [Turquie : 24 ans de harcèlement judiciaire contre l'universitaire Pinar Selek](#)

Pour les soutiens de l'universitaire, réunis au sein d'un collectif de solidarité, l'écrivaine et sociologue serait « l'otage d'une politique inique » et d'une « farce judiciaire ». « Ils refusent qu'elle soit la victime collatérale de la politique de complaisance des pays européens à l'égard du régime autoritaire et liberticide qui sévit



17/01/2023

Turkish, Iranian foreign ministers discuss Syria in Ankara

ERBIL, Kurdistan Region - Turkish Foreign Minister Mevlut Cavusoglu said on Tuesday that he discussed Syria “extensively” with his Iranian counterpart in Ankara, adding that both neighbouring countries have exchanged information regarding Kurdish fighters.

Iranian Foreign Minister Hossein Amir-Abdollahian on Tuesday arrived in Ankara, meeting with Turkish President Recep Tayyip Erdogan. He later met with Cavusoglu and both ministers held a joint press conference.

“We discussed Syria extensively,” Cavusoglu [told](#) reporters, adding that Ankara still prioritises the territorial integrity of Syria.

“The fight against terrorism is important for both countries. Iran and Turkey are suffering from terrorism,” he said, adding that this issue was discussed during the meeting with the Iranian minister.

Syria and Turkey ties severed in 2011 after Turkey accused Syrian President Bashar al-Assad of massacring his people who were seeking to topple his regime. Turkey later supported armed groups who were fighting the Syrian army.

Turkey has recently tried to normalise relations with Da-



From left: Iranian Foreign Minister Hossein Amir-Abdollahian and his Turkish counterpart Mevlut Cavusoglu meeting in Ankara. Date: January 17, 2023. Photo: Turkish foreign ministry

mascus but the Syrian regime seems skeptical, with Syrian Foreign Minister Faisal Mekdad [telling](#) Amir-Abdollahian on Saturday that “We cannot talk about the resumption of normal ties with Turkey without removing the occupation.”

Erdogan has repeatedly said recently that he wants to meet Assad.

Mekdad affirmed that a potential meeting between Assad and the “Turkish leadership depends on removing the differences that led to this dispute,” referring to the presence of Turkish troops in Syria and Ankara’s support for armed opposition factions.

The talks between Turkey and Syria are mediated by Russia. The meetings were

initially held at the level of security heads but defence ministers of both neighbouring countries met in Moscow late last month for the first time.

Cavusoglu said that preparations are underway for a meeting between him and Mekdad.

Amir-Abdollahian said on Tuesday that Iran welcomes the efforts to normalise Ankara-Damascus relations, claiming that this is the outcome of “efforts made by Iran in previous years.”

The Turkish and Iranian foreign minister also talked about the Kurdistan Workers’ Party (PKK) - armed group struggling for the increased rights of Kurds in Turkey but listed as a terrorist group by Ankara.

The Turkish minister said that the PKK is present in both Turkey and Iran, noting that his country has taken “necessary measures” at home and outside the country to fight the Kurdish group.

He also said that Turkey and Iran had previously exchanged information about the PKK.

Turkey often carries out military operations against the PKK at home and in the Kurdistan Region, and it also targets Kurdish fighters in northeast Syria (Rojava), claiming that they are affiliated to the PKK.

Turkey has conducted three offensives against the Kurdish People’s Protection Units (YPG) since 2016, and it is threatening to carry out a fresh military campaign against them in the near future.

YPG is the backbone of the US-allied Syrian Democratic Forces (SDF).

Mazloum Abdi, General Commander of the SDF, [told](#) Al-Monitor on January 14 that he expects Turkey to attack the Kurdish city of Kobane in northern Syria next month “because of its symbolic meaning for Kurds world over.”

LE FIGARO

avec AFP
16/01/2023

Un Américain détenu en Iran débute une grève de la faim

Siamak Namazi veut attirer l'attention du président Joe Biden afin qu'il s'active pour le libérer des geôles de Téhéran.

Un citoyen américain emprisonné en Iran a annoncé le début ce lundi d'une grève de la faim pour attirer l'attention du [président Joe Biden](#) afin qu'il s'active pour le libérer des geôles de Téhéran.

«*Tout ce que je demande, Monsieur, c'est qu'une minute*

de votre temps, dans les sept prochains jours, soit consacrée aux malheurs des otages américains en Iran», a écrit Siamak Namazi dans une lettre ouverte. «*Seul le président des États-Unis a le pouvoir de nous ramener chez nous, s'il décide de s'y pencher*», a-t-il ajouté.

Son père aussi arrêté

Siamak Namazi, homme d'affaires d'origine iranienne, avait été arrêté en octobre 2015 en Iran sur des accusations d'es-

pionnage qu'il continue de nier. Son père Baquer Namazi, ancien fonctionnaire de l'Unicef, avait été arrêté alors qu'il se rendait dans le pays pour tenter de libérer son fils.

Lui a finalement été autorisé à quitter l'Iran en octobre dernier. Siamak Namazi avait été libéré de prison un temps avant d'être incarcéré dans la tristement célèbre prison d'Evine, qui a depuis subi un incendie dans un pays secoué par les manifestations.

Cette grève de la faim intervient le jour-anniversaire de la libération, en 2016, de cinq Américains en marge de la signature de l'accord sur le nucléaire iranien, dénoncé depuis par les États-Unis sur décision de Donald Trump. En octobre, le département d'État américain avait fait savoir que les États-Unis «*faisaient tout ce qu'ils pouvaient*» pour obtenir la libération des citoyens américains détenus en Iran.

LE FIGARO

avec AFP
16/01/2023

Iran : un ressortissant allemand arrêté dans le sud-ouest du pays

Un ressortissant allemand a été arrêté dans le sud-ouest de l'Iran pendant qu'il prenait des photos d'un site pétrolier, a annoncé mardi 17 janvier un média local.

«*Un citoyen allemand a été arrêté alors qu'il prenait des photos des installations pétrolières de la ville d'Omidieh*», a indiqué le site du journal *Jam-é Jam*, quotidien de la télévision d'État, qui ne dévoile ni son identité ni la date de son arrestation. Omidieh est située dans la province du Khouzestan qui

abrite les principaux [gisements de pétrole iraniens](#).

Une vague d'arrestations

L'Iran est secoué par des protestations [depuis la mort le 16 septembre de Mahsa Amini](#), 22 ans, à la suite de son arrestation par la police des mœurs pour violation présumée du code vestimentaire pour les femmes. L'Iran a suscité une vague d'indignation internationale après avoir annoncé plusieurs exécutions, dont celle

[samedi dernier d'un ancien responsable, l'Irano-Britannique Alireza Akbari](#), condamné à mort pour espionnage pour le compte des services de renseignements britanniques.

Un dissident irano-allemand, Jamshid Sharmahd, arrêté en août 2020 dans un pays du Golfe, risque la peine de mort après avoir été accusé par la justice iranienne d'être impliqué dans un attentat commis en 2008. La militante germano-

iranienne pour les droits humains, Nahid Taghavi, 67 ans, a quant à elle été condamnée à 10 ans et 8 mois de prison après son arrestation en octobre 2020, pour appartenance à un groupe illégal et propagande contre la République islamique. Le 10 janvier, la justice iranienne a annoncé qu'un travailleur humanitaire belge, arrêté il y a près d'un an en Iran, devrait purger une peine de prison de 12 ans et demi sur une condamnation totale de 40 ans.

En Syrie, les entrepreneurs rackettés par le régime de Bachar Al-Assad

Pour renflouer les caisses de l'Etat, le fisc extorque les entreprises qu'il inspecte.

Au printemps 2022, la brigade financière s'est présentée dans l'usine d'un industriel de la région de Damas. Pendant huit heures, les agents de l'Etat ont épluché les livres de comptes, les reçus et les factures et vérifié les marchandises. Le Syrien, qui a requis l'anonymat pour des raisons de sécurité, s'est estimé en règle avec l'administration fiscale. Les agents du fisc lui ont pourtant notifié des irrégularités et ont réclamé l'équivalent de 120 000 euros d'arriérés ; une somme rondelette pour cet entrepreneur dont l'activité tourne au ralenti avec l'effondrement de l'économie dans le pays en guerre. L'industriel s'est néanmoins acquitté de la somme pour s'épargner davantage d'ennuis.

Il avait eu vent des déboires d'un homme d'affaires syrien qui, peu de temps auparavant, avait reçu la visite chez lui, la nuit, des agents de l'Etat, après une perquisition menée dans sa société commerciale. L'entrepreneur a été sommé de verser l'équivalent de 250 000 euros à l'administration fiscale. Pour avoir inscrit dans ses livres de comptes une conversion en dollars de toutes ses transactions, l'homme était accusé d'avoir opéré des transactions illégales en devises étrangères. Menacé d'interdiction de sortie du territoire, il s'est acquitté de la somme puis a quitté le pays, laissant son entreprise en sommeil.

Jusqu'aux petites boutiques de Damas ou d'Alep, plus aucun commerce ni aucune industrie n'échappe à la campagne d'extorsion menée par le régime du président Bachar Al-Assad sous le couvert de la rigueur fiscale et

de la lutte contre l'économie informelle. « *Chaque petit magasin voit débarquer les services fiscaux, qui épluchent tous les papiers et menacent d'arrêter ceux qui veulent fermer boutique* », observe l'économiste franco-syrien Samir Aïta. Cette campagne a été lancée en 2020 dans le but de renflouer les caisses de l'Etat et de mettre au pas les milieux d'affaires, après un effondrement spectaculaire de la livre syrienne dans le sillage de l'application des sanctions américaines César et de la crise bancaire au Liban, qui a coupé l'accès aux devises étrangères en Syrie. D'abord aléatoire, elle s'est systématisée à tous les secteurs au printemps 2022.

Au sein de l'élite d'affaires liée au régime, elle s'est accompagnée de purges, à l'exemple de [Rami Makhoulf, le cousin de Bachar Al-Assad](#), écarté de l'opérateur de téléphonie Syriatel, au profit d'hommes d'affaires gravitant dans l'ombre du président. Des centaines de riches industriels et entrepreneurs ont ainsi été rançonnés, menacés d'un gel de leurs actifs ou d'emprisonnement et, pour certains, dépossédés de leurs sociétés, notait l'expert Sinan Hatahet dans [une étude publiée, en novembre 2021, par l'Institut universitaire européen](#). Les milieux d'affaires indépendants qui dominent les secteurs de production traditionnels (manufacture, agroalimentaire, textile) et regroupent des commerçants et entrepreneurs ancrés dans des réseaux familiaux et locaux, sont moins exposés à ces purges. Les mesures fiscales et les restrictions sur les transactions en devises étrangères qu'ils subissent risquent

toutefois, selon M. Hatahet, d'étouffer ces secteurs vitaux pour l'emploi et l'économie.

Strict contrôle des devises étrangères

Jadis, l'administration fermait volontiers les yeux sur l'évasion fiscale, chose courante dans ce pays qui est l'un des plus taxés au Moyen-Orient. La corruption administrative et un vaste marché informel facilitaient les petits arrangements comptables et fiscaux. Les autorités fiscales et douanières traquent aujourd'hui toute irrégularité dans l'acquittement des droits de douane, des taxes sur les revenus ou des cotisations sociales, ainsi que dans les transactions en devises étrangères. Le ministère du commerce et de l'industrie a imposé l'ajout d'un code-barres à tous les produits. Depuis décembre 2022, les chefs d'entreprise doivent communiquer, chaque mois, leur bilan comptable au ministère des finances par le biais d'un portail Internet.

Cette pression fiscale s'ajoute à un contrôle strict des devises étrangères, mis en place en 2021 pour juguler l'effondrement de la livre syrienne et lutter contre le marché noir. Après une campagne pour fermer les bureaux de change informels, la Banque centrale de Syrie a pris des mesures, en août 2021, pour encadrer le financement des exportations et des importations. Les hommes d'affaires doivent utiliser des établissements financiers agréés pour financer leurs transactions à un taux fixé par l'Etat, déconnecté du taux de change réel, en cours sur le marché noir. Les entreprises qui détiennent

des devises étrangères sans preuve de change auprès d'une agence autorisée sont passibles de poursuites judiciaires.

Depuis plusieurs mois, les transferts sont erratiques, faute de réserves suffisantes en devises étrangères à la Banque centrale. Un importateur qui a requis l'anonymat dit avoir ainsi versé à un établissement agréé, au printemps 2022, 100 000 dollars (92 000 euros) pour importer des matières premières. Cette somme n'a toujours pas été transférée à son fournisseur à l'étranger. Pour maintenir son activité, il a dû effectuer un autre virement depuis un compte qu'il détient dans un pays du Golfe afin que son fournisseur procède à la livraison.

« *Cette campagne est très critiquée par des économistes pro-régime qui alertent sur le risque d'aggraver la crise, explique l'économiste Samir Aïta. Des vidéos circulent d'hommes d'affaires appelant le président à l'aide. C'est rare. Ils ont toujours été silencieux vis-à-vis du pouvoir et ont toujours exprimé une certaine allégeance, car si vous critiquez, on vous confisque tout.* » Fin 2021, des représentants des chambres de commerce de Damas et d'Alep alertaient sur le départ de milliers d'hommes d'affaires, en quête de meilleures opportunités en Egypte, en Turquie, au Kurdistan irakien ou dans le Golfe. Plutôt que d'améliorer l'environnement des affaires, le régime syrien multiplie les obstacles administratifs et les intimidations pour empêcher les commerçants de mettre la clé sous la porte et les entrepreneurs de délocaliser leur acti-

Le Monde

Par Cécile Ducourtieux et Ghazal Golshiri
16 janvier 2023

L'exécution d'un Irano-Britannique en Iran fait monter la tension entre Londres et Téhéran

Accusé d'espionnage, Alireza Akbari avait affirmé avoir été contraint de faire de « faux aveux ».

Alireza Akbari, l'un des anciens responsables de la défense militaire iranienne, a été exécuté en Iran pour « espionnage », samedi 14 janvier. Cet Iranien ayant également la nationalité britannique a été l'adjoint d'Ali Shamkhani, ministre de la défense dans le gouvernement du réformateur Mohammad Khatami entre 1997 et 2001. L'Irano-Britannique de 61 ans a ensuite servi comme conseiller de M. Shamkhani lorsque celui-ci est devenu secrétaire du Conseil suprême de la sécurité nationale, en 2013. La nouvelle de sa condamnation à mort n'a été rendue publique que quelques jours avant sa pendaison. En réponse à son exécution, Londres a annoncé des sanctions contre le procureur général iranien, Mohammad Jafar Montazeri.

Alireza Akbari avait été arrêté une première fois en 2007 et relâché sous caution. Il a ensuite quitté l'Iran pour le Royaume-Uni mais a été arrêté en 2019, lors d'un voyage à Téhéran. Dans un enregistre-

ment audio récent, diffusé avant sa pendaison par la chaîne BBC Persian, il expliquait avoir été contraint de faire des « aveux » par « des tortures physiques et psychologiques » et que sa peine avait été dictée par le ministère iranien du renseignement. « *J'ai été soumis à 3 500 heures d'interrogatoires et de tortures, et obligé de prendre des médicaments psychédéliques, et cela a détruit ma volonté (...). J'ai été contraint, sous la menace de mort, à faire de faux aveux* », expliquait-il dans cet enregistrement clandestin.

Dans un communiqué du 11 janvier, le ministère iranien du renseignement a évoqué Alireza Akbari comme « *l'un des infiltrés les plus importants du service vicieux d'espionnage britannique* » au sein « *des centres sensibles et stratégiques iraniens* ». Dans l'enregistrement diffusé par la BBC Persian, le condamné explique que les services secrets iraniens cherchent à « *se ven-*

ger » du Royaume-Uni en utilisant sa nationalité britannique.

Possible règlement de comptes politique

Certains analystes évoquent la possibilité, peu vérifiable à l'heure actuelle, d'un règlement de comptes entre différentes factions politiques en Iran, étant donné la proximité d'Alireza Akbari avec l'influent Ali Shamkhani, encore aujourd'hui secrétaire du Conseil suprême de la sécurité nationale. Dimanche 15 janvier, le quotidien ultraconservateur *Kayhan* a demandé aux autorités de rendre publics tous les contacts d'Alireza Akbari dans le pays. Le média proche des gardiens de la révolution *Saberin News* s'est réjoui de la rumeur de la destitution d'Ali Shamkhani.

Le premier ministre britannique, Rishi Sunak, s'est dit « *consterné* », samedi, après l'exécution de l'Irano-Britannique. « *Il s'agit d'un acte lâche et inhumain, de la part d'un régime barbare sans respect pour les droits humains de son*

peuple », a écrit le dirigeant sur Twitter. Selon la BBC et le *Daily Telegraph*, Londres étudie la possibilité de classer les gardiens de la révolution, l'armée idéologique de la République islamique, sur la liste des organisations terroristes. La décision ne serait cependant pas imminente.

Les relations entre Londres et Téhéran s'étaient brièvement détendues, début 2022, quand [l'Iran avait libéré deux binationaux irano-britanniques](#), Nazanin Zaghari-Ratcliffe et Anoosheh Ashoori, qui ont passé de longues années derrière les barreaux en Iran, accusés de trahison ou d'espionnage. Elles se sont tendues de nouveau depuis le début de la violente répression du régime contre les protestations. Au moins deux autres Irano-Britanniques sont en détention dans le pays, dont Morad Tahbaz, qui détient aussi un passeport américain.

Cécile Ducourtieux (Londres, correspondante) et Ghazal Golshiri

LE FIGARO

avec AFP
18/01/2023

Le Franco-irlandais détenu en Iran « dans un état de santé critique »

« *C'est une question de jours* » : il est urgent que Téhéran libère Bernard Phelan dont l'état de santé est désormais critique depuis qu'il a entamé une grève de la soif pour protester

contre sa détention arbitraire en Iran, a souligné mercredi 18 janvier sa sœur dans un entretien avec l'AFP.

De nationalités irlandaise et

française, le sexagénaire fait partie des [sept ressortissants français actuellement en Iran](#). Il a été arrêté le 3 octobre dernier. Il était alors en voyage dans le cadre de ses activités

de « *consultant en Iran pour un tour-opérateur* », raconte Caroline Massé-Phelan.

Des innocents utilisés par les Gardiens de la révolution

C'était peu après le déclenchement de [manifestations de masse en Iran pour dénoncer la mort de Mahsa Amini](#), une jeune Iranienne de 22 ans, décédée à la suite de son arrestation par la police des mœurs pour violation présumée du code vestimentaire pour les femmes.

Depuis, plusieurs dizaines d'Occidentaux, ont été arrêtés. Leurs soutiens les décrivent comme des innocents utilisés par les [Gardiens de la révolution](#) comme leviers dans les relations de l'Iran avec l'Occident. Téhéran et les grandes puissances ont longtemps tenté, en vain, de ressusciter un accord international de 2015 qui vise à garantir le caractère [civil du programme nucléaire iranien](#). Téhéran est accusé, malgré ses démentis, de chercher à se doter de l'arme atomique.

Arrivée le lendemain des manifestations

«Le voyage de mon frère était prévu de longue date», explique Caroline Massé-Phelan, précisant que celui-ci était parti le 17 septembre, soit le lendemain du décès tragique de Mahsa Amini. Il n'avait alors pas de crainte particulière, confie sa sœur qui n'a pas pu avoir de contact direct avec lui depuis son arrestation. La fa-



Le Franco-Irlandais détenu en Iran depuis octobre 2022 a entamé une grève de la faim et de la soif. *poco_bw / stock.adobe.com*

mille a commencé à s'inquiéter quand elle ne l'a pas vu revenir de son voyage.

Détenu dans une cellule de la prison de Vakilabad à Mashhad, la deuxième plus grande ville d'Iran, Bernard Phelan, 64 ans, souffre de problème cardiaque et d'une pathologie aux os nécessitant une prise en charge médicale. Face à des autorités iraniennes inflexibles sur les demandes répétées des autorités françaises et irlandaises de le libérer, il a entamé une grève de la faim le jour de l'An avant de refuser tout liquide cette semaine, conduisant à une dégradation rapide de son état de santé.

Grève de la faim et de la soif

Une source diplomatique a indiqué à l'AFP que Bernard

Phelan montrait «de graves signes d'épuisement physique et psychologique». La grève de la faim et de la soif mettait en péril sa vie mais «il fait ça parce qu'il n'en peut plus», «ce sont les seules armes» dont il dispose, souligne Caroline Massé-Phelan.

C'est aussi sur l'insistance de son frère qu'elle a décidé de rendre public son cas. «C'est un innocent au milieu de je ne sais quelle histoire, qui adorait l'Iran, qui a 64 ans, qui est malade, qui veut juste rentrer chez lui», dit-elle. «Je pense qu'il fait partie d'un groupe d'Européens emprisonnés pour des raisons politiques (...) dont je connais rien», «nous n'avons rien à voir dans cette histoire», insiste-t-elle. «Ce sont des gens innocents qui sont utilisés comme sorte de

«pions dans des histoires qui vont au-delà de notre compréhension».

Lien avec le Quai d'Orsay

Le temps presse, observe-t-elle alors que ses conditions de détention, avant même la grève de la faim et de la soif, étaient déjà difficiles à supporter. Outre la promiscuité avec les autres détenus, les températures nocturnes sont glaciales dans une cellule sans vitres aux fenêtres.

Bernard Phelan est en contact deux fois par jour avec la cellule de crise et de soutien du Quai d'Orsay «qui transmet les messages de sa famille», a indiqué la source diplomatique française. Mais les demandes de communication directe avec la famille ont toutes été refusées par les autorités iraniennes.

Bernard Phelan n'a reçu sa première visite consulaire française que le janvier, après des demandes répétées, a également expliqué la source diplomatique. Son père a écrit à l'ambassade d'Iran en Irlande. Sans succès jusqu'à présent, mais sa sœur veut garder l'espoir d'une libération pour raisons humanitaires. La [cheffe de la diplomatie française Catherine Colonna](#) a elle-même envoyé une lettre aux autorités iraniennes, a-t-elle indiqué.

Le Monde

Laure Stephan (Beyrouth, correspondance)
18/01/2023

La Coalition nationale syrienne, un organe d'opposition en sursis

L'organisation, créée en 2012, est accusée par ses détracteurs d'être devenue le simple porte-voix de son parrain turc.

Au bout du fil, depuis son bureau à Istanbul, Abdulahad Astepho, vice-président de la Coalition nationale syrienne (CNS), fait la liste des rendez-vous diplomatiques passés et à venir,

aux Etats-Unis, en Europe... «Cela fait onze ans qu'on existe, et on va continuer», tente-t-il de convaincre. L'organe d'opposition a pourtant reçu un coup de massue : son hôte turc, qui a été à la pointe

du soutien au front anti-Assad dans le conflit syrien, a amorcé un rapprochement avec Damas. Une rencontre entre les chefs de la diplomatie des deux pays serait en préparation. Elle ferait suite à celle or-

ganisée fin décembre 2022 par Moscou, parrain du régime de Bachar Al-Assad, entre les ministres de la défense.

La CNS est restée muette sur leur entrevue. Ce silence sur le

virage entamé par Ankara, dont les premiers signes ont été donnés durant l'été 2022 par le président Recep Tayyip Erdogan, met en évidence l'impuissance de celle qui fut longtemps présentée comme la principale plate-forme politique anti-Assad. Elle n'est plus aujourd'hui qu'un acteur parmi d'autres de l'opposition, totalement inaudible, engagée dans un processus politique mort-né, sous perfusion de l'Organisation des Nations unies.

Affaiblie et dépendante d'Ankara, la CNS, qui réclame toujours le départ du dirigeant syrien, est plongée dans l'embarras par les tractations. « Ces événements nous ont remis les pieds sur terre. Des collègues un peu romantiques ont découvert que la Turquie suivait ses intérêts d'Etat », dit M. Astepho. « La Turquie est le seul acteur régional et international qui donne du poids à la CNS. Hormis le Qatar et la Turquie, il n'y a plus grand monde pour la soutenir financièrement », souligne Sinan Hatahet, un analyste proche de l'opposition syrienne. Les développements questionnent sa raison d'être. Il est trop tard pour chercher un autre parrain. Elle est donc dans l'attentisme »

La coalition, mêlant libéraux et islamistes, minimise l'évolution du discours turc. Elle la lie à des questions internes (l'élection présidentielle de mai en Turquie) et compte sur le fait qu'une réconciliation avec Damas aura peu d'impact ou avortera, sous le coup d'un blocage du régime ou d'un veto américain. Washington pour sa part s'oppose à toute normalisation des relations d'un pays tiers avec la Syrie. Reçue au début du mois par le chef de la diplomatie turque, Mevlüt Çavusoglu, la CNS a assuré dans un communiqué, publié vendredi 13 janvier, qu'Ankara restait un « allié » soutenant les « forces de l'opposition ».



Des combattants de la Coalition nationale syrienne (CNS), sur la ligne de front située dans le gouvernorat de Lattaquié (Syrie), le 17 décembre 2021. OMAR HAJ KADOUR / AFP

« Processus irréversible »

Le rapprochement avec Damas est pourtant un « processus irréversible », estime Sinan Hatahet. Comme si cette perspective ne suffisait pas, le président de la coalition, Salem Al-Meslet, a été insulté et expulsé d'une manifestation qui se tenait à Azaz (ville insurgée sous contrôle turc, dans le nord-ouest de la Syrie), vendredi, avant d'être pourchassé jusqu'à sa voiture. Les protestataires ont dénoncé les contacts entrepris par Ankara et la « trahison » de la CNS, perçue comme son client. La scène a montré le peu de poids de l'organisation sur le terrain. Dans une récente déclaration reprise par le journal en ligne syrien *Enab Baladi*, Abou Mohammed Al-Joulani, le chef de Hayat Tahrir Al-Cham, la faction militaire anti-Assad la plus puissante dans le Nord-Ouest syrien, a raillé un organe politique sans représentativité.

L'existence de la CNS, depuis sa création en 2012, n'a pas été simple. Le régime syrien n'a jamais pris au sérieux cette plate-forme, l'estimant montée de toutes pièces par ses parrains étrangers et moquant des opposants qui « se réunissent dans les hôtels ». Des activistes syriens du soulèvement antirégime ont rejeté la CNS, lui reprochant ses lourdeurs

bureaucratiques ainsi qu'un manque de transparence et de crédibilité.

« La CNS, qui prétend parler au nom de la révolution syrienne, est devenue un instrument aux mains des Turcs. Quel manque de dignité !, cingle Bassam Alahmad, militant de la société civile qui a participé à la révolte de 2011, aujourd'hui exilé en France. Elle dénonce les expulsions de réfugiés syriens par Beyrouth, mais on ne l'entend pas sur celles, bien plus nombreuses, pratiquées par Ankara. » Pas plus que sur les exactions commises par l'Armée nationale syrienne, d'ex-rebelles devenus supplétifs de l'armée turque dans le nord de la Syrie, alors que la CNS dénonce régulièrement des abus par les combattants kurdes des Forces de protection du peuple, qui forment l'essentiel des Forces démocratiques syriennes, et les qualifie de « terroristes », au diapason avec la terminologie employée par Ankara.

« Nos choix de pied-à-terre dans la région étaient très limités, se défend M. Astepho. Notre erreur [pour garantir un fonctionnement plus autonome] a été de ne pas nous installer à Alep avant 2015. Mais c'est de l'histoire ancienne. » La constitution de la CNS à l'étranger a ouvert dès

le départ la voie aux manipulations. Les Occidentaux l'ont portée à bout de bras, quand ils pariaient sur une chute « imminente » de Bachar Al-Assad, en encourageant son jusqu'au-boutisme. Puis ils se sont contentés du service minimum face à la montée en puissance des forces djihadistes au sein de la rébellion et à la résilience du régime syrien. « Personne ne s'intéresse à une solution politique. Quand j'étais à New York [au moment de l'Assemblée générale des Nations unies], la seule préoccupation de mes interlocuteurs [occidentaux] était "comment contrarier les Russes en Syrie ?" », soupire M. Astepho.

Appelant à une « réforme » de la structure, il assure que la CNS continue de s'impliquer sur les dossiers des réfugiés, des prisonniers politiques, de justice... Mais ces dernières années, les moments marquants politiquement ou juridiquement ont été menés par d'autres acteurs. L'analyste Sinan Hatahet se garde néanmoins de prédire la fin imminente de la CNS : « Elle est une des cartes aux mains des Turcs dans leurs négociations avec le régime. Même si le rapprochement diplomatique allait vite, la résolution de nombreux points techniques, comme la présence militaire turque en Syrie, prendra des années. »

Turquie-Syrie : le président Erdogan amorce un difficile rapprochement le régime d'Assad

Malgré les injonctions de la Russie, en position d'intermédiaire, les deux voisins ennemis peinent à négocier les conditions d'une pacification de leurs relations.

La parole du président turc se veut rassurante et pétrie de bon sens, presque évidente : « *J'ai parlé [au président russe, Vladimir] Poutine, ce matin, nous avons commencé un processus à trois, Turquie-Russie-Syrie. Ensuite, nous amènerons nos ministres des affaires étrangères à se rencontrer. Puis nous nous réunirons en tant que dirigeants, en fonction des évolutions. Notre préoccupation est d'assurer la paix dans la région.* » Le sujet est lourd de contentieux et les enjeux dépassent de très loin le simple assainissement des relations entre Ankara et Damas, les deux ennemis jurés sur le terrain syrien. Mais Recep Tayyip Erdogan paraît sûr de lui, la dynamique est enclenchée, et peu importe le temps que cela prendra.

Prononcés, le 5 janvier, devant les membres du Parti de la justice et du développement, son parti, les mots du chef de l'Etat font écho à la rencontre inattendue, qui a eu lieu une semaine auparavant à Moscou, entre les ministres syrien et turc de la défense, la première entrevue publique à ce niveau entre Ankara et Damas depuis le déclenchement de la guerre civile en Syrie, en 2011.

Ils s'inscrivent dans cette nouvelle partition écrite au cœur de l'été 2022, quand M. Erdogan et son gouvernement ont soudainement multiplié les signaux d'ouverture en faveur d'une normalisation diplomatique, sous l'égide de la Rus-

sie. Ils rappellent également la nécessité de franchir « *de nouvelles étapes* » avec la Syrie, comme l'a répété le président turc, et évoquent, en creux, ce rêve exprimé par le ministre des affaires étrangères, Mevlüt Çavusoglu, de voir l'opposition et le régime se « *réconcilier* ». Ils masquent toutefois une réalité moins chatoyante, tant le terrain et les coulisses des négociations sont faits de cahots, de chausse-trappes et de portes claquées.

« Fin de l'occupation »

La réunion des ministres syrien et turc des affaires étrangères, initialement annoncée par différentes sources diplomatiques pour la mi-janvier, a été repoussée d'un mois, a affirmé, samedi 14 janvier, Ibrahim Kalin, conseiller diplomatique et porte-parole du président turc, devant plusieurs médias étrangers, dont *Le Monde*. Cette rencontre ministérielle conçue comme le prélude à une réunion au sommet entre MM. Erdogan et Assad est cruciale en matière de reconnaissance et de symbolique politique, au-delà des aspects diplomatiques.

Dans l'attente de celle-ci, une deuxième entrevue a été jugée nécessaire, a-t-on appris, entre les ministres de la défense des deux pays. Le signe évident d'un besoin supplémentaire d'explications et de calages entre les deux parties sur le front militaire. Les forces armées d'Ankara sont déployées depuis 2016 sur le sol syrien et

contrôlent trois districts dans le nord du pays. Leur présence représente le plus grand déploiement turc dans un Etat arabe depuis la fin de l'Empire ottoman, en 1918.

Pour le régime de Damas, cet état de fait, considéré comme une atteinte à son intégrité territoriale, est qualifié d'« *occupation* ». Un terme rejeté par le gouvernement turc, qui préfère invoquer l'idée d'un déploiement de forces de sécurisation de son territoire contre l'appareil militaire kurde syrien (YPG), lié au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), classé comme terroriste par Ankara. « *Nos opérations militaires ne touchent pas aux institutions étatiques syriennes, elles visent à détruire les terroristes qui nous menacent* », a martelé, samedi, M. Kalin.

« *Les deux parties n'ont évidemment pas trouvé d'accord avec une seule réunion et autant d'années d'absence de négociations à ce niveau* », analyse Vahap Çoskun, professeur de droit à l'université de droit Dicle, à Diyarbakir, et spécialiste de la région, en rappelant que certaines positions turques n'augurent pas, à ce stade, d'une entente nouvelle. « *Surtout, il n'est pas question de menaces d'invasion ni de frappes militaires [comme le fait le pouvoir turc], quand on négocie avec Assad.* »

A Damas, même si les informations du régime sont par nature difficilement vérifiables, elles

dénotent toutefois, dans la constance de leur froideur, de sérieux blocages. Au-delà du simple aspect personnel – Bachar Al-Assad aurait fait part, à des proches, de son intention de refuser tout coup de pouce ou cadeau électoral à celui qui l'a plusieurs fois qualifié d'« *assassin* », avant la cruciale élection présidentielle turque de mai – les points d'achoppement et les désaccords semblent loin d'être levés.

Il y a quelques jours, les médias locaux ont rapporté un communiqué publié par la présidence syrienne, peu après une visite d'Alexandre Lavrentiev, l'envoyé spécial du président russe. Dans ce texte, Bachar Al-Assad insiste sur le fait que, pour que les réunions entre Damas, Moscou et Ankara « *soient fructueuses* », figurent comme conditions préalables « *la fin de l'occupation et l'arrêt du soutien au terrorisme* ». En d'autres termes, le maître de Damas exige le retrait des troupes turques et l'arrêt de toute collaboration avec l'opposition syrienne. Deux termes non négociables, en l'état, côté Ankara. Deux façons, aussi, de faire monter les enchères, côté Damas, et de placer la Turquie dans une position de demandeur.

Pour comprendre comment la partie turque est arrivée à ce point de vulnérabilité sur le dossier syrien, il faut revenir en arrière et remonter de quelques mois. Le virage opéré à l'égard de Damas s'inscrit dans un mouvement

de diplomatie plus vaste de la part du gouvernement de coalition islamo-nationaliste. Fragilisé par la crise financière qui ébranle le pays et par un ressentiment croissant de la population vis-à-vis des 3,6 millions de réfugiés syriens installés sur son sol, le pouvoir tente de reprendre la main au début de l'année 2022. M. Erdogan s'efforce alors de reconstruire autour de la Turquie les liens qu'il a lui-même endommagés. Avec l'Égypte, mais aussi avec Israël, les Emirats arabes unis et l'Arabie saoudite.

Jeu d'équilibriste permanent

Quand survient la guerre en Ukraine, il s'arroge une place inespérée sur la scène internationale. En condamnant l'agression russe, qualifiée d'« illégale », il se range du côté de l'OTAN, dont il s'était démarqué ces dernières années en achetant des missiles russes antiaériens S-400. Mais, avec Moscou, il multiplie les rencontres, et s'impose comme un interlocuteur incontournable de Vladimir Poutine.

Adeptes de la manière forte en interne, les deux dirigeants pratiquent un jeu d'équilibriste diplomatique permanent. Leurs besoins s'avèrent complémentaires. Ankara dépend de la Russie, de son tourisme, de ses devises et de ses ressources énergétiques. Moscou voit en la Turquie une grande porte ouverte pour contourner les sanctions. Et les deux hommes semblent s'apprécier. M. Erdogan n'a pas oublié l'appel de M. Poutine quelques minutes après le déclenchement de la tentative de coup d'État qui aurait pu le renverser, en juillet 2016. Il faudra plusieurs jours pour que Washington appelle. Et encore, ce fut le secrétaire d'État John Kerry à l'autre bout du fil, et non le président Barack Obama.

Alors, quand au cours de l'é



Une affiche représentant le président syrien, Bachar Al-Assad, et son homologue russe, Vladimir Poutine, à Tartous (Syrie), le 24 juillet 2022. Il y est écrit : « La Syrie se tient aux côtés de la Fédération de Russie ». LOUAL BESHARA/AFP

2022, le chef du Kremlin enjoint à son homologue turc de changer de stratégie envers la Syrie, celui-ci obtempère. « M. Poutine insiste sur la réconciliation depuis l'accord d'Astana [traité signé en 2017 par la Russie, la Turquie et l'Iran]. Erdogan était, à ce moment précis, au plus mal, les projections économiques étaient désastreuses, les réfugiés syriens accusés de tous les maux et les relents martiaux en territoire syrien ne semblaient plus être aussi payants auprès de sa base nationaliste que dans le passé, rappelle Fehim Tastekin, expert du Moyen-Orient et journaliste à Gazete Duvar. Adeptes des volte-face et des zigzags, il n'a pas eu de mal à changer son fusil d'épaule, toujours avec cette idée maîtresse d'être en première ligne le jour où la Syrie ouvrira la page de sa reconstruction. »

L'attentat sur l'avenue Istiklal, à Istanbul, le 13 novembre 2022, relance la machine belliqueuse turque. Le chef de l'État menace de déclencher

une opération militaire terrestre dans le nord de la Syrie pour repousser les combattants des YPG, qu'Ankara accuse d'être derrière l'attaque. Il y voit aussi la main de Washington, allié des milices kurdes et cible privilégiée de Moscou et de Damas. Lors d'un entretien téléphonique avec M. Poutine, le président turc affirme la nécessité de « nettoyer le long de la frontière des terroristes, sur au moins 30 kilomètres de profondeur », une zone définie dans le memorandum signé à Sotchi, en 2019, entre Russes et Turcs.

Recep Tayyip Erdogan n'obtiendra pas le feu vert de Moscou, indispensable pour toute opération d'appui aérien audessus de la Syrie. Il n'obtiendra ni celui de Washington, ni celui de Téhéran, l'autre grand acteur sur le terrain syrien. « Si une telle manœuvre venait aujourd'hui à se concrétiser, elle serait limitée et de faible ampleur, estime M. Çoskun. Elle servirait les besoins ponctuels de la propagande, et, in fine, cela ne lui rapporterait rien.

Les électeurs sont lassés et verront qu'Erdogan n'a plus le temps de résoudre le vrai problème des réfugiés. »

Sur le terrain du Nord syrien, la Turquie a mené des actions militaires dans la semaine qui a suivi l'attentat. Plusieurs cibles kurdes ont été touchées. Après deux jours de bombardements, l'armée syrienne et ses milices sont venues renforcer leur présence autour de ces cibles, entraînant sur place un arrêt des frappes. Selon Serhat Erkmen, directeur du département des relations internationales de l'université privée d'Altinbas, des émissaires russes ont alors rencontré, par deux fois, des représentants kurdes à Kamechliyé pour les persuader d'entamer un processus de rapprochement avec Damas, en vain. Les États-Unis, de leur côté, auraient commencé à réinvestir les zones d'où ils s'étaient retirés en 2019.

Nicolas Bourcier (Istanbul, correspondant)

En Turquie, les réfugiés syriens sont devenus un enjeu électoral malgré eux

A quelques mois des élections présidentielle et législatives prévues le 14 mai, le président Recep Tayyip Erdogan a pour ambition de renvoyer chez eux un million de migrants syriens et de se réconcilier avec le régime de Damas.

Youssef tient une petite échoppe de bois et de plastique où il vend ses sandwiches à l'œuf, oignon et frites froides au premier venu. Il est installé ici, au bout de la longue route plate et droite reliant Gaziantep à la Syrie, depuis près de dix ans déjà. La trentaine bien engagée, il ne parle que quelques mots de turc mais se montre heureux d'être de ce côté de la frontière. La guerre, la répression systématique du régime de Bachar Al-Assad l'ont poussé à franchir la ligne de front de 900 kilomètres qui sépare la Turquie de la Syrie.

Aujourd'hui, il ne peut plus bouger de sa petite ville frontalière de Kilis, assigné, comme tous les réfugiés syriens, à sa commune de résidence. Il fait mine de ne pas s'en plaindre. Il dit juste être bien résolu à ne pas retourner là-bas, de l'autre côté, avant de détourner fébrilement les yeux et de taquiner son pain.

L'horizon du jeune homme est le poste frontière d'Oncüpinar, « la source pionnière », en turc. Cinq guérites, une poignée de douaniers et des camions chargés à bloc en direction de la Syrie. Près de 200 véhicules et 300 ouvriers turcs traversent ainsi chaque jour ce point de passage – un des sept postes ouverts entre les deux pays. Une file qui illustre parfaitement le rôle croissant joué par Ankara au-delà de sa frontière.

Depuis l'entrée des chars turcs en Syrie, pour la première fois,



Une famille syrienne dans la ville d'Urfa, en Turquie, le 17 mai 2022.
OZAN KOSE / AFP

il y a six ans, l'opération militaire destinée à repousser les miliciens kurdes des Unités de protection du peuple (YPG), considérées comme une organisation terroriste par Ankara, s'est transformée, au fil du temps et des multiples interventions, en une mission touchant pratiquement toutes les sphères de la sécurité et de la vie quotidienne des quelque deux millions de Syriens installés dans les trois enclaves contrôlées par les forces d'Ankara. On y paie en argent turc, on se soigne dans les hôpitaux turcs, on s'éclaire avec l'électricité turque et les écoliers apprennent le turc en deuxième langue.

Hostilité de plus en plus visible

Depuis six mois, la Turquie n'accueille plus de réfugiés syriens sur son sol. Le gigantesque centre d'Oncüpinar, construit à la hâte en 2012, est vide. Situé en face du stand

de Youssef, ce camp de containers de plus de 60 hectares a été entièrement évacué à l'été 2019. Officiellement, les autorités avaient évoqué les coûts élevés de fonctionnement et les perspectives d'intégration des Syriens dans la société turque, en dehors des camps.

Selon Omar Kadkoy, analyste politique à la Fondation pour la recherche sur les politiques économiques de Turquie, la décision avait moins à voir avec une volonté du gouvernement d'élaborer une réelle politique d'intégration qu'avec la contextualisation d'un retour potentiel des réfugiés en Syrie.

En mars et en juin 2019, le gouvernement du président Recep Tayyip Erdogan avait, de fait, subi un revers majuscule aux élections municipales, perdant la quasi-totalité des mairies des grandes villes. Nombreux furent alors les membres de la coalition gouvernementale à im-

puter cet échec à la généreuse politique en matière de réfugiés mise en place par le pouvoir. Le pays accueille près de 3,6 millions de Syriens, les trois quarts bénéficiant d'un statut de protection temporaire, plus que dans n'importe quel autre pays.

Sur fond de crise économique et monétaire, de tensions aussi dans les quartiers et de mouvements d'hostilité de plus en plus visibles envers les réfugiés, la quasi-totalité des partis politiques turcs durcissent le ton contre les migrants. La coalition d'opposition, dominée par les nationalistes, en fait son miel. En mai 2022, un an avant les élections majeures pour lui et sa formation, M. Erdogan, en baisse dans les sondages, annonce un plan de retour « *volontaire* » pour au moins un million de Syriens.

Virage diplomatique

Trois mois plus tard, c'est le virage diplomatique à 180 degrés : soutien-clé des rebelles cherchant à renverser Assad depuis 2011, le président turc annonce une reprise du dialogue avec le régime de Damas, se disant ouvert à une rencontre avec son homologue syrien. « *Même si tout le monde sait qu'il est impossible de rapatrier tous les Syriens, et ce d'autant que Damas ne veut même pas en entendre parler, Erdogan coupe ainsi l'herbe sous le pied à l'opposition en mettant la pression sur les réfugiés* », explique Yohanan Benhaïm, spécialiste de la politique étrangère

turque et cofondateur de Noria Research, soulignant le regain du chef de l'Etat dans les enquêtes d'opinion.

Le 31 décembre 2022, le président turc annonçait, dans un tweet publié à l'occasion du Nouvel An, que « 538 654 Syriens [étaient] rentrés volontairement en Syrie dans les régions que nous avons sécurisées ». La photo montre une petite colonne de réfugiés de dos, enfants et valises à la main, s'apprêtant à franchir le poste d'Oncüpinar.

Aujourd'hui, en cette matinée de début janvier, personne n'est passé en ce sens devant la buvette de Youssef, excepté les camions et les ouvriers turcs. Seuls une poignée de Syriens passent, à pied et au compte-gouttes, les contrôles dans l'autre sens, avant de monter dans les taxis stationnés au pied du stand. Ils sont près d'un millier, chaque semaine, à entrer ainsi en Turquie par Oncüpinar, bénéficiant d'une autorisation professionnelle ou familiale délivrée par les autorités. La plupart d'entre eux se rendent à Gaziantep, la grande ville de la région, avec ses 450 000 réfugiés syriens, d'après les données officielles, 600 000 selon d'autres sources.

Il est presque midi, et personne ne s'attarde. Le 20 novembre 2022, trois roquettes tirées de la Syrie ont atterri à l'intérieur du camp vidé de ses réfugiés, blessant six policiers et un militaire turcs. Les autorités ont alors immédiatement accusé les YPG, affiliées au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), dont la ligne de front est pourtant à plus de 30 kilomètres. « La preuve que la région n'est pas vraiment sécurisée », lâche un jeune Syrien qui ne dira pas son nom, avant de filer dans un taxi.

« **La guerre, la répression, les massacres : rien n'a changé** »

Mustafa Karali habite, lui, près de Hosgör, le quartier dit « syrien » de Gaziantep. Bordé par la rue commerçante İnönü, ses enseignes parfois écrites en arabe, sa clinique pour migrants, ses petits drapeaux turcs aussi, apparus ces derniers mois dans les restaurants et boutiques, comme une forme de protection symbolique ou désir d'être accepté, son atmosphère y est devenue plus pesante. « Bien sûr que tout le monde a peur, affirme-t-il. Nous savons ce qu'est ce régime, il n'y a pas de négociation possible. Personne ne veut retour-

ner chez Assad. »

Lui-même souhaite rentrer un jour en Syrie. « *Absolument, mais là, ce n'est tout simplement pas possible. La guerre, la répression, les violences, les massacres : rien n'a changé, même des soldats turcs y meurent !* » Mustafa énumère les attaques les plus récentes, comme au marché d'Azaz, non loin de la frontière, ou dans la petite ville de Binnish, près d'Idlib.

Une vidéo sur son téléphone montre un groupe de djihadistes de l'ex-Front Al-Nosra (aujourd'hui Hayat Tahrir Al-Cham) tentant d'empêcher une manifestation pacifique, fin décembre 2022, dans une zone sous contrôle de la Turquie, contre le rapprochement entre Ankara et Damas. « *Il y a des groupes radicaux partout* », dit-il.

Jeune photographe, il a monté un centre culturel et d'enseignement des langues pour enfants. Comme tous ici, il a entendu parler des expéditions punitives menées contre des réfugiés à Ankara, en 2021 – plusieurs d'entre eux avaient été blessés, et plusieurs de leurs magasins saccagés. Des expulsions forcées de réfugiés

syriens vers la Syrie aussi. Celles-ci se sont multipliées en 2022, jusqu'à plusieurs centaines, selon l'ONG Human Rights Watch. « *Les tensions sont fortes et personne ne sait comment toutes ces négociations vont se concrétiser, mais, si on me force à rentrer, je penserai, pour la première fois, à aller en Europe.* »

Dans son bureau sombre et enfumé, l'avocat Mirhaz Direyi dit s'occuper de près de 150 dossiers de réfugiés syriens menacés d'expulsion. « *Crime terroriste, drogue, délit de droit commun, harcèlement ou troubles dans la communauté : les possibilités de poursuites sont nombreuses et peuvent tomber rapidement* », indique-t-il, sans s'épancher.

Kurde originaire de Kobané, il a trop pris l'habitude de peser les mots des autres pour ne pas mesurer les siens. Rien qu'à Gaziantep, plus de 100 000 procédures d'expulsions se trouvent aujourd'hui entre les mains de la justice. Avant de prendre congé et de disparaître dans la nuit noire, il fait part de son interrogation : « *La guerre est toujours là, comment peut-on y renvoyer des gens ?* »

Le Monde

Bayram Balci ancien directeur à l'Institut français d'études anatoliennes d'Istanbul (2017-2022)
18/01/2023

Tribune

« La Turquie est plus grande et plus respectable qu'Erdogan, son président autoritaire »

A quelques mois de l'élection présidentielle turque, en juin, Recep Tayyip Erdogan s'enlise dans un contexte peu favorable, note, dans une tribune au « Monde », le chercheur en sciences politiques et spécialiste de la

Turquie Bayram Balci, qui appelle les Européens à ne pas couper les liens avec le pays.

L'année 2023 marque le centenaire de la République moderne de Turquie, voulue et modelée par Mustafa Ke-

mal Atatürk. Le pouvoir, qui se prépare à fêter l'anniversaire en grande pompe, n'hésite pas d'ores et déjà à en minorer l'héritage pour créditer le parti aux affaires, l'AKP, des grandes réussites du pays. Parallèlement, 2023 est aussi l'année d'une élec-

tion présidentielle cruciale pour le président Erdogan, à la tête du pays depuis vingt ans, mais aussi pour la Turquie et pour l'Europe, compte tenu des liens d'interdépendance turco-européens.

Si la campagne électorale n'a pas commencé, on est en droit de se demander si elle a jamais cessé. Le président Erdogan envahit tous les médias, monopolise le temps de parole, inaugure un jour un pont, un autre une autoroute, s'affiche devant un fleuron de l'industrie turque des drones, et s'enorgueillit de ces succès pour le bien-être de son peuple et la grandeur de la nation turque. Toutefois, cette image si lisse cache un contexte si peu favorable que le scrutin prévu en juin pourrait bien être anticipé. Erdogan lui-même l'a laissé entendre début janvier.

L'économie est à la peine : [avec un taux d'inflation officiel – et probablement sous-estimé – à 85 %](#), le pouvoir d'achat de la population ne cesse de baisser. Erdogan, qui pavait sur les performances économiques de ses gouvernements successifs qui lui ont permis de gagner tous les scrutins depuis 2002, voit sa machine électorale grippée. Mais l'économie n'explique pas tout.

Alors que la première moitié de son règne s'inscrivait dans un libéralisme politique et économique ouvert et un soft power triomphant à l'étranger, le régime s'est crispé, depuis 2013, dans une dérive autoritaire qui le rend particulièrement impopulaire dans le pays comme à l'étranger, notamment en Occident. Sa politique étrangère, longtemps dynamique et auréolée de succès – on parlait d'un « modèle turc » de démocratisation et de développement pour le monde musulman –, est pour le moins dans l'im-

pas. Le pays s'est isolé, et les tentatives de normalisation des relations avec l'Arménie, l'Égypte, Israël, et bientôt la Syrie rencontrent des difficultés persistantes, à l'exception peut-être de l'Ukraine, où la médiation turque semble salutaire.

L'opposition a besoin de l'Europe

Autre défi majeur, l'opposition, longtemps divisée et désorganisée, semble enfin être dans un meilleur ordre de bataille. En effet, les six partis qui constituent le front commun face à Erdogan ne présenteront qu'un seul candidat, non désigné à cette heure. Ce front stratégique inquiète le pouvoir, si bien que le 15 décembre 2022, [Ekrem İmamoğlu, maire d'Istanbul et probable adversaire d'Erdogan, a été inculpé pour insulte aux institutions](#). Si sa condamnation se confirme, il risque une peine de deux ans de prison, qui lui interdira toute activité politique pendant cinq ans et laissera le champ libre à Erdogan.

Cette élection présidentielle en forme d'épreuve de vérité offre un choix au pays aussi bien qu'à l'Europe voisine, car ses effets n'y seront pas neutres. L'attitude de cette dernière avant, pendant et après le scrutin sera importante pour l'avenir de relations turco-européennes.

Une victoire d'Erdogan prolongera la dérive autoritaire et le repli oriental de la Turquie, qui s'éloignera encore de l'Occident pour se rapprocher par affinité à d'autres régimes autoritaires comme la Russie, la Chine, l'Iran et les autres.

Si l'opposition venait à remporter la présidence de la République, condition nécessaire mais non suffisante, elle disposerait alors d'une chance inédite depuis longtemps de ramener la Turquie vers l'État de droit, et peut-être dans le giron de l'Occident. C'est en tout cas ce que promet l'opposition, qui s'engage à enterrer le système politique ultra-présidentieliste pour revenir à un modèle parlementaire plus démocratique et à resserrer les liens avec l'Europe. Pour y parvenir, le front commun interne ne suffira pas. L'opposition turque a besoin d'une Europe plus affirmée et ouverte à cette grande république laïque, calquée par Kemal Atatürk sur nos modèles européens. Il serait temps de rompre avec la méfiance et le repli identitaire sclérosant l'Europe, et mis à bon compte, de mauvaise foi, sur le seul dos d'un Erdogan autoritaire. Il y va de l'intérêt de l'Europe.

Erreurs stratégiques

Certes, depuis quelques années, la Turquie est devenue un partenaire avec lequel il est délicat et difficile de négocier, mais relâcher nos efforts n'aboutirait qu'à l'éloigner davantage. Sa frustrante et humiliante attente aux portes de l'Union n'en fait pas moins un pays à l'expérience européenne. Ce grand pays garde une partie de nos frontières, notamment celles où les flux migratoires – syriens, irakiens, afghans et autres – sont les plus nombreux. L'Union a laissé filer ce fidèle allié et membre fondateur de l'OTAN à l'Est. Le rapprochement avec son ances-

trale ennemie qu'est la Russie n'est pas seulement imputable à l'affinité de caractère autocratique d'un Poutine et d'un Erdogan. Il résulte en partie d'erreurs stratégiques européennes quand, dans la crise syrienne, les Européens ont laissé la Turquie tampon seule face à ses deux démons. Lâchée à l'Ouest, elle ne pouvait que faire le mauvais choix en se rapprochant de Poutine [et en renouant peut-être dans quelques semaines ou mois avec Bachar Al-Assad](#).

En d'autres termes, dans leur (manque de) stratégie en Syrie, les Occidentaux ont sacrifié la Turquie, qui, sans leur aide, ne peut revenir dans le camp occidental. En effet, c'est contre son gré que la Turquie s'est tournée vers Moscou. Or le lien demeure fragile, et le rôle de la Turquie dans le conflit russo-ukrainien montre à quel point elle doit rester un maillon fort pour l'Occident. Gardienne des détroits, de Bosphore et de Dardanelles, elle en limite la navigation à la Russie pour mieux aider l'Ukraine, et l'Occident par la même occasion.

L'Europe a besoin de pouvoir compter avec confiance sur ce pays pivot. Il est temps de dépasser le seul prisme déformant de la Turquie autoritaire d'Erdogan pour voir que ce pays est plus grand et plus respectable que son président, plus solide que les caprices d'un homme, plus mobilisé que jamais pour défendre les valeurs démocratiques au sein d'un État de droit restauré, libre et souverain.



Wednesday, January 18, 2023
By David L. Phillips

RESCUING RELATIONS WITH TURKEY

Turkey's Foreign Minister Mevlut will meet Secretary Antony Blinken today to discuss worsening relations between Turkey and the United States. Over three decades of interacting with Turkish officials, I have seen how Turkey deftly feigns cooperation to maintain its corrupt autocratic regime. No beating around the bush with Cavusoglu. Bilateral relations require transparency, especially when addressing sensitive subjects.

Turkey was historically a trusted and pivotal ally. US and Turkish troops fought side-by-side in the Korean conflict. Turkey was the eastern flank of NATO during the Cold War. It rescued Kurds from Saddam's chemical weapons attacks in the 1990s.

Since 2005, however, Turkey has become an adversary – more foe than friend. Erdogan is focused on staying in power. He wants Washington to adopt policies he can present to Turkish voters as an endorsement of his rule. Blinken must not mince words with Cavusoglu. Turkey can only redeem its relations with the US by restoring cooperation and adhering to democratic practices worthy of a NATO ally.

There is no shortage of contested topics:

Syria

Turkey should stop backing radical Islamist entities in Syria, such as Tahrir al-Sham (HTS), also known as the Levant Liberation Committee, a Sunni Islamist political and armed organization known for its atroc-

ties against Kurds and Alawites. HTS was designated a terror group by the US in 2017 and continues to cooperate with other designated terror groups such as the Nusra Front and al-Qaeda.

Ankara threatens a third land invasion of North and East Syria, targeting Syrian Kurds affiliated with the Syrian Democratic Forces (SDF). Despite Erdogan's specious claims, the SDF is not a terror group. It is America's valued ally in ongoing efforts to eradicate ISIS.

Armenian Issues

Turkey should publicly demand that Azerbaijan's President Ilham Aliyev, a close confidant of Tayyip Erdogan, lift Azerbaijan's blockade of the Lachin Corridor which connects Nagorno-Karabakh (Artsakh) and Armenia. Azerbaijan has cut off food, fuel, and medical supplies through Lachin, as well as the Internet and electricity. Turkey has the clout to ensure that the Lachin Corridor is opened and stays open. The November 2020 ceasefire that ended the Karabakh war, also established a joint Russian-Turkish military outpost that has failed dismally to bring peace. As the perpetrator of the Armenian Genocide in the early 20th century, Turkey has a responsibility to prevent a second Armenian genocide in Artsakh where 120,000 Armenians are subject to crimes and killings.

The Biden administration has issued a waiver of Section 907 of the Freedom Support Act, which bans all direct aid by the United States to Azerbaijan.

Section 907 makes Azerbaijan the only post-Soviet state not to receive direct aid from the US. Biden's waiver of 907 should be rescinded if Azerbaijan continues to block the corridor. (And by the way, the waiver should never have been issued in the first place).

Hamas

Hamas benefits from close relations with Turkey, which provides sanctuary inside Turkey, office space, passports, and access to Erdogan. Turkey should designate Hamas as a terrorist entity and expel Hamas members. Until Turkey repudiates Hamas and stops supporting terror groups in Northeast Syria, Turkey will stay on the "gray list" because of its money laundering and financial support for terrorism.

NATO

Turkey has become an uncertain NATO ally. With Erdogan's support, Turkey's Grand National Assembly is stalling ratification of Finland and Sweden's NATO membership, which is critical to countering Russia's aggression against Ukraine. While the US proceeds with the delivery of the F-35 stealth warplane to Greece, it mustn't offer Turkey upgraded F-16s until Turkey abandons plans to purchase more S-400 missiles from Russia. If Turkey continues security cooperation with Russia, the US must impose sanctions as required by the Countering American Adversaries through Sanctions Act (CAATSA), adopted by Congress in 2017.

Russia and Ukraine

Erdogan has cleverly positioned himself as a mediator between Russia and Ukraine. While Turkey deserves credit for negotiations on grain exports, Turkey cannot have it both ways. Turkey should join international sanctions on Russia, targeting Russian oligarchs who shelter their assets in Turkey, including superyachts in Gocuk. Turkey should transfer its NATO-grade weapons so Ukraine can more effectively defend itself against Russia's aggression.

Iran

The state-owned Halkbank was convicted by the US District Court of the Southern District of New York of fraud, money laundering, and circumventing US sanctions on Iran. Turkish officials demand that the US drop escalating sanctions against the state-owned bank. The Department of Justice (DoJ) is not a grand bazaar where criminal offenses can be bartered. Blinken should make it clear that the US will not interfere in the case against Halkbank. Instead of whining about the penalty, Erdogan should admit his government's complicity and pay the multibillion-dollar fine.

Eastern Mediterranean

Turkey must stop threatening Greece and Cyprus. Blinken should reaffirm US support for the EastMed pipeline and the Eastern Mediterranean Gas Forum, a trilateral partnership between Greece, Cyprus, and Israel, which has expanded to include Egypt and Jordan. Blin-

ken should also reaffirm Washington's support for the Eastern Mediterranean Security and Energy Partnership Act, which was passed in December 2019. Moreover, Blinken should warn that the US will expand penalties if Turkey continues to threaten military action in the Eastern Mediterranean. Erdogan must also stop threatening to unilaterally discard the 1923 Treaty of Lausanne which defined the borders of modern Greece, Turkey, and other countries emer-

ging from the Ottoman Empire.

Domestic Issues

Erdogan has turned Turkey into a giant gulag, detaining journalists, security officials, and public sector employees whom he accuses of complicity in the so-called coup of 2015. Article 301 of the Anti-Terror Act, which Erdogan uses to crack down on dissent by criminalizing criticism of "Turkishness" should be rescinded. Charges against

opposition politicians such as Istanbul Mayor Ekrem Imamoğlu and Selahattin Demirtaş, co-chair of the pro-Kurdish People's Democratic Party, should be dropped. If Turkey is to regain its place as a trusted western ally, Ankara must guarantee a free and fair national election in July 2023.

Blinken can maintain US credibility by rejecting transactional diplomacy. Bargaining with Turkey would be a disaster for

those directly affected while undermining US interests. It is a fine line, but Blinken is more than capable of talking tough and advancing conciliation.

(David L. Phillips is Director of the Program on Peacebuilding and Human Rights at Columbia University. He served as a Senior Adviser and Foreign Affairs Expert at the State Department during the Clinton, Bush, and Obama administrations)



19-01-2023

PM Barzani welcomes German Bundestag's recognition of Yezidi genocide

During a press conference in Davos, Barzani spoke to Kurdish reporters on the sidelines of the 53rd World Economic Forum.

ERBIL (Kurdistan 24) – Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani on Thursday welcomed the decision by the German Parliament to recognize the Yezidi genocide, hoping practical steps will be taken to compensate for the suffering of the religious community.

During a press conference in Davos, Barzani spoke to Kurdish reporters on the sidelines of the 53rd World Economic Forum.

In addition to the German parliament's decision, Barzani expressed his gratitude to other countries—Belgium and Dutch—resolutions.

Barzani hoped these recognitions will lead to practical steps to serve the community's suffering at the hands of ISIS, he told reporters.

Davos agenda

In response to a question by a Kurdistan 24 correspondent, Barzani said issues of climate change,



Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani speaking to Kurdish reporters on the fourth day of World Economic Forum in Davos, Jan. 19, 2023. (Photo: Screengrab/Kurdistan 24)

food security, renewable energy, and security have been discussed in his meetings, over the past four days.

"Kurdistan Region has an important role in providing food security and energy, and "we expect to continue to expand our efforts," Barzani told Kurdistan 24.

Iraq's Kurdistan Region has demonstrated its "effective role" in

combating terrorism and bringing stability to the region, he added.

"We renewed our relations with old friends and built on new ones," Barzani said of the meetings.

Barzani said he asked partners to invest in the Kurdistan Region, as the government is undertaking banking reforms.

Baghdad-Erbil relations

With regards to the ongoing discussions between the Kurdistan Regional Government (KRG) and the federal government, Barzani said his government had engaged with Baghdad regarding issues of Article 140, Sinjar Agreement, and enacting a hydrocarbon law.

Iraq is currently preparing its 2023 budget law. For the first time, the KRG "is participating in writing the budget law with Baghdad," he said.

Agricultural produce

In the meetings with European and Arab officials, he discussed "expanding the export" of s

The premier asked Kurdish farmers to "increase their produce's quality and quantity" and cooperate with the private sector.

He stressed that the KRG has attempted to find new markets for Kurdish produce.

« Liban, Syrie, Irak : le “croissant chiite” dessiné par l’Iran risque la décomposition »

Patiemment mis en place par la République islamique d’Iran, le « croissant chiite » constitué du Liban, de la Syrie et de l’Irak traverse une mauvaise passe qui pourrait s’avérer mortelle. Ces pays, tombés sous la coupe de la « mollarchie » iranienne, sont en effet confrontés à la rareté du dollar, au chaos institutionnel, au désordre économique, et à la guerre civile. Alors que s’ouvre 2023, « l’axe de la résistance » semble plus menacé que jamais par une décomposition avancée due davantage à l’assèchement du dollar qu’aux assauts militaires de ses ennemis.

Deux Etats, l’Iran et la Syrie, sont soumis à de très sévères sanctions américaines et internationales, tant politiques qu’économiques. L’Irak, dont les pétrodollars sont abondants, n’en dispose pas directement puisque son compte en devises est hébergé par la Réserve fédérale de New York. Et du fait des sanctions qui frappent l’Iran, Washington surveille de très près la destination des devises mises à la disposition du gouvernement de Bagdad. Cette surveillance a été resserrée ces derniers temps pour asphyxier le régime iranien, au point que Bagdad a dû payer en dinars ses achats auprès de Téhéran, entraînant une baisse drastique du dinar irakien et l’effondrement du rial iranien. Rappelons qu’à l’été 2015, les autorités américaines avaient gelé le compte de la Banque centrale irakienne à la Fed pour éviter que ces ressources n’alimentent Daech.

Quant au Liban, sa classe politique au pouvoir, majoritairement

mafieuse, a communiqué dans un pillage systématique du pays sous le regard bienveillant du Hezbollah qui, avec le soutien de quelques partis, a pu partager sa part du butin avec son protecteur et financer sa milice ainsi que le régime du président syrien Bachar Al-Assad.

A la merci de ses parrains

Ces quatre pays sont de facto faillis : le Liban est institutionnellement paralysé ; financièrement en cessation de paiements depuis 2020, socialement effondré malgré les virements de la diaspora aux familles restées au pays.

En guerre civile internationalisée depuis 2011, la Syrie est morcelée et occupée par plusieurs armées étrangères, celles de la Turquie, de la Russie, des États-Unis, de l’Iran et enfin d’Israël pour le contrôle de son espace aérien. L’arsenal juridique déployé pour sanctionner la prise d’otages de l’ambassade américaine en Iran, le soutien actif de Damas et Téhéran au terrorisme, ou encore le développement par la République islamique d’un programme nucléaire militaire, a été davantage renforcé par la loi César, votée par le Congrès américain en décembre 2019 et entrée en vigueur en juin 2020. Les préoccupations domestiques du parrain iranien – largement contesté dans la rue depuis septembre 2022 – et l’enlèvement de l’agression russe en Ukraine détournent l’attention de l’Iran et de la Russie de leur protégé syrien, déjà dépouillé de ses intérêts stratégiques (infrastructures, gisements, électricité, téléphonie). Moscou et Téhéran le laissent

dépérir au point de voir fermer 50 % de ses boulangeries. La valeur du salaire d’un lieutenant de l’armée n’est plus que de 15 dollars par mois. En décembre, les fonctionnaires ont été invités à ne pas se rendre au travail dix jours durant, faute de carburant.

Affaibli par un si long conflit, mis sur la touche par ses protecteurs, ne pouvant plus dépouiller le Liban de ses dernières ressources, Assad ne peut plus rien refuser à ses parrains dont sa survie dépend. Le président russe Vladimir Poutine l’a ainsi contraint à amorcer un rapprochement avec son pire ennemi, son homologue turc Recep Tayyip Erdogan. Après la réunion des trois ministres de la défense flanqués des patrons des services de renseignement, leurs homologues des affaires étrangères doivent se retrouver bientôt en Russie, dans ce qui devrait être le prélude à un sommet tripartite des chefs d’État. Poutine voudrait en effet aider Erdogan à gagner la présidentielle de juin pour le récompenser d’avoir acheté des missiles russes et pris de bonnes distances avec l’OTAN et Washington.

Fractures majeures

L’Iran, quant à lui, n’a même pas tenu sa promesse de livrer les cargaisons de pétrole promis à sa colonie syrienne. Pour assurer leur survie, Assad et le Hezbollah ont ainsi dû accroître la production des drogues de synthèse et conçu une commercialisation agressive usant parfois de moyens militaires lourds pour l’exporter, notamment à travers la Jordanie vers les monarchies

du Golfe. Pour y faire face, Amman a modifié les règles d’engagement de son armée à la frontière avec la Syrie.

Secoué par l’exécution de son architecte et coordinateur iranien, le général iranien Qassem Soleimani, en janvier 2020 par un drone américain, « l’axe de la résistance » se retrouve traversé par des fractures majeures et a perdu la capacité d’entraide qui faisait sa force.

L’Irak, qui fut le principal poumon économique de l’Iran, est désormais empêché de poursuivre cette mission par une vigilance accrue du Trésor américain ; la Syrie, qui aspirait impunément les ressources du Liban et ses produits subventionnés, n’arrive plus à vivre aux dépens de ce pays désormais asséché ; enfin, le soutien financier et en hydrocarbures de l’Iran à la Syrie s’est estompé au point de menacer la survie du régime d’Assad.

Est-ce à dire que ces évolutions combinées, à cause des sanctions et de l’assèchement du dollar, vont entraîner l’affaiblissement des régimes, préparant leur chute ? Cette hypothèse n’est plus à écarter. Le régime iranien, clef de voûte de l’ensemble, connaît en effet la plus longue et la plus profonde contestation de son existence que, malgré une très violente répression, il n’arrive pas à enrayer. Ses arguments inconsistants cherchant à diaboliser les opposants tombent à plat, et même les exécutions par balle et les pendaisons ne parviennent pas, pour l’heure, à briser cette lame de fond. « L’axe de la résistance » semble en voie de décomposition.



19-01-2023

Germany cannot undo the mass killing of Yazidis but can bring justice

ERBIL, Kurdistan Region - Germany's foreign minister Annalena Baerbock told Rudaw on Thursday that her country cannot undo the 2014 massacre of Yazidis by the Islamic State (ISIS) but it can at least bring justice.

The German parliament, Bundestag, convened on Thursday and the majority of its members voted to recognize the ISIS crimes against Yazidis as "genocide."

"We cannot undo this mass killing but we can bring justice. Today, the German parliament decided to recognize the mass killing as genocide. This is not a symbolic thing. We have to identify the murderers to bring justice. We should not just remember and condemn it because more than 3,000 women are still missing," Baerbock told Rudaw on Thursday after the resolution.

"We have to endeavour to return them all to the Yazidi community. Thousands of Yazidis still live in camps. We have to work on renovating their areas so that they can return home. We know that this is very difficult because the security of the region plays a key role in this regard," she added.

ISIS attacked the disputed town of Shingal in the summer of 2014, killing and kidnapping thousands of Yazidis, with the fate of a large number of them remaining unclear.

Germany's lower house of parliament said in the resolution that the move came "following the legal evaluations of investigators from the United



Germany's foreign minister Annalena Baerbock speaking to Rudaw on January 19, 2023. Photo: Rudaw

Nations," reported DW. The resolution urges German courts to take more action against suspects involved in the crimes and to increase financial support for Yazidis.

"Another important point for me is that I personally went there [Shingal] and saw many women. I also saw children who had been raped. We have to work on those women and children. Some of them do not have ID cards and do not want to return. We have to bring them to Germany and put them with the children and families whom they want to be with. We should also support those who want to stay in northern Iraq. It is also very important to provide psychological support," noted the German minister during the interview with Rudaw.

Asked how Germany can help

the Kurdistan Region in order for Germany's decisions to be implemented, the minister replied that they can provide support in terms of renovation "because Shingal is important for them [Yazidis] and they want to return to their homes. We are working from different sides in this regard. We as Germany will do whatever is required."

Baerbock tweeted in the Kurmanji and Sorani dialects of the Kurdish language earlier in the day, she was "deeply convinced that this decision makes a difference: a crucial step towards acknowledging suffering and towards justice for the survivors."

Kurdistan Region President Nechirvan Barzani welcomed the decision, thanking Germany for its support. "We hope

that other European countries and others in the world follow suit, and justice is served for the victims."

The United Nations, the European Parliament, and other nations including the United States, Belgium, Canada, and the Netherlands have also recognized ISIS crimes against the Yazidis as "genocide."

More than 6,000 Yazidis were kidnapped when ISIS attacked their heartland of Shingal in Nineveh province, according to the Kurdistan Regional Government (KRG) Office for Rescuing Kidnapped Yazidis. Over 2,000 remain missing.

Germany has been an essential member of the global coalition against ISIS.

En Allemagne, le Parlement reconnaît que les yézidis ont subi un « génocide » en Irak et en Syrie

« Plus de 5 000 yézidis ont été torturés et brutalement assassinés par l'Etat islamique, principalement pendant l'année 2014 », souligne la résolution adoptée par le Bundestag.

Doit-on qualifier de « génocide » les massacres perpétrés par l'organisation Etat islamique (EI) à l'encontre des yézidis d'Irak et de Syrie, à partir de l'été 2014 ? Oui, ont répondu à l'unanimité les députés présents au Bundestag, jeudi 19 janvier, faisant de l'Allemagne le quatrième pays de l'Union européenne (UE) à adopter cette qualification, après les Pays-Bas et la Belgique, en juillet 2021, et le Luxembourg, en novembre 2022. Avant eux, une poignée d'autres Etats, parmi lesquels l'Arménie, le Canada et l'Australie l'avaient fait, ainsi que les Nations unies et le Parlement européen.

« L'EI avait pour objectif l'éradication totale de la communauté yézidie. Plus de 5 000 yézidis ont été torturés et brutalement assassinés par l'EI, principalement pendant l'année 2014 », souligne la résolution adoptée par le Bundestag. Présenté par les trois groupes de la coalition gouvernementale (sociaux-démocrates, écologistes et libéraux) alliés à celui de l'opposition conservatrice (CDU-CSU), ce texte de sept pages rappelle le martyre subi par cette minorité religieuse kurdophone. Les hommes furent « contraints de se convertir et, en cas de refus, immédiatement exécutés ou déportés comme travailleurs forcés », les jeunes garçons « envoyés dans des écoles coraniques,



Photo Une fosse commune est mise au jour, le 3 février 2015, près du village irakien de Sinuni, dans la région de Sinjar, où les yézidis ont été persécutés. SAFIN HAMED / AFP

enrôlés comme enfants-soldats ou utilisés comme kamikazes », et les femmes « réduites en esclavage, violées ou vendues ».

Voitée y compris par les députés de la gauche radicale (Die Linke) et de l'extrême droite (Alternative für Deutschland, AfD) présents au Bundestag, la résolution n'est pas seulement tournée vers le passé. A la reconnaissance comme « génocide » des crimes commis contre les yézidis s'ajoute en effet une liste de demandes précises directement adressées au gouvernement allemand. Parmi elles figurent l'appel à des poursuites judiciaires contre d'anciens combattants de l'EI suspectés d'avoir participé aux persécutions des yézidis ; le financement d'une campagne

de collecte de preuves sur le territoire irakien ; la recherche des disparus, dont le nombre est évalué à environ 3 000 ; la création en Allemagne d'un centre de recherche et de documentation consacré à l'histoire de ce génocide ; ou encore la participation à la reconstruction des villes et des villages détruits, « afin de permettre le retour des quelque 300 000 yézidis chassés de chez eux, en particulier dans le Sinjar », région du nord de l'Irak où l'EI a lancé une offensive d'une grande violence en août 2014.

A la tribune du Bundestag, la ministre des affaires étrangères, Annalena Baerbock, a salué l'initiative des parlementaires, critiquant sans ambages l'attitude du gouvernement allemand de l'époque, dirigé par

Angela Merkel, notamment pour sa passivité vis-à-vis du sort des femmes yézidies. « Un jour où des milliers de femmes furent parquées dans une école, des données GPS ont été envoyées. Oui, nous savions où elles se trouvaient. (...) Mais pourquoi n'avons-nous pas agi ? Certes, l'option militaire doit toujours être envisagée avec prudence, mais n'est-ce pas à cause de l'origine ou du sexe des victimes que nous ne sommes pas intervenus ? Je ne connais pas la réponse à la question, mais je pense qu'il est important de la poser pour que des crimes de ce genre n'aient plus jamais lieu », a déclaré l'ancienne coprésidente des Verts, qui siégeait sur les bancs de l'opposition en 2014.

Une trentaine d'enquêtes en cours

Si elle n'a pas répondu précisément à chacune des demandes figurant dans la résolution adoptée par le Bundestag, M^{me} Baerbock n'en a pas moins repris à son compte la première d'entre elles : la nécessité que justice soit faite. « Comme responsables politiques, notre devoir n'est pas seulement de reconnaître [la nature du crime], mais de veiller à ce que les victimes obtiennent justice », a-t-elle insisté, citant le verdict historique rendu par la Haute Cour régionale de Francfort, qui, le 30 novembre 2021, condamna à perpétuité un dji-

hadiste de l'EI reconnu « *cou-
pable de génocide, de crime
contre l'humanité ayant entraîné
la mort, de crimes de guerre et
de complicité de crimes de
guerre* » contre la communauté
yézidie.

Quatorze mois après cette pre-
mière condamnation prononcée
par la justice allemande pour
crime de « *génocide* » envers
les yézidis – condamnation
confirmée en appel, mardi
17 janvier 2023, par la Cour
fédérale de justice –, les asso-
ciations de défense des droits
humains espèrent que la réso-

lution du Bundestag donnera
un coup d'accélérateur à la
trentaine d'enquêtes en cours
et permettra la tenue d'autres
procès.

L'Allemagne est l'un des rares
pays occidentaux à s'être saisi
juridiquement des exactions
commises par l'EI au nom du
principe de « *compétence uni-
verselle* », lequel permet à un
Etat de poursuivre les auteurs
d'infractions les plus graves,
même quand elles sont
commises hors de son territoire.
Dans leur combat pour la jus-
tice, les avocats allemands peu-
vent compter sur le poids de la

communauté yézidie dans le
pays, la plus importante d'Eu-
rope avec environ 150 000
membres mais aussi la plus
influente, grâce à des person-
nalités comme Nadia Murad,
rescapée du génocide et Prix
Nobel de la paix 2018, ou la
journaliste Düzen Tekkal, née
en Allemagne de parents yézidis
arrivés de Turquie dans les an-
nées 1970.

En France, où la communauté
yézidie compte environ
15 000 personnes, la résolution
adoptée par le Bundestag sus-
cite un regain d'espoir. « *Nous*

*souhaitons que la France
prenne exemple sur l'Alle-
magne* », confie le président
de la Fédération des yézidis
de France, Tamaz Daseni,
contacté par *Le Monde*. « *De-
puis une résolution votée par
les sénateurs en 2016, nous
attendons toujours une recon-
naissance officielle par l'As-
semblée nationale et le gou-
vernement, afin que ce géno-
cide ne tombe pas complète-
ment dans l'oubli. Pour l'instant,
c'est au point mort. Espérons
que ce qu'il vient de se passer
à Berlin fasse bouger les
choses.* »



20-01-2023

PM Barzani discusses Erbil-Baghdad relations in call with US Special Coordinator

The US Special Coordinator briefed Barzani on his recent visit to Baghdad and Erbil and “shared his assessment.”

Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani on Friday talked by phone with US Special Coordinator for Global Infrastructure and Energy Security, Amos Hochstein, according to a statement from the Kurdistan Regional Government (KRG)

Referring to his recent visit to Baghdad, Prime Minister Barzani “reaffirmed his support for the new Iraqi Prime Minister and his efforts to pass a federal hydrocarbon law in line with the Iraqi Constitution,” the KRG said.

The Prime Minister explained that “the KRG welcomes coordinating with Baghdad to continue the production and development of its energy sector in the meantime.”

The US Special Coordinator briefed Barzani on his recent visit to Baghdad and Erbil and



Prime Minister Masrour Barzani (left) and US Special Coordinator for Global Infrastructure and Energy Security, Amos Hochstein (Photo: designed by Kurdistan 24)

“shared his assessment”. Both sides agreed on “the importance of overcoming obstacles in the development of the energy sector.”

Strengthening bilateral ties between the Kurdistan Region and the US was also discussed, and both officials agreed on “the importance of promo-

ting trade, investment, and energy in the Kurdistan Region and Iraq.”

En Turquie, le président Erdogan à la manœuvre pour briguer un troisième mandat

En avançant d'un mois la date du scrutin, désormais fixé au 14 mai, le dirigeant turc veut contourner un article de la Constitution prévoyant qu'« une personne ne peut être élue président que deux fois maximum ».

C'est peu de dire qu'elle était attendue. Après des semaines de spéculations et de tractations en tous sens, le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a finalement annoncé, jeudi 19 janvier, qu'il souhaitait organiser les élections présidentielle et législatives le 14 mai, un mois plus tôt que prévu par le calendrier électoral. La décision, lourde de sens pour un scrutin considéré comme l'un des plus serrés de ces dernières décennies, a immédiatement soulevé de nombreuses questions d'ordre juridique et provoqué de vifs débats entre experts et représentants politiques, tous bords confondus.

Le chef de l'Etat, candidat à sa propre succession, a accédé au poste de premier ministre en 2003, avant de modifier la Constitution et de devenir président, directement élu au suffrage universel, en 2014. A 68 ans, M. Erdogan se présente ainsi pour la troisième fois à une présidentielle dans un contexte de crise économique profonde et d'extrême tension politique, où son autoritarisme et son conservatisme forcené sont contestés par de nombreux segments de la société civile turque. Pour la première fois en vingt ans, il n'est plus le favori incontesté des sondages.

Devant les membres du groupe parlementaire de sa

formation, le Parti de la justice et du développement (AKP), et les caméras de télévision, M. Erdogan a d'abord tenu à placer le scrutin sous le signe d'une figure marquante et cliquante de l'histoire politique du pays. Il a rappelé qu'un 14 mai, « il y a soixante-treize ans jour pour jour », avait eu lieu le triomphe du candidat Adnan Menderes, lors des premières élections du pays en 1950. Une victoire qui avait non seulement mis fin au règne sans partage du Parti républicain du peuple (CHP), la formation de Mustafa Kemal Atatürk, fondateur de la République turque, mais qui avait aussi consacré un politicien populiste et profondément conservateur, marquant une génération de Turcs, dont le propre père de l'actuel président. Renversé par les militaires en 1960, Adnan Menderes sera pendu un an plus tard.

« Le 14 mai 1950, lorsqu'il a gagné les élections, Menderes a dit : "Assez, la parole est au peuple !" », a lancé le président Erdogan, en référence au slogan de campagne de l'époque. Une harangue reprise, par la suite, par de très nombreux partis. Il s'est ensuite livré à une attaque en règle de ses adversaires. « Notre nation adressera sa réponse à la "table des six" [le nom de la plate-forme de l'opposition qui regroupe six formations politiques emmenées par le CHP]

le même jour qu'il y a soixante-treize ans », a-t-il assuré. Reconnaissant que « [le] plus gros problème [du pays] était l'inflation » et « qu'elle avait commencé à baisser », il a tenu à souligner qu'« aucune élection n'a jamais été facile » mais qu'il avait, à chaque fois, réussi « à en sortir vainqueur ».

Trouver des soutiens parmi l'opposition

Pour l'heure, il devra surtout faire preuve d'habileté politique, sa candidature se heurtant à plusieurs écueils. Légalement, M. Erdogan ne peut pas être candidat une troisième fois, puisque, conformément à l'article 101 de la Constitution, « une personne peut être élue président au maximum deux fois ». A cela, les partisans de l'AKP, tels le président de la Grande Assemblée nationale, Mustafa Sentop, rétorquent que la Constitution a été modifiée entre les deux mandats présidentiels. Le premier ayant été exercé durant le système précédent, dit « parlementaire », il ne peut s'additionner à celui que le président exerce actuellement sous le nouveau système dit « présidentiel », adopté en 2017. Le président sortant peut donc, selon eux, se présenter une fois de plus.

Toutefois, afin d'éviter une interminable bataille juridique à

coups d'avocats et à l'issue incertaine, M. Erdogan a choisi d'anticiper de quelques semaines les élections et de passer par le Parlement. L'article 116 de la Constitution dispose en effet qu'« un président peut à nouveau être candidat si le Parlement décide de renouveler les élections lors du second mandat du président ». Pour cela, afin d'appeler à un scrutin anticipé, une majorité aux trois cinquièmes du Parlement est requise, c'est-à-dire 360 voix sur 600.

Or la coalition islamo-nationaliste au pouvoir, formée par l'AKP et le Parti d'action nationaliste (ultranationaliste), compte au total 335 sièges. Ce qui signifie que le président candidat devra trouver le soutien d'au moins 25 élus de l'opposition. Parmi elle, plusieurs dirigeants ont d'ores et déjà fait savoir qu'ils refusent de s'engager dans une procédure susceptible d'entraîner « un long scénario de victimisation du candidat au pouvoir ». Le chef du CHP, Kemal Kılıçdaroğlu a fait savoir que la date avancée lui allait. Son alliée Meral Aksener, égérie de la droite nationaliste, a quant à elle écrit sur Twitter : « Le mois de mai est à nous ! » La manœuvre du président turc n'est pas sans risque, mais le Parlement pourrait in fine valider son tour de passe-passe.

Turkey could be on the brink of dictatorship

President Erdogan could tip his country over the edge

TURKEY HAS NATO's second-biggest armed forces. It plays a crucial role in a [turbulent neighbourhood](#), especially in war-scorched Syria. It exerts growing influence in the western Balkans, in the eastern Mediterranean and more recently in Africa. Above all, it is important in the Black Sea and in Russia's war in Ukraine; last year it helped [broker a deal](#) to let more Ukrainian grain be shipped to a hungry world.

So outsiders should pay attention to Turkey's presidential and parliamentary elections, which Recep Tayyip Erdogan suggested this week will be held on May 14th. All the more so since, under its increasingly erratic president, the country is on the brink of disaster. Mr Erdogan's behaviour as the election approaches could push what is today a deeply flawed democracy over the edge into a full-blown dictatorship.

When he first became prime minister in March 2003, Mr Erdogan held out much promise for Turkey. Secularists feared that he had an excessively Islamist agenda, but he and his Justice and Development (AK) party have not got far in pursuing it. In its early years Mr Erdogan's government gave new economic and political stability to a country that had for decades lacked either. He defanged the generals who had too often meddled in politics and mounted coups. He brought in reforms to boost the economy. He even put out peace-feelers to the Kurds, Turkey's biggest ethnic minority, who had long suffered persecution at the hands of the army. In 2005 he deservedly secured a prize that had eluded all his predecessors: the formal opening of talks about

Turkey one day joining the European Union. However, the longer Mr Erdogan has been in power, the more autocratic he has grown. After 11 years as prime minister he was elected president, and set about turning that previously weak post into a dominant one. After an attempted coup in 2016 he had tens of thousands of people purged from their jobs or arrested, often for the merest whisper of a connection to the religious group blamed for the plot, such as having attended one of its schools as a child.

As our [special report](#) in this issue explains, he has steadily co-opted institutions and eroded checks and balances. He has turned much of the media into a tool of state propaganda. He has, in effect, censored the internet. He has thrown many critics, including opposition leaders, into jail. He has sidelined rivals within the AK party. He has suborned the judiciary, using the courts to harass opponents.

Approaching his third decade in power, he sits in a vast palace snapping orders at courtiers too frightened to tell him when he is wrong. His increasingly eccentric beliefs swiftly become public policy. Thus, he has imposed on a previously independent central bank a monetary theory that is flatly bonkers. He thinks the cure for inflation is to make money cheaper. This is the main reason why [Turkish inflation](#) is 64%. Living standards are shrivelling; tempers are fraying.

Voters, especially in cities, are pushing back. Three years ago Mr Erdogan's party lost the mayoral elections in the three biggest

cities of Ankara, Istanbul and Izmir. Polls suggest he could lose the presidency in four months, if the opposition unites behind its best candidate and the election is more or less clean.

That is a big if. Mr Erdogan is determined to tilt an already-un-even field even more in his favour. The mayor of Istanbul, Ekrem Imamoglu, perhaps Mr Erdogan's most plausible rival, was recently sentenced to prison and banned from politics, for calling election officials who annulled his first mayoral victory "idiots". The government is asking the constitutional court to shut down the People's Democratic Party (HDP), the largest Kurdish party, many of whose leaders languish in jail. The court has frozen the HDP's bank accounts. The opposition will need the support of Kurdish voters if it is to oust the president.

Mr Erdogan once likened democracy to a tram journey: when you reach your destination, you get off. Under him, elections have seldom been completely fair, but they have been broadly free, with large numbers of voters taking part. The worry this time is that, with Mr Erdogan fearing defeat, he alights and ensures that the elections are neither fair nor free.

Western leaders need to speak out. America and the EU have too often held back from criticising Mr Erdogan for fear of alienating a pivotal if troublesome ally. No one wants a country as important as Turkey to go completely rogue. All are aware that a resentful, isolated Turkish president could do great mischief. He could foment fiercer territorial quarrels with Greece and with Cyprus. He could create further confusion

and strife in Syria. He could allow the 5m migrants and refugees in Turkey to set sail for southern Europe, something many would try if they could. And he could go beyond his current refusal to take sides in Ukraine, despite being a NATO member, by continuing to block NATO accession for Finland and Sweden.

Yet Turkey also needs the West, not least to restore some stability to its battered economy. Although its membership talks may be stuck, it still hopes for an upgraded and expanded customs union with the EU that would boost growth. It needs to find a way to revive foreign direct investment, which has tumbled in response to political and economic uncertainty. Turkey relies on Western technology to improve its low productivity. And it wants Western weapons, notably American fighter aircraft. It would be unable to secure any of these things if Mr Erdogan were to turn his back on democracy and join the dictators' club. All this gives him a strong incentive to keep in with the West.

Time for bluntness from Biden And that should give Western leaders bargaining power. Mr Erdogan is a bully who sees timidity as a reason to press his advantage and toughness as an incentive to [mend fences](#)—as he has recently with many of his Middle Eastern neighbours. Western leaders should therefore show Mr Erdogan how much they care about his behaviour, by speaking out before the election, privately and publicly, against the prospective bans on Mr Imamoglu and the HDP. It is not too late to pull Mr Erdogan back from the brink. But the West needs to start warning him off now. □

Turkey faces a crucial election this summer

Approaching its centenary, the country prepares for an election that could decide its future as a democracy, argues Piotr Zalewski

There is no getting around the Kulliye presidential palace on the edge of Ankara, Turkey's capital, on foot. Black minivans pick up visitors, whisk them through a tunnel and underground car park, and deposit them in one wing. Above ground, endless carpeted corridors connect 1,100 rooms spread over 300,000 square metres of space, four times the size of Buckingham Palace. A mosque towers over the grounds. Security guards, sporting beige fatigues and expertly trimmed moustaches, zoom around in armoured vehicles. Foreign dignitaries calling on President Recep Tayyip Erdogan are welcomed by 16 costumed warriors, each representing a Turkish empire from the Huns to the Ottomans.

Closer to the city centre is an unassuming pink building, the Cankaya mansion, which was the residence of Kemal Ataturk, modern Turkey's founder, and his successors for over 90 years. With one exception. In late 2014, months after being elected president for the first time, Mr Erdogan moved into the newly (and, says a court ruling, illegally) built Kulliye. Cankaya then served two prime ministers before Mr Erdogan made the job redundant. The mansion has become a symbol of a bygone era.

Later this year Turks will celebrate the centenary of the day when Ataturk, having fended off an invading Greek army, as well as the British, French and Italians, proclaimed the Turkish Republic and became its first president. What Ataturk would have made of today's Turkey



Getty Images

is a fascinating question. He would surely be moved to see his portrait in every office and classroom, his signature emblazoned on sweatshirts and the country stand to attention every November 10th, the day of his death nearly 85 years ago. He would have been awed by its transformation from a hobbling agrarian economy into a regional powerhouse and the most populous country in continental Europe (Turkey's population of 85m has overtaken Germany's.)

But he would recognise little else. For almost 20 years Mr Erdogan, who first became prime minister in March 2003, and then president in August 2014, has been the country's all-dominant figure. Initial fears of his Islamist agenda may have proved exaggerated, but his autocratic bent has become ever clearer. Turkey now has an executive presidency, which Mr Erdogan has exploited to combine the roles of president, prime minister, party chairman

and de facto central-bank governor. The army, once a big political actor, has been tamed. Mr Erdogan has a new foreign policy that prizes autonomy from the West and favours armed intervention, and a new economic model that treats low interest rates as the cure for, not a cause of, galloping inflation. Turkey even has a new name. In May 2022 Mr Erdogan decreed that it should be known in English as Türkiye, its Turkish name.

The new Turkey Mr Erdogan once promised, which he plans to govern for the foreseeable future, is hardly a finished product. But many of its building blocks are in place. The Kulliye has become its symbol and nerve centre. Over the past ten years power has ebbed out of other state institutions and into the hands of the president and his courtiers, friends and family. Mr Erdogan has the last word on almost all public policy. As prime minister, he restored the central bank's independence.

As president, he has made it in effect into a government agency. The foreign ministry, once a bastion of the secular establishment, is now little more than his foreign-policy secretariat.

A similar fate has befallen the ruling Justice and Development (ak) party. "The akparty was never and will never be a one-man party," Mr Erdogan said in 2014. This was hardly true then and is manifestly false today. There are divisions and competing factions within ak, but no room for dissent. The party is entirely beholden to Mr Erdogan, as is a big part of its base. "If the president says this is blue", says an ak mp, holding up a white napkin, "then people will say it is blue."

Checks and imbalances

Constraints do exist on Mr Erdogan's power. One is the economy. Reckless interest-rate cuts have sustained high growth, but at huge cost. Inflation

peaked at 85% last autumn before easing to 64% in December, according to official measures. Unofficial ones put it much higher. New government handouts and large increases in the minimum wage, meant to offset plummeting living standards, have put additional upward pressure on prices. New rules forcing banks to buy government bonds and companies to borrow only in lira have also raised fears of a credit crunch.

A second is the ballot box. Parliamentary and presidential elections were due in June, but Mr Erdogan plans to bring them forward to May 14th. His latest spending spree has earned Mr Erdogan and ak a reprieve, as his poll rating recovers. The share of Turks who disapprove of the government's handling of the economy dipped from 75% in July to 62% in November. But polls suggest that the Turkish leader is still likely to lose to any of the opposition's chief presidential contenders, while ak and its coalition partner, the Nationalist Movement Party (mhp), are on course to lose their parliamentary majority. By the time Turkey formally turns 100 on October 29th, Mr Erdogan may be out of office.

Betting against Turkey's leader is a dangerous business, however. Mr Erdogan has won ten parliamentary and local elections, two presidential ones and three referendums. He has survived mass protests, corruption scandals, a turf war with the powerful Gulenist movement and a violent attempted coup. He has done so through repression and censorship, but also through ruthless pragmatism, solid political instincts and his own charisma. No politician in Turkey can command a room or a crowd like Mr Erdogan, and none can campaign as relentlessly.

Mr Erdogan has also ensured that elections are fought on his terms. The president and the ak party commandeer state resources for their campaigns



A country in a whirl

Reuters

and exploit the media as public propaganda. Only about a tenth of news outlets in Turkey qualify as independent or opposition-leaning, and even these often steer clear of official red lines such as government corruption or criticism of Mr Erdogan. The internet, once a refuge for critical voices, is now anything but. Most evidence levelled against the 200,000 people investigated on charges of "insulting the president" since 2014, an offence liable to up to four years in prison, consists of social-media posts. A law criminalising the spread of "fake news" has given the government new powers to police Twitter or Facebook.

Mr Erdogan has also learned to extract political dividends from the use of armed force. Turkey has launched four military operations in northern Syria, mostly against Kurdish insurgents whom the government labels terrorists (but America considers allies against Islamic State). After a deadly bomb attack in Istanbul in early November, which the government immediately blamed on the Kurdistan Workers' Party (pkk), the armed Kurdish separatist group, and the People's Defence Units (ypg), the group's Syrian franchise, a fifth offensive may now be in the offing.

Finally, Mr Erdogan has used

the courts to stack the decks in his favour. Over three years ago, he tried to rob an opposition leader, Ekrem Imamoglu, of victory in Istanbul's mayoral election. In December Mr Imamoglu, who could be the strongest candidate to oppose Mr Erdogan, was given a prison sentence and a ban from politics, though both may be overturned on appeal. The Kurdish People's Democratic Party (hdp), many of whose leaders have been locked up for years, may also be closed.

This special report argues that Turkey's democracy, though damaged, endures, making the outcome of the election no foregone conclusion. But the stakes could not be higher. Another five years of "Erdoganismo" would push the country more overtly towards autocracy. Already, the patronage networks over which Mr Erdogan presides are so entrenched that Turks fear the government might go to extremes to hold on to power. They also struggle, after two decades of Mr Erdogan's rule, to picture what a country without him might look like. Many of the changes Mr Erdogan has made, especially in foreign and security policy, will stay.

What happens in Turkey matters to the world, and especially to Europe. The war in Ukraine has highlighted Tur-

key's importance to nato and to Black Sea security, despite the country's ambiguous relationship with Russia. For the European Union, Turkey is a first line of defence, not always a dependable one, against Islamist extremism and illegal immigration. Turkey's comatose membership talks with the eu are encouraging European governments to play down the country's human-rights record and focus on issues like border security and intelligence co-operation instead.

Turkey's reach extends to the Caucasus and Central Asia, where Russia's influence has begun to wane, but also to Africa, the Middle East and the western Balkans. In the past year, Turkey has mended fences with Israel, Saudi Arabia and the United Arab Emirates, and it seems close to reconciling with Egypt and Syria. Criss-crossed by pipelines bringing oil and natural gas from Russia, the Middle East and Central Asia to Europe, Turkey has aspirations to be a transit country for the wealth of hydrocarbons buried under the east Mediterranean.

In one decade Turkey has seen record numbers of refugees, terror attacks, an attempted coup, a state of emergency and covid-19. Now new problems loom. The most urgent is the economy.□

The Turkish economy is in pressing need of reform and repair

A bizarre monetary policy has left an economy in need of urgent repair

A couple of years ago Mehmet Arslan, an architect in his late 30s, and his wife Mediha could afford to buy a flat in Istanbul. No longer. Mr Arslan's salary rose by 30% in the past year, but inflation has been at least twice that. House prices have soared by even more, the result of higher construction costs, a low housing stock, and a spike in demand, mostly from Turks hoping to protect their savings from inflation. In the 12 months to October, property prices in Istanbul shot up by 241%, according to En-deksa, a consultancy. Mr Arslan's salary now barely covers the rent and other living expenses. "We've given up hope of owning a house," he says.

Their predicament reflects an economic experiment gone wrong. Mr Erdogan believes the remedy for inflation is to make money cheaper. Over the past year he has put his theory, which is about as popular among economists as alchemy among scientists, to the test. As other central banks have sought to rein in inflation by raising interest rates, Turkey's has done the opposite. The bank has slashed its benchmark interest rate by fully ten percentage points since September 2021, to 9%. This has sustained growth, which may have been 5% last year, after 11% in 2021. But it has also pushed inflation to the second-highest level in the G20 after Argentina, and nearly 13 times the central bank's ostensible target.

The government claims its policy makes Turkish goods more competitive by cutting labour costs,



and adds that boosting domestic output will reduce inflation. Since inflation results from too much money chasing too few goods, the argument goes, prices will come down as home production takes off. Exports have indeed risen, by 13% in 2022 to a new record level. But because the economy depends heavily on raw materials from abroad, so have imports, by 34% in 2022. The current-account deficit has ballooned to \$40bn (almost 5% of GDP).

Financing such a large deficit is becoming harder. Put off by the government's crazy monetary policy, as well as worries over corruption and the rule of law, Western investors are shunning Turkey. Foreign direct investment has dried up, as have portfolio inflows. To make up for the shortfall, Turkey has turned to new friends. The central bank has concluded \$28bn of currency swaps with China, Qatar, South Korea and the United Arab Emirates. Russia has wired billions to Turkey to finance the construction, by a subsidiary of Rosatom, of a nuclear power plant. And Gazprom, another Russian

energy giant, is poised to allow Turkey to delay payments for natural-gas imports.

Some money comes in under the counter. In the first eight months of 2022, "errors and omissions" in the central bank's accounts hit a surplus of \$28bn. Much of that is believed to be gold and dollars from Russians who have fled to escape conscription and Western sanctions. Turkey has used foreign reserves to support the lira, a policy economists liken to selling the family silver. The bank is thought to have sold at least \$100bn of reserves last year. This has relieved some market pressure, but only a little. The lira depreciated by almost another 30% against the dollar in 2022.

Unable to defy Mr Erdogan, the central bank and the banking watchdog tried to stave off another run on the lira through new regulations. One prevents companies with foreign-currency holdings from taking out new loans. Another forces banks deemed to have insufficient lira deposits to buy treasury bonds yielding 10%, far below inflation.

These and other directives have stopped companies and ordinary Turks from dumping the lira in favour of the dollar. But they have also forced banks to start rationing credit. Many exporters and small enterprises are awash in cheap loans. Others are frozen out.

Critics say the new rules are diverting credit to those closest to the government. Opposition parties say they are a recipe for inefficiency and corruption. When loans are priced at 40 percentage points below inflation, even loss-making companies can thrive so long as they have access to credit. For a select few, getting rich has never been easier. In Ankara rumours swirl of palace officials mediating between favoured companies and state banks.

With credit no longer as readily available, Mr Erdogan has turned to spending to pep up the economy before the election. He has some headroom: at 40% of GDP, Turkey's public debt is lower than in most EU countries. The government has offered early retirement to 2.3m workers, pledged 600bn lira for energy subsidies, and promised to build 500,000 new homes in five years. This month it raised the minimum wage by 55% and the pay of civil servants by 30%. Yet inflation will have wiped out most of these new handouts before June, one reason why Mr Erdogan intends to advance the election to May.

The earlier boom

All this makes a grim contrast

to the early 2000s, when Mr Erdogan helped set off a boom. Reforms pushed through after an economic crisis in 2001 that catapulted ak to power had brought inflation down to single digits for the first time in decades. The economy took off. Annual real growth averaged 6.9% between 2002 and 2007 and 7.4% between 2010 and 2015. About a third of the population in 2002 lived below the World Bank's poverty line for middle-income countries of \$5.50 a day (in 2011 dollars). By 2018 that share had dropped to 8.5%. Foreign investment, which was never above \$1bn a year before 2001, reached \$22bn in 2007. Turkish builders and brands spread through Africa and the Middle East. The labour-force participation rate for women rose to 32.5% in 2021—still the lowest in the oecd club of mostly rich countries, but up from 25.3% in 2005.

Today, many of those gains are being lost. A decade ago, Mr Erdogan promised to make Turkey one of the world's ten biggest economies by 2023, and to raise incomes per head from \$11,300 to \$25,000. The economy has since dropped from 17th to 19th, and average incomes have shrivelled to \$9,600. Over the past two years, skyrocketing prices and falling real wages have pushed millions of Turks into poverty. Growth is no longer inclusive, as Mr Erdogan's new economy creates more losers than winners, helping to wipe out a sizeable chunk of the middle class.

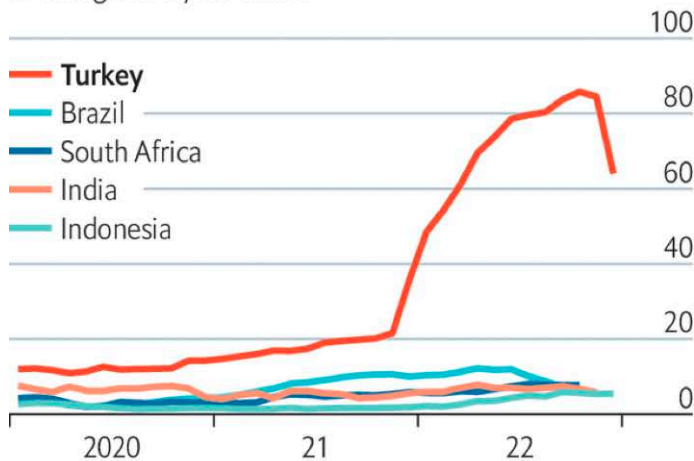
Mr Erdogan believes that the remedy for inflation is to make money cheaper

A reckoning awaits whoever wins the election. The opposition's solution is to restore the central bank's independence and raise interest rates to rein in inflation. The harder question is what will happen if Mr Erdogan remains at the helm for another five years. He could concede to the laws of economic gravity, as in the past, allowing the central

Downs and ups

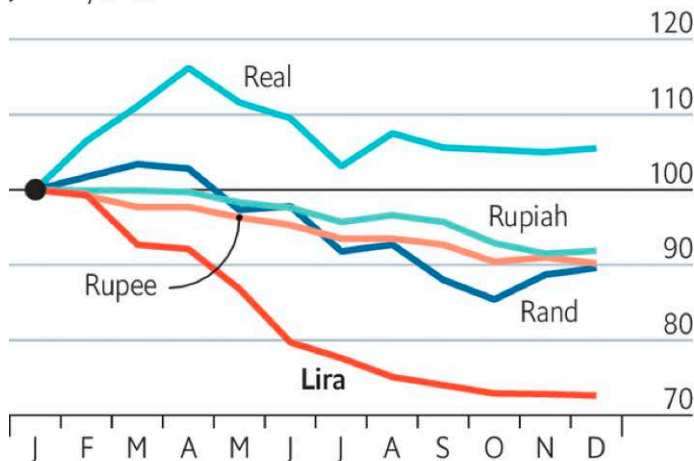
Consumer prices

% change on a year earlier



Currencies against the \$

January 2022=100



Sources: Haver Analytics; Refinitiv Datastream

The Economist

bank to raise rates. But there is reason to suspect he might refuse to do so. "As long as this brother of yours [ie, him] is in power, the interest will continue to fall," he declared last October. Months beforehand, his finance minister had boasted of making the central bank's policy rate irrelevant. Victory could encourage them to do away with conventional monetary policy altogether.

Mr Erdogan has never put forth a serious economic theory to

support his belief that high interest rates cause inflation, possibly because one does not exist. Some think his motives are religious. "If Turkey continues to go down this path, the banking sector will become based on Islamic finance," says Arda Tunca, an economist. Mr Erdogan has not dispelled such suspicions, often invoking the Islamist injunction against usury as a reason to cut rates. More than anything, though, the new economy is an exercise in statism. Nearly all the president's economic ad-

visers are leftists and nationalists, says another economist. "They love the idea of being in control," he says. "Bang your fist on the table, make the decision, and the market will go with us. This is economic illiteracy."

Most analysts agree that this model cannot be sustained. Something will have to give. Currency swaps and cash from Russia may prop up the lira until the election, but not for much longer. Without a return to orthodoxy, another currency crisis and a fresh surge in inflation await. To stop the bleeding, the government might have to impose capital controls.

Economists still say Turkey's long-term prospects are bright. The search for shorter supply chains means it can compete with China as a supply hub for Europe. An expanded customs union with the eu, held up by concerns over democracy, would help. Turkey boasts better infrastructure, including airports, bridges, hospitals and tunnels built during Mr Erdogan's tenure, than many eumembers. Turkish businesses and banks have weathered economic upheavals and barmy policy. The tech sector has great potential. Turkey boasts six unicorns (startups valued above \$1bn), up from none three years ago. And demography works in its favour: by 2040 the population may by one estimate hit 100m. With the right policies, as well as strong institutions, the economy could break into the global top ten around the same time.

Yet economic mismanagement stands in the way. One effect is an accelerating brain drain. Turkey's brightest minds, unable to afford a decent lifestyle at home, are eager to try their luck elsewhere. At least 30,000 software developers and 1,400 doctors are said to have emigrated in 2021. A survey last summer found that 82% of Turks between the ages of 17 and 30 would move abroad if they had the means. For young Turks, the long term cannot come soon enough. □

Recep Tayyip Erdogan's relatives are becoming increasingly powerful

A government over-reliant on kith and kin

Ask opposition politicians and former Justice and Development (ak) officials who is responsible for Turkey's new economic model, and one name, Berat Albayrak, comes up a lot. Mr Albayrak took over the finance ministry in mid-2018 after a few years as energy minister. By the time of his shock resignation two years later, the central bank's foreign reserves and its credibility were depleted, and the lira had lost nearly half its value. Yet his legacy lives on. Insiders say the finance ministry is still staffed by Mr Albayrak's allies. Nureddin Nebati, now the finance minister, is a close friend. On his watch, the country has resumed Mr Albayrak's policy of cutting rates to stoke growth while selling foreign reserves to support the lira.

Mr Albayrak is Mr Erdogan's son-in-law. His career is emblematic of the Turkish leader's tendency to dump technocrats and former ak heavyweights in favour of yes-men, opportunists and relatives. The coup attempt in 2016 was a turning-point, after which Mr Erdogan began to prize family and loyalty over expertise, says one former palace official. His coalition with mhp nationalists in parliament and with supporters who favour closer co-operation with Russia and China has sealed the fate of other former allies.

Since 2016 Turkey's leader has parted ways with Ali Babacan and Mehmet Simsek, architects of the boom of the 2000s, with Abdullah Gul, his predecessor as president, and with Ahmet

Davutoglu, a former foreign and prime minister. Mr Davutoglu and Mr Babacan have set up two separate opposition parties, Gelecek (Future) and Deva (Democracy and Progress). Mr Davutoglu accuses Mr Albayrak of engineering his ousting.

And he is just one of Mr Erdogan's relatives. One of his sons, Bilal Erdogan, commands a following among ak officials and the party's youth wing. Last year, the younger Mr Erdogan popped up at a summit in Tehran, alongside Ebrahim Raisi and Vladimir Putin, the Iranian and Russian presidents, and also accompanied his father on an official visit to Uzbekistan. The biggest star, however, is the president's other son-in-law, Selcuk Bayraktar, the

chief technology officer of Baykar, a defence company, and the face of Turkey's successful drone programme. Though popular, even among opposition supporters, Mr Bayraktar has so far steered clear of politics.

Mr Albayrak retains influence through his former ministry, some ak mps and his older brother, Serhat, who runs Turkuvaz, a media group known for hyper-ventilating pro-government coverage. But his stock has taken a beating. Many Turks blame him for burning through \$165bn in foreign reserves and for the state of the economy. The man once touted as Mr Erdogan's possible successor could yet turn out to be a cause of the Turkish president's undoing. □

The effects on Turkey of Syria's civil war

The war has redrawn Turkey's political map

Altindag, a northern suburb of Ankara, still bears the scars of summer 2021, when local mobs rampaged through the streets, attacking Syrian businesses and homes after the killing of a Turkish teenager by a refugee. Police vehicles patrol the main intersections. Parts of the area feel deserted. In response to the violence, Turkey's interior ministry decreed that the share of foreigners in some neighbourhoods, starting

with Altindag, would be capped at 20% of the population. To drive this home, the authorities moved out 4,000 Syrians and tore down more than 300 buildings, presumably to ensure that refugees could not return.

Tensions have calmed, but the Syrians who remain are uneasy. What they fear most is not renewed violence, but the risk of mass deportations. Yasin, a barber from Aleppo, says he was

once arrested for smuggling cigarettes, and this could give the police an excuse to deport him to Syria. He would end up in prison, he says, because he fought against the regime. "Turkey welcomed us when practically every other Arab country refused," he says. Now it is showing Syrians the door.

Turkey is home to around 15m Kurds, a million Arabs, tens of thousands of Armenian descen-

dants of those spared the genocide of 1915, and a small, dwindling population of Greeks and Jews. But the social and demographic changes the country has undergone because of the war in Syria are unprecedented. At the end of 2010, just before the start of the war, Turkey had only 10,000 refugees and asylum-seekers. Twelve years on, it hosts 3.6m Syrians, more than the rest of Europe put together, plus over a million migrants from Africa,

Central Asia, the Middle East and Russia. Turkey is a country transformed.

The gleaming, air-conditioned container cities that once dotted the border, where most newcomers sheltered in the first years of the war, are a thing of the past. Fewer than 50,000 refugees are now in the camps. The rest are scattered across cities, mostly in the south and west. Over 98% of Syrian workers are employed informally, reckons Saniye De-deoglu, a professor at Abdullah Gul University in Kayseri, with no social security or other benefits. Most are paid less than Turks. Child labour, especially in agriculture, is widespread. But the refugees are better off than those elsewhere in the Middle East. Syrians have access to public health care and education, and a path to citizenship. Some 730,000 Syrian children, about 65% of the total, are in school. Around 220,000 refugees have been naturalised.

Western countries generally praise Turkey for doing a remarkable job for its Syrian refugees. Yet Turks do not want to hear it. Most say the country has become a safe house for foreigners whom Europe does not want to see within its own borders. And many want the refugees to go home. Violence of the kind seen in Altindag remains rare. But as the economy sputters and the election approaches, attitudes to the Syrians have hardened.

Opinion polls find that refugees are the third-most important issue for voters, behind only the economy and unemployment. Opposition politicians are stoking and feeding off the resentment. Kemal Kilicdaroglu, the head of the opposition Republican People's Party (chp), has pledged that, by restoring relations with the regime in Damascus, he will ensure that Syrians in Turkey return home "with drums and trumpets". The government is not far behind. Mr Erdogan, whom many Syrians in Turkey consider a saviour, has begun placating his base by insisting he too wants most refugees gone. A few years ago, he proposed resettling them in areas of northern Syria formerly con-

trolled by the ypg but now occupied by Turkish troops and their local proxies. Human-rights groups decried this as an attempt at demographic engineering. Turkey's offensives in Syria, plus atrocities committed by its Arab proxies, have already displaced hundreds of thousands of Kurds. Turkey has also deported thousands of Syrians, mostly for alleged crimes, or for failing to register with the authorities. Many say they were forced or tricked into signing voluntary return forms by Turkish police.

Mr Erdogan's Syria policy has become a weakness, exposing him to voter backlash

Public pressure has forced Mr Erdogan into a u-turn. No foreign leader has pursued regime change in Syria more doggedly than him. But last November Mr Erdogan said he was ready to bury the hatchet with Bashar al-Assad, the Syrian dictator. He wants voters to believe that rapprochement with Syria will pave the way for mass returns. Many Syrians in Turkey fear they may pay the price. They are likely to stay whoever wins the election. Deporting them would violate Turkish and international laws. And voluntary returns, at least on a mass scale, are a pipe dream. Studies find that only one in five refugees wants to go back. Making nice with Syria's regime could even trigger a fresh exodus. The areas of Syria now under Turkish control are home to some 4m people. Were Turkey to hand them back to Damascus, something Mr Assad will insist on as part of any normalisation agreement, many who fear his tyrannical rule might flee north. A Turkish withdrawal from Idlib province in Syria's north-west, an opposition stronghold, would surely be followed by a renewed regime offensive, and another refugee wave.

Transatlantic woes

The war in Syria has upended Turkey's relations with America, as well. Almost as soon as the fighting began, Mr Erdogan's government threw its weight behind

efforts to topple Mr Assad, offering rebels both weapons and a haven in Turkey. America initially backed this. But its appetite cooled, especially as foreign and Turkish jihadists poured into Syria through Turkey's southern border, swelling the ranks of Islamic State (is), a jihadist group.

One turning-point was in 2013, when Barack Obama, despite previous talk of red lines, shied away from an armed response after Syrian troops had killed 1,500 people with chemical weapons. Another came a year later, when Mr Erdogan twiddled his thumbs as is besieged Kobane, a Kurdish city in Syria within sight of the border. Only American air strikes and air drops saved the Kurds from a massacre. Turkey continued to call for Mr Assad to go, but America focused more on the war against is, which it partly outsourced to the ypg. Turkey accused the Americans of doing nothing to stop Mr Assad. America accused Turkey of doing nothing to stop is.

With America's help, the Kurds brought the is caliphate crashing down. But their war, as well as violence unleashed by jihadists in Syria, spilled into Turkey. In 2015 is fighters took their campaign of terror across the border. Over the next 19 months, their bombs across Turkey killed hundreds of people. Most of the victims were Kurds, or supporters of the Kurdish cause. Many perpetrators turned out to be home-grown Islamist radicals who had travelled to Syria to join is and returned home. If their goal was to sow chaos in Turkey, they succeeded. Kurdish politicians claimed that Mr Erdogan was supporting is against the Kurds in Syria. Some even accused his government of having a hand in the bombings at home. Days after one attack, two Turkish policemen were assassinated in a town near the Syrian border. A pkk offshoot claimed responsibility for what it called a revenge killing.

Mr Erdogan responded to the assassination with more air strikes against pkk positions in northern

Iraq. After years of calm, war returned to Turkey's Kurdish south-east. pkk fighters, emboldened by their gains in Syria, holed up in cities across the region, booby-trapping homes and lobbing rockets at army vehicles. The government responded with a ruthless crackdown, sending tanks into urban centres. When the dust settled, some 2,000 people were dead, several districts lay in ruins, and Turkish politics had lurched further to the right. Mr Erdogan, who once bravely endorsed cultural rights for the Kurds and even opened negotiations with the pkk, courting Kurdish voters, had changed course, reinventing himself as a Turkish nationalist.

Today, Mr Erdogan's Syria policy has become a weakness, exposing him to voter backlash and to pressure from Russia, argues Gonul Tol, of the Middle East Institute, in a new book, "Erdogan's War". But the war has also allowed him to consolidate his power. Mr Erdogan has presided over the arrests of thousands of activists and politicians from the Kurdish hdp party, including the jailing of its former leader, Selahattin Demirtas. His war against the pkk in Syria and northern Iraq has helped him silence dissent and bulldoze his way to one-man rule.

Mr Erdogan's hawkish turn and his decision to go after the hdp won him new friends in the mhp. The coup attempt in 2016 sealed their alliance. Having purged supporters of the Islamist Gulen movement, whom he blamed for the coup, and other opponents from the army and the police, Mr Erdogan then handed the mhp nationalist party the keys to parts of the security apparatus. The mhp returned him the keys to an executive presidency. A year later the party, headed by Devlet Bahçeli, a former leader of the Grey Wolves, a right-wing group with a history of political violence, backed a referendum giving Turkey's leader sweeping new powers. Mr Erdogan prevailed, albeit by a slim margin. The war in Syria had, in effect, redrawn Turkey's political map. □

Turkey is still just a democracy, but it is not certain to remain that way

The election will test the country's democratic credentials

In spring 2019 Ekrem Imamoglu won the Istanbul mayoral election, defeating one of ak's main leaders, Binali Yildirim, a former prime minister. He did so not just once, but twice. On election night, just as Mr Imamoglu was poised to overtake his rival, the state news agency suddenly stopped updating the vote tally. Overnight large banners proclaiming Mr Yildirim's victory went up across Istanbul. But by the time the vote count had ended, Mr Imamoglu was ahead by over 13,000 votes.

His victory proved short-lived, however. ak appealed, claiming irregularities, leading Turkey's election board to cancel the vote and order a rerun. Two months later, Mr Imamoglu won again, this time by a resounding 800,000 votes.

Optimists see this episode as evidence of the resilience of Turkey's democracy. Pessimists say that a government capable of such shenanigans in a local contest could go to even greater extremes to win an election in which Mr Erdogan's career and the future of his new Turkey may be on the line.

So far, the pessimists seem to be winning the argument. On December 14th, in what many critics saw as a verdict handed directly from Mr Erdogan's palace, a court in Istanbul sentenced Mr Imamoglu to over two years in prison and banned him from politics, pending an appeal. His crime was to have



referred to the election officials who had briefly stripped him of victory in Istanbul as "idiots". Earlier this month the constitutional court similarly froze the bank accounts of the Kurdish hdp party; the party may yet be banned altogether.

Perhaps a glut of new spending to support living standards, his enduring popularity with conservatives and nationalists, and a successful electoral campaign, along with the usual censorship, would have been enough to ensure victory for Mr Erdogan, at least in the presidential election. But Turkey's strongman seems determined not to take any chances. Governments come and go; regimes hold on for dear life. The system that Mr Erdogan controls already resembles the second.

A presidential dilemma

A big problem with charismatic strongmen, especially those like Mr Erdogan who inspire genuine allegiance, is that the regimes they build lose their purpose once their leaders leave office. Turkey's leader

has no anointed successor, and no one within ak or the mhp comes close to being able to walk in his shoes. The person mandated to replace him as president, in case of his death or indisposition, is practically unknown to the rest of the world, and even to many Turks. He is Fuat Oktay, the vice-president.

Mr Erdogan has persuaded himself that he is indispensable. Many of his supporters reckon the economic, religious and security gains they have seen over the past two decades depend on his staying in power. The people who stand to lose most from the end of the Erdogan era would not be ordinary voters, but thousands of senior officials, propagandists and businessmen whose careers and personal fortunes depend on the patronage networks over which Turkey's leader presides. It is they who may do most to encourage Mr Erdogan, assuming he needs encouragement, to do whatever it takes to win.

Yet Turkey is not a dictatorship.

Elections are more like a football match in which one team has eleven players, the other eight, and the referee generally sides with the bigger team, says Berk Esen, an academic at Sabanci University. But the smaller team, assuming it has the better players and the right strategy, can still play to win, he suggests.

Despite the camaraderie between Mr Erdogan and Mr Putin, and the Turk's tendency to borrow from the Russian's playbook, Turkey is not Russia. Mr Erdogan knows that his power depends not only on his ability to lock up his critics and to control public bodies, but also on the idea that he can be unseated through the ballot box. He may have dismantled many of the country's democratic institutions, but he has also upheld the belief that elections can make a difference. The majority of Turks could not agree more: witness the impressive turnouts of over 80% in recent local and general elections.

Elections in Turkey have often been flawed, but so far never stolen outright. They are voters' last remaining valve for dissent against their president. Closing it could trigger economic chaos and social unrest. The next few months will be crucial for what remains of Turkey's democracy.□

This article appeared in the Special report section of the print edition under the headline "Democracy, if you can keep it"

Turkey has given up promoting political Islam abroad

Recep Tayyip Erdogan is mending fences with his Arab neighbours

Mango juice is delicious. So Arab officials had no reason to complain when Mr Erdogan began serving it in his palace last year. But they may have been baffled to hear that it was a present from Egypt's president, Abdel Fattah el-Sisi. For Mr Erdogan and Mr Sisi had not been on speaking terms for a decade. As an avowed Islamist, Mr Erdogan had thrown his full weight behind the Muslim Brotherhood, which took power in Egypt in 2011 after protests toppled Hosni Mubarak. When Mr Sisi seized power two years later, in a coup that killed hundreds of protesters, Turkey's leader called him a tyrant, held rallies in support of Muhammad Morsi, the deposed Egyptian president, and gave other Brotherhood leaders a haven.

Political Islam has made fewer inroads in Turkey than Mr Erdogan might have wished. But the Arab spring that shook the Middle East in 2011 saw the country emerge as one of its main exporters. Besides Egypt, Turkey backed Brotherhood parties and other Islamist groups in Libya, Syria and Tunisia. Mr Erdogan and Ahmet Davutoglu, then his foreign minister, wanted to expedite the collapse of the old regional order and cement Turkey's influence over the new one. But that policy ran out of steam in Egypt when Mr Sisi took over, and in Syria two years later when Russia intervened to prop up the Assad regime. Now it has gone into reverse. In November Mr Erdogan met Mr



Sisi for the first time, on the sidelines of the World Cup in Qatar. Months of talks between Turkish and Egyptian spooks and diplomats paved the way for the meeting.

Mr Erdogan also mended fences with other regional powers. He has proclaimed a "new era" in relations with Saudi Arabia, whose crown prince, Muhammad bin Salman, visited Turkey last summer. The crown prince is believed to have ordered the murder in 2018 of Jamal Khashoggi, a dissident journalist, in the Saudi consulate in Istanbul. Mr Erdogan has inked new trade deals with the UAE, which with Egypt waged a proxy war against Turkey in Libya, and which officials accuse of supporting the abortive Turkish coup in 2016. To the chagrin of his Islamist sup-

porters, Mr Erdogan has also patched up relations with Israel, which broke down after Israeli commandos killed ten people aboard a Turkish ship in 2010. He has even reached out to Bashar al-Assad in Syria.

Turkey's motives are varied. Mr Erdogan needs Gulf money to support the lira, at least until the election. The UAE has pledged to invest \$10bn in Turkey and agreed to a \$5bn currency swap, boosting depleted dollar reserves. Saudi Arabia is in talks to park another \$5bn in Turkey's central bank. Turkey also hopes to weaken Israel's and Egypt's support for Greece in the east Mediterranean, and to position itself as a transit route for natural-gas exports.

But the reset has come at a cost to Turkey's Islamist cre-

entials. To clear the way for reconciliation with Saudi Arabia, Turkey has dropped any investigation into the Khashoggi murder, ensuring impunity for the killers. It has ordered news outlets launched by Brotherhood exiles not to criticise the Sisi regime. At least one opposition channel has closed as a result. Damascus will also demand a price for normalisation. A deal with Mr Assad would force Turkey to sever its links with the armed opposition, says Daren Khalifa, an analyst with the Crisis Group think-tank. Political Islam looks to be a spent force in Turkish foreign policy, at least as far as the Arab world is concerned. □

This article appeared in the Special report section of the print edition under the headline "It's all over now"

Turkey has a newly confrontational foreign policy

The country has turned into an awkward ally for the West

“Turkey will strive for peace and durable stability in the region alongside the us, her strategic partner and ally for more than half a century,” a Turkish leader once wrote in an American newspaper. “We are determined to maintain our close co-operation with the us.” Those words seem from another era. They are, though not such a distant one. The year was 2003, Turkey’s parliament had rejected an American request to use the country as a launchpad for its invasion of Iraq, and the writer, keen to reassure his nato ally, was the new prime minister, Recep Tayyip Erdogan.

Turkey’s president strikes a different tone when he speaks of America and the West today. Mr Erdogan accuses America of supporting terrorism by arming the PKK, which Turkey considers its mortal enemy. Some of his associates suspect America of having a hand in the coup attempt of 2016. Similar recriminations are levelled at the eu, which Mr Erdogan says was never sincere about Turkey’s membership aspirations, has become a haven for terrorists and is envious of Turkey’s progress.

Policy wonks and diplomats accuse Turkey of abandoning the West. Turkish officials claim they are the ones being abandoned. Turkey no longer sees itself as on Europe’s periphery, or as part of a single zone of influence, but as a country with its own centre of gravity. Membership of nato gives it the best insurance policy around. nato cannot afford to lose Turkey either. But there

is a sense in Ankara that the “new Turkey” is strong enough to ignore or test such old alliances, sometimes to breaking-point, to forge new ones and to act autonomously. “Turkey is trying to conduct a 360° foreign policy,” says Ibrahim Kalin, a presidential adviser. “And we don’t want to favour any particular issue or actor or region or country over others.”

Western leaders have come to terms with Turkey’s refusal to take sides in Ukraine

Mr Erdogan is even more uncompromising over national security. “We do not need to ask permission from anyone,” he said in November, warning of a new offensive in Syria, “and we will not be held accountable to anyone.” Foreign policy in Turkey, once the purview of generals and professional diplomats, has become a domestic issue and part of identity politics. Bashing the West goes down well with religious voters, nationalists and even many leftists. So does the idea that Turkey is destined to be a world power. Look at the inroads Turkey has made in Africa and Central Asia over the past decade, the popularity of its soap operas, the success of Turkish Airlines and the number of countries queuing up to buy Turkish drones, and you might think it is one already.

Many in Mr Erdogan’s inner circle celebrate the idea that the West is in decline and a new international order is taking shape. This conviction has become one of the pillars of Turkey’s new foreign policy, says Galip Dalay of

Chatham House, a think-tank. A case in point is Turkey’s ongoing romance with Russia. Modern Turkey’s pursuit of good relations with Russia is nothing new. Atatürk reached out to the Bolsheviks for help in his war against Greece. They gave him weapons, money and military advisers. Even during the cold war, governments in Ankara co-operated with the Soviet Union; Russian engineers built some of Turkey’s biggest industrial plants. But the relationship under ak is stronger than at any point since the foundation of the republic.

Turkey depends on Russia for billions of dollars in tourism revenue, and more than 40% of its gas imports. The two regional powers have locked horns in the Caucasus and Libya. But for Turkey, it is in Syria that relations with Russia matter most. The buffer zones Turkey has created in Syria’s north would not have been possible without Russian approval. Although weakened by its war in Ukraine, Russia can still cause havoc for Turkey in Syria. A regime offensive against Idlib, backed by Moscow, could send hundreds of thousands of new refugees to Turkey’s borders.

Hopes that war in Ukraine would prompt Turkey to distance itself from Russia have proved misplaced. The relationship has survived bigger tests. One was the assassination of the Russian ambassador to Turkey in 2016, which both countries called a provocation. Another came in early 2020, when a Russian airstrike in Idlib killed 34 Turkish soldiers. Turkey struck back, but only against Syr-

ian forces, and never blamed Russia. “Syria is much more central to Turkish security,” says Dimitar Bechev, a visiting scholar at Carnegie Europe. “Once Russia inserted itself there, the stakes for Turkey were much higher than anything happening in Ukraine.”

Officials in Ankara say good relations with Russia allow Turkey to act as a mediator in Ukraine. Mr Erdogan has done a good job getting Russia to ease its naval blockade of Ukraine, allowing the resumption of grain exports by sea and negotiating prisoner swaps. But mediation has offered Turkey a cover for business dealings and for refusing to align with Western sanctions. In Ukraine Mr Erdogan takes credit for giving a besieged country the drones that helped save Kyiv and for closing access to the Black Sea for Russian warships. In Brussels and Washington he expects praise for his efforts. Yet in Moscow he reaps the rewards of acting as Vladimir Putin’s friend, and at home he takes credit for Turkey’s thriving business with Russia. Exports to Russia hit \$7.6bn last year, up by 45% on 2021.

Western leaders have come to terms with Turkey’s refusal to take sides over Ukraine. A wider concern is that its view of Russia does not appear to have changed during the war. For many in Europe, the invasion was a wake-up call. Not in Turkey. “We do not see Russia as a threat,” Mr Kalin says. “The fact that we are a nato member, that we are part of the Western alliance doesn’t prevent us from having a good



relationship.” Perhaps with the exception of Viktor Orban of Hungary, nobody else in nato agrees.

A fickle ally

Turkey is important to nato. Turkish soldiers have joined missions in Afghanistan, the Baltics, Bosnia, Kosovo and Macedonia. In 1950, two years before it joined the alliance, Turkey sent 15,000 troops to fight alongside American soldiers in Korea. But the country is often now a spoiler. It is threatening to block nato accession for Finland and Sweden. Mr Erdogan wants to strong-arm both countries into deporting pkk suspects and Gulenists. Turkey may also hope its veto threat can extract concessions from America’s Congress, whose members have threatened to block the sale of new f-16 fighter jets. America has banned Turkey from buying f-35 stealth bombers, after Mr Erdogan went ahead with the purchase of an s-400 air-defence system from Russia.

Turkey also threatens to attack a fellow nato member. A dispute over maritime rights with Greece, more suited to lawyers and bureaucrats, has drawn in politicians and generals. “We may suddenly come one night,” Mr Erdogan warned last October, suggesting a Turkish operation against one

of the Greek islands that hug Turkey’s southern and western coast. He has even hinted that Turkey is capable of striking Athens with ballistic missiles.

From the war in Ukraine to those in Syria and in Nagorno-Karabakh, to relations with China, to sanctions against Iran, to press freedoms, human rights and terrorism, the list of issues where Turkey and its Western allies no longer see eye to eye is long. The institutional links, including membership in nato and the Council of Europe, and the customs union with the eu, are intact. But in policies, a decoupling is under way. In 2008 Turkey aligned itself with 88% of the eu’s foreign-policy decisions and declarations. By 2016 that share had fallen by half to 44%. Last year it was only 7%.

Neither America nor the eu has come up with a persuasive strategy for their engagement with Turkey. Under Joe Biden, America has taken an ad hoc approach, stepping in only when Turkey and Greece risk coming to blows, or when Mr Erdogan prepares a new offensive in Syria. Mr Biden has been frosty towards Turkey’s leader, seemingly waiting until the summer election to work out how best to deal with him or his successor. “The view of the

White House,” says Soner Çağaptay, of the Washington Institute for Near East Policy, “is that when you engage with Erdogan you end up with drama.”

The eu’s relations with Turkey have been in limbo for several years. Turkey’s accession talks with the eu were dying on the vine almost as soon as they started in 2005. German and French leaders, who were once merely lukewarm to the idea of Turkish membership, now seem to be openly hostile to it. The eu’s decision to admit a divided Cyprus in 2004 and the breakdown of peace talks between the internationally recognised Greek-Cypriot government in the south and the Turkish-occupied north have made matters worse. Mr Erdogan, who once backed the island’s unification, now favours partition. Many Cypriots fear Turkey may end up annexing the north.

Talks on reform of the customs union with the eu have stalled. An upgrade to extend it to agriculture, procurement and services could boost Turkey’s gdp by as much as 1.8%. But Turkey’s descent into autocracy and the deadlock over Cyprus make eu politicians reluctant to agree. The relationship centres instead on a deal under which the eu has paid Turkey \$6bn to keep refu-

gees and migrants on its side of the Aegean Sea. The eu and Turkey are keeping the membership talks on life support at best. The relationship needs an alternative track. “We have no strategic vision towards Turkey,” despairs a European diplomat.

The marriage between Turkey and the West is increasingly unhappy. But it will surely endure. The champions of the “new Turkey’s” eastern pivot might have a destination in mind, but also no means to get there. Turkey’s business and trade links with China and Russia pale in comparison with those with Europe. The eu is Turkey’s main trade partner and source of foreign investment, just as America is Turkey’s biggest supplier of weapons. The Shanghai Co-operation Organisation, the loose group of Asian countries headed by China, India and Russia which Mr Erdogan plans to join, might be a nice venue in which to rub shoulders with Mr Putin and discuss Western decline. But it is a poor alternative to improved relations with the West. □

This article appeared in the Special report section of the print edition under the headline “The eastern question”

The Turkish opposition faces big obstacles to winning the election

They remain rudderless

At least on paper, Turkey's opposition has it all worked out. In policy documents the opposition bloc, headed by the chp and iyi, a centre-right party founded by defectors from the mhp nationalists, has plans for a post-Erdogan future. Constitutional changes will dismantle Mr Erdogan's executive presidency, hand back to parliament the powers enjoyed by the palace, restore the post of prime minister, free the courts from political influence and lower from 7% to 3% the election threshold that keeps small parties out of parliament. With the central bank in charge of monetary policy again, zombie companies and government cronies cut off from free credit and inflation under control, foreign investment will gush in. "Turkey is going to be a target for a once-in-a-decade trade," says Bilge Yilmaz, head of iyi's economic team.

Most Turks, even ak voters who may be disappointed with the presidential system and the economy, could get behind such a programme. But the opposition is running out of momentum ahead of the summer election and is now seeing its lead over the ak-mhp alliance narrow. The parties face three major hurdles.

One is the media. Many of Turkey's news channels, especially its public broadcasters, have turned into government propaganda agencies. The Kurdish hdp has been subjected to an informal media ban since 2017. Through censorship, fear of criminal prosecution and the blacklisting of certain pundits and journalists, the media have no power to hold Mr Erdogan to account.



The second is Turkey's leader. Mr Erdogan has a history of using the central bank and the treasury to prime the economy ahead of elections, and the courts to harass opponents. He will not hesitate to do all of this again.

The third obstacle is the opposition itself. With only months to go before the election, the Nation Alliance, as the opposition calls itself, has still not come up with a united candidate for the presidency. Mr Kilicdaroglu, the chp chairman, seems determined to run, but is facing pushback from Meral Aksener, the leader of iyi. Cracks within the opposition are starting to show.

Mr Kilicdaroglu is a capable manager, and can take much credit for opposition success in the 2019 local elections, which saw ak mayoral candidates defeated in Turkey's three largest cities. But he may also be unelectable. As a public speaker,

he does not hold a candle to Mr Erdogan. The Turkish leader's mass rallies have the atmosphere of a rock concert. Mr Kilicdaroglu's can feel like a fireside lecture. Another concern is that the chp leader hails from the Alevi religious minority, which faces prejudice from Sunni conservatives and the far right.

Polls suggest two other chp leaders, Mr Imamoglu, the Istanbul mayor, and Mansur Yavas, mayor of Ankara, would fare better. But to run for president each would have to resign and hand over the mayor's office to ak, which controls the Ankara and Istanbul city councils. Each also has a weak spot. Mr Imamoglu's star had already faded after his shock victory in 2019, and he has now been handed a ban from politics (though he will appeal). Mr Yavas, a hardline nationalist, may be too unpalatable to Kurdish voters.

A way with Kurds

There is a broader problem for the opposition alliance. Although it needs the votes of Turkey's Kurds to have a shot at unseating Mr Erdogan, the opposition has given the hdp, the third-biggest group in parliament, the cold shoulder. The chp continues to court the party's support. But iyi nationalists, who see the hdp as merely the pkk's political wing, refuse to sit at the same table.

The hdp and its 6m voters, who have seen dozens of Kurdish mayors and parliamentarians thrown in prison since 2016, have no love for Mr Erdogan. But they are disappointed with the Nation Alliance, which shies away from speaking about Kurdish rights. "When it comes to solving the Kurdish problem, they behave timidly, spinelessly," says Pervin Buldan, the hdp's co-chair. "If they think differently from ak, they have to make it clear, other-



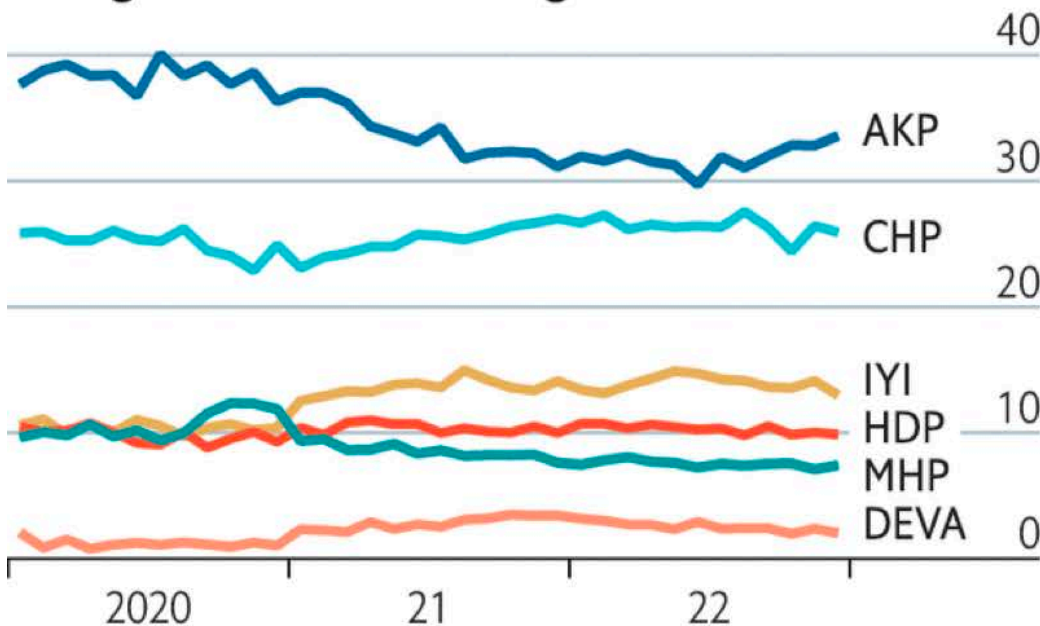
A recovery of sorts

Turkey, %

Recep Tayyip Erdogan's approval rating



2023 general-election voting intention



Source: National polls

The Economist

wise they will be no different from the government.” The hdp has now said it will nominate its own presidential candidate.

Working out what the opposition stands for is also hard in foreign policy. chp and iyi politicians claim to want to patch up relations with America and Europe, to turn Turkey back into a dependable nato ally, to issue fewer threats and to reduce dependency on Russia. But they acknowledge that Turkey is too big and too independent, and exists in too tough a neighbourhood, to stay in lock-step with its Western partners. Disputes over issues like America’s support for the ypg, Europe’s attitude to the pkk, or sanctions on Russia and Iran, are bound to continue.

On too many issues, the opposition has given Mr Erdogan a blank cheque. The chp backed the government’s gunboat diplomacy in the east Mediterranean, its offensives against Kurdish fighters in Syria, its intervention in Libya, its rapprochement with Russia and even its calamitous purchase of Russian s-400 missiles. As soon as Mr Erdogan invokes national security, the opposition falls into line. “Whenever there is criticism against one policy or another, the government accuses the opposition of taking sides with the terrorists,” says one chp lawmaker. “You cannot express your views and opinions without being pushed into a corner.”

Given Mr Erdogan’s insistence that any dissent on matters of national security equals treason, a reluctance to criticise him is perhaps understandable. But it does not inspire confidence. “What the hell are they going to do that is very different?” asks Soli Ozel, an academic at Kadir Has University in Istanbul. “Either they don’t have the courage of their convictions, or they don’t have convictions.” Rather than find a strategy to win, the opposition seems merely to be waiting for Mr Erdogan and the ak party to lose. That may not be enough. This article appeared in the Special report section of the print edition under the headline “Opposition days”

LE FIGARO

avec AFP
21/01/2023

La Turquie annule la visite d'un ministre suédois en raison d'une manifestation anti-turque à Stockholm

La visite du ministre suédois de la Défense devait contribuer à convaincre Ankara d'accepter l'entrée de la Suède dans l'Otan.

La Turquie a annoncé samedi avoir annulé une visite prévue du ministre suédois de la Défense, après l'autorisation accordée à la tenue d'une manifestation anti-turque à Stockholm. «*La visite du ministre suédois de la Défense Pal Jonson en Turquie le 27 janvier a perdu sa signification et son sens, nous avons donc annulé la visite*», a déclaré le ministre turc de la Défense, Hulusi Akar. Cette visite avait pour objectif de tenter de lever les objections

d'Ankara à l'entrée de la Suède dans l'Otan.

L'autorisation donnée à un **extrémiste de droite suédo-danois**, Rasmus Paludan, de manifester samedi devant l'ambassade de Turquie dans la capitale suédoise a suscité la colère d'Ankara. Sous importante protection policière et à l'abri de barrières métalliques, ce militant anti-islam et anti-immigration, comme il l'avait annoncé, a brûlé un exemplaire du Coran, a constaté un journaliste de l'AFP. «*Si l'on ne pense pas qu'il doit y avoir de liberté d'expression, il faut vivre ailleurs*», a notamment affirmé cet habitué des autodafés du Coran, dans

une longue diatribe de près d'une heure.

Vendredi, la Turquie avait convoqué l'ambassadeur de Suède à Ankara pour «*condamner cette action de provocation qui constitue clairement un crime de haine - dans les termes les plus forts*», selon une source diplomatique. C'était la deuxième fois en quelques jours que le représentant suédois à Ankara était convoqué par le ministère des Affaires étrangères, après la diffusion la semaine dernière d'une vidéo montrant un mannequin pendu, désigné comme le président Recep Tayyip Erdogan. Cette mise en scène avait été réalisée par un groupe proche du

Comité Rojava, soutien aux Kurdes de Syrie.

La Turquie bloque depuis mai l'entrée de la Suède - et celle de la Finlande - dans l'Otan en leur reprochant d'héberger des militants et sympathisants kurdes qu'elle traite de «*terroristes*» notamment ceux du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et ses alliés dans le nord de la Syrie et en Irak. Pour Ankara, tout progrès éventuel dépend des initiatives suédoises pour extraditer des personnes accusées de terrorisme par la Turquie ou d'avoir pris part à la tentative de coup d'Etat de 2016 contre le président Erdogan.



21/01/2023

Qui sont les sept Français détenus par l'Iran ?

Alors que les relations entre l'Iran et les Européens se détériorent, des dizaines d'Occidentaux sont détenus dans les geôles iraniennes, parfois depuis plusieurs années et dans des conditions très difficiles. Pour les défenseurs des droits humains, Téhéran utilise cette stratégie de prise d'otages pour arracher des concessions à l'Occident. Un «*chantage*» dénoncé à plusieurs reprises par la France, qui reconnaît la présence d'au moins sept de ses ressortissants emprisonnés en Iran. L'identité de deux d'entre eux reste inconnue.

Fariba Adelkhah

Cette anthropologue franco-irannienne de 63 ans a été arrêtée par les Gardiens de la révolution

à l'aéroport de Téhéran, en juin 2019, avec l'universitaire Roland Marchal, libéré lors d'un échange de prisonniers après neuf mois d'incarcération. Directrice de recherches à Sciences-Po Paris, cette spécialiste du chiisme et de l'Iran post-révolutionnaire a été condamnée en mai 2020 à cinq ans de prison pour «*atteinte à la sécurité nationale*» et «*propagande contre le système*» politique de la République islamique - ce que ses proches ont toujours farouchement nié. Pour protester contre son incarcération, Fariba Adelkhah a mené une grève de la faim de 49 jours, conjointement avec l'universitaire australo-britannique Kylie Moore-Gilbert, libérée depuis. Assignée à résidence en oc-

tobre 2020 avec l'obligation de porter un bracelet électronique et l'interdiction de sortir au-delà d'un périmètre de 300 mètres autour de chez elle, elle a été réincarcérée en janvier 2022 dans la prison d'Evin, connue pour ses mauvais traitements des prisonniers politique. Dans un entretien publié en juin 2021, Roland Marchal décrivait Fariba Adelkhah comme une «*Iranienne jusqu'au bout des ongles*» mais éprouvant un vrai amour pour la France et sa culture : «*Comme les autorités iraniennes ne reconnaissent pas la double nationalité, elle ne sera pas échangée contre un Iranien détenu en France ou en Belgique. Elle-même, pour l'instant, ne désire pas quitter son pays d'origine. Elle veut retrouver sa liberté en Iran.*»

Benjamin Brière

«*Il est à bout de souffle*», alerte Blandine Brière à propos de son frère. Agé de 37 ans, Benjamin Brière a été arrêté en mai 2020 pour avoir pris des «*photographies de zones interdites*» avec un drone de loisirs dans un parc naturel iranien, avant d'être condamné à huit ans de prison pour espionnage. Incarcéré à la prison de Valikabad, à Mashhad (nord-est), ce Français originaire de Lyon a toujours démenti ces accusations. Ses proches le présentent comme «*un touriste à la soif de découverte et d'aventures*» : avant d'arriver en Iran, le trentenaire avait sillonné les routes de la Scandinavie, des Balkans et de la Turquie dans un van aménagé.

«Il ne se cache plus derrière un «je vais bien» car les conditions de détention sont inhumaines, insalubres», a récemment déclaré sa sœur, peu après avoir envoyé une lettre à Emmanuel Macron. Des comités de soutien de Benjamin Brière, Fariba Adelkhah et Cécile Kohler (ci-dessous) ont appelé à un rassemblement à Paris le 28 janvier pour demander leur libération.

Cécile Kohler et Jacques Paris

Originaire d'Alsace, Cécile Kohler, enseignante agrégée de lettres modernes et syndicaliste de 38 ans, était partie découvrir l'Iran lorsqu'elle a été arrêtée, en mai, avec son compagnon Jacques Paris, 69 ans. Accusés eux aussi d'espionnage, ils sont

détenus dans une section de haute sécurité de la prison d'Evin, selon le comité de soutien de Cécile Kohler. Ses proches avaient décidé de s'exprimer publiquement après la diffusion par le régime iranien, début octobre, d'une vidéo présentée comme des «aveux», selon laquelle le couple travaillait pour les services de renseignements français. Paris avait alors évoqué pour la première fois des «otages d'Etat» en Iran.

Pour la première fois depuis son arrestation, la famille de Cécile Kohler a pu s'entretenir avec elle lors d'un appel vidéo sur WhatsApp, le 18 décembre. «L'entretien, qui a duré quelques minutes, n'avait pas été annoncé. Il a eu lieu sous surveillance. Portant un voile,

Cécile n'a pas pu parler librement, a précisé le comité de soutien. Nous l'avons sentie très éprouvée psychologiquement. Elle souffre notamment énormément de n'avoir pu avoir aucun contact avec sa famille en plus de sept mois.»

Bernard Phelan

Bernard Phelan a atterri en Iran le 17 septembre, au lendemain de la mort de Mahsa Amini à la suite de sa garde à vue pour un «voile mal porté», qui a déclenché des manifestations massives dans le pays. A 64 ans, ce Franco-Irlandais a été arrêté le 3 octobre alors qu'il était en «voyage d'études» dans le cadre de ses activités de «consultant pour un tour-opérateur», a récemment expliqué Caroline Massé-Phelan, selon laquelle son frère a été arrêté

au prétexte qu'il faisait de la propagande anti-régime. Il n'a pas encore été jugé.

Détenu dans une cellule de la prison de Vakilabad à Mashhad, ce passionné d'Iran souffre de problèmes cardiaques et d'une pathologie aux os nécessitant une prise en charge médicale. Face à l'inflexibilité de Téhéran sur les demandes répétées de Paris et de Dublin de le libérer, il a entamé une grève de la faim, le 31 décembre, puis une grève de la soif, lundi. Depuis, son état de santé ne cesse de se détériorer. «C'est une question de jours, alerte sa sœur. [Ces Européens emprisonnés] sont des gens innocents qui sont utilisés comme sorte de pions dans des histoires qui vont au-delà de notre compréhension.»

LE FIGARO

avec AFP
22/01/2023

Turquie : Erdogan confirme la date du 14 mai pour la présidentielle

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a confirmé dimanche la date du 14 mai pour la tenue des élections présidentielle et législatives, lors d'une rencontre avec la jeunesse à Bursa (ouest). «Je ferai usage de mon autorité pour avancer l'élection au 14 mai», a déclaré le chef de l'Etat, candidat à sa propre succession, lors de cette rencontre dont l'enregistrement vidéo a été fourni par la présidence.

«Il ne s'agit pas d'élections anticipées (...) mais d'un ajustement pour tenir compte de (la date) des examens» a-t-il insisté. La campagne électorale débutera

donc 60 jours avant, soit le «10 mars», a-t-il également indiqué. Recep Tayyip Erdogan, d'abord Premier ministre depuis 2003, a modifié la Constitution afin de devenir président, directement élu au suffrage universel, en 2014.

Ce rendez-vous électoral crucial, pour son avenir et celui de la Turquie, était attendu initialement le 18 juin mais comme s'y attendaient les observateurs, Recep Tayyip Erdogan avait déjà avancé cette semaine la date du 14 mai, jour anniversaire du triomphe électoral du Parti démocrate (conservateur) en 1950. Sans annoncer clairement le

jour du scrutin il avait indiqué mercredi qu'il se tiendrait «73 ans» après cette victoire.

«Notre nation adressera sa réponse à la Table des Six (plateforme de l'opposition, ndlr) le même jour qu'il y a 73 ans», avait-il lancé devant les élus de son parti au parlement, l'AKP. L'opposition, qui entend présenter un front uni des six principaux partis - moins le HDP (gauche démocratique pro-kurde), troisième force au Parlement - et surtout un candidat unique, doit annoncer le nom de celui-ci dans le courant du mois de février.

Le 14 mai 1950 marque la victoire d'Adnan Menderes, figure emblématique pour la droite conservatrice turque, qui a mis fin au règne du parti de Mustafa Kemal «Atatürk», père de la Turquie moderne. Menderes, fondateur en 1946 du Parti démocrate, avait été renversé par un coup d'Etat militaire en 1960 puis exécuté un an après et son parti a été dissous. Le choix de la date du 14 mai envoie ainsi un signal à la frange conservatrice de l'électorat alors que la popularité de Recep Tayyip Erdogan et de son parti est entamée par la grave crise économique que traverse le pays.

Manifestations en Iran : 30 prisonnières politiques demandent la fin des exécutions

Trente prisonnières politiques en Iran, dont la chercheuse franco-iraniennne Fariba Adelkhah ou la fille de l'ancien président Hashemi Rafsanjani, ont signé une tribune rendue publique dimanche 22 janvier demandant que cessent les **exécutions de manifestants**.

«*Nous, prisonnières politiques et idéologiques du quartier des femmes de la prison d'Evin (Téhéran), demandons la fin des exécutions de manifestants et la fin des peines injustes infligées aux prisonniers en Iran*», peut-on lire dans ce texte transmis à l'AFP.

«*Quelles que soient nos croyances religieuses et politiques et nos origines*», «*nous avons toutes été condamnées, pour un total de 124 années de prison, à la suite de procédures injustes et non transparentes. Ce qui équivaut à*



Des manifestants lors d'une marche dans le centre de Londres, le 21 janvier 2023, contre le Corps des gardiens de la révolution islamique (IRGC). JUSTIN TALLIS / AFP

plusieurs générations de vie humaine», ont-elles témoigné.

481 personnes tuées

Parmi les signataires figurent la chercheuse franco-iraniennne Fariba Adelkhah, arrêtée en juin 2019 puis condamnée à cinq ans de prison pour atteinte à la sécurité nationale, et la

défenseuse des droits des femmes germano-iraniennne Nahid Taghavi, condamnée à 10 ans d'incarcération en 2021 pour des motifs similaires.

Faezeh Hashemi, ex-députée et fille de l'ancien président iranien Hashemi Rafsanjani, qui a écopé en janvier de 5 ans d'emprisonnement pour avoir

critiqué le régime, ou encore Niloufar Bayani, militante environnementaliste, condamnée en 2020 à dix ans de détention pour «*espionnage*», ont également signé la tribune.

Selon l'ONG norvégienne Iran Human Rights, au moins 481 personnes ont été tuées et au moins 109 personnes risquent d'être exécutées en lien avec les manifestations, en plus des quatre déjà pendues. Téhéran reconnaît des centaines de morts, parmi lesquels des membres des forces de sécurité.

L'ONU a également dénombré 14.000 arrestations en quatre mois de manifestations démarrées mi-septembre après la mort de Mahsa Amini, 22 ans, à la suite de son arrestation par la police des mœurs pour infraction au code vestimentaire.



22-01-2023

United Nations Under-Secretary-General visits the Kurdistan Region

“Rosemary A. DiCarlo has arrived in Baghdad, beginning a 22-24 January visit to Iraq. She will also travel to the Kurdistan Region of the country.”

UN Under-Secretary-General for Political Affairs and Peacebuilding, Rosemary A. DiCarlo, will visit the Kurdistan Region in the coming days, according to a tweet by UN Political and Peacebuilding Affairs.

The tweet didn't mention the exact date of her visit. “Rosemary A. DiCarlo has arrived in Baghdad, beginning a 22-24 January visit to Iraq. She will also travel to the Kurdistan Region of the country,” the tweet reads.

“Ms. DiCarlo will hold talks with authorities and civil society organizations, including groups representing women and youth,” the tweet added.

On May 1, 2018, Rosemary A. DiCarlo assumed the post of

Under-Secretary-General for Political Affairs. She was appointed by Secretary-General António Guterres and succeeded Mr. Jeffrey Feltman.



22-01-2023

Grèce : le mur à la frontière avec la Turquie devrait s'étendre

Un mur d'acier de 27 kilomètres pourrait bientôt s'étendre sur toute frontière entre la Grèce et la Turquie. Selon le ministre grec de la Protection du citoyen qui a reçu ce samedi des émissaires de l'UE, de la Suisse et du Royaume-Uni, il a contribué à empêcher l'entrée illégale de près de 260 000 migrants en 2022.

"Cette visite envoie un message très fort de solidarité en Europe,

d'unité et de détermination à protéger la frontière de la Grèce avec la Turquie, qui est aussi la frontière de l'Union européenne avec la Turquie, a déclaré Tákis Theodorikákos. Et je crois que la Turquie doit recevoir ce message fort, celui d'appliquer le droit international."

La Grèce est en train d'agrandir le mur, en ajoutant un tronçon de 35 kilomètres, l'objectif final étant de l'étendre à la majeure

partie de la frontière de 192 kilomètres.

Athènes a accusé à plusieurs reprises Ankara d'instrumentaliser le sort des migrants, en les encourageant à franchir la frontière pour déstabiliser la Grèce et le reste de l'UE et en coopérant avec les trafiquants. La Turquie reproche pour sa part aux autorités grecques, de refouler violemment les migrants.

Les dirigeants européens crai-

gnent que le président turc, Recep Tayyip Erdoğan, n'encourage un exode massif vers l'Union européenne, où la plupart des migrants et des réfugiés souhaitent aboutir, de préférence dans l'un des pays les plus prospères du bloc.

L'agence européenne de protection des frontières, Frontex, va ajouter 400 gardes-frontières supplémentaires en Grèce, dont 250 en février, aux 1 800 existants.



2023/01/22

14 Kurds killed in building collapse in Kurdish neighborhood of Aleppo, Syria

The bodies of 14 people who died were removed from the collapsed building by rescue workers.

A five-story building collapsed in the Kurdish-majority Sheikh Maqsood neighborhood in Aleppo city on Sunday, reportedly killing 14 people.

A source from Sheikh Maqsood told Kurdistan 24 that the building collapsed this morning, where seven families lived.

The source said emergency teams, security forces and a number of ambulances have responded to the scene and are trying to rescue the trapped individuals.

So far, one 15-year-old child and an elderly man have been rescued. However, the bodies of 14 people who died were removed from the collapsed building.

Most of the victims were displaced civilians from the Kurdish city of Afrin.

The cause of the collapse is still unknown, and efforts to rescue those still trapped are ongoing. It is expected that the number of victims will rise.

The UK-based Syrian Observatory for Human Rights

(SOHR) [reported](#) that ten civilians, displaced from Afrin city, died as an initial death count, due to the collapse of a five-story building.

Syria's state-run SANA news agency [reported](#) that the building collapsed due to water leakage in the building's foundation.

The majority of the Sheikh Maqsood neighborhood in Aleppo are Kurds from Afrin, who fled after the occupation of the city by Turkish forces and Turkish-backed groups in March 2018.

Earlier this month, two children [died](#) due to the siege of the Syrian government on the Kurdish-held neighborhoods of Al-Ashrafiyyah and Sheikh Maqsood in Aleppo.

For three months, the Syrian government's 4th Division has prevented the entry of diesel, gasoline, and other necessities into neighborhoods held by Kurdish forces, causing electricity blackouts and shortages of medicine.

Iran : les pasdarans au centre d'une passe d'armes entre Téhéran et l'Union européenne

Bruxelles envisage de sanctionner les gardiens de la révolution, qui répriment les manifestants.

MOYEN-ORIENT Œil pour œil, dent pour dent. Pour l'heure, il ne s'agit que d'une menace, mais à Téhéran comme en Europe, on se dit prêt à la mettre à exécution.

Depuis que le Parlement européen a adopté jeudi une résolution appelant l'Union européenne (UE) à inscrire les gardiens de la révolution sur sa liste des organisations terroristes, plusieurs hauts dirigeants de la République islamique ont multiplié les mises en garde. « S'ils ajoutent les gardiens (...), il faut qu'ils assument les conséquences de cette erreur », a affirmé Hossein Salami, le chef des pasdarans, l'unité d'élite chargée de la protection du régime et impliquée dans la répression des manifestations qui secouent l'Iran depuis plus de quatre mois (plus de 450 morts, 15 000 arrestations au moins et trois exécutions).

Mohammad Bagher Ghalibaf, le chef du Parlement, a été plus explicite : « Nous considérerons les armées des pays européens (déployées) dans la région comme des groupes terroristes », a-t-il déclaré, alors qu'un député menaçait de « limiter » le trafic des navires européens dans le détroit d'Ormuz, que Téhéran a la capacité de bloquer.

La France dispose de 600 soldats au Sud-Liban dans le cadre

de la mission des Nations unies, et de 200 en Irak, où l'Iran rappelle que les gardiens de la révolution ont participé aux côtés des Occidentaux à la guerre pour éradiquer Daech entre 2014 et 2018. Les militaires français pourraient être des cibles pour les relais iraniens, actifs, à Bagdad comme à Beyrouth.

L'Iran, qui a annoncé le 17 janvier l'arrestation d'un ressortissant allemand en train de photographier des sites pétroliers dans le sud-ouest du pays, selon un média d'État, est particulièrement remonté contre Berlin. « Certains pays européens, dont l'Allemagne, ont choisi la voie de la provocation pour enflammer la situation », a dénoncé lundi le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, tandis que le ministre, Hossein Amir Abdollahian, mettait, au contraire, en avant la modération des États-Unis, qui ont « réalisé plus tôt que les trois pays européens (Allemagne, France, Grande-Bretagne) que les émeutes en Iran n'aboutiraient à rien ».

Crainces sur les otages

Lundi, le chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell, a reconnu qu'à ce stade, les Vingt-Sept ne pouvaient pas décider de placer les gardiens de la révolution sur leur liste

noire. « Une décision de justice (d'un État membre, NDLR) est nécessaire », a-t-il insisté en marge d'une réunion des ministres des Affaires étrangères. Pour l'heure, l'UE s'est donc contentée d'ajouter 37 personnes ou entités iraniennes impliquées dans la répression des manifestations sur la liste de leurs sanctions pour violation des droits de l'homme.

Ira-t-elle plus loin ? La question divise les Européens. Alors que la ministre des Affaires étrangères allemande, Annalena Baerbock, affirme que « nous devons discuter des possibilités juridiques » d'une telle inscription, Paris et Bruxelles sont plus réservés. Certes, la France n'exclut « aucune option », mais « elle ne semble pas prête à mettre les gardiens sur la liste noire, confie un diplomate européen en contact avec ses homologues français. Paris nous dit que l'objectif est un changement de comportement du régime, mais pas de régime », ajoute-t-il.

À Bruxelles, « le dossier est toujours en cours d'examen », selon le chercheur et spécialiste de l'Iran Jonathan Piron, qui s'interroge sur les différents impacts de cette mesure. Mettre la pression sur le régime ? « Cela semble incertain, selon lui. Les pasdarans sont déjà sur la "blacklist" américaine depuis 2017, cela ne les a pas

amenés à changer de modes d'action, ni de politiques. » Soutenir ainsi les manifestants ? « Ceux-ci demandent surtout des outils permettant d'échapper aux coupures d'internet ou alors un assouplissement dans l'octroi des visas vers l'UE et la possibilité de faciliter des transferts financiers pour les aider à tenir dans la durée face au régime », répond Jonathan Piron.

Deux autres dossiers - dont Paris et Bruxelles sont très conscients - paraissent encore plus compliqués. D'abord, la détention d'Occidentaux en Iran, dont un Belge, condamné à 40 ans de prison, et sept Français ou binationaux. Une telle inscription alourdirait le contentieux. Mais l'exemple américain montre que des échanges de détenus ont quand même eu lieu, malgré l'imposition de sanctions contre les pasdarans. Prudent, Paris voudrait plutôt « réfléchir entre Européens aux réponses à apporter » à cette situation des otages, a déclaré Catherine Colonna, la ministre des Affaires étrangères. L'autre dossier est le nucléaire. Les négociations sont moribondes. Mais, faute d'alternative, nul en Europe ne veut déclarer mort l'accord international de 2015, qu'une inscription des pasdarans - chargés du nucléaire à Téhéran - rendrait encore plus difficile à ressusciter.

Iran : dans ce village des Yvelines, l'affiche rendant hommage à l'ayatollah Khomeyni crée le malaise

Installée à Neauphle-le-Château, près de Plaisir, sur un terrain privé mais visible depuis la rue, une pancarte célèbre l'ancien guide de la révolution islamique en Iran. Jusqu'à passée inaperçue, l'affiche devient désormais gênante pour certains riverains et élus, au

regard du soulèvement et des exécutions dans le pays.

Il se fonde presque dans le paysage. Installé depuis 2017, un panneau qui rend hommage à l'ayatollah Khomeyni est visible depuis la voie publique à Neauphle-le-Château, petite

commune des Yvelines. Il est simplement là, derrière le portail du numéro 23 de la route de Chevreuse, érigé sur un terrain en friche depuis des années. Le fondateur de la République islamique d'Iran a en effet séjourné à cette adresse quelques mois, entre oc-

tobre 1978 et février 1979, lorsqu'il était forcé à l'exil par le chah d'Iran. C'est dans ce village d'un peu moins de 3 500 habitants qu'il a trouvé refuge, et qu'il a mené sa révolution à distance avant de gagner le pouvoir.

Iran: l'UE dit qu'elle ne peut trancher sur les Gardiens de la Révolution à ce stade

Le chef de la diplomatie européenne Josep Borrell a affirmé lundi 23 janvier que les 27 ne pouvaient décider, à ce stade, de [placer les Gardiens de la Révolution, l'armée idéologique de l'Iran, sur leur liste noire](#). «C'est quelque chose qui ne peut être décidé sans un tribunal. Une décision de justice est nécessaire», a expliqué Josep Borrell.

Nécessité d'une déclaration juridique

«Vous ne pouvez pas dire: «Je te considère comme un terroriste parce que je ne t'aime pas». Cela doit être fait lorsqu'un tribunal d'un État membre émet une déclaration juridique, une condamnation concrète», a-t-il martelé en

marge d'une réunion des ministres des Affaires étrangères de l'UE.

Téhéran a multiplié les mises en garde aux Européens depuis que les eurodéputés ont adopté jeudi une résolution invitant l'UE à inscrire les Gardiens de la Révolution sur la liste des «organisations terroristes» de l'UE.

«Nous devons discuter des possibilités juridiques» d'inscrire les Gardiens de la Révolution sur la liste des organisations terroristes, a souligné de son côté la cheffe de la diplomatie allemande Annalena Baerbock.

Sanction pour violation des droits de l'homme

Mais comme c'est «plus que complexe», l'UE a choisi pour l'heure d'inscrire des responsables des Gardiens de la Révolution sur la liste des personnes sanctionnées par l'UE pour violation des droits de l'homme, a-t-elle expliqué.

Les ministres des Affaires étrangères de l'Union ont ajouté lundi 37 personnes ou entités iraniennes impliquées dans la répression des manifestations sur la liste de leurs sanctions pour violation des droits humains.

Politique d'otages d'Etat

L'Union européenne a déjà imposé le gel des avoirs et l'interdiction de visa à plus de 60 responsables et entités iraniens en raison de la

répression des manifestations.

La France a dénoncé de son côté «la politique d'otages d'Etat» pratiquée par les autorités iraniennes avec la détention de nombreux citoyens européens. «Il est temps que nous réfléchissions en Européens aux réponses à apporter» à cette situation, a affirmé la ministre française des Affaires étrangères, Catherine Colonna.

«De plus en plus de citoyens européens sont détenus et cette situation est totalement inacceptable», a dénoncé en écho son homologue belge Hadja Lahbib. «Il est important que nous adressions à 27 un message clair et ferme aux autorités iraniennes».



avec Reuters
23/01/2023

L'UE adopte un nouveau train de sanctions contre l'Iran

BRUXELLES (Reuters) - L'Union européenne (UE) a introduit lundi de nouvelles sanctions à l'encontre de l'Iran pour sa répression "brutale" des manifestations, mais Josep Borrell, haut représentant de l'UE pour les affaires étrangères, a déclaré que les Gardiens de la révolution (GRI) ne pouvaient être inscrits sur la liste des groupes terroristes sans décision de justice.

"Les ministres ont adopté un nouveau train de sanctions contre l'Iran, ciblant ceux qui sont à l'origine de la répression. L'UE condamne fermement l'usage brutal et disproportionné de la force par les autorités

iraniennes contre des manifestants pacifiques", a indiqué la présidence de la Suède dans un tweet sans donner plus de détails.

Des diplomates européens sous couvert d'anonymat ont déclaré à Reuters la semaine dernière que l'UE se préparait à ajouter 37 personnes à la liste des sanctions visant l'Iran lors de leur réunion de lundi.

Les relations entre les 27 États membres de l'UE et Téhéran se sont détériorées en raison de l'impasse dans laquelle se trouvent les efforts visant à relancer les négociations sur le programme nucléaire iranien.

Cette situation s'est encore aggravée lorsque l'Iran a décidé de placer plusieurs ressortissants européens en détention.

Le Parlement européen a demandé à l'UE d'aller plus loin et d'inscrire le corps des Gardiens de la révolution islamique sur la liste des entités terroristes, en lui reprochant la répression des manifestations et la fourniture de drones à la Russie dans le cadre de la guerre en Ukraine.

"Le régime iranien, les gardiens de la révolution terrorisent jour après jour leur propre population", a déclaré la ministre allemande des Affaires étrangères

Annalena Baerbock lors de la réunion lundi.

Toutefois, Josep Borrell a déclaré qu'une décision de justice comportant une condamnation juridique concrète devait d'abord être rendue avant de pouvoir désigner les GRI comme terroristes.

L'Iran a précédemment mis en garde l'UE contre la désignation des GRI comme entité terroriste.

(Reportage Bart Meijer ; version française Lina Golovnya et Jean Rosset, version française Kate Entringer)

Le Monde

Madjid Zerrouky
24 janvier 2023

En Iran, la défense du régime érigée en priorité budgétaire

Sur fond de crise économique et de contestation, les autorités iraniennes privilégient les institutions militaires, sécuritaires et de propagande, au détriment du pouvoir d'achat de la population.

Baisser les salaires et augmenter les dépenses sécuritaires. Si la lutte contre l'inflation et contre la chute de la monnaie a été annoncée comme la double priorité du budget pour l'année fiscale 2023-2024, présenté par le président iranien, Ebrahim Raïssi, devant le Parlement, dimanche 22 janvier, il se traduit dans les faits par une augmen-

tation des ressources des appareils de sécurité et de celles des institutions religieuses et de propagande. La « trinité » de la République islamique est ainsi privilégiée au moment où le régime est confronté à un rejet inédit de la part de la population. Ramené à l'inflation, le niveau de vie des Iraniens devrait, lui, continuer de baisser.

« Sachez que les cours des devises [étrangères] et de l'or, ainsi que les prix de nombreuses choses chères dans le pays, vont diminuer », a cependant promis le président ultraconservateur, sans expliciter la stratégie des autorités pour y parvenir. Fin décembre, le directeur de la Banque centrale a démissionné après que le rial eut perdu environ 25 % de

sa valeur depuis le début des manifestations, passant de 330 000 rials échangés pour un dollar à 430 000.

Dimanche, un dollar s'échangeait même à environ 450 000 rials, un plus bas niveau historique. En cinq ans, le rial iranien aura perdu dix fois sa valeur face au dollar, renchérissant d'autant le coût des produits

de première nécessité importés. L'affaiblissement de la monnaie iranienne accompagne le peu d'espoir d'une relance à court terme de l'accord nucléaire conclu en 2015 entre Téhéran et les puissances occidentales, qui avait allégé les sanctions économiques en échange d'une suspension par Téhéran de son programme nucléaire. La sortie unilatérale des Etats-Unis de cet accord, en 2018, et le rétablissement des sanctions par Washington ont aggravé, ces dernières années, la crise économique et sociale que traverse le pays.

Le projet de budget pour la nouvelle année fiscale – qui commence en mars – intervient alors que la pression s'accroît sur le régime, pris en étau entre les sanctions internationales et les effets des manifestations d'une ampleur sans précédent qui ont suivi la mort de la jeune Mahsa Amini, le 16 septembre 2022, après un contrôle de la police religieuse pour un voile jugé « *mal porté* ».

Très forte inflation

Selon les chiffres du Centre statistique iranien, l'inflation a continué d'augmenter en janvier pour atteindre 46,3 % sur un an, et jusqu'à 60 % sur un an pour les produits de première nécessité. Le Fonds monétaire international (FMI) prévoit 40 % d'inflation pour 2023.

Arrivé au pouvoir en juin 2021 après une élection boycottée par la population, mais en promettant « *une lutte incessante contre la pauvreté et la corruption* », M. Raïssi est coutumier des promesses de lendemains qui chantent. En 2022, il s'était engagé à garantir un taux de croissance du produit intérieur brut de 8 % et à créer un million d'emplois. Selon le FMI, la croissance s'est établie en réalité à 3 %, pour s'étioler autour de



Le président iranien, Ebrahim Raïssi, arrive au Parlement pour présenter son projet de loi de finances, à Téhéran, le 22 janvier 2023. ATTA KENARE/AFP

2 % cette année et en 2024.

Mais les priorités de Téhéran ne changeront pas. C'est un budget de défense du régime qu'a présenté M. Raïssi à un Parlement dominé par les ultraconservateurs. Dans ce contexte d'inflation, les quelque 130 milliards de dollars (119 milliards d'euros) de dépenses prévues, dont 52 milliards de dollars de budget de fonctionnement, privilégient la stabilité, voire l'augmentation, des budgets des institutions sécuritaires et idéologiques, quitte à rogner sur les politiques sociales et d'investissement.

Les services de renseignement voient ainsi leur budget augmenter de près de 50 %, celui des gardiens de la révolution, l'armée idéologique du régime, et des forces de police, de plus de 45 % ; celui des services pénitentiaires ou du bureau de propagande religieuse du séminaire de Qom, de 55 %. L'administration des représentants du Guide suprême dans les universités, qui furent les foyers de la contestation ces derniers mois, se voit, quant à elle, octroyer une rallonge de 40 %.

Au total, les crédits alloués à la défense et aux services de

sécurité représentent entre 18 % et 20 % du budget de fonctionnement, soit autant que ceux qui sont alloués aux secteurs de l'éducation et de la recherche. Hors dépenses budgétaires régulières, plus de 3 milliards de dollars seront en outre prélevés des recettes d'exportations pétrolières au profit du secteur de la défense. Quant au corps des gardiens de la révolution, il dispose de ressources supplémentaires par le biais des réseaux de contournement des sanctions internationales qu'il contrôle. Cet effort a un coût : un déficit budgétaire de 10 milliards de dollars est prévu au minimum.

Lire aussi : [Trois Iraniens menacés d'expulsion par la Belgique](#)

« *L'une des caractéristiques du projet de loi de finances est, d'une part, l'augmentation des salaires et des traitements à un taux inférieur à celui de l'inflation, et, d'autre part, l'augmentation du budget des institutions de propagande, sécuritaires et militaires à un taux supérieur à l'inflation. Les coûts exorbitants de ces organisations et institutions non économiques sont mis sur les épaules de la société par le biais d'un finan-*

cement inflationniste », résume le quotidien économique iranien *Donya-e-Eqtasad*.

Trois journalistes arrêtées

Dans un mouvement de balancier, les dépenses d'investissement dans les infrastructures se rétracteront de 10 % quand la hausse des salaires des fonctionnaires et des pensions (20 %) et des aides sociales (10 %) devrait, compte tenu de l'inflation, se traduire par un nouvel appauvrissement de la population. Cet appauvrissement a provoqué la révolte sociale de l'hiver 2018-2019 et alimente en partie le mouvement de contestation actuel.

Si les manifestations sont moins nombreuses ces dernières semaines, la répression ne faiblit pas. Au moins trois nouvelles femmes journalistes ont été arrêtées, a annoncé l'Association des journalistes de Téhéran dans un communiqué, lundi 23 janvier. Le quotidien réformateur *Etemad* a précisé qu'elles avaient été transférées à la prison d'Evin, à Téhéran. Ce journal évalue à 79 le nombre de journalistes interpellés depuis le début des manifestations, il y a un peu plus de quatre mois.

Depuis cette même prison d'Evin, trente détenues politiques, dont la chercheuse franco-iranienne Fariba Adelkhah, arrêtée en juin 2019 puis [condamnée à cinq ans de prison pour « atteinte à la sécurité nationale »](#), ou la fille de l'ancien président Hachémi Rafsandjani, ont signé une tribune, rendue publique à l'AFP dimanche, demandant que cessent les exécutions de manifestants : quatre hommes ont été pendus ces dernières semaines.

Mohammed Chia Al-Soudani, premier ministre irakien : « Nous sommes déterminés à développer des relations bilatérales entre l'Irak et la France »

Le gouvernement irakien est plus que jamais convaincu que l'Irak doit développer, régionalement et internationalement, des relations fondées sur une politique de coopération et d'intérêt mutuel, en adoptant l'idée d'un partenariat avec plusieurs pays du monde, notamment avec la France.

Conscient de l'importance des relations entre Bagdad et Paris, notre gouvernement est déterminé à développer et à s'engager dans des relations bilatérales.

Lorsque l'Irak a été confronté aux dangers du terrorisme et a dû mener un combat fatidique contre les forces du mal au nom de la région et du monde, la France a été l'un des premiers pays à offrir son aide. Les soldats français ont participé à la libération des territoires irakiens, en particulier à Mossoul. Notre coopération dans le domaine de l'armement, de la formation et du renseignement montre en outre qu'un partenariat stratégique à long terme unit Bagdad à Paris pour assurer une victoire durable contre les forces terroristes et une stabilité pérenne de la région.

Le désir qu'a notre pays de renforcer sa coopération militaire et sécuritaire avec la France s'inscrit dans une volonté d'améliorer les capacités de combat de ses forces de sécurité en s'appuyant sur le rôle de conseil et de formation qui est aujourd'hui celui de la coalition internationale. Nous réexaminons constamment le rôle que joue la coalition internationale et la relation que nous entretenons avec elle à la lumière du développement des

capacités de combat de nos forces armées.

Attirer Total Energies et Alstom

La croissance économique est de plus l'une des principales priorités du gouvernement irakien. Notre objectif est d'utiliser au mieux les nombreuses ressources économiques dont dispose l'Irak. En effet, l'Irak est le deuxième plus grand producteur de pétrole de l'OPEP, et compte parmi les réserves les plus importantes de pétrole et de gaz dans le monde. Ce potentiel doit nous permettre d'attirer de grandes entreprises comme TotalEnergies et Alstom, et de les accueillir afin qu'elles participent à des projets comme la capture du gaz associé au pétrole, le développement de la production d'énergie renouvelable ou le projet de métro dont Bagdad a besoin pour faciliter la circulation dans la capitale, et qui recouvre pour nous une très grande importance.

Notre gouvernement entend enfin constituer un moteur essentiel de la diplomatie régionale, comme en témoigne [la conférence Bagdad II, qui s'est tenue récemment, grâce au soutien du président Macron](#), dans la capitale jordanienne, Amman. Là, nous avons tenu

à insister sur le fait que l'Irak n'a pas l'intention d'utiliser son territoire pour menacer ses voisins, mais rejette également toute violation de sa souveraineté.

A travers ses éminentes relations avec les Etats de la région, l'Irak est devenu un point de rencontre pour d'autres pays – en permettant, par exemple, de faire dialoguer l'Arabie saoudite et l'Iran – et ce, parce que nous sommes convaincus que la stabilité de la région ne peut être atteinte qu'en surmontant les différends. Nous continuerons à œuvrer au rapprochement de Téhéran et de Riyad parce que le dialogue est le meilleur moyen de trouver un terrain d'entente, en attendant que d'autres étapes soient franchies lors des prochaines rencontres.

Prospérité, égalité et justice

La coopération entre Paris et Bagdad inclut d'autres secteurs vitaux comme la santé, l'éducation, ou la culture. Nous sommes décidés à mettre en place un partenariat pour protéger notre patrimoine et lutter contre le trafic d'antiquités.

En ce qui concerne le domaine de la santé, la France a lancé

la construction d'un hôpital à Sinjar et nous sommes profondément reconnaissants de cet effort qui vient soutenir une composante essentielle de la société irakienne. L'Irak s'engage également en faveur de la démocratie et du respect des droits de l'homme, comme le prouve l'octroi [au peuple yézidi](#) du droit de disposer de leur propre maison et de leurs terres, après qu'ils en ont été privés pendant près de cinquante ans. Nous connaissons et respectons le statut de l'Irak et des Irakiens de toutes confessions parce que nous sommes persuadés que la force de l'Irak réside dans la diversité de son peuple et que cette diversité consolide notre unité en tant qu'Irakiens : nous recherchons tous la prospérité, l'égalité et la justice.

Nous sommes ici en France dans l'espoir que ce voyage constitue une étape positive dans la construction d'une collaboration continue entre nos nations et qu'il permette de renforcer les relations qui unissent nos pays et nos peuples.

(Traduit de l'anglais par Pauline Colonna d'Istria)

Mohammed Chia Al-Soudani est le premier ministre de la République d'Irak.

La crise diplomatique s'intensifie entre la Turquie et la Suède

Les provocations contre Ankara se multiplient en Suède, en réaction au chantage du président Erdogan, qui continue de bloquer l'accession du pays scandinave à l'OTAN.

Le Coran brûlé devant l'ambassade de Turquie à Stockholm, le drapeau de la Suède incendié en face du consulat du royaume à Istanbul, plusieurs visites officielles annulées... Alors que les autorités suédoises tentent, depuis plus de huit mois, de convaincre le président turc Recep Tayyip Erdogan de [ratifier la demande d'adhésion de la Suède à l'OTAN](#), le temps de la diplomatie semble passé.

En Suède, les appels se multiplient pour défendre la liberté d'expression, face au chantage d'Ankara, quelles que soient les conséquences pour la candidature du pays à l'OTAN. Un changement d'attitude qui s'explique par la conviction, désormais largement répandue, que seuls les Etats-Unis peuvent convaincre M. Erdogan de renoncer à son veto et que la Suède a tout à perdre en continuant à faire des concessions à Ankara.

Samedi 21 janvier, les tensions ont atteint un nouveau point d'orgue, avec l'annonce, en début de journée, de l'annulation de la visite du ministre suédois de la défense, Pal Jonson, en Turquie, le 27 janvier. En cause : le permis de manifester, accordé par la police suédoise, devant l'ambassade de Turquie à Stockholm, à l'extrémiste dano-suédois Rasmus Paludan dont la spécialité est de brûler le Coran en insultant les musulmans.

Drapeau suédois brûlé à Istanbul

Au printemps 2022, sa venue, orchestrée par l'extrême droite, dans les banlieues suédoises où résident de nombreux immigrants, avait provoqué des émeutes. Pendant la campagne, avant les élections générales du 11 septembre 2022, le parti des Démocrates de Suède (SD) a utilisé des images de véhicules de police en feu pour dénoncer l'absence d'intégration des musulmans.

Selon le journal de gauche *Etc*, l'autodafé du Coran, samedi 21 janvier, a été organisé avec l'aide du rédacteur en chef du site *Nyheter Idag*, Chang Frick, proche des SD. Sous haute surveillance policière, la performance de l'extrémiste n'a duré que quelques minutes et s'est déroulée dans le calme, tandis qu'un petit groupe de militants de l'Union des démocrates européens turcs manifestait son soutien à M. Erdogan, non loin de l'ambassade.

Quelques heures plus tard, autour de 500 militants prokurdes et opposants à l'adhésion de la Suède à l'OTAN ont défilé à leur tour dans les rues de Stockholm, piétinant un portrait géant du président turc. Des images qui ont suscité la colère en Turquie et dans plusieurs pays arabes.

A Istanbul, des manifestants ont brûlé le drapeau suédois devant le consulat du pays. « *Malgré tous les avertissements, la Suède continue d'autoriser des actes terroristes provocateurs contre la Turquie* », a

dénoncé Mustafa Sentop, le président du Parlement turc, accusant l'administration suédoise de s'être rendue « *complice de crime de haine* » en autorisant l'autodafé du Coran.

Critiques sur la défense de la liberté d'expression

« *La liberté d'expression est un élément fondamental de la démocratie. Mais ce qui est légal n'est pas forcément approprié. Brûler des livres sacrés pour beaucoup est un acte profondément irrespectueux* », a réagi, dans un tweet, le premier ministre suédois, Ulf Kristersson, exprimant « *[sa] sympathie à tous les musulmans qui sont offensés par ce qui s'est passé à Stockholm* ».

Son ministre des affaires étrangères, Tobias Billström, a dénoncé, pour sa part, « *des provocations islamophobes* ». « *La Suède jouit d'une liberté d'expression étendue, mais cela n'implique pas que le gouvernement suédois ou moi-même soutienne les opinions exprimées* », a-t-il précisé.

Visant à calmer les esprits, ces déclarations ont suscité de nouvelles critiques en Suède. Certains rappellent que ni M. Kristersson ni M. Billström ne s'étaient émus de voir le Coran mis à feu dans les banlieues suédoises au printemps 2022, tandis que d'autres leur reprochent de ne pas en faire assez pour défendre la liberté d'expression, et notamment celles

des militants prokurdes, qui ont pendu un mannequin à l'effigie de M. Erdogan devant l'hôtel de ville de Stockholm, le 11 janvier.

En réaction, [la Turquie avait décidé d'annuler la visite à Ankara, du président du Parlement suédois](#), Andreas Norlen, prévient quelques jours plus tard. Partageant l'outrage de la Turquie, Ulf Kristersson a dénoncé un « *acte de sabotage* » contre l'adhésion de la Suède à l'OTAN. Mais le 16 janvier, à Stockholm, le procureur Lucas Eriksson a décidé de ne pas ouvrir d'enquête contre les manifestants, jugeant qu'ils n'avaient « *rien commis d'illégal* ».

De son côté, le patron des SD, Jimmie Akesson, dont la formation fait partie de la majorité libérale conservatrice, n'a pas hésité à qualifier M. Erdogan de « *dictateur islamiste* ». M. Akesson est déterminé à ne pas perdre la main sur le débat, alors que de nouvelles actions ont déjà été annoncées en Suède au nom de la défense de la liberté d'expression. Opposé à l'OTAN, le magazine socialiste *Flamman* a lancé un concours de caricatures du président Erdogan, promettant 10 000 couronnes (1 000 euros) au gagnant. Pro-OTAN, le bimestriel *Liberal Debatt* a annoncé qu'il publierait le meilleur dessin.

Anne-Françoise Hivert (Malmö (Suède), correspondante régionale)



24-01-2023

Syrian government should lift siege on Kurdish areas in Aleppo: Amnesty International

“The Syrian government must take immediate action to address the dire humanitarian crisis by allowing fuel and other essential supplies.”

Syrrian government forces must lift the brutal blockade on civilians in predominantly Kurdish areas in the northern Aleppo region that is obstructing residents' access to fuel and other essential supplies, Amnesty International said in a [report](#) on Tuesday.

The Syrian government imposed the blockade in August 2022 on the Kurdish neighbourhoods Sheikh Maqsoud and Ashrafiyah in Aleppo. Moreover, they imposed a blockade on more than 50 villages in the Shahba area in northern Aleppo, that are under the control of the Kurdish civilian council.

As a result, tens of thousands of civilians, including internally displaced people, have faced severe shortages of fuel and aid.



The Syrian government has put a blockade on the Sheikh Maqsoud and Ashrafiya neighborhoods in Aleppo (Photo: Hawar News Agency)

“Medical supplies are now all but exhausted and people have resorted to burning household items and plastics to keep warm from the freezing temperatures,” Amnesty said.

Residents told Amnesty that the start of the August blockade coincided with the start of normalization talks between Turkey and Syria.

“It is abhorrent to see the Syrian authorities depriving tens of thousands of residents in Aleppo of essential supplies for political considerations. Civilians are living in constant fear, deprivation and uncertainty, and are once again paying the highest price in this seemingly endless conflict,” said Diana Semman, Syria researcher at Amnesty Inter-

national's Beirut Regional Office.

“The Syrian government must take immediate action to address the dire humanitarian crisis by allowing fuel and other essential supplies, as well as aid organizations, into the areas affected, without restriction. This crisis is not only a moral imperative but also a legal one.”



24-01-2023

Turkey withdraws from over a dozen military bases in Duhok province

Turkey has withdrawn troops from over a dozen military bases in Duhok province in a month, informed civilians and military sources in the area told Rudaw this week.

Turkey has established tens of military points in the Kurdistan Region in recent years in the framework of a series of offensives it has carried out against the Kurdistan Workers' Party (PKK). Twenty-seven of these bases have been set up following the launch of the so-called [Operation Claw-Lock](#) in April, Rudaw has learnt.

Civilian and security sources in Duhok province told Rudaw's Naif Ramadan on Sunday that Turkey had withdrawn 13 of its 27 military bases it had established since April.

In 2020, the Turkish presidency [published](#) a map in a tweet which purportedly showed nearly 40 Turkish "military points" in the Kurdistan Region. The tweet was later deleted.

The Turkish army's presence in the Kurdistan Region has grown significantly in recent decades, particularly since the 1990s.

Turkish Defense Minister Hulusi Akar [told](#) reporters on Tuesday that his army has been able to control a 302-



A Turkish military base in Duhok province. Photo: File Rudaw

kilometre line on the Kurdistan Region borders through its latest offensive, Claw-Lock. He added that most of Mount Zap has been controlled by Ankara.

Peshkaft Rashid is from Sargale village in Amedi town. He fled his home in summer due to Turkish bombardment. Now the tensions between Turkey and the PKK have de-escalated in his village but Kurdish security forces are preventing him from returning to his village. He lives in a nearby village now.

"The situation is calm and there is no problem but the security forces prevent me from returning to my village. I hope that they take my demand into consideration so

that I do not lose," he told Rudaw, adding that he is struggling to find a place to feed his livestock. He has lost about 40 sheep in the last five months due to the bombardments.

A large number of villages in Duhok province have been vacated due to Turkish attacks.

Ahmed Arif is a military expert. He said that Turkey's withdrawal from these areas does not mean that it will not come back.

"We know that [Iraq's] border forces have been deployed to these areas [where Turkey has withdrawn] and Turkey will not make a return as long as there is no movement [of

PKK] there," he said.

PKK is an armed group struggling for the increased rights of Kurds in Turkey. Ankara has listed it as a terrorist organisation, often targeting its fighters at home and in the Kurdistan Region.

Karwan Khoshnaw, a spokesperson for Iraq's border forces, [said](#) earlier this month that the Kurdistan Region's borders with Turkey are "calmer" now, partially contributing to freezing weather.

He also said that their forces are using surveillance drones to monitor the developments on the borders, noting that "the Iraqi government has decided to send us necessary equipment."

En Turquie, où le président Erdogan remonte dans les sondages, l'opposition est en ordre dispersé

A quatre mois de l'élection présidentielle, prévue le 14 mai, la coalition de six partis n'a toujours pas trouvé son candidat.

Sur le papier, l'affaire était entendue. Vingt ans de règne sans partage de Recep Tayyip Erdogan et de son Parti de la justice et du développement (AKP) allaient finir par user l'incroyable résilience des Turcs. Avec une inflation oscillant entre 50 % et 85 % selon les mois, une monnaie en chute libre et des signes chaque jour un peu plus visibles d'un accroissement de la pauvreté, le temps semblait compté pour le président sortant, qui remettra son mandat en jeu lors de l'élection présidentielle prévue le 14 mai. Si on ajoute à cela la dérive autoritaire toujours plus prononcée du pouvoir et l'alliance de six partis de l'opposition rassemblés pour la première fois autour d'un agenda commun de démocratisation, l'épilogue allait de soi.

Seulement voilà, en Turquie, la politique n'est jamais linéaire. Après avoir dévissé dans les sondages au printemps, le chef de l'Etat a repris plus de sept points sur ses adversaires. La « table des six », la coalition anti-Erdogan, n'a toujours pas trouvé de dynamique porteuse, après dix mois de conciliabules. Contrairement aux élections municipales de 2019, quand elle s'était rassemblée contre les candidats de l'AKP et leurs alliés du Parti d'action nationaliste (MHP, extrême droite), « elle semble aujourd'hui se battre contre elle-même plutôt que contre le gouvernement », résume Murat Yetkin, ancien éditorialiste du journal *Hürriyet*, fin commentateur de la vie politique turque.



Un meeting du Parti républicain du peuple (CHP), à Istanbul, le 3 décembre 2022. Sur l'affiche, les portraits de Mustafa Kemal Atatürk (à gauche) et de Kemal Kılıçdaroğlu, actuel chef du CHP. YASIN AKGUL/AFP

« Economie électoraliste »

Les obstacles se sont accumulés. Recep Tayyip Erdogan, maître de tous les leviers de l'Etat, a fait, une nouvelle fois, et comme avant chaque échéance électorale, un usage immodéré de la puissance publique. Le pouvoir judiciaire n'a eu de cesse de harceler ses opposants et les caisses de l'Etat ont été très largement mises à contribution. A l'automne, le président a promis la construction de 500 000 logements sociaux accessibles à des taux plus qu'attractifs. Près d'un demi-million de personnes employées comme vacataires dans la fonction publique ont été titularisées. Le salaire minimum a été revalorisé de 50 % fin décembre, soit la troisième augmentation en un an. Et plus de deux millions de travailleurs ont vu l'âge de leur retraite abaissé, sans qu'un

des ténors de l'opposition n'y trouve à redire, ou presque.

« Quand on pose la question, personne n'est convaincu que l'opposition soit en mesure de rétablir l'économie », Özer Sencar, directeur de la société de sondages MetroPOLL

« Erdogan est en campagne depuis l'été dernier, souligne Özer Sencar, le directeur de la société de sondages MetroPOLL. Il met en application une économie électoraliste. Il utilise les ressources publiques, qui existent ou non, pour distribuer des avantages aux électeurs. En ce moment, il y en a pour tout le monde. Erdogan est certes très affaibli au vu de la situation du pays, mais quand on pose la question, personne n'est convaincu que l'opposition soit en mesure de rétablir l'économie. »

Depuis, le doute s'est également installé sur la capacité de l'opposition à adopter une stratégie pour affronter le président sortant. La table des six, qui est emmenée par la principale formation de l'opposition, le Parti républicain du peuple (CHP, gauche nationaliste), n'a pas su se mettre d'accord sur un candidat. Kemal Kılıçdaroğlu, 74 ans, le chef du CHP, surnommé un temps le « Gandhi turc » par ses partisans, semble déterminé à se présenter. Mais sa candidature se heurte à plusieurs écueils de taille : non seulement sa cote dans les sondages ne décolle pas, mais l'ambition du leader du parti fondé par Mustafa Kemal Atatürk se voit contrariée, jusqu'à ce jour, par l'opposition de Meral Aksener, l'égérie du Bon Parti (Iyi Parti, droite nationaliste et laïque), deuxième formation de la table des six. L'ancienne ministre de l'intérieur cache difficilement le soutien qu'elle apporte aux autres postulants potentiels, mieux placés dans les enquêtes d'opinion.

Kemal Kılıçdaroğlu est connu pour ses capacités de gestionnaire et d'habile négociateur. Les victoires municipales de 2019 sont d'ailleurs à mettre à son crédit. Il manque toutefois de charisme et d'entrain, comme le notent tous les observateurs, surtout face à une bête politique telle que le président sortant.

Un « bon faiseur de roi »

Adeptes d'une politique des petits pas, axant quasi systématiquement

ment son discours sur la justice et la lutte contre la corruption, il a été plusieurs fois critiqué par M. Erdogan pour avoir masqué son appartenance à la religion des alévis, une branche hétérodoxe de l'islam particulièrement méprisée par les sunnites conservateurs et l'extrême droite. « *Kılıçdaroglu a réussi à rassembler différentes familles politiques* », reconnaît Berk Esen, professeur de sciences politiques à l'université Sabanci, à Istanbul, avant d'ajouter : « *Il est un bon faiseur de roi, mais pas un roi.* »

D'après les sondages, deux autres figures du CHP sont bien mieux placées pour battre le chef de l'Etat. Mais là encore, tous deux ont leurs points faibles. Le charismatique maire d'Istanbul Ekrem Imamoglu, 52 ans, celui-là même qui a repris des mains de l'AKP la capitale économique du pays, a été condamné, le 14 décembre, pour « insulte » (il avait qualifié d'« *idiots* » ceux qui avaient an-

nulé sa première élection, remportée à nouveau trois mois plus tard) à deux ans et sept mois de prison. L'édile a fait appel, mais la décision des juges peut tomber à n'importe quel moment de la campagne. Selon des avocats, Imamoglu pourrait se présenter avec un suppléant qui le remplacerait au cas où la condamnation serait confirmée, mais la manœuvre est pour le moins risquée.

Le maire d'Ankara, Mansur Yavaş était lui aussi donné comme favori contre le chef de l'Etat d'après les sondages. Transfuge du MHP (extrême droite) et représentant de l'aile la plus nationaliste du CHP, il fait figure de repoussoir pour une majorité de l'électorat kurde et notamment le Parti démocratique des peuples (HDP, gauche prokurde) qui, avec ses 6 millions de voix, joue un rôle déterminant. Salué pour sa gestion de la capitale, Ankara, il a mis fin au suspense dimanche 22 janvier, en appelant de ses vœux

la victoire de Kemal Kılıçdaroglu.

Marginalisation du mouvement kurde

Pour l'heure, les négociations entre la table des six et le HDP – leader d'une autre coalition d'opposition dite du Travail et de la liberté – sont au point mort. Le travail de marginalisation méthodique du mouvement kurde par le pouvoir a essaimé bien au-delà des rangs de la coalition AKP-MHP, au point de le rendre progressivement infréquentable. Les formules nationalistes font écho au sein du parti İYİ, qui a menacé de quitter la coalition si cette formation de gauche venait à les rejoindre. A plusieurs reprises, Kemal Kılıçdaroglu a, lui, esquissé quelques gestes timides en direction du HDP, crédité de 11 % à 12 % des votes. Insuffisant, a estimé la direction du parti prokurde qui reproche à la coalition de ne pas avoir entrepris ne serait-

ce qu'un groupe de travail afin d'évoquer le report des voix en cas de second tour.

Le HDP lui-même est menacé d'interdiction. Mercredi 18 janvier, un procureur a envoyé un acte d'accusation à la Cour constitutionnelle demandant la tenue d'un procès pour réclamer sa fermeture pour activités « *terroristes* ». Là encore, le parti a fait appel. En attendant une réponse des juges, le HDP a d'ores et déjà fait savoir qu'il nommerait son propre candidat pour la présidentielle, une décision révélatrice de la mésentente avec la principale alliance d'opposition.

L'annonce du candidat de la table des six devrait avoir lieu le 15 février. Il, ou elle, aura alors trois mois avant le premier tour d'une élection qui s'annonce cruciale pour l'avenir du pays.

Nicolas Bourcier (Istanbul, correspondant) et Angèle Pierre

LE FIGARO

25/01/2023

letelegramme.fr

Otan: la Finlande autorise la première exportation militaire vers la Turquie depuis 2019

La Finlande a accordé une autorisation d'exportation de matériel militaire vers la Turquie, a annoncé ce mercredi le ministère finlandais de la Défense, levant une suspension effective depuis l'automne 2019 à cause d'une opération militaire turque en Syrie. La reprise de ces autorisations d'armement était une des conditions fixées par la Turquie auprès de la Finlande et de la Suède pour donner son feu vert à leur entrée dans l'Otan. Stockholm

avait déjà franchi le pas fin septembre.

La licence d'exportation a été accordée mardi pour vendre de l'acier blindé à une entreprise turque, a expliqué à l'AFP Riikka Pitkänen, conseillère spéciale au ministère de la défense. « Depuis octobre 2019, aucune licence d'exportation commerciale n'avait été accordée pour la Turquie », a-t-elle confirmé.

Une décision critiquée à gauche

L'annonce intervient alors que les négociations autour de l'entrée de la Suède et de la Finlande dans l'Otan sont au point mort avec Ankara depuis des manifestations antiturques à Stockholm ce week-end, dont l'autodafé d'un Coran. La reprise de ces exportations figure dans un protocole d'accord signé en juin dernier entre les trois pays.

La décision du ministre de la Défense a immédiatement été critiquée par un des partis de la coalition gouvernementale de la Première ministre Sanna Marin. « L'Alliance de gauche ne soutient pas l'exportation de matériel de défense à des pays en guerre ou qui violent les droits humains. Nous pensons que la Finlande ne doit pas autoriser l'exportation d'acier blindé à la Turquie », a réagi la cheffe du parti, Li Andersson, sur Twitter.

Iran : pourquoi l'UE n'a pas sanctionné les Gardiens de la révolution

Le chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell, affirme qu'il n'est pas en position de désigner les Pasdarans comme organisation terroriste. Explications.

C'est la nouvelle cible des opposants iraniens à l'étranger. En déclarant lundi que l'Union européenne ne pouvait décider, à ce stade, de placer les Gardiens de la révolution sur la liste européenne des organisations terroristes, Josep Borrell, le haut représentant de l'UE pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, s'est attiré les foudres de nombreux membres de la diaspora iranienne, qui militaient depuis plusieurs semaines pour sanctionner l'armée idéologique de la République islamique en raison de son implication dans la répression sanglante (au moins 481 morts) des manifestants en Iran.

« Ce que Monsieur Borrell a dit est honteux », dénonce la journaliste et militante iranienne Masih Alinejad auprès du Point. « Je sais que le Haut Représentant est au courant que les Gardiens de la révolution sont une organisation terroriste mondiale qui mène des campagnes de terreur du Moyen-Orient jusqu'à l'Europe, en passant par des tentatives d'assassinats ratées en Thaïlande, aux Philippines et en Géorgie. Même les capitales d'Europe occidentale, comme Bruxelles et Paris, ne sont pas à l'abri, estime l'opposante. Les Pasdarans (Gardiens, en persan) mènent une guerre contre l'Occident, mais l'Union européenne détourne délibérément le regard, et sera jugée par l'histoire. »



Josep Borrell, le Haut Représentant de l'UE pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, le 23 janvier 2023 à Bruxelles. © DURSUM AYDEMIR / ANADOLU AGENCY / Anadolu Agency via AFP

L'espoir de voir le bras armé de la République islamique – une force de 130 000 membres créée par l'ayatollah Khomeyni en 1979 pour protéger le régime naissant – sanctionnés par Bruxelles, est né de l'adoption le 19 janvier dernier par le Parlement européen d'une résolution invitant l'Union européenne et ses États membres à inscrire le corps des Gardiens de la révolution sur la liste noire de l'Union européenne. Les eurodéputés de Strasbourg ont notamment mis en cause les Pasdarans pour la « répression des manifestants » contre le régime iranien depuis le 16 septembre dernier et la mort de Mahsa Amini, mais également pour « la fourniture de drones à la Russie » dans le cadre de la guerre en Ukraine. Ils réclament l'interdiction de « toute activité économique ou financière » avec les Gardiens, véritable État dans l'État iranien, qui contrôleraient près de 60 % de l'économie du pays.

Pour rappel, les Pasdarans sont déjà visés – soit dans leur totalité, soit par le biais d'individus

ou d'entités qui leur sont liés – par quatre régimes différents de sanctions européennes : droits de l'homme, intégrité territoriale de l'Ukraine, Syrie, et armes de destruction massive. Néanmoins, en ce qui concerne la liste noire européenne des organisations terroristes, l'UE ne peut se saisir directement de cette question. « C'est quelque chose qui ne peut être décidé sans un tribunal. Une décision de justice est nécessaire », a rappelé lundi le chef de la diplomatie de l'UE Josep Borrell. « Vous ne pouvez pas dire : *Je te considère comme un terroriste parce que je ne t'aime pas*. Cela doit être fait lorsqu'un tribunal d'un État membre émet une déclaration juridique, une condamnation concrète. Et ensuite, nous travaillons au niveau européen [...] ».

« Critiques absurdes »

Il n'en fallait pas plus pour déclencher l'ire des opposants iraniens. Dès lors, le mot dièse #BorrellSoutientLesTerroristes s'est répandu comme une traî-

née de poudre sur les réseaux sociaux, provoquant l'incompréhension à Bruxelles. « Il n'y a vraiment aucune raison de critiquer le Haut Représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, souligne un diplomate sous couvert d'anonymat. Ceux qui le font n'ont aucune idée de ce qu'il a dit ou sur la question. Monsieur Borrell a seulement fait état des procédures et expliqué comment fonctionne la désignation européenne des organisations terroristes. Ce n'est ni sa décision ni son souhait, mais c'est ainsi que fonctionne l'UE. »

Pour placer une entité sur sa liste noire des organisations terroristes, le Conseil européen, qui regroupe les 27 chefs d'État et de gouvernement de l'UE, doit tout d'abord en être saisi par un des États membres par le biais d'une autorité nationale compétente : une décision de justice ou l'ordonnance d'une autorité administrative. Or, pour l'heure, aucun des 27 n'a fait parvenir une telle demande à Bruxelles. « Si une telle décision nationale est prise, la question peut être amenée au niveau de l'UE pour être discutée entre les États membres, explique Peter Stano, porte-parole de Josep Borrell. « À ce moment-là, à nouveau, ce n'est pas au haut représentant de décider de la désignation mais aux États membres de se mettre d'accord à l'unanimité, précise-t-il. Voilà pourquoi il est absurde de critiquer le haut représentant dans ce contexte. »

Dossier nucléaire

Même si un État membre en venait à saisir le Conseil européen sur les Gardiens de la révolution, l'unanimité des 27 sur l'opportunité de placer les Pasdarans sur la liste noire européenne serait loin d'être acquise. Si l'Allemagne semble par exemple disposée à franchir le pas, d'autres pays tels que la France ou la Belgique, qui possèdent en Iran des otages aux mains des Gardiens, semblent plus circonspects à cette idée. « Ce serait considéré comme une rupture par l'Iran », estime un diplomate, avec en ligne de mire la fin

pure et simple de l'accord sur le nucléaire iranien que les grandes puissances (États-Unis, Russie, Chine, France, Royaume-Uni, Allemagne) et l'Iran **tentent tant bien que mal de ranimer depuis près de deux ans**, en vain.

Conscient que la résolution du dossier nucléaire iranien, visant à empêcher la République islamique de se doter de la bombe atomique, reste une priorité occidentale, l'Iran multiplie ces derniers jours les menaces de représailles en cas de désignation des Pasdarans sur la liste européenne des organisations terroristes. Le mi-

nistre iranien des Affaires étrangères Hossein Amir-Abdollahian a ainsi indiqué dimanche que le Parlement islamique travaillait sur un projet de loi visant à reconnaître les armées européennes présentes au Moyen-Orient comme entité « terroriste », ce qui constituerait un *casus belli* dans la région. Autre option évoquée par le chef de la diplomatie iranienne, la sortie de l'Iran du Traité de non-prolifération nucléaire (TNP) qui lui interdit en théorie de se doter d'une arme atomique.

« Cela ouvrirait la voie à l'obtention par l'Iran d'une bombe atomique d'ici peu alors que nous sommes déjà au seuil nu-

cléaire, souligne une source au sein du régime iranien. Et cela couperait définitivement la République islamique de l'Europe et la jetterait pour de bon dans les bras de la Russie et de la Chine. » En attendant, l'Union européenne, qui avait déjà adopté contre l'Iran trois salves de sanctions, a décidé lundi d'ajouter 37 personnes ou entités iraniennes sur la liste de leurs sanctions pour violation des droits humains en raison de leur implication dans la répression des manifestations. Parmi elles figurent quatre commandants des Gardiens de la Révolution et douze unités militaires des Pasdarans.

LE FIGARO

avec AFP
25/01/2023

L'Iran annonce de nouvelles sanctions contre l'UE et le Royaume-Uni

L'Iran a annoncé mercredi de nouvelles sanctions contre 25 individus et entités de l'Union européenne et neuf du Royaume-Uni en réaction aux sanctions imposées par ces derniers lundi.

Téhéran reproche à ces personnes et entités de « *soutenir le terrorisme et des groupes terroristes (...), d'encourager la violence contre le peuple iranien* » ou de « *disséminer de fausses informations sur l'Iran* », a expliqué le ministère iranien des Affaires étrangères.

Mesures réciproques

L'Iran avait averti mardi qu'il allait prendre des mesures réciproques en réponse aux nouvelles sanctions décidées la veille à Bruxelles et Londres plus de quatre mois après le début de la contestation provoqué par la mort de **Mahsa Amini**.

Les ministres des Affaires étrangères de l'UE ont ajouté 37 personnes ou entités iraniennes sur la liste de leurs sanctions pour violation des droits humains. Les Britanniques ont ajouté eux cinq personnes et deux entités

sur leur liste.

Figurent sur la nouvelle liste des sanctions iraniennes huit Français parmi lesquels la maire socialiste de Paris, Anne Hidalgo, le philosophe Bernard-Henri Lévy et l'ex-élu Gilbert Mitterrand, fils de l'ancien président François Mitterrand.

Sont également ciblés trois responsables de Charlie Hebdo, le magazine déjà placé, comme entité, dans la précédente liste des sanctions. Le journal satirique a provoqué début janvier la colère de Téhéran en pu-

bliant des caricatures du Guide suprême Ali Khamenei. Radio J, basée en France, et le groupe European Friends of Israel (EFI) font partie des trois entités visées.

La liste comporte également le nom de six eurodéputés, de deux anciens élus du Parlement européen, ainsi que l'extrémiste de droite suédo-danois Rasmus Paludan, qui a brûlé samedi un exemplaire du Coran en Suède, provoquant de vives protestations à Ankara et dans plusieurs capitales du monde musulman.



Washington Kurdish Institute

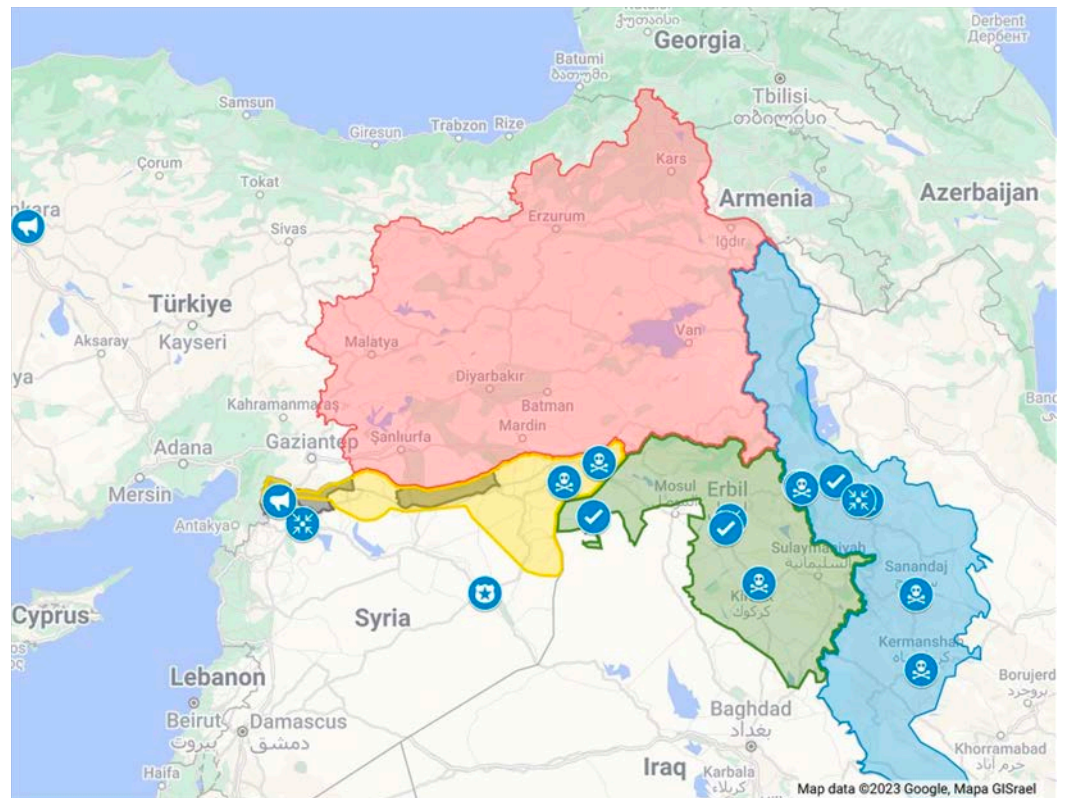
Est. 1996

Kurdistan's Weekly Brief January 24, 2023

A weekly brief of events occurred in the Kurdistan regions of Iran, Iraq, Syria, and Turkey.

Iran

On Monday, the European Union (EU) imposed additional sanctions on the Iranian regime, including Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC) commanders, Iran's Minister of Sports and Youth, members of the Iranian parliament, and an Iranian company responsible for procuring security and defense equipment. That said, the EU stopped short of listing the IRGC as a terrorist organization despite the fact the European Parliament overwhelmingly approved a resolution calling for the EU to add the IRGC and its paramilitary force, the Basij, to its terror list. The resolution also called for the sanctioning of Iranian Supreme Leader Ali Khamenei and President Ebrahim Raisi. Concurrently, the U.S. and the U.K. sanctioned more Iranian officials, including several from Iran's intelligence services. "The United States today is taking further action to press for accountability for the Iranian regime's human rights abuses by imposing sanctions on ten additional Iranian individuals and one other Iranian entity," read a statement from the U.S. State Department. Dozens of Kurds celebrated the new round of Western sanctions by holding dances in Mehabad, but the Iranian regime remained committed to its brutal campaign against protesters and activists. The regime repressed Balochis in Zahedan and abducted dozens in Piranshahr, including two female activists named Safyeh Pour and Golaheh Moradi. Simultaneously, Ira-



nian security forces arrested two members of the Nozhin Organization for Human and Cultural Rights and a female college student in Sanandaj (Sena), three Kurds in Marivan, and more in Tehran, Kamyaran, Dewalan, and Sardasht. In Kermanshah, a female archery champion named Kothar Nia lost an eye after being wounded when Iranian authorities opened fire on demonstrators in the city last December. Concomitantly, an Islamic Revolutionary Court in Boko sentenced a Kurdish man named Jalal Amini to three years and eight months in prison for "membership of a Kurdish party." Piranshahr's Islamic Revolutionary Court sentenced a Kurdish imam to four years and

six months in prison for "propaganda against the regime." Lastly, the Hengaw Organization for Human rights reported one IRGC member was killed and three were wounded during clashes with an unknown group in Bokan on Saturday.

Iraq

The Kurdistan Democratic Party (KDP) and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) expressed a "readiness" to reconcile and discussed several outstanding issues last week. At the same time, the U.S. Consulate General Erbil said White House Coordinator for the Middle East and North Africa Brett McGurk and Biden administration advi-

sor Amos Hochstein met with Kurdish leaders in Baghdad and Erbil and stressed the "importance of Kurdish unity to advance shared interests." The two sides also discussed ongoing energy disputes between Baghdad and Erbil. U.S. Ambassador to Iraq Alina Romanowski praised the prospect of improved "coordination" between Baghdad, Erbil, and the U.S. regarding Iraq's energy situation. That said, disputes between Erbil and Baghdad over the sale of gas and oil from Iraqi Kurdistan have remained unresolved since the Federal Supreme Court of Iraq ruled the Kurdistan Region's 2007 oil and gas law was unconstitutional in February 2022.

KDP lawmakers, including Deputy Speaker of the Iraqi Kurdistan Parliament Hemin Hawrami, [called](#) for an extraordinary parliamentary session to discuss several proposals regarding electoral laws. According to Hawrami, Iraq's Kurdish parties lack common ground on issues like multi-electoral voting and biometric systems. The Kurdistan Parliament [extended](#) its term by one year last October but is leaning towards holding elections in 2023.

ISIS (Da'esh) terrorists ambushed a police lieutenant named Nawzad Hassan and his driver while they were visiting military checkpoints near Kirkuk Governorate's Jabal Bor on January 17. Local security officials claimed both Hassan and his driver, Mohammed Pasha, were killed by small arms fire during the ambush. Da'esh claimed responsibility for the incident on January 18. The security situation in Iraq's "Disputed Territories" remains volatile because Baghdad has yet to implement plans to deploy several recently formed joint Iraqi-Peshmerga divisions to the region.

On January 19, the [German](#)

[Bundestag](#) held a special session and passed a resolution recognizing the Yazidi Genocide. The resolution [stated](#) the Bundestag "recognizes the crimes against the Yazidi community as genocide, following the legal evaluations of investigators from the United Nations."

Syria

U.S. Central Command (CENTCOM) [conducted](#) a "partnered helicopter and ground assault raid" with the Syrian Democratic Forces (SDF) on Saturday and captured three Da'esh terrorists. CENTCOM also reaffirmed its "steadfast commitment" to the region and Da'esh's enduring defeat. Separately, Turkish drones [killed](#) a child named Ahmed Abdul Gani on January 18 and a [member](#) of the SDF near Rmelan on January 19. The SDF released a statement following the January 19 attack that read, "A Turkish occupation army drone targeted a point for military relations in the town of Rumaylan, which is used to coordinate meetings with the International Coalition forces. The treacherous targeting resulted in the death of one of our fighters working in the Depart-

ment of Relations with the International Coalition, while another one was wounded."

Turkey and the Assad regime appeared to take another step towards normalizing relations last week. Al Sharq al Awsat [suggested](#) Moscow successfully mediated the opening of the Aleppo-Latakia highway (M4 Motorway), part of which remains controlled by Turkish-backed opposition groups. Syria's Kurds remain concerned about Turkey and the Assad regime's normalization efforts, and the Autonomous Administration of North and East Syria (AANES) [remains](#) doubtful the process will benefit ordinary Syrians.

Turkey

On the fifth anniversary of the Turkish invasion of Afrin, the pro-Kurdish People's [Democratic Party \(HDP\)](#) criticized the Turkish government for the crimes committed by Syrian "criminal" groups against the Kurdish population. The HDP also accused the Turkish government of atrocities in Afrin, including "Demographic and ethnic engineering in Afrin" and "displacing hundreds of thou-

sands of Kurds." The HDP described the silence of the world and Turkey's public opinion as "shameful."

Turkey's President Recep Tayyip Erdogan [plans to call for early](#) elections despite previous comments about [holding it on May 14](#). The HDP is still facing the threat of closure by Turkey's constitutional court, but the court will be reviewing a request to postpone the verdict until after the elections. The Turkish politician, Co-chair of the HDP, Mithat Sancar, said that the leader of the Nationalist Movement Party (MHP), [Devlet Bahçeli, has threatened](#) the constitutional court if they did not shut down the pro-Kurdish party. The court suspended government funding to the party [earlier this month](#).

[The Turkish police arrested two singers](#) for singing in Kurdish Kocaeli on January 22. Omer Faruk, a [lawmaker of Kocaeli, questioned](#) the Justice Minister and said, "in the 21st century, still detention on this grounds?" The Turkish government often bans Kurdish songs and concerts.



25-01-2023

German Minister of State Tobias Lindner visiting Iraq, Kurdistan Region

The German Federal Foreign office said he will also talk to civil-society organizations.

The German Minister of State Tobias Lindner will be visiting Iraq and the Kurdistan Region from January 24 to 26, the German Federal Foreign office said in a statement on Tuesday. "He will hold political talks with

the central Iraqi Government and the Kurdistan Regional Government, as well as with representatives of the UN organizations based there," the German Federal Foreign office said in a [statement](#). The German Federal Foreign

office said he will also talk to civil-society organizations about the latest developments in the country and visit a camp for internally displaced persons in the Region of Kurdistan-Iraq that operates with German support.

"My talks with the government in Baghdad and the Kurdistan Regional Government in Erbil will also cover the security situation and the regional political situation," he said in a public statement.

During the visit, "I will meet representatives from the military mission of Operation Inherent Resolve and the NATO Mission in Iraq. In addition, I will learn about the current situation of the Yazidi community in northern Iraq."

Germany has the largest Yazidi diaspora abroad and the German parliament recently rec-

ognized the Yazidi genocide.

Since 2014, the German Government has invested nearly 3.4 billion euros in Iraq and the Kurdistan Region with humanitarian assistance and other projects. It also opened a [military hospital](#) in Erbil and Sulaimani.

Moreover, as part of the inter-

national coalition to defeat ISIS, Germany has assisted both Erbil and Baghdad with military training and weapons.

Around 500 German forces train and advise Iraqi and Kurdish forces in Iraq.

The German Federal Foreign Minister Annalena Baerbock is

also expected to visit Iraq in March.

Earlier this month, Iraqi Minister of Foreign Affairs Fuad Hussein accompanied Prime Minister Mohammad Shia' Al-Sudani on an official visit to Germany, where they discussed bilateral relations, energy, and security issues.



avec AFP
26/01/23

Iran : Catherine Colonna exhorte Téhéran à libérer les « otages » français

Appel Cette demande a été formulée alors que la santé de l'un des « otages », Bernard Phelan, s'est considérablement dégradée

Sept Français sont détenus dans les [prisons iraniennes](#). Mercredi, la cheffe de la diplomatie française [Catherine Colonna](#) a exhorté son homologue [iranien](#) Hossein Amir-Abdollahian à les libérer. Cette demande a été formulée alors que la santé de l'un des « otages », [Bernard Phelan](#), qui détient aussi la nationalité irlandaise, s'est considérablement dégradée et suscite une vive inquiétude de sa famille et des autorités françaises.

« Une nouvelle fois, elle a demandé la libération immédiate des 7 otages français détenus arbitrairement et le respect du droit international, et redit notre condamnation de la répression » des manifestations, souligne le [ministère des Affaires étrangères](#) sur Twitter.

L'accès à ce contenu a été bloqué afin de respecter votre choix de consentement

Et pour mieux rémunérer 20 Minutes, n'hésitez pas à accepter tous les cookies, même pour un jour uniquement, via



La ministre française des Affaires étrangères et européennes, Catherine Colonna, s'entretient avec la presse à son arrivée pour une réunion des ministres des Affaires étrangères de l'UE à Bruxelles le 23 janvier 2023. — John THYS / AFP

notre bouton "J'accepte pour aujourd'hui" dans le bandeau ci-dessous.

Enseignant, chercheur ou consultant

Parmi les sept Français figurent [Cécile Kohler](#), une enseignante et syndicaliste, et son compagnon Jacques Paris, arrêtés

en mai 2022, la [chercheuse franco-iranienne Fariba Adelkhah](#), arrêtée en juin 2019 puis condamnée à cinq ans de prison pour atteinte à la sécurité nationale, ainsi que [Benjamin Brière](#), arrêté en mai 2020 et condamné à huit ans et huit mois d'emprisonnement pour espionnage.

Bernard Phelan a lui été arrêté le 3 octobre dernier. Il était alors en voyage dans le cadre de ses activités de consultant en Iran pour un tour-opérateur. Le comité de soutien de Fariba Adelkhah et de Benjamin Brière organise samedi un rassemblement à Paris pour dénoncer ces détentions arbitraires.

Iraqi court strikes down Kurdistan budget transfers

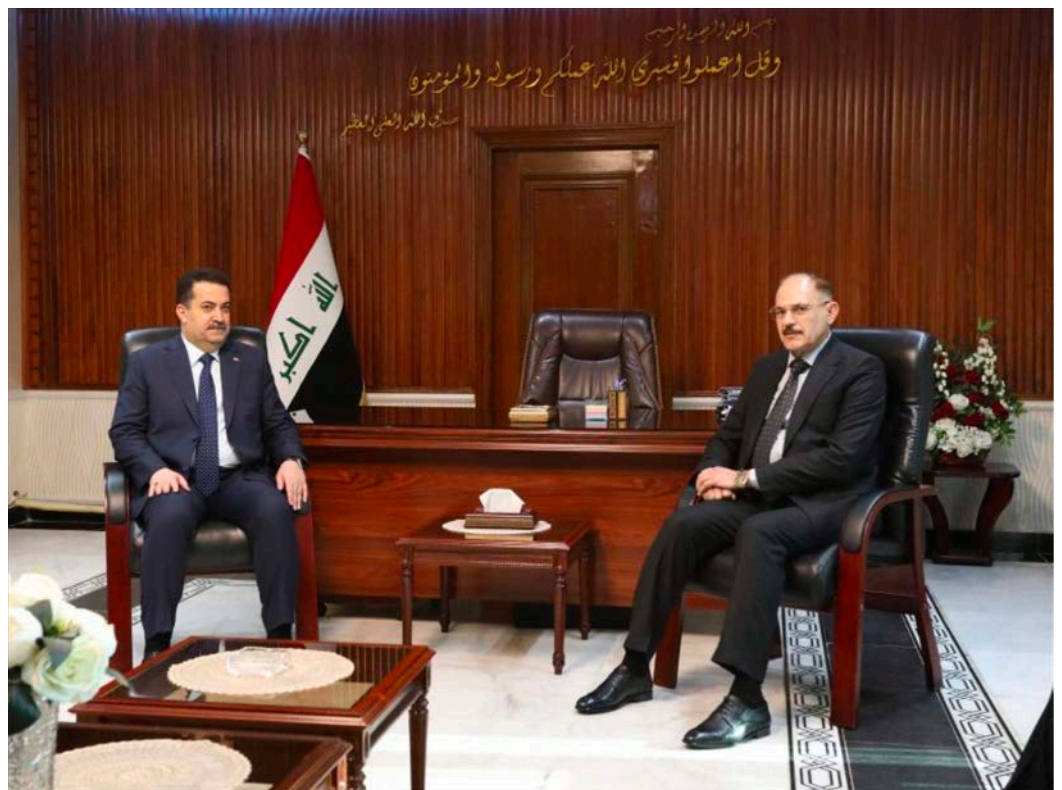
Iraq's highest court ruled against stop-gap financial transfers seen as key confidence-building measures in a sputtering rapprochement between Baghdad and Erbil.

Iraq's Federal Supreme Court (FSC) ruled Wednesday that recent federal budget transfers to the Kurdistan region were illegal, dealing yet another setback to an attempted political reconciliation between Baghdad and Erbil.

The decision invalidates several orders from former Prime Minister Mustafa al-Kadhimi's government to authorize payments to the Kurdistan Regional Government (KRG). Prime Minister Mohammed Shia al-Sudani's Cabinet recently authorized similar transfers, which the court ruling did not mention explicitly, but which now seem unlikely to happen.

This content is for **registered users**. Please [login](#) to continue.

If you are not a registered user, you may purchase a [subscription](#) or sign up for a [free trial](#).



Justice Jassim Mohammed About (right) and Prime Minister Mohammed Shia al-Sudani (left) meet at the Federal Supreme Court on Jan. 22, 2023. (Photo credit: Federal Supreme Court)

LE FIGARO

avec AFP
26-01-2023

Manifestations en Iran : un ministre appelle à une plus grande ouverture

Un ministre iranien a appelé le pouvoir à promouvoir une plus grande ouverture dans l'espace social, notamment pour les femmes, dans le contexte de la contestation déclenchée par la [mort de Mahsa Amini](#), ont rapporté

ce jeudi des médias iraniens.

À la sortie d'une réunion du gouvernement mercredi 25 janvier, le ministre du Tourisme et du Patrimoine, Ezzatollah Zarghami, a fait allusion au fait que [de plus en plus de femmes](#)

[étaient vues tête nue](#) en public depuis le début du mouvement de contestation, alors que la loi impose le port d'un voile depuis la Révolution islamique de 1979.

«On ne peut plus être dur envers le peuple»

«Je conseille à un homme qui se comporte sévèrement» envers une femme ne portant pas de voile «de fermer les yeux si la regarder l'excite», a déclaré le ministre, cité par l'agence de presse Isna et plusieurs quotidiens. «L'étroitesse d'esprit existe

malheureusement dans le pays mais on ne peut plus être dur envers le peuple», a-t-il lancé. «Pour développer le tourisme et améliorer la vie sociale, il faut ouvrir l'espace, comprendre la population et ne pas être strict avec elle», selon lui.

Ezzatollah Zarghami avait été vivement critiqué par les ultra-

conservateurs en octobre dernier pour avoir dénoncé une organisation étatique chargée de superviser le voile musulman. «Aujourd'hui, nos jeunes filles et étudiantes marchent dans la rue sans foulard. Qu'est-il arrivé ?», avait également déclaré en novembre le ministre, cité par des médias. Le 10 janvier, l'Autorité judiciaire avait

déclaré vouloir faire appliquer de nouveau une loi prévoyant de sévères sanctions, comme l'exil, pour les personnes ne respectant pas l'obligation du port du voile.

L'Iran est secoué par des manifestations depuis la mort le 16 septembre de Mahsa Amini, une Kurde iranienne de 22 ans,

après son arrestation à Téhéran par la police des mœurs qui lui reprochait d'avoir enfreint le code vestimentaire strict imposant notamment aux femmes le port du voile en public. Les autorités iraniennes qualifient généralement les protestations d'«émeutes» encouragées par des pays et organisations hostiles à l'Iran.



avec AFP
Le 26 janvier 2023

Iran : Louis Arnaud, 35 ans, fait partie des sept Français détenus par Téhéran

Les parents de ce « grand voyageur », arrêté le 28 septembre alors qu'il visitait le pays, ont décidé de dévoiler son identité. Ils s'inquiètent de ses conditions de détention « très rudes et (du) manque de communication », redoutant « de très lourdes répercussions physiques et psychologiques ».

Il croupit depuis l'automne à la prison d'Evin, à Téhéran. Parmi les sept Français détenus en Iran figure Louis Arnaud, 35 ans, arrêté le 28 septembre alors qu'il visitait le pays, ont révélé ce jeudi ses parents, soulignant que celui-ci n'est « ni comploteur, ni espion, ni mal-facteur ». Décrit comme « un grand voyageur », le jeune consultant dans le secteur bancaire « est un simple citoyen du monde, qui souhaite le parcourir pour mieux le connaître et le comprendre », écrivent Jean-Michel et Sylvie Arnaud dans un communiqué. Ils racontent que celui-ci avait repris les voyages après la pandémie de Covid-19, le 19 juillet 2022, « en vue de faire un tour du monde ».

« Parti de Paris, il a traversé l'Italie, la Grèce, la Turquie, la

Géorgie et l'Arménie pour arriver en Iran le 2 septembre 2022 », avant de faire l'objet d'« une arrestation arbitraire le 28 septembre à Téhéran », ont-ils détaillé.

Louis Arnaud est détenu depuis cette date dans la prison d'Evin. Ses parents se disent convaincus que leur fils Louis « n'a pris part à aucune manifestation, ni exprimé d'idées hostiles à l'Iran, à son gouvernement ou à l'islam » qui aurait pu motiver une arrestation. Ils déplorent également n'avoir eu que « deux brèves conversations téléphoniques » en octobre. Et leur fils n'a pu recevoir qu'une seule visite de l'ambassadeur français à Téhéran le 11 décembre. « Nous sommes donc sans nouvelles depuis bientôt sept semaines », soulignent-

ils. Ils s'inquiètent de ses conditions de détention « très rudes et (du) manque de communication », redoutant « de très lourdes répercussions physiques et psychologiques ».

La discrétion « ne fonctionne pas »

Jean-Michel et Sylvie Arnaud ont décidé de rendre public le nom de leur fils pour « alerter et mobiliser plus largement le public sur la situation » des otages français, estimant que la politique du silence et de la discrétion « ne fonctionne pas ». Aussi participeront-ils samedi au rassemblement pacifique organisé par les comités de soutien de Fariba Adelkhah, Benjamin Brière et Cécile Kohler, sur le parvis des Droits de l'Homme à Paris.

Parmi les autres détenus figure le Franco-irlandais Bernard Phelan qui a suspendu vendredi une grève de la faim et pour la vie duquel le ministère français des Affaires étrangères s'est dit « extrêmement inquiet ».

Les sept ressortissants français font partie de dizaines d'Occidentaux détenus en Iran. Leurs soutiens les décrivent comme des personnes innocentes utilisées par les Gardiens de la révolution comme levier de pression. L'Iran et les grandes puissances occidentales essaient de ressusciter un accord international de 2015 qui vise à garantir le caractère civil du programme nucléaire iranien. Téhéran est accusé, malgré ses démentis, de chercher à se doter de l'arme atomique.

Turquie : interdiction possible du parti pro-kurde avant les élections

La Cour constitutionnelle a rejeté ce jeudi une demande du HDP de repousser sa décision sur une possible interdiction du parti pour «terrorisme» après la présidentielle et les législatives.

La Cour constitutionnelle turque a rejeté ce jeudi une demande de la formation [pro-kurde HDP](#) de repousser sa décision sur une possible interdiction du parti pour «terrorisme» après les [élections présidentielle](#) et législatives prévues le 14 mai.

Une interdiction du Parti démocratique des peuples (HDP)

pourrait empêcher la troisième formation politique au Parlement de participer aux élections sous son étiquette actuelle.

Des liens avec le PKK

Le gouvernement du président Recep Tayyip Erdogan accuse le HDP d'être lié au [Parti des travailleurs du Kurdistan](#) (PKK), groupe armé qualifié de «terroriste» par Ankara et ses alliés occidentaux.

Le HDP, qui dément cette affirmation, devrait présenter une défense orale devant la Cour constitutionnelle le 14 mars, a expliqué à l'AFP un porte-parole

du parti. La Cour devra ensuite attendre les observations d'un rapporteur avant de rendre son arrêt, selon la procédure d'interdiction lancée en mars 2021.

Le HDP «opère presque comme un bureau de recrutement» du PKK, avait affirmé début janvier le procureur Bekir Sahin, chargé du dossier. Une majorité des deux tiers des 15 membres de la Cour constitutionnelle est nécessaire pour acter la fermeture du principal parti pro-kurde.

Début janvier, la Cour constitutionnelle turque avait déjà dé-

cidé, par huit voix contre sept, de suspendre les aides publiques au HDP. Le parti, qui a remporté 12% des suffrages aux dernières élections législatives, est considéré par certains analystes comme le «faiseur de rois» de la prochaine élection présidentielle.

Bête noire du président turc Recep Tayyip Erdogan depuis qu'il a contribué à le priver de sa majorité parlementaire en 2015, le HDP a fait l'objet d'une répression implacable depuis 2016, année où son chef de file Selahattin Demirtas a été arrêté et emprisonné.



27/01/2023

Samaritan's Purse President and US evangelical pastor Franklin [Franklin graham Christian Community in Kurdistan Region Church Evangelical](#)

Kurdistan is a place of coexistence: Franklin Graham

“I wish Kurdistan, through the government of Kurdistan, could affect the hearts of all the neighboring nations because this is a very unique place.”

Samaritan's Purse President and US evangelical pastor Franklin Graham told reporters on Thursday that Kurdistan is an exemplary haven for coexistence, and one of the few places in the Middle East where people of different religious backgrounds can peacefully live together.

“I wish Kurdistan, through the government of Kurdistan, could affect the hearts of all the neighboring nations because this is a very unique place, and people from other parts of the Middle East can live in peace and se-

curity, here in Kurdistan,” he said.

“I'm very grateful to the government of Kurdistan for opening this region for people of all faiths. We are so grateful, thank God.”

On Thursday, he laid the foundation stone of the Evangelical Christian Union Church in Erbil's Ainkawa district.

Last year, Pastor Graham praised Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani for

elevating the town of Ainkawa—a Christian-majority suburb of Erbil—to a district.

Also last year, the Kurdistan Region Government (KRG) inaugurated a new church for the Christian community in Erbil's Ainkawa district.

Franklin Graham is one of the most prominent evangelists in the United States and the president and CEO of the Billy Graham Evangelistic Association (BGEA) and the Samaritan's Purse, an international Christian relief organization.

Samaritan's Purse runs several relief activities and charitable projects in the Kurdistan Region, particularly in the disputed territories outside of Mosul, where a large number of religious and ethnically diverse communities reside.

Hundreds of thousands of Iraqi Christians, fleeing from ISIS's occupation of Mosul in June 2014, resettled in areas within the autonomous Kurdistan Region.

The New York Times

Jan. 26, 2023
By Ben Hubbard
Reporting from Istanbul

As Tough Elections Loom in Turkey, Erdogan Is Spending for Victory

President Recep Tayyip Erdogan is trying to soften the blow of inflation on the population and using legal threats to bolster his position ahead of a vote that could reshape his country.

Just months before [pivotal elections](#) that could reshape Turkey's domestic and foreign policy, the government is spending billions of dollars in state funds to bolster President Recep Tayyip Erdogan and his governing party at the ballot box while unleashing an array of legal threats to weaken those who seek to unseat him.

Some economists call the spending spree unsustainable, and potentially harmful, as Mr. Erdogan tries to soften the [blow of inflation](#) on Turkish families in the run-up to the vote.

Additionally, recent polls suggest that at least two potential opposition candidates could roundly beat Mr. Erdogan and one of them faces four legal challenges that could knock him out of the running and give Mr. Erdogan's party control of Istanbul, Turkey's largest city and home to one in five of the country's eligible voters.

Mr. Erdogan and his aides insist that they are setting policy purely to serve the country of 84 million, whose citizens have rewarded him and his party with multiple electoral victories over the past two decades. His critics counter that he has used his many years as Turkey's top politician to [concentrate power in his own hands](#) and is now using it to shape the outcome of the election before voters even go to the polls.

"Erdogan is trying to fight this battle on ground he chooses,



A campaign van for President Recep Tayyip Erdogan's governing Justice and Development Party in Istanbul in November. He has been Turkey's paramount politician for two decades. Sergey Ponomarev for The New York Times

under the framework that he determines, with the weapons that he picks, and preferably with the opponent that he prefers," said Ahmet Kasim Han, a professor of international relations at Beykoz University in Istanbul.

Both Mr. Erdogan's government and the political opposition view the simultaneous presidential and parliamentary elections as a momentous opportunity to set the future course for [a NATO member](#) with one of the world's 20 largest economies and strong diplomatic and business ties across Africa, Asia and Europe.

Adding symbolism to the vote is timing. Mr. Erdogan has said it would be held on May 14, months before the 100th anniversary of the foundation of modern Turkey after the col-

lapse of the Ottoman Empire.

In the meantime, he and his government have introduced vast spending for initiatives to insulate voters from the economy's troubles, at least until the election.

Since late December, Mr. Erdogan has increased the national minimum wage by 55 percent; bolstered the salaries of civil servants by 30 percent; expanded a program to give subsidized loans to tradesmen and small businesses; and moved to abolish a minimum retirement age requirement, allowing more than 1.5 million Turks to immediately stop working and to collect their pensions.

Mr. Erdogan has said that if he wins, it would vindicate his efforts to build Turkey's economy, increase its influence abroad

and protect the country from domestic and international threats. Speaking to members of his Justice and Development Party, or A.K.P., in Parliament last week, he dismissed the political opposition as incompetent and billed himself as the best person to lead the country into its second 100 years, which he has called "Turkey's century."

"Look, here I am as a politician who solves problems in his region and the world, who takes responsibilities, who sets directions," he said.

Mr. Erdogan has been Turkey's paramount politician for two decades, as prime minister from 2003 to 2014 and as president since then. His first decade in power saw a drastic expansion of the economy that lifted millions of Turks out of poverty and expanded Turkish industry.

But in recent years, the economy has weakened and Turkish opponents and Western officials have accused Mr. Erdogan of pushing the country toward autocracy, largely because of [sweeping powers he has granted himself](#) since a narrow majority of voters passed a referendum in 2017 that [expanded the president's role](#).

Mr. Erdogan's detractors say he has cowed the news media, limiting critical reporting, and extended his influence over the courts, leading to [politically motivated trials](#). He has also taken charge of foreign and fiscal pol-

icy, sidelining the Foreign Ministry and [the central bank](#). Mr. Erdogan's government has put in place a series of measures recently to help benefit workers and small businesses amid a struggling economy. Sergey Ponomarev for The New York Times

A coalition of six parties have [joined forces to try to unseat Mr. Erdogan](#) and they say that if they win, they will restore the independence of government bodies and reduce the power of the president by returning to a parliamentary system.

"The election is not only about changing the government," Canan Kaftancıoğlu, the Istanbul chairwoman of the largest opposition party, the Republican People's Party, said in a recent interview. "It is between those who are in favor of democracy and those who are against democracy."

Improving the opposition's chances are the country's economic troubles, which have caused some voters to question Mr. Erdogan's stewardship. Largely because of his unorthodox financial policies, the national currency lost nearly two-thirds of its value against the dollar in the last two years and year-on-year [inflation reached about 85 percent in November](#) before dropping to 64 percent in December.

Turkey's peak inflation rate in 2022 was nearly 10 times that of the United States and was the second-highest among the Group of 20 largest economies, after Argentina. Soaring prices have eaten into the budgets of Turkish families and eroded the middle class, damaging Mr. Erdogan's popularity.

But the opposition faces major challenges, too.

Mr. Erdogan is a deft political operative and orator who can rely on a vast party apparatus that is enmeshed with the state and its resources. The opposition has yet to name its candidate, leaving Mr. Erdogan to campaign unopposed and fueling speculation that the opposition is plagued by internal divisions that could render it ineffective or tear it apart.

The recent government spending spree adds to other initiatives introduced last year: a cash support program for low-income families; government forgiveness of some debt; and state-funded accounts to protect



Commemorating the anniversary of the death of Mustafa Kemal Atatürk, the founder of the Turkish Republic, in Istanbul in November. The elections coincide with the 100th anniversary of the foundation of modern Turkey. Sergey Ponomarev for The New York Times

local currency deposits from devaluation.

Turkish families were hit hard by inflation last year as the national currency, the lira, plunged. Sergey Ponomarev for The New York Times

Many economists say this flood of state spending could buoy voters until the election, but will most likely fuel even higher inflation and could tip the country into recession sometime after the vote.

"The plan is, up until the elec-

tion, they can spend lots of money," said Ugur Gurses, a former central bank official and finance expert. "I think they think it is worth it if they are going to win. But if they lose, it will fall into the hands of the newcomers."

The opposition's position has been further complicated by new legal threats to Ekrem Imamoglu, the mayor of Istanbul and one of the potential rivals who recent polls suggest could beat Mr. Erdogan.

Last month, a court [barred Mr. Imamoglu from politics for two years and seven months](#) on

charges that he insulted state officials. He had called electoral officials who overturned his initial victory in the 2019 Istanbul mayor's race "fools."

The race was rerun a few months later, and Mr. Imamoglu beat Mr. Erdogan's candidate again, this time by a much larger margin.

Mr. Imamoglu remains in office while appealing the conviction. But in the weeks since last month's court ruling, he has faced three new legal threats that could temporarily knock

him out of politics and remove him from office, passing control of Turkey's largest city to Mr. Erdogan.

Ekrem Imamoglu, the mayor of Istanbul, waving to supporters at a rally in Istanbul in December. Recent polls suggest that he is one of the few opposition figures who could defeat Mr. Erdogan in an election. Khalil Hamra/Associated Press

The Interior Ministry has sued Mr. Imamoglu for alleged corruption during his previous job as an Istanbul district mayor in 2015; the interior minister has accused the mayor's administration of employing more than 1,600 people with links to terrorism; and Mr. Imamoglu is being separately investigated for allegedly insulting another district mayor, who is a member of Mr. Erdogan's party.

Hasan Sinar, an assistant professor of criminal law at Altinbas University in Istanbul, dismissed the legal threats as "purely political."

"It's all about Imamoglu because he's the rising star of the opposition and they want to stop him," said Mr. Sinar, who filed a legal brief in support of Mr. Imamoglu with the court in the first insult case.

While it was unclear whether Mr. Erdogan had personally intervened in the case, Mr. Sinar said he doubted that a judge would rule against such a high-profile figure without knowing that Mr. Erdogan would approve.

"This is a political act that looks like a legal one," he said, "and no one can do this if it is against the will of the president."

Safak Timur contributed reporting from Istanbul.



27-01-2023

Turkey's pro-Kurdish party should back the main opposition candidate: Demirtas

"At this stage, it seems more likely that the HDP will nominate its own candidate," he said.

Turkey's pro-Kurdish party should back the main opposition candidate instead of fielding its own against President Recep Tayyip Erdogan in May elections, its elder statesman told AFP from jail.

"I am in favour of backing a joint candidate," Selahattin Demirtas, who ran against Erdogan twice, told AFP through a lawyer from his jail in the western city of Edirne.

The Peoples' Democratic Party (HDP) -- parliament's third-largest -- faces the threat of being banned ahead of polls in which Erdogan will seek to extend his rule into a third decade.

Erdogan portrays the HDP as the political wing of outlawed Kurdish militants who have been waging a decades-long insurgency against the Turkish state.

The party says it is being singled out for standing up for Kurdish rights and resisting Erdogan's crackdown on civil liberties.

Turkey's top court is expected to rule on a prosecutor's request to shut it down in the coming months.

The party's legal problems add a new layer of uncertainty to the parliamentary and presidential polls -- widely viewed

as Turkey's most important in generations.

The HDP has been excluded from a six-party opposition alliance now trying to agree on a single candidate to run against Erdogan.

But after securing 12 percent of the vote in 2018 elections, the HDP's future could prove decisive in what promises to be a tight race.

'Compromise'

Demirtas's second presidential challenge came from behind bars, where he has languished since 2016 on a myriad of charges, some of them terror-related.

The 49-year-old denies them all and the European Court of Human Rights agrees, repeatedly calling for his release.

Demirtas has been convicted on some counts since the last election, making him ineligible to run again.

But the party's co-chairwoman, Pervin Buldan, suggested this month that the party should still field its own candidate, even without its brightest star.

Demirtas conceded that Buldan might ultimately get her way.

"At this stage, it seems more

likely that the HDP will nominate its own candidate," he said.

But a "compromise with the HDP through negotiations" could still produce a joint candidate representing Turkey's entire opposition -- including the Kurds, he said.

Buldan has been frustrated by the six-party alliance's refusal to openly court the HDP vote.

Some of the six are staunchly nationalist and wary of close association with the Kurdish cause.

Gaining acceptance

An alliance with the HDP helped the opposition secure mayoral victories in Istanbul and Ankara in 2019, wresting Turkey's two main cities from Erdogan's ruling party for the first time in 25 years.

The party's closure before the election could see traditional HDP voters either stay at home or back the joint opposition candidate.

Judges on Thursday rejected an HDP request to delay the trial until after the May 14 election.

Turkey has shut down other pro-Kurdish parties for alleged links to the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), which

is recognised as a terror group by Ankara and its Western allies.

But Kurds have quickly regrouped in the past, creating new parties that slowly gain broader acceptance across society, particularly for their socially liberal views.

Demirtas sounded certain that a new party would rise up if the HDP, which he co-chaired from 2014 to 2018, was dissolved.

"The HDP electorate will not be left without an option or a party," he said.

The vote's outcome also has personal implications for Demirtas.

Turkey's main opposition leader, Kemal Kilicdaroglu, has pledged to release political prisoner should he win.

Erdogan himself might announce an amnesty as a gesture of good will after the polls.

Demirtas, who faces 142 years in prison if convicted of all the charges, remained defiant.

"I never expect forgiveness from anyone, especially not from Erdogan," he said. "I am the one who should be pardoning Erdogan, he is the one who is guilty."



27/01/2023

PM Masrour Barzani expresses disappointment in federal ruling in call with White House coordinator

PM Masrour Barzani expressed his disappointment with the Court's ruling in light of the "positive atmosphere" and improving relations between Erbil and Baghdad.

Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani on Thursday talked by phone with White House Coordinator for the Middle East and North Africa (MENA), Brett McGurk and discussed the recent developments in Iraq and the Kurdistan Region.

During the call, the MENA Coordinator reflected on his recent visit to Baghdad and the Kurdistan Region, where he met with a number of officials about the next steps to resolve Baghdad-Erbil issues on the budget and other issues, the Kurdistan Regional Government (KRG) said in a statement.

McGurk also stressed the importance of Kurdish unity and improving relations between the Kurdistan Democratic Party (KDP) and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK).

PM Masrour Barzani also discussed the recent decision by the Iraqi Federal Supreme Court to deny the payment of the Kurdistan Region's share of the budget



Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani (right) on Thursday talked by phone with White House Coordinator for the Middle East and North Africa (MENA), Brett McGurk (left) (Photo: Kurdistan 24)

for the last two months of 2022.

At the end of last year, Iraqi Prime Minister Sudani made the executive decision to send \$260 million owed to the KRG.

PM Masrour Barzani expressed his disappointment with the Court's ruling in light of the "positive atmosphere" and improving relations between Erbil and Baghdad and described the ruling as "politically motivated" and

an overreach of the Court's authority.

The US envoy McGurk confirmed his country's support for Peshmerga reforms, developments in the energy sector, infrastructure improvements, and combating climate change.

Moreover, they both agreed on the need to remove all obstacles to the development of the energy sector, and greater U.S. investment

in the Kurdistan region. They concluded the call by agreeing to stay in close contact.

Earlier this month, Kurdistan Region President Nechirvan Barzani [welcomed](#) a senior US government delegation led by the White House Coordinator for the Middle East and North Africa Brett McGurk and Special Presidential Coordinator for Global Infrastructure and Energy Security Amos Hochstein.

[Read in English](#)

Deux frappes visent un site militaire à Ispahan et un convoi d'armes iraniennes en Syrie

La première attaque a été menée par des drones contre un complexe impliqué dans la production de missiles balistiques. La seconde, dans le nord de la Syrie, a fait sept victimes.

Un complexe militaire d'Ispahan, dans le centre de l'Iran, a été visé, le 28 janvier, par une attaque de drones. Le *Wall Street Journal* et le *New York Times* l'attribuent à Israël, citant des officiels américains anonymes et des responsables du renseignement au fait du dialogue sur ce sujet entre Israël et Washington. Dimanche 29 janvier, en Syrie, l'aviation israélienne a également frappé un convoi d'armes en provenance d'Iran, faisant sept morts, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme.

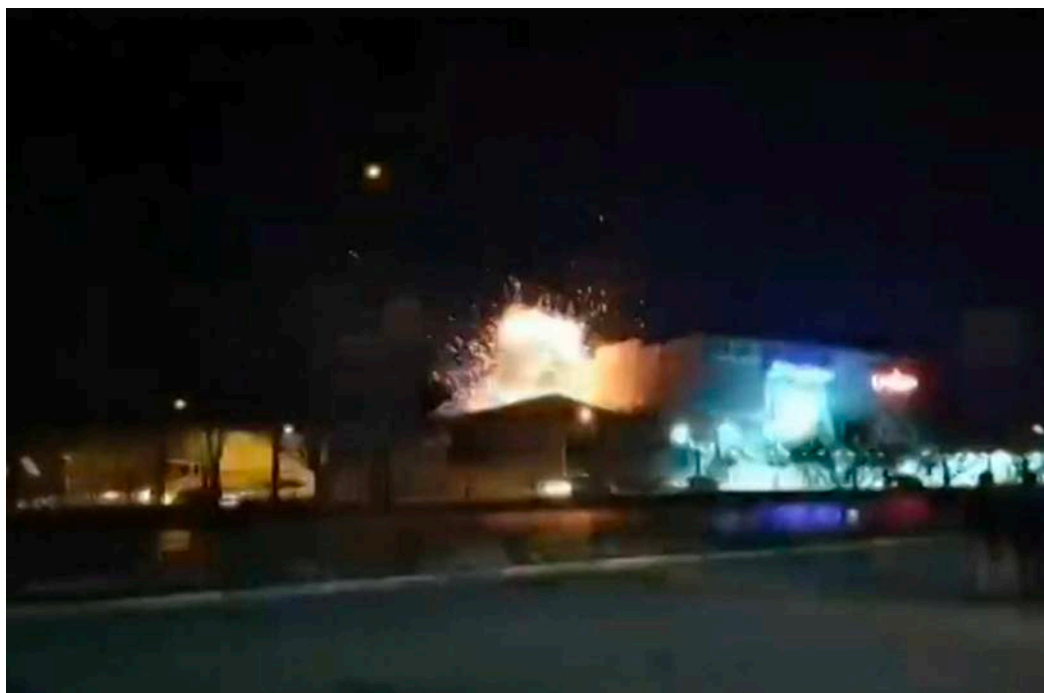


Image extraite d'une vidéo d'une explosion dans la province d'Ispahan, le 29 janvier 2023. - / AFP

La frappe sur Ispahan, une première depuis le retour au pouvoir de Benjamin Netanyahu comme premier ministre, en décembre 2022, serait, selon le site israélien *Walla*, liée au programme balistique iranien. Elle a eu lieu alors que l'Iran est accusé de se préparer à fournir des missiles à la Russie, en plus de drones d'attaque que Moscou déploie dans sa guerre en Ukraine. Cette attaque a été menée par des drones quadricoptères équipés de bombes, d'après l'agence publique iranienne IRNA. De tels en-

gins, à l'autonomie limitée, auraient nécessairement décollé du territoire iranien.

« Nucléaire pacifique »

La télévision d'Etat Press TV a diffusé des images amateur montrant une explosion près d'un boulevard du nord d'Ispahan. Cette ville abrite notamment un centre de recherche spatiale impliqué dans la production de missiles balistiques, ainsi qu'une base aérienne et une usine

de conversion d'uranium nucléaire. « *De telles actions ne peuvent affecter la volonté de nos experts pour le développement du nucléaire pacifique* », a rappelé le ministre des affaires étrangères, Hossein Amir Abdollahian.

Israël avait déjà mené une attaque de drones, en août 2019, contre un site de fabrication de missiles de précision à Beyrouth, monté par le Hezbollah libanais avec l'aide de son

allié iranien. En juin 2021, l'Etat hébreu a ainsi frappé un site nucléaire iranien, puis une usine de drones en mars 2022. Cette année-là, le prédécesseur de M. Netanyahu, Naftali Bennett, avait supervisé un élargissement des cibles du Mossad en Iran, en validant l'assassinat d'officiers impliqués dans le réseau d'alliés militaires de Téhéran au Proche-Orient.

Louis Imbert (Jérusalem, correspondant)

Otan: la Finlande espère encore adhérer avec la Suède, malgré les déclarations d'Erdogan

La Finlande espère toujours [adhérer à l'Otan](#) en même temps que la Suède, a affirmé lundi 30 janvier son chef de la diplomatie après que le président turc Erdogan a évoqué l'hypothèse d'accorder un feu vert seulement à Helsinki.

«Notre grand souhait a été et est toujours d'adhérer avec la Suède», a affirmé le ministre des Affaires étrangères Pekka Haavisto lors d'une conférence de presse, assurant que la position finlandaise était «inchangée».

Un message différent pour Stockholm et Helsinki

Le président turc Recep Erdogan a laissé entendre pour la première fois dimanche 29 janvier que la Turquie pourrait approuver la candidature de la Finlande à l'Otan, sans faire de même pour la Suède. «Si néces-



Le ministre finlandais des Affaires étrangères, Pekka Haavisto, à Helsinki, en Finlande, le 30 janvier 2023. LEHTIKUVA / REUTERS

saire, nous pouvons donner un message différent concernant la Finlande. La Suède sera choquée lorsque nous donnerons un message différent sur la Finlande», a affirmé le chef de l'État turc.

Ces déclarations «montrent qu'il y a une volonté de la Turquie d'avancer rapidement sur le processus (d'adhésion à) l'Otan si nécessaire» concernant la can-

didature finlandaise, a souligné Pekka Haavisto. Il a expliqué avoir eu des contacts depuis avec ses homologues suédois et turc, et exprimé le souhait que la ratification d'Ankara ne soit pas scindée en deux. «Nous avons exprimé notre position que (les candidatures de) la Finlande et la Suède soient ratifiées ensemble», a affirmé le ministre finlandais.

Différent turquo-suédois

La Turquie avait donné un coup d'arrêt mardi 24 janvier à l'[adhésion de la Suède et de la Finlande à l'Otan](#), en reportant sine die une rencontre tripartite initialement prévue début février et destinée à lever les objections d'Ankara à leur candidature.

Le président turc avait prévenu la veille que la Suède, déjà accusée par la Turquie d'héberger des «terroristes» kurdes, ne pouvait plus compter sur le «soutien» d'Ankara, après qu'un militant d'extrême droite a brûlé un exemplaire du Coran à Stockholm. Stockholm avait déploré un acte «profondément irrespectueux» et exprimé sa «sympathie» aux musulmans en soulignant que la Constitution suédoise empêchait d'interdire ce type d'agissements, sans toutefois éteindre la colère turque.

Pourquoi les termes “Kurde” et “Kurdistan” hérissent-ils autant le poil en Turquie ?

« Dans cet article rédigé depuis sa prison, où il est incarcéré depuis 2016, Selahattin Demirtaş, le charismatique ex-leader du Parti démocratique des peuples (HDP, prokurde) appelle ses compatriotes turcs à sortir de la haine des Kurdes et rappelle que Kurdes et Turcs ont vécu ensemble pendant mille ans dans une fraternité rompue depuis seulement un siècle »

La “question kurde”, ou le “problème kurde”, ne concerne pas que les Kurdes mais nous tous, et c’est ensemble que nous devons la traiter. Elle a beau être l’une des questions centrales dans notre pays, je constate avec tristesse qu’elle reste encore floue dans l’esprit de beaucoup. Certains viennent juste d’en entendre parler, d’autres se figurent qu’un tel problème n’existe pas.

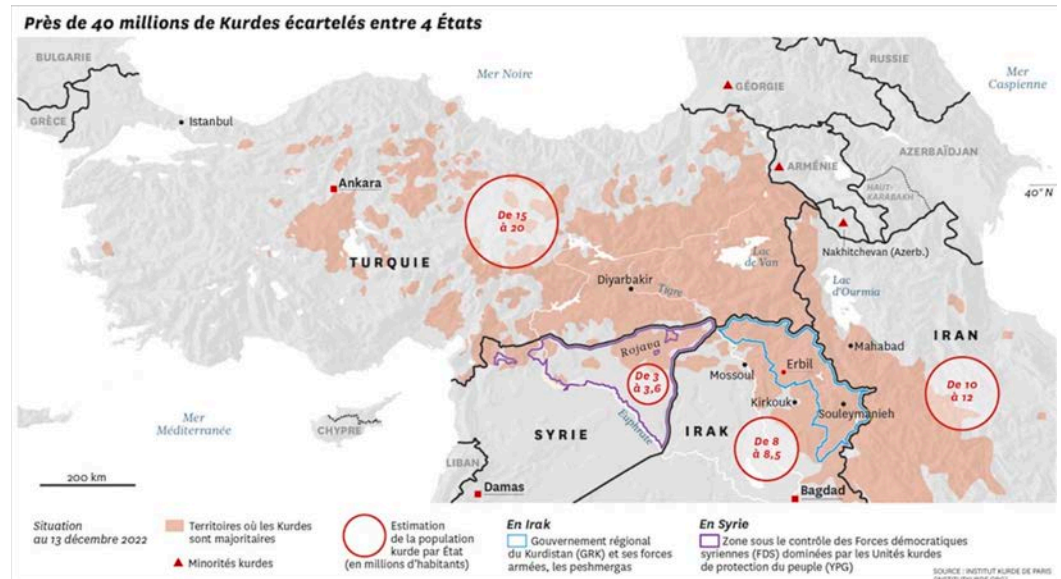
Pour résumer à grands traits, ce que l’on appelle la “question kurde” désigne l’ensemble des problèmes vécus par les Kurdes depuis la fin de l’Empire ottoman, qui se sont amplifiés dans les premières années de la République turque [créée en 1923 sur une base nationaliste turque], et n’ont cessé de se multiplier et de s’enraciner au cours du siècle dernier. Je souligne donc que le “problème kurde” n’est pas le problème posé par les Kurdes mais par leurs conditions de vie en Turquie.

C’est bien sûr un problème multifactoriel, que plusieurs livres ne suffiraient pas à cerner – c’est dire combien il est difficile de le faire en un article. Cette question possède des dimensions sociales, politiques, économiques, que je ne pourrais pas traiter. Ce qui m’intéresse ici, c’est le fait que de nombreuses personnes, notamment sous l’influence des

politiques de l’AKP (le parti islamico-nationaliste au pouvoir) soient encore dans l’ignorance totale ou partielle des termes de cette question.

départir de vos préjugés et commencer cette lecture dans un esprit fraternel. Peut-être que vous y découvrirez que vous avez vous aussi un problème kurde.

la bataille de Malazgirt, en 1071] ? Si vous êtes parvenus à le deviner, connaissez-vous déjà quelques-uns de ces mots ? Si la réponse est négative, alors vous avez un problème



Je vais donc vous poser quelques questions sur ce problème kurde, en vous demandant d’y répondre honnêtement. Il s’agit là d’une question capitale, qui a causé tant de morts [sans compter les massacres des débuts de la République turque, les affrontements entre les forces de sécurité turques et la guérilla du PKK qui ont fait plus de 45 000 morts depuis 1984] et brisé tant d’existences depuis de si nombreuses années.

Si vous désirez réellement la comprendre, vous devez vous

Avez-vous un problème kurde ?

Première question : “I love you”, “ich liebe dich”, “je vous aime”, “ez ji te hez dikim”. Selon vous, laquelle de ses phrases est écrite dans la langue du peuple kurde, qui compte 40 millions de membres dans le monde, dont 20 millions en Turquie, et dont vous prétendez qu’ils sont “vos frères depuis mille ans”[l’historiographie retient que les Turcs ont fait leur entrée en Anatolie, où les Kurdes étaient déjà présents de longue date, lors de

kurde.

Alors que vous êtes en mesure de comprendre et peut-être même de parler l’anglais, le français ou l’allemand, vous ne comprenez pas le moindre mot de la langue de vos soi-disant frères millénaires qui sont 20 millions de vos compatriotes.

Une autre question pour vous : “nos frères de Bulgarie”, “nos frères d’Azerbaïdjan”, “nos frères de Chypre”, “nos frères d’Allemagne”. Qui sont, selon vous, ces “frères” auxquels on fait référence ? Cette fois, vous

avez trouvé sans problème : oui, il s'agit bien des Turcs.

Mais jetons un œil à l'article 66 de la Constitution : "Toute personne de nationalité turque est turque." Pourtant, ces "Turcs" que vous identifiez comme tels ne sont pas citoyens de la République de Turquie. N'est-ce donc pas étrange d'appeler "Turcs" ces gens qui n'habitent pas en Turquie et n'en possèdent pas la nationalité ? Non, ça ne l'est pas, car ici l'appellation "turc" fait référence à une ancienne appartenance ethnique. Il désigne les membres de cette ethnie "turque" à l'histoire millénaire, remontant jusque dans les steppes d'Asie centrale.

Mais cette appellation de Turc n'est évidemment pas la bonne pour désigner les Kurdes, pour elle exclue ou invisibilise. On peut éventuellement dire d'eux qu'ils sont "de Turquie", mais pas les qualifier de "turc". Les Kurdes sont un vieux peuple, présent depuis des millénaires en Mésopotamie, dans cette région que nous appelons Kurdistan. Par définition, ce ne sont pas des Turcs, et ils ne le deviendront pas. Appeler "Turc" un Kurde, ou tenter de le qualifier ne fait qu'aggraver ce problème kurde.

Une langue invisibilisée à l'école

Les langues turque et kurde ne sont même pas apparentées. Le Kurde fait partie des langues dites indo-européennes, tandis que le turc est rattaché à la branche des langues ouralo-altaïques. Cette seule différence est déjà capitale. Si vous soutenez que "le kurde n'est pas une langue, nous sommes tous des Turcs et notre langue maternelle à tous est le turc", alors vous avez un problème kurde.

Faites donc preuve d'un peu d'empathie. Imaginez-vous dans une ville ou un village de Sakarya ou de Yozgat [des régions turques à majorité conservatrice et nationaliste]. Vous avez inscrit votre petite Ayse à l'école maternelle et

vous l'y conduisez en la tenant par la main. Sur le chemin, en lui répétant vos instructions, vous êtes saisis par la peur. Et si elle n'y arrivait pas ? Alors vous le lui répétez : "Écoute bien, ma fille, ne parle surtout pas turc à l'école, ne dis pas que nous sommes turcs." La petite Ayse panique, car le turc est la seule langue qu'elle maîtrise.

Quand l'instituteur souriant entre dans la classe, elle se sent aux bords des larmes. Elle n'est plus elle-même, celle qu'elle est chez elle ou dans la rue. Elle jette un œil autour d'elle, presque tous ses camarades de classe sont envahis par la même peur. Et l'instituteur de les prévenir : "Bon, les enfants, désormais il est interdit de s'exprimer en turc, car nous sommes tous kurdes et le kurde est notre langue."

Comment vous sentiriez-vous à la place d'Ayse ou en tant que parent aux prises avec une telle situation ? Si vous trouvez cela normal, alors ne m'en voulez pas, mais vous avez un gros problème kurde.

Que ceux qui pensent que l'on a accès en Turquie à une éducation en kurde [une des promesses récurrentes de l'AKP pour se rallier les voix des Kurdes conservateurs] se détrompent. Il existe uniquement une option qui permet théoriquement d'avoir deux heures de kurde par semaine. Et tous les prétextes sont bons pour refuser dans la pratique ce droit qui nous est reconnu.

Tout le monde doit bien sûr apprendre le turc, la langue officielle, à l'école. Le turc est notre langue commune, une des choses qui nous unit. On devrait aussi apprendre la langue internationale qu'est l'anglais. Et comme cela se pratique dans de nombreux pays développés, l'on devrait pouvoir avoir des cours dans sa langue maternelle.

D'ailleurs, pendant la période ottomane et jusque dans les premières années de la république, l'enseignement dans les

madrasas [écoles coraniques], qui n'était pas qu'un enseignement religieux, mais portait aussi sur les mathématiques, les sciences humaines ou l'astronomie par exemple, était assuré en kurde. Saviez-vous que cette langue n'est interdite que depuis 1925, où l'on commença par interdire son usage dans l'espace public, punissant ceux qui le faisaient d'une amende proportionnelle au nombre de mots prononcés ?

Choisir le dialogue et la paix

Si, dans une rue d'Istanbul, vous rencontrez quelqu'un et que vous lui demandez d'où il vient, quelle réponse vous hérisse le poil : "je viens de Thrace", "je viens de Cappadoce", "je viens du Kurdistan" ? Le simple mot de Kurdistan provoque en vous une colère incontrôlable ? Le diagnostic est net : vous avez un problème kurde.

Souvenons-nous que ce mot de "Kurdistan" renvoie à une entité historique et géographique. Une géographie qui contient des zones aujourd'hui réparties entre l'Iran, l'Irak, la Syrie et la Turquie. L'Iran compte une province appelée Kurdistan.

Jusqu'à la deuxième année de la fondation de la République turque, la région du sud et du sud-est du pays était nommée Kurdistan. Les Turcs seldjoukides et les Ottomans n'avaient pas la chair de poule à l'idée de parler du Kurdistan, où ils nommaient des seigneurs féodaux kurdes.

En prononçant ce mot [Kurdistan], vous n'appelez pas à la création d'un nouvel État indépendant de la Turquie. Vous appelez simplement une région géographique par son nom. Mais depuis 1925, les mots "kurde" et "Kurdistan" sont interdits, et les Kurdes contraints à l'assimilation dans une identité turque qui n'est pas la leur.

Et qu'en est-il de la situation dans les villes kurdes ? Prenons l'exemple de Diyarbakir

[la plus grande ville kurde de Turquie]. Selon les statistiques officielles, il s'agissait, en 1927, de la cinquième ville de Turquie en termes de développement économique. Mais comme tous les investissements étatiques ont été orientés depuis cette période vers l'ouest du pays, les villes kurdes n'ont cessé de s'appauvrir.

Dans les années 1980, Diyarbakir était arrivé en queue du classement, et, d'après les chiffres de 2017, la ville était classée 68e. Qu'on ne prétexte pas que "la région n'a pas pu se développer à cause du terrorisme", Diyarbakir était déjà en fin de classement au début des années 1980, soit avant le début des affrontements armés.

En résumé, les Kurdes et les Turcs, ont vécu ensemble pendant mille ans dans une fraternité qui a été rompue depuis cent cinquante ans. Cette situation a donné lieu à de nombreuses révoltes. Malheureusement, beaucoup de sang a coulé. Beaucoup de drames ont eu lieu, et continuent de se produire.

Il est temps, alors que nous avançons vers le premier centenaire de la République [en 2023], d'aborder ces problèmes de manière civilisée, de renforcer, avec l'aide du Parlement et d'une réforme constitutionnelle, notre union et notre fraternité. Car aucun frère ne peut rester silencieux face à tant d'injustices subies par son frère sans que la fraternité qui les unit soit remise en cause. Réglons cette question kurde sans violence et sans armes, en nous parlant, en nous écoutant et en nous comprenant les uns les autres.

Ce n'est pas nous qui avons envoyé ces gens dans les montagnes [les guérilleros du PKK], ce sont les oppressions subies qui les y ont poussées. Nous les appelons à descendre des montagnes, à cesser de tuer et d'être tués, à choisir le dialogue et la paix. C'est pour avoir dit cela que l'on nous traite de "suppôt du terrorisme", vous le savez ?

Mais nous continuerons sans relâche à vous parler de cette question kurde. Faites en sorte d'essayer de comprendre, s'il vous plaît, car cette question vous concerne aussi. Commencez par faire preuve d'empathie, par vous renseigner sur l'histoire. Et puis, pourquoi pas, apprenez même

un peu de kurde. Commençons par cette phrase : "Ez ji te hez dikim" ["Je t'aime bien"].

* *Selahattin Demirtas est un avocat spécialisé sur la question des droits de l'homme, Selahattin Demirtas devient en 2014 président du Parti démocratique des peuples (HDP),*

qui réunit la majorité des Kurdes et une partie de la gauche turque. Au printemps 2015, il refuse la proposition d'alliance électorale avec Erdogan, qui mène alors un processus de paix avec la guérilla du PKK, et obtient 13 % des voix aux élections parlementaires. Le président turc s'allie

alors avec l'extrême droite du MHP et met fin à la trêve et aux négociations de paix, déclenchant des affrontements d'une très grande violence dans les villes de l'est du pays. Visé depuis par de nombreux procès, dont un pour "propagande terroriste", il est emprisonné depuis le 4 novembre 2016.

